

UNIVERSITE D'ORAN

Faculté des sciences économiques, des sciences
de gestion et des sciences commerciales

Thèse de doctorat d'état
en sciences économiques

Thème :

**La création de richesses en Algérie :
Approche théorique et analyse de situation**

Présentée et soutenue publiquement par :

KIHEL M'HAMED

Sous la direction de :

Pr. CHOUAM BOUCHAMA

Jury :

Président : **M. SALEM ABDELAZIZ** - Professeur – Université d'Oran

Rapporteur : **M. CHOUAM BOUCHAMA** – Professeur - Université d'Oran

Suffragants : **M. BOUNOUA CHAIB** – Professeur – Université de Tlemcen

M. FEKIH ABDELHAMID – Maître de conférences – Université d'Oran

M.TAHAR LAREDJ - Maître de conférences – Université d'Oran

Année universitaire 2007/2008

INTRODUCTION GENERALE

"Notre première tâche est la paix, la deuxième est de veiller à ce que personne ne souffre de faim, la troisième est d'assurer le plein emploi, la quatrième est l'éducation".

Karl Popper : interview réalisée le 29-07-1994.

"Aucun problème ne peut être résolu sans changer le niveau de conscience qui l'a engendré".

Albert Einstein.

INTRODUCTION GENERALE

L'économie est une science humaine dont l'objet d'étude est l'être humain. Elle est aussi une science sociale puisque l'être humain est social, en tant qu'individu il participe d'une société.

Pendant longtemps l'économie a été considérée (et peut l'être encore dans certaines conditions) comme la discipline qui traite de l'accumulation des richesses.

Dans la Grèce antique, en 365 Av. J.C, dans ces deux ouvrages : "L'économique" et "Les revenus" Xenophon se posait la question suivante : Comment peut-on accroître la richesse et le revenu dans une certaine société et quelles sont les modalités du développement de la richesse?

L'économie soulève dès cette époque, en fait, des questions fondamentales telles : comment un surplus est-il possible? D'où provient-il? Et d'où provient la richesse des nations?¹

De telles questions supposent que l'accroissement des biens matériels fut toujours une norme directrice de l'activité de l'homme indépendamment du fait qu'il fut soumis ou libéré et autonome par rapport aux valeurs morales qui l'enserraient.

Aristote qui définissait l'économie comme "l'administration de la maison" c'est à dire l'activité familiale qui se compose de deux ensembles d'éléments : l'individu et la propriété, est tout l'art permettant d'extraire la richesse du sol.

L'acquisition de richesse, la chrématistique, n'a pour cadre que la famille.

Il faudra attendre le développement du capitalisme commercial, après le moyen-âge, pour considérer la production de richesses impliquant l'ensemble de la nation et non pas limitée à la famille et au terroir.

¹ Jacques Wolff : "Les grandes œuvres économiques" : de Xenophon à Adam Smith. éd. Cujas Paris 1973 p34.

L'affirmation des Etats-Nations et des politiques économiques caractérisées par l'interventionnisme et le dirigisme étatiques vont encourager l'accumulation de richesses par le moyen de politiques d'ensemble impliquant les transformations agricoles et les liens avec le reste de l'économie, les transformations démographiques tenant compte de leurs causes et de leurs effets, les progrès dans les transports et dans les infrastructures; et le commerce extérieur et son impact sur l'industrialisation et la croissance.

Mais toutes ces mutations ne peuvent à elles seules expliquer cette possibilité que donne l'industrialisation à la richesse pour se multiplier sans cesse.

On pourrait ajouter des facteurs qui ont aussi contribué, tels les mentalités, les innovations, le revenu bancaire et les nouveaux modes de financement, les nouvelles formes d'exploitation des ressources naturelles, mais on n'expliquerait encore pas ce grand bond dans l'économie moderne.

"La révolution industrielle britannique, vue de 1983, a été irréversible. La pensée de la Grande-Bretagne dans le monde peut bien s'être affaiblie et son leadership perdu, mais elle est restée une société urbaine, sophistiquée; *riche au delà des revers les plus fous d'un Anglais de 1750*. L'Angleterre a appris à l'Europe et l'Europe a appris au monde comment *les miracles de la techniques et de la gestion efficace pouvaient briser les chaînes de la pauvreté et du besoin*. Une fois cette leçon apprise, il y a peu de chances qu'elle soit oubliée... Même si le centre de scène a été depuis occupé par d'autres, la place d'honneur dans les livres d'histoire est assurée. Elle restera la terre sacrée de l'industrialisation"¹.

En fait de révolution industrielle, le grand bond en avant consistait en l'émergence d'un type particulier d'organisation sociale de la production appelé depuis, le capitalisme, système dont l'évolution mercantiliste, puis industrielle puis post-industrielle reste pour l'essentiel un mécanisme de marché.

¹ J. Mokyr : "The Economics of Industrial Evolution" cité par J. Brasseul : Histoire des faits économiques. Tome I p212. éd. Armand Collin. Paris 1997.

La richesse résulte d'une réalité qui est le mode des affaires auquel participent les entreprises, les banques, les bourses et autres institutions structurantes de la nouvelle vie économique "tout cela constitue les formes sociales dans lesquelles doivent se déverser les énergies originelles, formes qui ont elles même été créées en partie pour répondre à ces énergies, mais qui servent maintenant à les canaliser dans la direction voulue par la société"¹.

Pour la première fois, le besoin qui pousse les hommes à extraire des activités productives, de la richesse, prend la forme de capital c'est à dire de l'argent accumulé en biens pour produire encore plus de richesse.

Le surplus a existé en fait dans toutes les sociétés depuis les temps les plus reculés de l'histoire jusqu'au temps présent.

La richesse désirée dans le pré-capitalisme apparaissait sous la forme de biens et de services destinés à la consommation de luxe, à l'entretien des armées, et aux dons religieux, soit pour la construction d'édifices, soit pour des œuvres caritatives.

La richesse avait donc le caractère de valeur d'usage selon la terminologie d'Adam Smith.

Tant qu'elle n'incarne que le prestige, il ne peut exister aucun moyen objectif de mesurer ce que peut apporter un élément de la richesse comme critère de distinction particulière.

Dans le capitalisme, l'emploi de la richesse n'est pas une fin en soi, mais un moyen d'acquérir plus de richesse. La possession d'un pouvoir ou d'une distinction personnelle devient utilitaire en vue de forcer les autres à exécuter les tâches qu'on leur destine.

¹ R. L. Heilbroner : Le capitalisme : nature et logique. éd. Atlas Economica. 1986. p20.

Les relations sociales antérieures, basées sur la coutume disparaissent, de nouveaux rapports s'instaurent entre ceux qui n'ont rien en dehors de leur capacité à offrir leur force de travail et ceux qui acquièrent la possibilité de diriger et de mobiliser les activités de la société. c'est à dire d'organiser l'accès aux ressources rares. La tendance à amasser le capital devient une logique systémique.

Le revenu national par habitant passe de 12 £ (livres) en 1800 à 49 £ en 1910 en termes réels, soit une multiplication par quatre au cours du siècle¹.

Est-ce à dire que la seule industrie pouvait produire un pareil effet?

Les travaux des chercheurs ont fait ressortir que la croissance de la production industrielle ou du revenu restait faible et a été de 1% par an seulement, durant la révolution industrielle².

Les grandes fortunes proviennent en fait essentiellement du commerce qui n'est évidemment pas sans liens avec l'industrialisation. De 1840 à 1970, le rapport des exportations au revenu national augmente au Royaume-Uni de 10 à 20%. Ainsi le développement du commerce s'avère un facteur essentiel de la croissance économique, et l'ouverture sur l'extérieur, un ingrédient nécessaire à la stratégie du Take-off.

Une fois ce stade atteint, l'objet de l'économie qui était la production de richesse va muer pour devenir un champ sémantique où vont s'articuler : la rareté, le besoin, les fins et moyens. La discipline tend alors à devenir la science des choix efficaces.

Les bases de la richesse ayant été construits, l'essence de la valeur ne peut plus découler du travail. Dans ce nouveau monde plus riche, l'important est de

¹ Chiffres fournis par Jacques Brasseul : Histoire des faits économiques. op. citée. Tome 2. p39.

² P.J. Bernard : Histoire du développement économique. éd. Ellipses. Paris 1989. p64.

satisfaire les besoins de l'individu, la valeur provenant de la conscience qu'il a de la rareté.

La vision qui fut globale parce qu'il fallait édifier des nations plus fortes, va se déporter sur le comportement de l'individu. Les acteurs deviennent des agents économiques et les moyens dont ils disposent des facteurs de production. La seule question à résoudre demeure la répartition, chacun sera rémunéré à hauteur de sa contribution.

La dynamique d'ensemble qui reposait sur l'accumulation du capital en termes de reproduction et de croissance est réduite à un jeu d'équilibre dans une société qui n'est que juxtaposition d'individus mûs par leurs désirs et les réalisant selon leurs moyens.

A la veille de la première guerre mondiale, les pays européens sont summum de l'économie mondiale grâce à leur puissance économique. Le XIX^e siècle est celui du capitalisme et du libéralisme triomphants. Ne pas intervenir et laisser faire le cycle, abaisser les prix, les salaires et les taux d'intérêt, maintenir l'équilibre budgétaire sont les principes dominants.

Cependant la crise des années 1930 va démontrer que la régulation par les marchés était insuffisante. Keynes refuse de croire que les mécanismes auto-régulateurs du marché permettent de résoudre les problèmes du chômage et de la déflation.

L'objet de l'économie doit alors changer une autre fois. Le raisonnement ne partira plus du marché; mais des grandes variables économiques qui conditionnent l'équilibre macro-économique.

Dans une analyse en termes de circuit, la priorité est donnée à la demande effective qui est une anticipation à la demande globale à venir, faite par les entrepreneurs. La consommation se trouve au cœur du mécanisme du

multiplicateur, l'épargne exerce quant à elle un effet négatif puisqu'elle constitue une fuite du circuit.

Ainsi, les rôles respectifs de la consommation et de l'épargne sont distincts. Quand l'une stimule l'activité, l'autre permet son financement. L'équilibre du revenu national est celui qui correspond à l'égalité entre la production anticipée et la dépenses anticipée, en tenant compte bien sûr de l'interdépendance entre secteur réel et secteur monétaire.

L'équilibre doit donc être la règle. Il ne peut être que le résultat de politiques économiques menées par les pouvoirs publics. Mais, au fait, que peut signifier une politique économique, visant l'équilibre fourni par la rationalité de la science économique qui, paradoxalement n'a été produite que dans le champ occidental dont la mutation du corps social a été longue et porte les traces de son évolution dans l'ensemble des représentations sociales et pas seulement dans les rapports marchands.

L'économie sous-développée n'est en fait qu'un champ "d'hérésies économiques" l'homo-économus pénètre difficilement dans le comportement quotidien et reste un référent abstrait tellement il est étranger au patrimoine culturel. Est-ce à refuser l'universalité de la science économique? A ce sujet Samir Amin répond : "La "science" économique universitaire comme science sociale est donc morte d'impuissance, en renonçant à la théorie objective de la valeur. Mais elle lègue un art de gestion...c'est seulement l'idéologisation de l'économie, l'économisme, qui permet d'ériger en science ce qui ne peut l'être. Entre la Théorie Economique et la politique économique c'est le néo-bridge"¹.

Si cette position semble refléter un débat qui fait date, elle a le mérite de poser la question par rapport au statut de science que l'on accorde à la discipline. Le sous-développement n'existe pas dans le champ de cette science. Les

¹ Samir Amin : L'accumulation à l'échelle mondiale. éd. Anthropos. IFAN. Dakar 1970. p20-21.

instruments de l'analyse néo-classique s'appliquent de manière générale, sans aucune spécificité.

Des questions importantes méritent alors d'être posées :

- Comment la théorie n'intègre pas la croissance considérable des inégalités dans une économie mondialisée?
- Comment peut on ériger un équilibre quand en 1998 82% du P.I.B mondial revenait aux pays développés qui abritaient seulement 20% de la population mondiale?
- Quelle ouverture à l'échange international peut mettre en relation un pays comme l'Ethiopie dont le revenu annuel moyen est de 100\$ (dollars U.S) et un pays comme la Suisse où le même revenu est de 40.080 \$ (dollars U.S)¹?
- Quelle stabilité peut espérer un pays de l'O.C.D.E quand le nombre de familles, vivant en dessous du seuil de pauvreté, augmente de 60% par exemple au Royaume-Uni?
- L'économie internationale peut-elle encore rester soumise aux caprices du Dollar quand l'Euro frise 1,5 dollar en 2007. Peut-elle supporter les déséquilibres financiers qui s'aggravent avec le surendettement du 1/3 du monde et autres correspondants spéculatifs?

¹ Données quantitatives tirées de Gérard Azoulay : les théories du développement. éd. Presse universitaires de Rennes 2002.

Ainsi donc l'objet de la Science Economique est-il encore une fois remis en question : En effet le bien-être ne peut être que la conséquence directe des effets positifs de la croissance. Celle-ci est définie par François Perroux comme "l'augmentation soutenue d'un indicateur de dimension; pour la nation, le produit global brut ou net en termes réels"¹.

Le bien-être devient donc le challenge quantifiable en termes de points de croissance.

La mondialisation étant une forme de pensée unifiée, va s'instaurer sous l'égide du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale. Deux institutions devenues des lieux de production de théories et de politiques économiques pour les pays en développement. Les questions essentielles deviennent : le problème de l'endettement, la résorption des déséquilibres macro-économiques et financiers, l'ajustement structurel, le respect des règles du marché, le désengagement de l'Etat et les avantages comparatifs.

Dans les pays dits "du centre" les modalités de fonctionnement du marché ont changé. L'échange n'est plus entre producteurs et consommateurs qui doivent faire preuve de leur efficacité pour arracher leurs droits. Contrairement à ce que avance Elie Cohen². La concurrence est dépassée par la notion de compétitivité qui n'est plus un moyen mais une modalité de fonctionnement du marché. Elle devient un but en soi.

Les nouvelles conditions de l'environnement ayant été synthétisées, la question de l'accumulation des richesses en vue du décollage économique ne peut plus se poser, alors dans les mêmes termes.

¹ G. Azoulay : Op. Citées. P49.L

² Pour Elie Cohen, le problème des Nations n'est pas la compétitivité c'est à dire faire mieux que le pays voisin, gagner des parts de marché. Le véritable enjeu est la productivité ou la capacité d'un pays à produire mieux et moins cher en utilisant son capital humain, son capital physique et en mobilisant les ressources technologiques et scientifiques. "La guerre économique n'aura pas lieu" in Themis n° 2, CNRS Paris.

En effet que peut bien signifier une accumulation du capital ou une reproduction élargie quand :

- Le dualisme devient réalité.
- La richesse côtoie la précarité et la misère.
- Le fléau du chômage envahit des dizaines de millions de familles engendrant une nouvelle pauvreté.
- Les tourments financiers et monétaires mettent à nu tout système de régulation.
- Les facteurs de sous-développement s'aggravent et se mesurent à travers l'insuffisance de la production, les handicaps de la pauvreté, de la précarité des populations de l'insuffisance des systèmes d'éducation et de formation. Un ordre mondial qui n'autorise pas le développement et maintient la dépendance financière et la dépendance commerciale en ce qui concerne les prix des produits de base et le blocage des produits manufacturés et la gestion difficile des niveaux d'endettement?

Certes les conditions ne sont plus celles du décollage économique de l'Europe, mais il y a lieu d'explorer l'idée de développement très complexe en elle-même.

Même si le sous-développement est le produit d'une domination des pays les plus pauvres par les nations les plus développées. Les cinq étapes du développement de Rostow¹ permettent une approche pratique de la question. En effet, parmi ces étapes figurent :

¹ "Le cheminement de la croissance passe donc par une succession de cinq étapes communes à l'évolution de toutes les sociétés : 1- La société traditionnelles, 2- L'établissement des conditions préalables au démarrage, 3- Le décollage, 4- La marche vers la maturité, 5- L'époque de la consommation de masse".

- La mise en place des conditions de décollage d'au moins 10% du revenu national affecté à l'investissement surtout industriel.
- La consommation de masse.

Et constituent en fait les conditions de base de l'accumulation de richesse.

Il paraît utile, toutefois, de signaler que si les conditions de démarrage ont bien changé, les conditions d'arrivée ne sont plus les mêmes aussi, une simple observation des "Succes Story" peut démontrer la réalité : L'Amérique Latine et plus précisément le Brésil, le Mexique, l'Argentine et le Chili ont un P.I.B en 2002 de 3.330 \$ (dollars U.S) par habitant grâce à l'ouverture sur le monde extérieur et l'adoption des réformes d'inspiration libérale. Mais la pauvreté touche 44% de la population latino-américaine. Le taux moyen de chômage est de 9,4% en 2002!

Le Chine populaire qui a adopté l'économie de marché depuis 1977 connaît depuis les années 90 un taux de croissance de 10% de son P.I.B. Elle est le quatrième exportateur au monde. Elle représentait en 2000, 20% de la production céréalière mondiale.

Mais l'envers du décor est l'aggravation des déséquilibres sociaux, 120 millions de ruraux ont quitté les campagnes, enregistrant le plus grand exode rural de l'histoire 58% du P.I.B et 60% de la production industrielle sont réalisés dans les régions littorales qui accueillent 85% des investisseurs étrangers.

La Chine est, aujourd'hui, duale. Deux classes sociales vivent à des époques différentes.

L'essor des petits dragons (Singapour, Taiwan, La Corée du Sud et HongKong) qui ont opté pour l'industrie lourde et l'activité "High-Tech" depuis les années 1980, l'émergence des nouveaux pays (N.P.I) (La Malaisie, La Thaïlande, Les Philippines et L'Indonésie) soit tous ceux qui ont choisi le

modèle d'ouverture sur le monde et décider pour être des terres d'accueil pour les investissements directs (I.D.E).

106,9% du P.I.B en stock d'I.D.E pour les quatre petits dragons.

32,8% du P.N.B pour les nouveaux pays.

Ces pays ont effectivement réalisé l'augmentation de la richesse nationale. Les Chaebols Sud-Coréens figurent aujourd'hui parmi les plus grandes firmes multinationales. L'essor des investissements des "petits dragons" à l'extérieur est significatif de la capacité de ces pays à affronter la mondialisation. Mais le modèle semble vulnérable, la crise asiatique de 1997 a révélé la fragilité des équilibres financiers des économies soumises à la volatilité des investissements spéculatifs.

Dans cette vision si rapide, il reste à déterminer l'environnement le plus proche de notre pays, à savoir les pays pétroliers du Moyen-Orient où voisinent richesse et pauvreté et où l'industrialisation n'a pas eu de prise probante pour un décollage hors pétrodollars et l'Afrique sub-Saharienne qui subit l'ineptie de ses gouvernants, l'inadaptation de l'enseignement des technologies et des institutions, le surpeuplement et le retour des maladies jadis éradiqués et même parfois les famines.

La croissance du produit intérieur brut a été de moins d'un point par an.

Dans ce monde économique ainsi cartographié, que reste-t-il à l'Algérie comme choix?

L'accord sur le diagnostic du blocage de développement semble ressortir de toutes les entreprises :

- Un modèle de développement qui au lieu de l'accumulation aboutit à la désaccumulation.
- Des textes doctrinaux et des politiques mis en œuvre par des centres de décision qui ne semblent pas poursuivre des objectifs identiques.
- Une économie réelle qui se réduit de plus en plus aux hydrocarbures alors que l'après-pétrole devient problématique.
- Une économie informelle qui croît en phagocytant l'économie formelle segment après segment.
- Une ouverture croissante du marché sans capacité de pilotage générant prédation, corruption et autres maux sociaux.
- Une absence d'institutions qui peuvent promouvoir des centres de direction de l'activité économique et que le blocage des réformes des banques et du système financier, des réformes qui peuvent faire l'entreprise qui a tant marqué à l'œuvre du développement, et des réformes du système de régulation pour la mise en place d'un marché qui doit favoriser l'échange d'équivalent au lieu et place de l'échange inégal dont ne profitent que les spéculateurs. Ce qui obère l'émergence d'une classe d'entrepreneurs, semble freiner encore pour quelque temps.

Et en contre-sens à tous ces aspects, un prix du pétrole qui ne cesse de grimper et qui gonfle les moyens de paiement du pays sans que cela se traduise par une transformation de cette masse d'argent en capital.

Notre observation des faits nous a conduit à nous interroger alors sur le sens de notre système de création de richesses.

Sommes-nous au stade de l'accumulation primitive au sens où l'école classique l'avait définie, ou devant une question d'incapacité dans nos choix d'affectation des ressources au sens néo-classique, ou alors face à un blocage de transformation de l'épargne en investissement au sens Keynésien?

Que peuvent bien représenter pour nous tous les modèles de développement proposés, auxquels nous avons fait allusion brièvement, espérant au moins qu'ils nous servent de repères dans nos démarches?

Cette longue revue va nous permettre de cadrer notre approche sur la création de richesses en Algérie, en posant la question à notre système économique de savoir, comment atteindre un niveau de décollage sur la base d'une accumulation non fondée sur les revenus pétroliers ?

Nous analyserons cet objet dans le cadre du déroulement des faits économiques des pays qui ont atteint le seuil de développement.

Ensuite nous nous référerons à la pensée économique pour voir dans quelle mesure, elles peuvent être d'une utilité pour les décideurs.

Notre instrumentation étant ainsi forgée, nous projetterons cet acquis sur l'analyse des forces et faiblesses du système économique Algérien quant à sa capacité de générer de la richesse.

A mes parents.

A ma femme et mes enfants.

Remerciements

Le travail de recherche que nous avons mené, n'a pu s'accomplir que grâce à l'intérêt qu'on lui a accordé. Cet intérêt a été saisi sur le vif et immédiatement exprimé par Monsieur le Professeur **CHOUAM Bouchama** qui a accepté de diriger ce travail dès qu'il lui a été proposé. Qu'il me soit permis ici, de lui exprimer toute ma gratitude et ma sincère considération.

Aussi je présente tous mes remerciements à Monsieur le Professeur **SALEM Abdelaziz** d'avoir accepté de présider cette soutenance et diriger les débats.

Enfin mes remerciements s'adressent à Messieurs :

BOUNOUA Chaib : Professeur à l'Université de Tlemcen.

FEKIH Abdelhamid : Maître de conférence à l'Université d'Oran.

TAHAR Laredj : Maître de conférence à l'Université d'Oran.

d'avoir bien accepter de me lire.

Je ne peux laisser cette occasion sans présenter toutes mes amitiés les plus fraternelles à Monsieur **MOHAMMED BRAHIM Rachid** pour son aide et son soutien indéfectible.

La création de richesses en Algérie : Approche théorique et analyse de situation

	Page
<u>Introduction générale</u> : Economie de richesse	3
<u>1^{ERE} PARTIE : APPROCHE THEORIQUE DE LA RICHESSE</u>	16
<u>Chapitre I</u> : L'histoire des faits économiques : un champ d'approche de la richesse	17
Introduction	19
<u>Paragraphe I</u> : L'antiquité et la représentation subjective de la richesse	22
<u>Paragraphe II</u> : Le moyen-âge : L'économie pré-capitaliste	26
<u>Paragraphe III</u> : Les débuts de l'analyse objective de la richesse	29
<u>Paragraphe IV</u> : La révolution industrielle : Les grandes transformations et l'objectivation de la richesse	32
<u>Chapitre II</u> : La richesse : Du signe de représentation à la valeur d'usage. Les mercantilistes et les physiocrates	39
Introduction	41
<u>Paragraphe I</u> : L'enrichissement par le commerce : une idée mercantiliste.	41
1) Le commerce	43
2) L'or et l'argent	44
3) La monnaie	45
<u>Paragraphe II</u> : L'enrichissement par l'activité productive : une conception physiocratique.	50
1) Le courant philosophique	51
2) La conception de la monnaie	52
3) Le produit net	53
4) La conception de la société en trois classes	54

5) Le tableau économique	55
--------------------------	----

Chapitre III : L'objectivation de la richesse : Division du travail, profit et valeur

Introduction	65
<u>Paragraphe I</u> : La valeur-travail comme expression de la richesse	67
1) La division du travail	68
2) Le travail commandé	71
3) Du travail productif au travail improductif	72
4) De la nature des capitaux	77
<u>Paragraphe II</u> : La richesse chez les classiques : une pensée controversée	79
1) La rente foncière	82
2) Le travail	84
3) Le statut de la rente, du salaire, de la richesse, du profit et de la valeur chez les classiques	85
4) La dynamique grandiose	88
<u>Paragraphe III</u> : La plus-value comme source d'enrichissement chez Marx	94
1) La division du travail chez Marx	95
2) Du travail à la force de travail	98
3) la valeur de la force de travail	100
4) De la plus-value	101
5) Le cycle du capital	101
6) Du produit marchandise à sa réalisation	107
7) De la transformation de la valeur en prix	107
8) transformation de la plus-value en capital	111
9) L'affectation de la plus-value	112

10) La reproduction élargie	115
11) Présentation des schémas	115
<u>Chapitre IV : Un nouvel objet pour l'économie : Quelle place pour la richesse?</u>	118
Introduction	119
<u>Paragraphe I : De la valeur-utilité</u>	121
1) De l'utilité marginale	121
2) De la valeur chez Walras	124
3) De l'équilibre économique général	125
4) Quelques remarques	128
<u>Paragraphe II : La contre révolution Keynésienne et le problème de la richesse</u>	133
1) La vision circuiste	135
2) La demande effective	139
3) Les anticipations	140
4) Le multiplicateur Keynésien	141
5) Remarque générale	145
6) Les relations technologiques	150
<u>Conclusion de la première partie</u>	154

<u>2^{EME} PARTIE : L'ANALYSE DE SITUATION</u>	158
<u>Introduction</u>	160
<u>Chapitre I : Diagnostic de la première période de développement</u>	161
<u>Paragraphe 1 : Le modèle d'accumulation 1966-1979</u>	162
1- Les conditions de base de la politique de développement	163
2- Le processus d'accumulation et son fonctionnement	166
a) Le développement des activités économiques	166
b) Budget de l'Etat et financement des investissements	169
c) Le mode de financement	171
3- L'instrumentation financière	173
<u>Paragraphe 2 : Les remises en cause du modèle</u>	179
1) L'essoufflement du modèle d'industrialisation	179
2) La nouvelle orientation des investissements	181
3) Improductivité du secteur agricole	181
4) Le non dépassement du premier modèle	185
5) Les orientations du 2ème plan quinquennal 1985-1989	187
6)- Politique économique et gouvernance	189
7) Les sanctions du marché	194
a) La sanction monétaire	194
b) La dette extérieure	199
<u>Chapitre II: Le programme de stabilisation macroéconomique</u>	210
<u>Paragraphe 1 : Les résultats macroéconomiques de la politique de stabilisation</u>	213
<u>Paragraphe 2 : Le contexte macroéconomique de l'après P.A.S.</u>	218
<u>Paragraphe 3 : Le secteur privé et le blocage de l'accumulation</u>	223

<u>Paragraphe 4</u> : Les investissements directs étrangers (I.D.E) et l'accumulation.	226
<u>Paragraphe 5</u> : Le financement industriel	235
<u>Paragraphe 6</u> : L'investissement productif	239
<u>Paragraphe 7</u> : Le secteur agricole dans l'après crise de 1986	242
1) La relation entre la terre et l'exploitant doit sécuriser ce dernier	244
2) La relation entre la taille optimale des exploitations et la question des revenus	245
3) La relation entre l'agriculture et l'ouverture des marchés	245
<u>Chapitre III</u> : Le nouveau paysage des investissements	247
<u>Paragraphe 1</u> : L'impulsion de la croissance par la dépense publique	252
1) Le plan national de développement agricole (P.N.D.A)	252
2) Le plan de soutien à la relance économique (P.S.R.E)	254
3) La politique sociale de l'habitat	257
<u>Paragraphe 2</u> : Les moyens et instruments de lutte	260
1) La problématique de l'emploi et de la lutte contre le chômage	260
2) Les emplois salariés d'initiative locale	261
3) Les contrats de pré-emploi (C.P.E)	261
4) Les Travaux d'Utilité Publiques à Haute Intensité de Main d'œuvre (TUPHIMO)	262
5) L'indemnité d'activité d'intérêt général	262
6) Le micro-crédit	262
7) Les micro-entreprises	262

<u>Paragraphe 3</u> : Les aides et l'action sociale	262
1) Les actions de proximité	263
a) Le développement communautaire	263
b) L'action solidaire de proximité	263
2)- Les dispositifs en matière d'action sociale	263
3) Les actions qui relèvent de la solidarité nationale	264
4) L'amélioration du cadre de vie et l'accès aux besoins de base	268
<u>Chapitre IV</u> : Un instantané de l'économie après quarante années de politique de développement	269
<u>Paragraphe 1</u> : L'enrichissement sans création de richesse	270
<u>Paragraphe 2</u> : Qu'en est-il de l'intervention du commerce extérieur	274
<u>Chapitre V</u> : Le marché : Un institué non instituant : Quelle économie de marché?	283
<u>Paragraphe 1</u> : La nature de l'économie de marché	285
<u>Paragraphe 2</u> : Aux sources du marché	287
<u>Paragraphe 3</u> : Economie de marché et société de marché	289
<u>Paragraphe 4</u> : Quel marché pour les économies des pays socialistes	293
<u>Paragraphe 5</u> : Le non-marché en Algérie	298
<u>Chapitre VI</u> : La banque : Une institution non transformatrice. La non banque en Algérie	307
<u>Paragraphe 1</u> : La banque historiquement institution de l'économie de Marché	309
<u>Paragraphe 2</u> : L'institution bancaire et son métier	313
<u>Paragraphe 3</u> : Quand l'institution bancaire devient un rouage	316
<u>Paragraphe 4</u> : La non banque en Algérie	318

<u>Chapitre VII</u> : L'entreprise : Une institution non créatrice de richesse	330
<u>Paragraphe 1</u> : L'entreprise de l'orthodoxie	332
<u>Paragraphe 2</u> : La recherche d'une forme entreprise dans les pays Socialistes	337
<u>Paragraphe 3</u> : Au fond de la non-entreprise en Algérie	341
Conclusion de la deuxième partie	351
Conclusion générale	355
Bibliographie	

Première partie

Approche théorique de la richesse

Chapitre I

L'histoire des faits économiques : un champ d'approche de la richesse

Introduction

Paragraphe 1 : L'antiquité et la représentation subjective de la richesse.

Paragraphe 2 : Le moyen âge : l'économie pré-capitaliste.

Paragraphe 3 : Les débuts de l'analyse objective de la richesse.

Paragraphe 4 : La révolution industrielle : Les grandes transformations et l'objectivation de la richesse.

"C'est précisément ce sens du problème qui donne la marque du véritable esprit scientifique. Pour un esprit scientifique, toute connaissance est une réponse à une question. S'il n'y a pas eu de question, il ne peut y avoir connaissance scientifique".

G. Bachelard : La formation de l'esprit scientifique. p14.

"L'économie politique est la science des hommes affrontant les problèmes de la rareté et de l'organisation rationnelle de leur société, elle est la science des choix de structure, elle est science des modes d'organisation et des mécanismes de régulation, son but ultime consiste en l'analyse des conditions et de la réalisation d'un accroissement de bien être pour l'ensemble de la population".

La science économique a une vocation transformatrice.

Marcel Rudloff : Economie politique du tiers monde. éd. Cujas p30, 1977.

Introduction

L'analyse des faits économiques dans leur déroulement historique constitue le seul champ concret à partir duquel l'évolution de la notion de la "création de richesse" peut être appréhendée.

Le passage d'une approche subjective à une approche objective peut être interprétée comme la translation entre le quantitatif et le qualitatif.

La quantité définissant la force et le pouvoir, va laisser place par le cheminement de la rationalisation de la pensée et des comportements à la notion de richesse comme "croissance économique moderne", selon les termes de Kuznets (1966). Quand le "mariage de la science et de la technologie" selon North (1981) deviendra la base matérielle et immatérielle du monde.

Alors que le mouvement d'étude des idées économiques date d'à peine un peu plus de deux siècles, les faits concrets qualifiés de faits économiques prennent racine aussi loin que l'on puisse remonter dans l'histoire quand la primauté fut aux valeurs morales et/ou religieuses.

L'idéal scientifique est naturellement l'unification de la théorie se rapportant au champ du réel. A l'unité de celui-ci devrait correspondre l'unité de son explication scientifique.

L'économie en tant que science sociale pouvait elle obtempérer à ce principe? L'accord général fait que la fondation de l'économie remonte à l'école classique, mais s'agit il de l'économie politique, de la science économique ou de l'analyse économique voire le discours économique?

La science économique est cette science sociale dont l'objet est l'étude des rapports qu'entretiennent les hommes pour la production de biens matériels ou immatériels, de la répartition de ces biens ou de l'usufruit de ceux-ci, de manière à assurer leurs vies individuelles et la reproduction de leur société. Les hommes

selon le temps et le lieu se sont opposés et même divisés les uns par rapport aux autres, les antagonismes sont parfois fondamentaux.

Il s'agit d'une science sociale où la connaissance de la société c'est à dire de l'économique, du social, du politique grossièrement réunis en une entité suit une double voie :

- "Il y a la politique tâtonnante, myope, spontanée et souvent créatrice, c'est à dire le niveau du vécu, aveugle, riche et confus puisqu'il comprend le corps, les sentiments, la mémoire non enregistrée.

Scripturairement, les désirs et les aspirations, le vécu et la pratique associés ne restent pas mentalement passifs; en vivant sans connaissances précises, en agissant sans théorie, celui qui vit, qui souffre et jouit, qui agit et par conséquent échoue ou réussit dans son projet, ce vivant réfléchit. Il n'atteint ni à la clarté du concept ni à la vérité globale; mais les germes des idées et des projets naissent peut être à ce niveau. Le vécu et la pratique sociale ne se réduisent pas par définition à une pauvreté, alors que la richesse "culturelle" appartiendrait à la pensée et au penseur; ils ont, ils sont une voie.

- La science? C'est une autre voie. Parallèle à la première? Non. Parfois voisine, entrelacée, parfois lointaine et même hostile.

Le conçu atteint le global, au delà du vécu mais par une médiation aux immenses conséquences : l'abstraction. Le concept ne s'élève au général qu'à travers l'abstrait"¹.

¹ Henri Lefebvre : De l'Etat. Tome II p71. Coll. 10-18.

Il semble alors raisonnable pour notre objet d'adopter une démarche normative¹ qui nous permette de reprendre les faits concrets qualifiés historiquement de faits économiques et qui posent des valeurs comme principes qui prescrivent des règles simples dites économiques.

L'autonomie de cette discipline ne correspondant alors pas aux valeurs partagées de l'époque, les valeurs religieuses ou philosophiques hostiles à tout ce qui touche à l'économie dans son sens de l'époque restreint à la production et à la subsistance du groupe familial.

Ces faits dans leur déroulement historique ont fini par revêtir la particularité d'être économiques car ils se situent dans le champ de l'économie qui implique l'échange et donc la monnaie et à tout le moins l'équivalent général.

Ce champ économique ainsi particularisé est celui qui :

- doit porter sur l'utilisation des ressources rares en vu de l'acte de production et de répartition pour des fins de consommation.
- Construire la recherche d'un rapport entre production et consommation.
- Il est enfin du domaine de la science de la richesse². Point sur lequel nous allons centrer notre recherche.

¹ Par opposition à une démarche positive qui traite les questions posées en se référant à une analyse et à des faits empiriques, la démarche normative, dans le traitement des problèmes posés, s'appuie sur des préceptes d'éthique et des normes d'équité, elle recourt aux valeurs morales plutôt qu'à des faits, la seule analyse économique ne suffit pas. On peut faire référence à l'œuvre de GUNNAR Myrdal qui a fait du concept de science sociale imprégnée de valeurs d'un des thèmes majeurs de son œuvre entière. Il considère qu'"il n'y a rien de mal, en soi, dans les concepts chargés de valeurs s'ils sont clairement définis comme des valeurs prémisses explicitement indiqués". GUNNAR Myrdal : cité par Mark Blang in la méthodologie économique p.117, 1982, Ed. economica.

² Il s'agit plutôt d'un domaine général : d'une couche très cohérente et fort bien stratifiée qui comprend et loge comme autant d'objets matériels les notions de valeur, de prix, de commerce, de circulation, de rente d'intérêts. Ce domaine, sol et l'objet de l'économie à l'âge classique est celui de la richesse." Michel Foucault : les mots et les choses p177. éd. Gallimard. Tel. 2004.

La richesse de l'individu comme de l'Etat est à la base et le résultat de toute activité. Elle se compose de ressources naturelles, de biens courants et d'instruments monétaires.

Dans son ouvrage de 1776, Adam Smith¹ considère dans le livre IV l'économie politique comme une branche des connaissances du législateur et de l'homme d'Etat et se propose deux objets distincts :

- De procurer au peuple un bon revenu ou une subsistance abondante, ou pour mieux dire, de les mettre en état de se les procurer lui même
- De pourvoir à ce que l'Etat ou la communauté ait un revenu suffisant pour les charges publiques.

Elle se propose d'enrichir en même temps le peuple et le souverain.

Jean Baptiste Say dans la première édition du "traite d'économie politique" de 1803 se propose d'étudier la connaissance des lois qui président à la formation, à la distribution et à la consommation des richesses².

Paragraphe I- L'antiquité et la représentation subjective de la richesse

Aussi loin que l'on puisse remonter dans l'histoire, quand la primauté était accordée prioritairement aux valeurs religieuses l'économie ne pouvait s'ériger en discipline autonome, *dans cette situation la question de la richesse, même si elle était présente, elle se trouvait évincée par la morale qui lui était supérieure ou totalement opposée.*

¹ Adam Smith : recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations. Ed. Gallimard. P233. 1976.

² En rétorquant à son frère Louis Say que "les choses ne sont des richesses qu'en raison de l'utilité qu'elles ont, et non en celle que le public leur reconnaît en les payant plus ou moins cher. J. B. Say précise que "il est très vrai que les hommes devraient toujours en juger ainsi; mais en économie politique il ne s'agit pas d'apprendre ce qui devrait être, mais ce qui est". J.B. Say : Traite d'économie publique p293.

C'est David Herne qu'énonça le premier la proposition "que l'on ne peut déduire ce qui doit être de ce qui est" propositions dénommées " la guillotine de Herne".

Aristote faisait la distinction nette entre l'économie qu'il définit comme l'art d'administrer la maison et la *chremastique* qu'il définit comme l'art de s'enrichir, d'acquérir des richesses. Cette dernière est considérée comme une activité contre-nature dans la mesure où l'accumulation se fait pour le plaisir. "on peut se demander si l'art d'acquérir la richesse est identique à l'art économique ou s'il en est une partie ou l'auxiliaire [...] on voit clairement que l'économique n'est pas identique à la chremastique. Il revient à ce dernier de procurer, à l'autre d'utiliser. Quel autre art que l'économie s'occupera de l'utilisation des biens dans la maison?"

Aristote : La politique I-8-9. 1256 a 3-5.

Dans la pensée grecque, Aristote centrait sa réflexion sur deux problèmes majeurs :

- Le premier concernait l'échange des marchandises qui devrait satisfaire des besoins.
- *Le second a trait à la richesse.*

L'économique avait pour objet la prise de possession directe ou la transformation par le travail des richesses de la nature.

Généralement les philosophes politiques grecques étaient hostiles à la richesse car elle était en contradiction avec la cité parfaite.

L'intérêt de l'argent était condamné parce que sa conception était contraire à la nature. Véritablement, l'échange marchand n'avait pas encore pénétré les pores de la société. *L'histoire de toute l'antiquité va constituer une histoire de la consommation stérile de la richesse.*

Historiquement on distingue :

- Les empires de la terre fondés sur l'agriculture.
- Les empires de la mer qui reposent sur la commerce et la navigation comme la civilisation phénicienne, Carthage, les royaumes hellénistiques.
- Les civilisations construites autour des fleuves; le Tigre; l'Euphrate, Sumer en Perse, le Nil en Egypte.

Seule Rome fut empire de la terre et de la mer à la fois.

L'économie de Mésopotamie fut basée sur l'agriculture et les activités variées de production, le tout caractérisé par un système économique libre. Le code d'Hammourabi réglementait ce capitalisme antique où les droits de propriété étaient garantis et protégés, de même que les contrats. La richesse est le fruit de la géographie et d'un système de gestion décentralisé qui exige ce vaste empire.

L'Egypte, si elle aussi, était terre de civilisation; fruit de la géographie de Mésopotamie, elle était par contre régie par un système d'économie centralisée articulé autour du Pharaon. Toutes les activités aussi diversifiées soient-elles, étaient sous le contrôle absolu du Pharaon qui possède tout, les gens, les animaux, les productions, les entreprises, les terres... l'économie était essentiellement agricole. Les monopoles de l'Etat engendraient une immense bureaucratie. Le stricte respect de la tradition entraînait la reproduction à l'identique; dans ce cadre, la rareté, problème économique fondamental, est résolue par la soumission au *prince unique représentant de l'ordre et détenteur de richesse.*

Le phéniciens sont les inventeurs du commerce maritime et fondent ainsi la première économie basée sur les échanges plus que sur la production. Cependant ce sont les grecques qui vont afficher leur puissance à travers le développement

de la flotte maritime et de l'invention de la monnaie. Ceci va donner lieu à un développement économique accompagné d'une vision expansionniste en méditerranée occidentale. Tous les sujets faits prisonniers durant cette expansion deviennent des esclaves.

Ainsi l'objet n'est pas la recherche de surplus, il s'agit d'une orientation interventionniste et bureaucratique qui entraînera inévitablement la disparition de cet espace à l'occasion de la conquête romaine.

Le passage d'une économie romaine paysanne vivant de l'agriculture et de l'élevage dans le cadre de la propriété privée familiale de la terre, à une économie basée sur la grande propriété travaillée par les esclaves issus des conquêtes dans le bassin méditerranéen, va se traduire par une progression des niveaux de vie, un développement des villes, lieux de production et de consommation et inéluctablement dans ce genre de société, l'émergence du goût du luxe, des plaisirs de la vie, de la consommation facile et du mépris vis-à-vis du travail manuel. *En fait le dérapage de la richesse vers la consommation est le résultat de la nature de la force motrice du changement qui n'est ni technique ni la démographie mais bien la conquête et ses conséquences, à savoir : le développement de l'esclavage, la dépendance alimentaire et la dépendance de l'empire en biens de consommation envers les régions conquises, la baisse de la production individuelle et l'essor du commerce*¹. "Rome œuvre maîtresse du monde, n'a donc pas su résoudre les problèmes avec lesquels elle s'est trouvée aux prises, et, après un siècle de désordre, toutes les structures se sont écroulées.

La classe dirigeante, grisée par l'afflux des richesses, ne s'est pas préoccupée de les investir dans des entreprises profitables à toute la population, mais d'en jouir dans un luxe stérile et démoralisant, les paysans ruinés par les arrivées de blé étranger et réduits au chômage par la concurrence sont venus grossir une

¹ Hubert Richardo et Bernard Schnapper, histoire des faits économiques jusqu'à la fin du XVIIIe siècle. Ed. Dalloz 2^{ème} ed. 1965 p49.

plèbe oisive et disponible pour les guerres civiles, la démographies et la corruption ont ruiné les vertus traditionnelles, les fortunes et les institutions, une carence presque totale de la production, des importations croissantes de produits dispendieux, et un rançonnement appréhensif des pays vaincus pour entretenir le gaspillage des deniers publics et privés, étaient directement ou indirectement à l'origine de la crise à la quelle la république a succombée"¹.

Paragraphe II- Le moyen âge : L'économie pré capitaliste

La disparition de l'ordre impérial romain à la suite d'invasions va donner lieu entre le V^e et VII^e siècle à une organisation autour des grands domaines partagés entre terres cultivées (plain) et terres en friche (le saltus). Les échanges se réduisent, le troc revient et la monnaie disparaît de plus en plus. Le recul des connaissances est général en liaison avec l'effondrement des villes.

On continue à se méfier de la richesse matérielle et de la progression de l'argent aux fins d'accumulation; le taux d'intérêt est condamné. L'activité est soumise aux règles de la loi morale. L'exercice de la vertu et la recherche du juste prix doivent être les fins de l'individu.

La terre devient la seule richesse, l'industrie, les échanges, le crédit, la circulation monétaire, les relations entre régions disparaissent. L'économie de subsistance s'affirme sans surplus, la production équilibre la consommation dans un circuit fermé.

Les esclaves anciennement producteurs ou agents de l'administration impériale vont recevoir des terres les liant au travail du sol. Ils deviennent des serfs. La structure sociale se simplifie aux trois ordres qui sont; les paysans, les nobles et le clergé.

A partir de l'an mil et jusqu'à la renaissance, les techniques médiévales, la charrue à roue équipée de socs, les moulins à eaux utilisant des engrenages et autres outils font leur apparition. Les transports progressent. On découvre le gouvernail, la construction des coques. Trois secteurs vont alors progresser de façon décisive : le textile, la construction et la métallurgie. Sur la longue période la croissance économique revient, elle prend de l'ampleur, la population augmente, les villes se repeuplent et les grandes foires vont redynamiser les échanges. Les techniques de crédit et de paiement se développent. Une révolution commerciale accompagne ce mouvement et contribue à la formation de l'économie de marché.

Le niveau de vie basé sur le rapport féodal c'est à dire le rapport du seigneur au tenancier qui garantit la sécurité et l'ordre contre l'échange de biens ou de finances est faible mais suffisant.

Cette économie terrienne en faisant le tenancier au sol, puisque la tenure est héréditaire, va permettre le passage de "l'open field" (tenures exploitées en commun et travaillées en coopération) au champ clos (régime d'exploitation familiale sans continuité de travail collectif garantissant donc la liberté et l'exercice de la responsabilité individuelle) et générer le capitalisme agraire né des clôtures (donc favorisant l'entreprendre dans l'agriculture) qui fécondera la révolution agricole puis industrielle.

Nous voyons naître la première possibilité de la reproduction élargie, cependant les catastrophes naturelles, le retour des guerres, les famines et les épidémies notamment celle de la peste, vont annoncer le retour de la tendance dès le XII^e siècle, l'agriculture ne peut faire face à la demande, les disettes apparaissent, le malthusianisme est à l'honneur, le prix du blé double et les salaires réels sont réduits de moitié. Malgré cela le capitalisme naissant et l'économie de marché ne reculent pas. Malgré l'ampleur de la crise, le niveau de développement des échanges ne peut que renforcer les rapports marchands.

C'est l'ère du capitalisme commercial et financier, la prospérité apparaît comme le résultat de l'échange. La conception de l'économie reste ancrée dans l'optique de la reproduction simple. La croissance est encore un concept inconnu. *Les richesses représentent alors les biens nécessaires à la satisfaction des besoins en augmentation constante.*

Les revenus sont l'expression monétaire de cette richesse, ils regroupent les salaires et les profits considérés comme le résultat de l'écart entre prix et coût de production. La richesse devient donc un élément plus objectif. Le lien est établi avec la production, la croissance, la combinaison de la terre et du travail et des avantages naturels acquis.

Ainsi l'augmentation de la population favorise la division du travail qui accroît la productivité et la production, diminue les coûts. La demande connaît une augmentation croissante et du même coup, elle fait croître l'incitation à produire pour satisfaire les besoins qui se développent.

Les revenus sont mieux déterminés de même que l'impôt. La circulation de la monnaie est mieux maîtrisée, les circuits de paiement des salaires, loyers, impôts et rentes se précisent, la stabilité de la monnaie et la gestion du taux d'intérêt s'érigent en principe de politique monétaire. Le commerce extérieur ne peut être rentable que par la réalisation d'un solde positif de la balance commerciale, ce qui implique une réglementation des importations et des exportations et la spécialisation internationale pour chaque pays.

La richesse devient alors l'ensemble des biens utiles visant la satisfaction de besoins qui augmentent sans cesse en se diversifiant. Elle est objective et s'éloigne de tout aspect moral.

Le profit considéré comme l'écart entre le prix et le coût de production est au centre des fluctuations de l'activité économique à court terme. A long terme les idées libérales prédominent à savoir, la nécessité de la baisse des impôts directs

et indirects, des droits de douane et des réglementations entravant la liberté du commerce. C'est alors que les représentations deviendront des synthèses plus élaborées. *Pour que les richesses soient produites, il faut procéder à des avances, c'est à dire à une consommation des richesses acquises précédemment ou du travail productif. Le prix est la mesure de la richesse.* Le capital devient le troisième facteur de production après la terre et le travail. *La richesse en tant que possibilité d'obtenir du travail et des biens, résulte de la combinaison de trois facteurs de production.* Sécurité, liberté et richesse sont alors les politiques proposées. Aucune limitation ne doit être imposée à la fortune, le travailleur doit être assuré de vivre. La répartition du produit net doit être équitable. Elle ne doit pas provoquer des inégalités.

Paragraphe III- Les débuts de l'analyse objective de la richesse

En Europe du XVI^e siècle, sous l'influence de l'afflux des métaux précieux et de la hausse des prix, de la formation des Etats nationaux souverains, du développement de la logique marchande et de l'initiative privée. *Une notion nouvelle de la richesse va voir le jour. Il s'agit des biens et des choses nécessaires à la vie de l'individu et qui proviennent de son travail.*

La thésaurisation c'est à dire la matérialisation de la richesse comme accumulation de monnaie et de biens à des fins de consommation directe ou ostentatoire est déconseillée afin d'accroître la circulation effective de l'argent en vue du développement de l'activité économique¹. "La richesse est alors le but que doit se proposer l'Etat, étant entendu qu'il s'agit de la richesse de la nation et de la richesse de l'Etat, celle-ci résultant de celle-là, elle est constituée par les biens nécessaires à la vie. Elle n'est pas la monnaie qui n'est que le moyen d'y parvenir. Elle résulte de la mise en œuvre de différents facteurs (terre, matières premières, hommes) et de leur combinaison qui se traduit par l'offre de produits, elle est fonction de la demande sans laquelle elle n'existerait pas".

¹ Jacques Wolf : les pensées économiques (des origines à nos jours) éd. Economica. 1993 p19.

C'est l'époque où le terme "économie politique" est utilisé et dont l'objet est, dans le début du XVII^e siècle, l'étude de la richesse produite dans le cadre de la Nation et du pouvoir politique qui est l'Etat. "La naissance de l'économie se traduit par un double mouvement de différenciation et de confusion. D'un côté l'économie comme pratique s'affirme comme une activité autonome. Le commerce et l'industrie sont pensés en eux mêmes, dans leur différence avec l'économie domestique. L'économie comme activité propre s'émancipe ainsi de toute référence à la morale privée. Parallèlement, l'économie comme science se construit en se confondant avec la politique. Elle devient économie politique"¹.

Une politique d'ensemble doit aller de paire avec cette vision elle doit avoir pour socle la connaissance des hommes, des produits et des revenus en vue de favoriser l'intérêt individuel c'est dans ce cadre d'analyse que le développement industriel est envisagé comme possibilité d'exporter des produits manufacturés et de substituer les produits nationaux aux produits étrangers ce qui va nécessiter le réglementation du commerce extérieur. L'accroissement de la richesse constitue l'objectif de cette approche qui devient de plus en plus globalisante.

Les grandes découvertes, la pénurie des métaux précieux ne peuvent avoir qu'une explication économique. Cependant l'afflux d'or et d'argent n'a pu se réaliser sans les facteurs techniques, sans la fabrication des coques et des navires. Les techniques de pont est d'orientation, ainsi que la cartographie ont été plus qu'indispensables.

¹ Pierre Rosanvallon : Le capitalisme utopique p128. éd du Seuil 1979.

La naissance du colonialisme et du commerce triangulaire au XVI^e siècle sera le fruit de ces découvertes. *Le commerce des esclaves pratiqué pendant quatre siècles constituera le premier facteur d'enrichissement de l'occident.* L'échange colonial représentera la seconde cause de l'accumulation du capital de l'Europe. L'origine de la révolution industrielle et du décollage économique de l'Europe réside en grande partie dans le pillage des ressources et l'exploitation de la main d'œuvre des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du sud. Joseph Chamberlain précise que "l'empire c'est le commerce (...je ne céderai jamais) le contrôle que nous exerçons actuellement sur notre grande dépendance de l'Inde, de loin notre plus grand et précieux client (...) j'approuve le maintien de notre occupation de l'Égypte et c'est pour cette même raison que j'ai poussé le gouvernement à utiliser toutes les possibilités légales pour étendre notre influence et notre contrôle sur le grand continent africain qui est en train de l'ouvrir à la civilisation et au commerce" . Dans le même sens Jules Ferry considère que "la fondation d'une colonie c'est la création d'un débouché". Pour lui "la politique coloniale est la fille de la politique industrielle".

Les mutations que connaît l'économie européenne et l'émergence de la façade atlantique de Seville à Liverpool vont se faire au détriment de l'Italie septentrionale, de l'Europe centrale, de la mer du nord et de la Baltique.

La liberté économique est proclamée, les corporations sont abolies, les opérations de change sont libres. La première Bourse fut créée en 1531 à Bruges par Van Den Burse. Des opérations financières, des échanges de titres, des capitaux et des opérations de spéculation sur les marchés à terme font leur apparition.

Le XVI^e siècle est synonyme de la Renaissance en Europe. Le Renouveau est démographique et économique. Le renforcement de l'Etat, le retour de l'ordre public, la fin des guerres, la hausse des salaires réels dûs à la rareté de la main d'œuvre sont des facteurs clés de ce décollage économique.

La manifestation de cette reprise s'observe dans la montée sociale des marchands qui traitent sur l'espace européen et même mondial. En s'étendant le marché exige des entreprises de plus en plus grandes. Les techniques de gestion se perfectionnent, le crédit se généralise, la pratique des virements de compte à compte se développe, avec le système de compensation, ils deviennent des pratiques courantes.

Enfin dans cette transition et surtout dans le passage du XVI^e siècle au XVII^e siècle qui est caractérisée par des crises alimentaires et de la stagnation démographique qui en est le corollaire direct, les politiques deviennent globales et prennent même la forme de politiques économiques. Les imbrications de l'économie, des techniques et de la démographie constituent la base de l'essor en posant la rationalité comme valeur. C'est ainsi que la science moderne recourt systématiquement à l'expérimentation et à l'universalité des lois.

Néanmoins, si la crise économique est européenne lors de ce XVII^e siècle, un pays étale toute sa richesse. Il s'agit de la Hollande, pays refuge pour les savants et les penseurs et inventeur du libre-échange K. Marx qualifiera de "Nation capitaliste par excellence".

Paragraphe IV- La révolution industrielle : Les grandes transformations et l'objectivation de la richesse

Dans les premiers siècles de l'ère moderne, l'économie de la Chine, de l'Inde et des pays musulmans est à son apogée.

Entre le VII^e et le XI^e siècle, les pays musulmans deviennent le carrefour entre l'Asie, l'Afrique et l'Europe. Les échanges sont florissants. Les techniques d'irrigation permettent une agriculture riche et variée. La propriété est essentiellement publique, les terres privées sont soumises à l'impôt, la commercialisation est libre, l'industrie, l'artisanat et l'activité minière sont très en avance sur l'Europe médiévale. Le commerce se fait sur l'échelle des trois

continents. *Le dinar Abbasside est l'étalon monétaire sur plusieurs siècles.* Les instruments monétaires sont multiples tels la monnaie papier, le chèque, la lettre de change. Les villes sont prospères, Grenade, Cordon, Marrakech, Tunis, le Caire, Alep, Damas, Bagdad, Bassorah...

L'art et la culture y sont très prisés, Bagdad est ainsi comme la "ville des milles bibliothèques".

Avec cet héritage, la civilisation arabo-musulmane a connu le summum. Mais peut on parler d'économie capitaliste?

Le droit de propriété est restreint, la terre est pratiquement inaliénable ou peu. Les moyens de production ne sont que partiellement privés. Les esclaves et les serfs sont eux mêmes propriété des suzerains. Le marché des biens de production et celui du travail ne peuvent exister.

La mobilité des facteurs est quasi nulle. Le servage, les corporations, les péages de droits pour la circulation figent les individus dans leur activité, elle même limitée à un champ particulier.

Il n'y a pas qu'un seul marché, mais plusieurs sans aucune relation entre eux.

Les prix n'obéissent pas à la loi du marché mais sont définis suivant les normes du fief ou de la corporation dominante.

La richesse n'est pas le résultat de la production. Elle peut trouver sa source dans la proximité ou dans le giron du pouvoir.

De même qu'elle peut provenir des conquêtes où l'usage de la force constitue la référence.

Dans ce cas le guerrier est plus respecté que celui qui est en rapport direct avec l'activité économique. Cette pratique de même que celui qui l'anime récoltent peu de considération.

Il faudra alors un changement qualitatif pour voir émerger les signes fondateurs du capitalisme. Les changements que l'historien Karl Polanyi appellera "la grande transformation" ne sont en fait que le résultat d'une grande maturation et l'interaction entre plusieurs phénomènes....le rôle principal, voire initiateur, doit être attribué aux changements de conception que les hommes se sont faits du monde jusque là et de leur place dans l'univers.

Le développement ne peut se concevoir sans la modernité qui elle même repose sur deux idées fondatrices. Celle de liberté et celle de progrès. Dans son rapport à la nature l'homme va se libérer de la contrainte des puissances supérieures "c'est dans ce renversement que se traduit le mouvement de la modernité qui entend remplacer l'établissement divin par l'établissement humain"¹. Le mouvement ne peut dès lors se faire que dans le sens du progrès. L'idéologie va valoriser l'individu en tant qu'être moral, indépendant et autonome, évoluant dans une société individualiste où l'individu est plus significatif que la totalité.

L'esprit critique comme le présentait R. Descartes, ne veut rien admettre qu'il ne puisse établir par lui-même. L'ordre est naturel et il s'agit de le découvrir. La loi de la nature est la loi de la raison selon Locke et *en faisant appel à la raison, la loi ne peut conduire qu'à la recherche de l'intérêt personnel*. L'apogée de cette évolution sera illustrée par l'individualisme méthodologique comme postulat heuristique malgré les critiques qu'on peut lui avancer².

La richesse, les arts et les sciences résultent non des vertus de l'homme, mais de ses besoins naturels qui lui font désirer le bien être. Ce sont les intérêts et non les passions qui vont donc le conduire au bien être.

La croyance dans la liberté et la recherche de l'intérêt personnel avant tout, vont conduire à des changements profonds dans les attitudes et les

¹ Pierre Rosanvallon : Le capitalisme utopique. éd. Seuil. 1979. p16.

² Retrouvez la discussion autour de l'individualisme méthodologique chez Mark Blang : in la Méthodologie économique. Coll. Economica. Pp43-46.

comportements des hommes. Ces transformations vont aboutir à l'émancipation et la reconnaissance de l'homme comme acteur principal assumant cette transformation et sa contribution dans l'institution du social.

Les comportements démographiques sont à ce sujet très significatifs. Le XVIIIe siècle est caractérisé par une poussée démographique en Angleterre et dans toute l'Europe.

La croissance lente ou les reculs sont dépassés. Elle deviendra plus forte et régulière.

Depuis les temps les plus reculés, on avait pour habitude d'assister à une succession de crises, de disettes et de pénuries le perfectionnement des techniques agricoles fut un préalable au changement constaté et une base de départ pour le développement industriel en fournissant un surplus, en libérant la force de travail et en fournissant un marché croissant pour les produits manufacturés. Les villes vont connaître un essor sans précédent. Le taux d'urbanisation dans les villes de plus de 5.000 habitants va représenter 48,3% de la population totale en 1840 en Angleterre.

Le changement du rôle des familles va se traduire par une réduction de la taille de la maisonnée et le passage au système domestique avec le travail à domicile au système industriel où le travail se réalise dans la manufacture. Il va sans dire que ces changements ne peuvent se réaliser que s'ils sont accompagnés sinon précédés d'une nouvelle philosophie de la vie. Le caractère culturel y a beaucoup contribué.

A côté de cela un grand nombre d'innovations vont faire leur apparition. Les métiers manuels que l'aristocrate avait tendance à déprécier sont réhabilités. En parallèle les relations de type marchand vont se transformer et se multiplier. Les investissements dans les routes et les voies navigables sont le fait d'initiatives et

de capitaux privés. Il vont faciliter le transport en vue d'un meilleur fonctionnement du marché..

La révolution industrielle constitue un moment de rupture avec les économies agraires et artisanales. Les innovations vont être effectivement appliquées par les pays pourvus de ressources nécessaires (matières premières et matière énergétiques) et qui affichent une prédisposition géographique pour le commerce international.

C'est à partir de celà que vont apparaître les manufactures et les usines qui dorénavant concentrent en leur sein un nombre aussi important de travailleurs, selon la logique de la production.

L'industrie située dans les zones rurales va favoriser l'agriculture génératrice de surplus commercialisable permettant de satisfaire la demande des villes devenues des centres commerciaux.

L'extension du réseau bancaire va faciliter le financement des entreprises industrielles, non pour les biens d'équipement, les machines étant peu coûteuses. Compte tenu du niveau de technicité assez faible, mais surtout pour fournir les capitaux destinés à l'exploitation et à la trésorerie.

Cette transformation n'a été possible, en fait, que grâce à des changements de mentalité qu'il importe de noter.

Le XVI^e et le XVII^e siècle forment l'époque de la réforme et de la contre-réforme religieuse.

Pour les protestants c'est Dieu qui a choisi ceux qui ont réussi c'est à dire les entrepreneurs. Les débats qui suivront cette idée verront le triomphe de la raison. Si l'intervention divine est toujours acceptée, on ne croit plus aux puissances maléfiques.

Seul le raisonnement peut conduire à la compréhension du monde et du comportement des hommes. L'entrepreneur, cet homme nouveau calculateur et audacieux est le prototype de la source religieuse qui est le protestantisme et du profane qui est le système capitaliste.

Le travail n'est plus pour l'ouvrier une question de survie mais une fin en soi, sa propre vocation. Dieu a créé des hommes libres et égaux débarrassés du souverain, il pourra passer des contrats et sera le maître du fruit de son travail et de sa prospérité.

Ces fondamentaux vont caractériser le système économique quant à ses règles juridiques, ses normes de comportement et ses structures sociales.

Selon Karl Polanyi le système repose sur quatre institutions :

- Le système d'équilibre du pouvoir; base du maintien de la paix.
- L'étalon-Or-International, le rattachement de la livre Sterling à l'or ne connaît pas de problème majeur de 1726 à 1931.
- L'Etat libéral comme prolongement du marché autorégulateur.
- Le marché comme seule instance de régulation : ce qui veut dire que chacun retire la satisfaction de ses besoins de son seul intérêt et non de la bienveillance de quiconque.

Tous les facteurs de production seront soumis au marché, les enclosures ont été le premier mouvement qui a permis la transformation de la terre en marchandise. De cela il résulte un changement social appréciable dans la campagne et une augmentation de la productivité sur les exploitations cultivées de façon moderne.

Les lois sur les sociétés anonymes au XVIII^e et XIX^e siècle sur les sociétés à responsabilité limitée et le savoir-faire acquis dans les bourses financières vont fonder le marché des capitaux.

Le marché du travail s'installe au fur et à mesure.

Des aménagements juridiques vont favoriser la réunion de capitaux importants.

La propriété de l'entreprise et la notion patrimoniale vont être reconnues par la loi.

Les règlements corporatifs sont abolis.

C'est donc ce long processus principalement lié à l'effort intellectuel qui a abouti à cette transformation et qui fonde la caractéristique moderne de la richesse.

Chapitre II

**La richesse : Du signe de représentation à
la valeur d'usage :**

Les mercantilistes et les physiocrates

Introduction

Paragraphe 1 : L'enrichissement par le commerce : une idée mercantiliste.

**Paragraphe 2 : L'enrichissement par l'activité productive : une conception
physiocratique.**

"Les richesses se déploient comme objets de besoins et des désirs; elles se divisent et se substituent les unes aux autres par le jeu des espèces monnayées qui les signifient et les rapports réciproques de la monnaie et de la richesse s'établissent sous la forme de la circulation et des échanges".

Michel Foucault : Les mots et les choses. p186.

Introduction :

Dans une vision où communauté nationale et économie sont inséparables et que l'économie ne peut être que politique et non domestique, les besoins étant plus grands, la richesse n'est plus abondance de biens car faut-il les posséder d'abord pour en jouir.

La notion de richesse devient alors inséparable de la demande des biens et de leur offre, dans le cadre d'une politique d'ensemble qui doit être le fait de l'Etat d'autant plus que l'accroissement de ses richesses propres dépend de celui des richesses de la nation.

Il doit donc favoriser le jeu de l'intérêt personnel et du profit.

Paragraphe I - L'enrichissement par le commerce : Une idée mercantiliste

Pour saisir le sens de la pensée mercantiliste, il nous semble utile de l'inscrire dès le départ dans le cadre de l'arithmétique politique, c'est à dire la situer dans un mouvement de pensée où le calcul, le nombre, la précision sont rapprochés et associés au politique. *Le souverain doit connaître avec précision, sa population et ses richesses pour sauvegarder la souveraineté de son Etat.* On peut comme cadre introductif avancer la définition qu'on donne Diderot dans l'encyclopédie à l'arithmétique politique¹. "C'est celle dont les opérations ont pour but des recherches utiles à l'art de gouverner les peuples, telles que celles du nombre des hommes qui habitent au pays, de la quantité de nourriture qu'ils doivent consommer, du travail qu'ils peuvent faire, du temps qu'ils ont à vivre, de la fertilité des terres, de la fréquence des naufrages etc... un ministre habile en tirerait une foule de conséquences pour la perfection de l'agriculture, pour le commerce (intérieur et extérieur), pour les colonies, pour les cours et l'emploi de l'argent..."

D'après cette définition, on peut repérer le lien étroit qui est établi entre l'art de gouverner et les moyens qui lui sont indispensables. Ces derniers se résument

¹Cité in : Pierre Rosanvallon : Le capitalisme utopique pp 132-133. ed. du Seuil 1979.

dans la connaissance parfaite des moyens humains (recensement de la population, natalité, mortalité, taux de croissance de la population...) et matériels (évolution de la richesse du royaume). Les penseurs de l'époque comme (W. Petty, Vauban, Boisguillebert) se bornaient à montrer toute l'utilité militaire et fiscale que le Prince peut retirer d'une bonne connaissance de la population et des richesses. La méthode utilisée réside dans l'utilisation du calcul, du nombre, de la statistique comme instruments efficaces comme le précise W. Petty¹. "La méthode que j'emploie consiste à m'exprimer en termes de nombre, de poids et mesures; à me servir uniquement d'arguments donnés par le sens". Il s'agit de mettre tout le savoir au service du Prince.

Le mercantilisme est en même temps "chrématistique" et politique. La combinaison des deux aspects en fait la spécificité.

Les mercantilistes sont les premiers à estimer que l'enrichissement est une fin louable. "l'heur des hommes pour en parler à notre mode, consiste principalement en la richesse" écrit Montchrestien dans le traité d'économie politique de 1615. Les Princes doivent faire trouver à leur sujets les moyens de s'enrichir.

L'intérêt personnel est un stimulant qui conduit à la prospérité générale, mais l'économie est au service du pouvoir au sens où l'enrichissement des citoyens est le moyen d'accroître la puissance de l'Etat.

Comment doit s'obtenir cet enrichissement?

C'est dans ce cadre que l'on doit situer la pensée mercantiliste. En effet l'économie, comme le commerce sont pensés en terme de pouvoir dans une perspective principalement fiscale. Le commerce comme principale activité économique est encouragé et soutenu parce que son développement peut

¹ W. Petty : L'arithmétique politique : les œuvres T.2 p268.

accélérer les rentrées d'impôts à l'Etat. Le commerce s'inscrit donc dans l'espace politique.

Alors comment le développement du commerce peut-il accroître les richesses d'une nation? *La conception de la richesse dans la pensée mercantiliste traverse trois espaces principaux qui sont le commerce, l'or et l'argent et la monnaie.* Ce but des différentes transformations qui permettent le passage d'un espace dans l'autre et qui est significatif dans la détermination de la richesse. Pour le savoir l'on doit interroger chacun des espaces dans leur signification et leur transformation c'est à dire que nous allons essayer de fournir un éclairage sur le dilemme monnaie-marchandise ou signe :

1) Le commerce :

La conception du commerce chez les mercantilistes repose sur la capacité que possèdent les transformations qui s'opèrent entre vendeurs et acheteurs à dégager un excédent. Cet excédent peut être considéré comme une richesse. Dans ce cas pour produire cet excédent il faut savoir repérer quelles sont les choses ou les biens qui peuvent facilement être l'objet d'achat et de vente pour pouvoir en extraire ce surplus.

L'active économique doit donc s'orienter vers la production de l'ensemble des biens qui aurait cette capacité de s'échanger et de produire un surplus. Le but étant son appropriation aux fins d'enrichissement.

Seulement cette conception du commerce doit définir l'intermédiaire d'échange tout en exigeant de lui qu'il reflète et en même temps observer et défendre les positions de chacun dans l'échange. Très vite on se dirige vers l'or et l'argent comme métaux capables d'assurer cette intermédiation.

L'or et l'argent renferment en plus des caractéristiques que possède chaque marchandise, une préciosité qui va les mettre au dessus de tous les métaux et de toutes les marchandises. "son éclat enfoui indiquait assez qu'il était à la fois

présence cachée et visible signature de toutes les richesses du monde"¹. C'est pour cette qualité qu'il devient l'objet de toutes les convoitises. Aussi c'est parce qu'ils sont précieux qu'ils ont un prix, avec lequel on mesure les prix des autres marchandises, et c'est pour cette raison qu'on pouvait les échanger contre tout ce qui avait un prix. Il faut donc aller les chercher, les produire, les accumuler et les valoriser par l'intermédiaire de la circulation. *Il faut alors développer le commerce extérieur, avoir une balance excédentaire.*

En résumé une balance commerciale équilibrée est désirable parce qu'elle engendre la prospérité nationale, identifiée à l'abondance de monnaie. Voilà une première grande question économique qui n'est toujours pas tranchée. Les mercantilistes ne disposent pas encore d'un outillage de concepts assez précis pour étayer théoriquement leur politique du commerce extérieur. Comme le précise Jacob Viner : "Pour ce qui est de la théorie du commerce, les progrès intervenus sont presque exclusivement le fait d'un petit groupe d'auteurs doués, capables d'analyser les problèmes économiques avec plus d'acuité et de logique que leur prédécesseurs, mais hors d'état de produire une impression marquée sur leur contemporains ou même d'attirer leur attention"².

2) L'or et l'argent :

Si l'on se confère à une marchandise, à un produit ou à un métal la statut de richesse c'est à cause de sa rareté, à son utilité, à sa nécessité ou au plaisir qu'il peut réaliser, or l'or et l'argent ne puisent ce statut dans l'utilité qu'ils procurent ou la rareté qu'ils manifestent car comme l'exprime M. Foucault "D'utilité l'or et l'argent n'en ont que très peu autant qu'on pourrait s'en servir pour l'usage de la maison; et ils ont beau être rares, leur abondance excède encore ce qui est requis pour ces utilisations. Si on les recherche, si les hommes trouvent qu'ils leur font toujours défaut, s'ils creusent des mines et s'ils se font la guerre pour s'en emparer, ce n'est pas parce qu'ils détiennent par eux même une utilité ou une

¹ Michel Foucault : les notes et les choses. P186 éd. Gallimard. 1990.

² Revue "Politiques économiques" du 17 Novembre 1983 n° 1848 p4.

rareté c'est par leur transformation en monnaie qu'ils acquièrent cette reconnaissance. L'or et l'argent deviennent précieux cette fois ci non par la qualité de leur métaux mais parce qu'ils sont monnaie. *C'est parce que l'or est monnaie qu'il est précieux, donc ce n'est plus du métal que viendra la valeur des choses c'est par le fait qu'il soient monnayables que l'or et l'argent deviennent richesse. Cette condition sera accomplie par la monnaie.*

3) La monnaie :

La monnaie est introduite par les mercantilistes pour remplir plusieurs fonctions. Elle constitue la forme privilégiée pour représenter la richesse, de même, elle sert d'intermédiaire des échanges, et enfin elle sert de mesure des valeurs.

a) Rapport monnaie-ricesse :

Les rapports entre la monnaie et la richesse sont prescrits comme rapports confus. Comme les mercantilistes n'étaient pas en mesure de distinguer les richesses des espèces monétaires. En fait il s'agit d'une articulation réfléchie qui fait de la monnaie l'instrument de représentation et d'analyse des richesses et fait en retour, des richesses le contenu qui représente de la monnaie. " à l'époque des mercantilistes, les richesses se déploient comme objets de besoins et des désirs; elles se divisent et se substituent les unes aux autres par le jeu des espèces monnayées qui les signifient; et les rapports réciproques de la monnaie et de la richesse s'établissent sous la forme de la circulation et de l'échange". L'origine de la confusion provient peut être du fait du pouvoir qu'à la monnaie de représenter toute richesse possible c'est à dire parce qu'elle sert d'instrument universel de la représentation.

b) La monnaie comme moyen de circulation :

C'est grâce à la monnaie que la richesse devient monnayable mais pour qu'elle accomplisse cette fonction, la monnaie présente des propriétés physiques qui la rendent apte à jouer ce rôle et par là acquérir une importance dans cette

transformation c'est ce qui la rend précieuse. C'est à ce titre que les rapports entre monnaie et richesse s'établissent. *Quand les biens peuvent circuler, grâce à la monnaie, ils se multiplient et les richesses augmentent.* La fluidité des échanges réalisée par la disponibilité des espèces monétaires rend le commerce florissant.

c) La monnaie comme instrument de mesure des valeurs :

La monnaie, dorénavant équivalent général, parce qu'elle circule, elle doit constituer une mesure des valeurs. Souvent on a assimilé la valeur de la monnaie au métal qu'elle contient, ou elle emprunte sa valeur de "la forme qui est l'image ou la marque du Prince" car ce qu'on regarde dans la monnaie, ce n'est pas tellement la quantité d'argent qu'elle contient, mais le fait qu'elle ait cours et qu'elle ait cours parce qu'elle est fondée. C'est par ce pouvoir de fondation qui représente l'autorité du fondateur (en l'occurrence le Prince ou le souverain) que la monnaie obtient le statut d'équivalent avec lequel l'on peut mesurer la valeur de toutes les marchandises par ce dénominateur qui est l'or incarné dans la monnaie. La valeur est donc un signe. *Dans la pensée mercantiliste, le commerce et l'échange servent de fonds indispensable à l'analyse des richesses.* Maintenant que monnaie et richesse sont prises toutes deux dans les échanges et la circulation elles permettent au souverain par l'intermédiaire d'impôts et des taxes qu'il prélève sur les marchandises, transportées, achetées ou vendues à récupérer une masse plus ou moins importante d'or et d'argent.

Seul le souverain décidera de son sort, soit il prendra la décision de les fondre ou bien il les remettra dans la circulation pour faire prospérer les fabrications et les cultures. C'est donc l'autorité du souverain qui en dernier ressort statuera sur le devenir de la monnaie. Elle est donc soumise à la volonté des acteurs politiques. Elle doit servir l'enrichissement du prince.

d) Remise en cause de cette conception :

L'or et l'argent que l'on obtient à travers les pratiques avec l'extérieur deviennent des signes de richesses prédominants. Seulement il faut attirer l'attention sur ce que véhicule un signe et l'illusion qui l'accompagne. En effet concevoir la richesse dans la quantité d'or et d'argent disponible au niveau d'une nation sous-entend que cette disponibilité fait la puissance de cette nation. Cela conduit cette dernière à pratiquer la thésaurisation pour des motifs de transaction et de précaution. Le commerce (qu'il soit intérieur ou extérieur) va être lié à l'argent c'est à dire que les principales transactions se feront soit en marchandises contre argent ou bien en argent contre argent c'est à dire la spéculation.

Seulement on s'aperçoit très vite qu'il est vain de chercher de l'argent pour de l'argent. L'accumuler sous sa forme argent donnera l'illusion d'une richesse alors que les autres nations qui en sont démunies empruntent d'autres voies qui leur permettent de produire et de produire de plus en plus de marchandises qui, en les échangeant obtiennent l'argent dont elles ont besoin.

Comme l'exprime A. Smith¹ : "il serait vraiment trop ridicule de s'attacher à prouver que la richesse ne consiste pas dans l'argent ou dans la quantité de métaux précieux mais bien dans les choses qu'achète l'argent et dont il emprunte toute sa valeur par la faculté de les acheter".

¹ Adam Smith : Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations. Ed. Guallimard. 1976 pp. 246-247.

Dans le même sens Cantillon insiste sur les limites de l'enrichissement par le commerce tel que pratiqué à l'époque. Il manifeste d'ailleurs un mercantilisme pessimiste qui préfigure l'analyse critique actuelle lorsqu'il écrit : "Comme la continuation par ce commerce introduit par degré une grande abondance d'argent et augmente peu à peu la consommation, et comme pour y suppléer, il faut tirer beaucoup de denrées de l'étranger; il sort une partie de la balance annuelle pour les acheter. D'un autre côté, l'habitude de la dépense enchérissant le travail des ouvriers; les prix des ouvrages, des manufactures haussent toujours; et il ne manque pas d'arriver que quelques-uns des pays étrangers tachent d'ériger chez eux les mêmes espèces d'ouvrages et de manufactures au moyen duquel ils cessent d'acheter ceux de l'Etat en question"¹.

Enfin on ne peut s'empêcher de faire allusion à la confusion qui naît de l'assimilation de l'argent à la richesse. En effet très vite on s'est rendu compte que l'argent à lui seul ne fait pas le bonheur et qu'il exprime encore moins le bonheur car toutes les nations de part cette confusion fondamentale, se sont trouvés rapidement au creux de la vague.

La thésaurisation n'a fait que les appauvrir comme le souligne A. Marshall² "De nombreuses études ont été consacrées en Angleterre et en Allemagne aux idées qui avaient cours au moyen-âge sur les relations entre la monnaie et la richesse nationale. En définitive, il convient plutôt de les considérer comme confuses en raison d'une insuffisante compréhension des fonctions de la monnaie que de les juger fausses parce que fondées sur l'hypothèse intentionnelle que l'augmentation des réserves de métaux peut seule accroître la richesse nette d'une nation". Les métaux précieux et leur thésaurisation ne peuvent être conçus indéfiniment comme l'essence de la richesse.

Seulement l'intérêt que l'on peut accorder aux idées mercantilistes, réside dans la relation intuitive établie entre l'abondance de la monnaie et la faiblesse du

¹ R. Cantillon : Essai sur la nature du commerce en général (1755) éd. Paris INED. 1952. 9101.

² Alfred Marshall : Les principes d'économie politique : p51.

taux d'intérêt ce qui montre que le problème économique s'il devait se poser réside dans la faiblesse de l'incitation à investir¹ : "Le désir de l'individu d'augmenter sa fortune personnelle en s'abstenant de consommer est en général plus puissant que le motif de l'entrepreneur à accroître la richesse nationale en employant de la main d'œuvre à la création de richesses durables"².

On peut terminer cette présentation de la richesse chez les mercantilistes par quelques remarques importantes qui sont :

- *La conception de la richesse relève du domaine de l'utilité. Les richesses se déploient comme objets des besoins et des désirs.*
- *La conception de la richesse est victime de la quantité et du calcul.*
- *La richesse est représentée par le métal précieux "le beau métal était, de soi, marque de la richesse; son éclat enfoui indiquait assez qu'il était à la fois présence cachée et visible signature de toutes les richesses du monde.*
- *La monnaie ne peut être richesse, elle le devient parce qu'elle est signe.*
- *A ce niveau il n'y a pas de rapport direct entre richesse et capital.*

Le capitalisme agraire s'étendant le plus souvent sous l'influence de la noblesse, l'industrie se développant à partir des capitaux familiaux, autant de transformations vont entraîner un bouillonnement d'idées.

Quesnay, à la différence de ces prédécesseurs va s'attacher longuement à *un certain nombre de concepts fondamentaux et d'abord à la richesse, à la production et au revenu.*

¹ Cette idée sera reprise par J.M. Keynes dans la théorie générale et à la suite de laquelle il déduira que la thésaurisation serait une fonction néfaste pour le développement économique.

² J.M. Keynes : Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie. p343 éd. Payot.

Paragraphe II- L'enrichissement par l'activité productive : une idée physiocratique

En opposition avec la vision mercantiliste qui faisait reposer le pouvoir du prince sur la quantité d'argent disponible, les physiocrates tout en affirmant une conception déterministe de la politique, s'orientent vers un socle nouveau qui symbolise la vie sociale. Il s'agit de l'agriculture comme espace privilégié capable de donner un sens réel aux rapports sociaux établis et aux possibilités de leur reproduction.

L'agriculture constitue le terrain favori pour mettre en rapport les hommes et les choses. Il s'agit dorénavant de se pencher sur le gouvernement de la nature des choses. Il est le seul à traduire la liaison très intime entre l'ordre physique, l'ordre moral et l'ordre social.

C'est dans ce mode de représentation que s'inscrit la pensée physiocratique.

Le problème que posent les physiocrates consiste fondamentalement dans la recherche des moyens pour accroître le revenu national du pays et de déterminer la contribution de chacun à cet accroissement. Mercier de la Rivière précise que "l'ordre essentiel à toutes les sociétés particulières est l'ordre des devoirs et des droits réciproques dont l'établissement est essentiellement nécessaire, afin de procurer au genre humain la plus grande somme possible de bonheur et la plus grande multiplication possible"¹.

Si l'idée de quantité qui a prévalu chez les mercantilistes a été reprise par les physiocrates, ni le support, ni la finalité, ni même le contenu ne se ressemblent. La doctrine physiocratique est construite à partir du grain de blé repose sur un mode de représentation social différent des mercantilistes. Ce mode est défini en priorité par l'ordre physique et moral comme instituant le social, le politique et a mis en retrait lui imputant tous les maux de la société.

¹ Mercier de la Rivière : 1910 p21. cité par Abdelkader Sid Ahmed in : Croissance et développement T1 p2. OPU.

Cependant l'on reviendra à l'évidence et l'on pense le monde dans son évidence; on recherche dans le gouvernement des choses qu'il y ait le moins d'intervention possible du politique comme le note Mirabeau¹ "tout bon gouvernement, consiste à ce qu'il y ait le moins d'affaires publiques possible; et la démocratie fait affaire publique de tout". Quelles sont donc les idées fondamentales de la physiocratie.

1) Le courant philosophique :

Ce courant met en avant les lois physiques représentatives de l'ordre naturel comme lois déterminantes dans l'ordre des hommes et des choses. Les lois morales et sociales doivent s'en inspirer et se mettre en conformité. La foi dans l'existence d'un ordre naturel des choses accessibles à la raison humaine quoique d'essence divine caractérise cette philosophie. L'économie est le reflet social de l'ordre naturel. François Quesnay précise cette philosophie lorsqu'il considère que "le monde est gouverné par des lois physiques et morales qui sont immuables. Il appartient à l'homme, être intelligent et libre de les découvrir, de les observer, ou de les violer pour son bien ou pour son mal. Le but assigné à ses forces intellectuelles et physiques, c'est l'appropriation de la matière à ses besoins qui lui permet d'améliorer sa destinée. Mais il doit accomplir cette tâche conformément à l'idée du juste, corrélative à l'idée utile"².

Alors que chez les mercantilistes, la richesse est incarnée dans l'argent, elle est conçue chez les physiocrates comme étant entièrement livrée par la nature c'est à dire par la terre. L'accomplissement de la relation entre l'homme et la nature trouvera un sens dans le travail que fournira le premier sur la terre afin d'extraire tous les biens pour satisfaire ses besoins. L'engouement pour l'agriculture aura alors une signification naturelle et spirituelle. L'esprit doit être alors orienté vers le travail de la terre beaucoup plus que vers les discussions

¹ Pierre Rosanvallon : le capitalisme utopique : p53. éd. du Seuil 1979.

² Pierre Rosanvallon : op. citée p50.

métaphysiques. On assiste alors à une mutation intellectuelle quasi-générale qui aura pour objet l'agriculture et ce qui tourne autour.

Comme l'exprime Voltaire lorsqu'il écrit que vers 1750 la nation rassasiée de vers, de tragédies, de comédies, d'opéras, de romans, d'histoires romanesques de réflexions morales plus romanesques encore et de disputes théologiques sur la grâce et les convulsions, se mit à raisonner sur les blés".

C'est donc la terre qui sera au centre de toute préoccupation intellectuelle ou pratique. L'exploitation de la terre va connaître un statut noble, le travail de la terre sera valorisé et prendra toute sa place dans les processus productifs. C'est grâce au travail agricole que l'on peut extraire tous les biens nécessaires à la subsistance. *Tous les regards sont alors centrés sur l'agriculture. Cette matérialité constitue le caractère fondamental de la richesse.*

2) La conception de l'économie :

Etant convaincu que seule la terre est productrice de richesse par l'intermédiaire du travail de l'homme, il faut alors déterminer le mode d'organisation et de fonctionnement du cycle de production agricole et d'en déduire les effets sur le type d'organisation sociale qui le sous-tend.

L'une des caractéristiques fondamentales du sol réside dans le phénomène naturel de multiplication. Seule la terre produit plus qu'elle ne coûte à partir de là l'équation devient simple car *il s'agit de déterminer quelles quantités de terre allons nous exploiter et quels sont les moyens nécessaires à cette exploitation pour en extraire le maximum de surplus agricole possible qui doit assurer la reproduction économique et sociale.*

L'on verra par la suite que ce surplus sera défini chez les physiocrates par le produit net.

Ayant un caractère agrarien, la pensée physiocratique, ne peut concevoir la richesse, sa production et sa répartition qu'à travers le cycle de production et de

reproduction agricole. Le commerce, l'argent et l'industrie sont considérés comme des activités subsidiaires utiles au cycle de production agricole, sans contribuer directement à la création de richesse. "l'argent, considéré en lui même, est une richesse stérile, qui ne produit rien, qui ne peut produire de revenu que par l'acquisition d'un bien qui en produit". *L'argent n'est qu'un intermédiaire. La vraie richesse réside dans le produit consommable dont on peut disposer sans s'appauvrir.* Seule l'agriculture est capable de nous fournir ce produit. Elle est donc la seule source de richesse. Le produit net formera l'indication fondamentale.

3) Le produit net :

Par produit net François Quesnay définit l'excédent de production réalisé à la fin du cycle de production de l'agriculture. Il constitue cette portion du produit qui excède les dépenses engagées pour l'obtenir. Seule l'agriculture est en mesure de produire plus qu'elle ne consomme. Sauf de très rares exceptions, les récoltes obtenues en fin de cycle de production arrivent à couvrir les besoins de la productions agricole et de la consommation en produits agricoles et dégager un surplus assez consistant appelé produit net.

Seule l'agriculture possède cette qualification, toutes les autres sphères d'activité consomment la totalité de leur production.

Le produit net est donc la variable fondamentale explicative du mode d'organisation et de fonctionnement et de l'économie et de la société.

4) La conception de la société en trois classes :

F. Quesnay considère que la société est formée en trois classes qui sont : la classe productive, la classe des propriétaires fonciers et la classe stérile.

a) La classe productive :

Dans cette catégorie, Quesnay regroupe l'ensemble des travailleurs qui relèvent du monde agricole. Ce sont les fermiers. Ils sont en rapport direct avec la terre. Ce sont eux qui la cultivent et arrivent par le travail à en extraire les principales ressources. C'est ce rapport du travail avec la terre qui possède toutes les vertus. La terre devient généreuse et arrive à offrir plus qu'elle n'exige.

Le Produit Net est donc produit par cette classe de travailleurs seulement c'est la classe des propriétaires fonciers, de part son statut, qui va en disposer et en assurer l'affectation.

b) Les propriétaires fonciers :

Cette classe est formée par les propriétaires de la terre et les souverains qui les représentent au niveau du pouvoir. Etant détenteurs de la propriété du sol, ils jouissent pleinement de ce statut en accaparant la totalité du Produit Net et en l'affectant suivant ses préférences. Ils sont les seuls à déterminer la clé de répartition du Produit Net entre les différentes classes et dans les proportions voulues. Ceci doit satisfaire dans un souci de maintien de l'ordre établi et qui ne doit pas être dérangé, afin que la reproduction économique et sociale se réalise à l'identique.

c) La classe stérile :

Cette classe renferme les artisans, les marchands et les manufacturiers. **Elles est considérée comme stérile, non pas parce qu'elle ne contribue pas à l'activité sociale, mais surtout parce qu'on suppose qu'elle consomme entièrement ce qu'elle produit et ne peut par conséquent générer de surplus.**

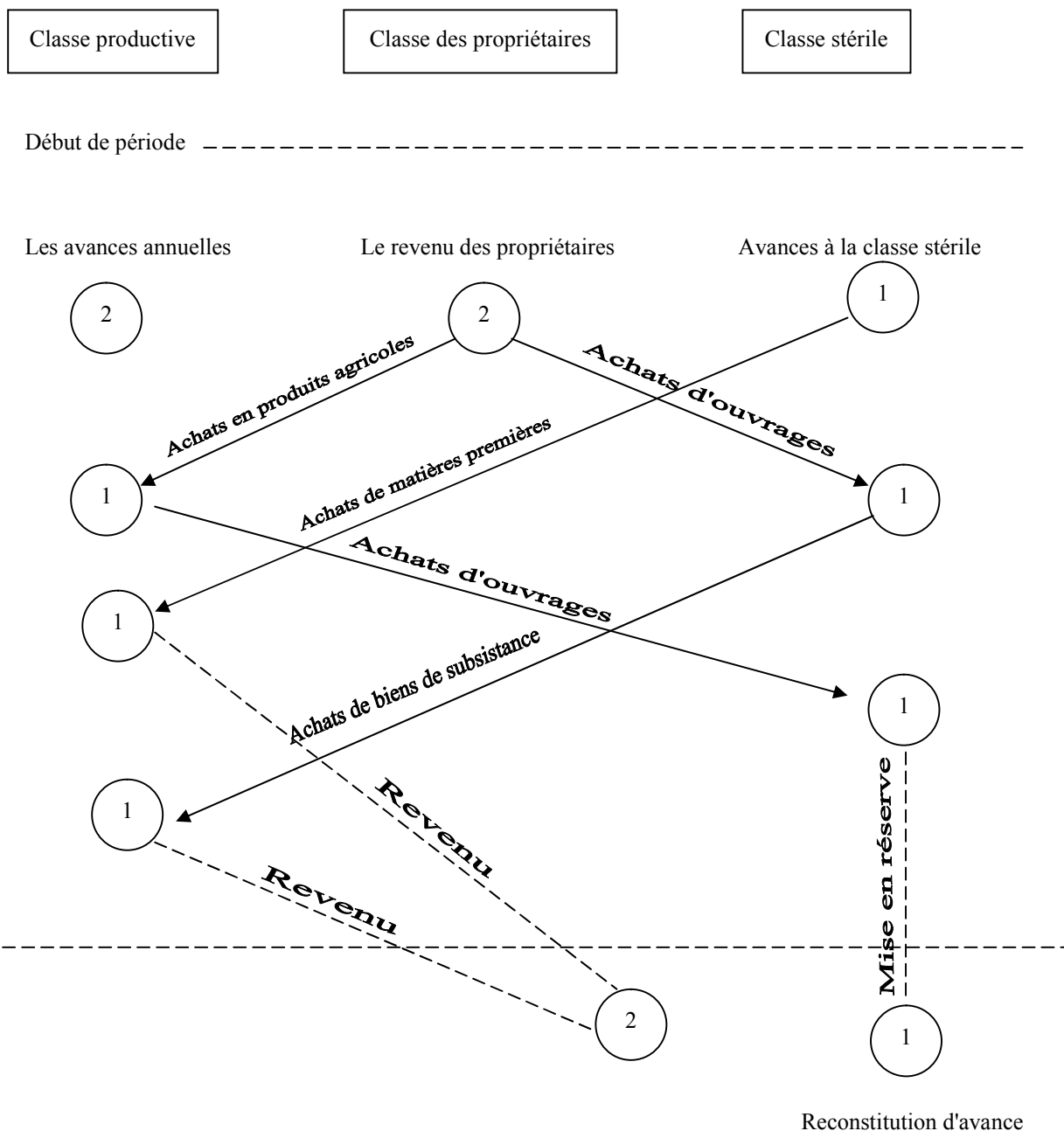
Selon les physiocrates, l'existence de ces trois classes relève essentiellement de l'ordre naturel, seulement les échanges entre elles sont déterminés par les flux des biens qui s'opèrent entre elles. Il apparaît donc que les relations entre les classes sont considérées comme des rapports économiques, du fait qu'ils consistent soit en achats ou en ventes de marchandises soit en paiements de revenu. Ceci est présenté par le tableau économique que confectionne F. Quesnay en 1758.

5) Le tableau économique :

a) Présentation du tableau :

Le tableau économique que Quesnay présente est comparable dans sa forme à plusieurs modes de circulation. Il préfère de part sa spécialité de médecin de le comparer à la circulation du sang.

Nous avons un système d'économie politique, du fait que la société est analysée en termes de circulation de richesses. On retiendra à notre niveau la forme générale que l'on présentera comme suit :



b) Analyse du tableau :

Le tableau de F. Quesnay représente une vue d'ensemble de l'économie qui a pour toile de fond **l'incarnation de l'ordre naturel à travers le monde agricole**. L'aspect de synthèse ressort dans la mise en évidence des trois classe sociales et des éléments de hiérarchisation qui s'expriment par les échanges qui se déroulent entre ces classes. La répartition de la richesse anime la dynamique sociale, la production et le surproduit qui en résultent sont le point d'arrivée et le point de départ du circuit, et c'est la classe des propriétaires fonciers qui en

déclenche le mouvement puisque c'est elle qui détient le surplus et décide suivant l'affectation qui en est faite du mouvement à lui donner jusqu'à la fin du cycle.

Le monde économique de l'époque est ébloui par l'originalité du schéma que présente F. Quesnay car il présente facilement une vue synthétique des rapports économiques et sociaux dominants de son temps. A ce sujet Mirabeau dira que "Depuis l'origine du monde, il y a eu trois grandes découvertes...la première c'est l'invention de l'écriture...la seconde est l'invention de la monnaie...la troisième est le tableau économique, le résultat des deux autres, qui en est le complément"¹.

Globalement, le tableau présente trois aspects importants qui déterminent son originalité.

- **Il a été le premier à regrouper les agents économiques en classes sociales représentatives. Cette classification se définit à partir des fonctions économiques que chacune des classes exécute.** La fonction de production qui est la fonction prédominante est accomplie par **les agriculteurs, les travailleurs de la terre**. Les propriétaires fonciers jouent un rôle déterminant dans le circuit, c'est eux qui détiennent le produit net et assurent sa transformation en avances. Cette transformation est capitale, car elle augure le cycle de production en mettant à la disposition des producteurs l'ensemble des moyens matériels, des revenus et des biens de subsistance nécessaires aux travailleurs pour qu'ils accomplissent les travaux du sol. De même en fin de cycle, le surplus réalisé accomplira sa métamorphose en produit net. C'est cette transformation du produit net en avances et du surplus en produit net qui permet au cycle de production et de reproduction de se réaliser.

¹ Cité in : Nicolas Brejon De Lavergnée : Traite d'économie politique. éd. Ellipses p56.

Enfin la troisième classe regroupe **les artisans, les manufacturiers, les commerçants, les fonctionnaires et les professions libérales**. Cette classe considérée comme stérile. Cette catégorie sociale possède toute sa place dans la société, comme catégorie qui ne contribue pas directement à l'activité productive. Son rôle ne peut être que déterminé du fait qu'on lui attribue le rang le plus bas dans la société. Le monde étant régi par les propriétaires fonciers appuyés par les souverains, ceux qui travaillent la terre occupent une seconde place, et la classe stérile vivant presque de la circulation est considérée comme oisive.

- Le tableau économique illustre le fonctionnement d'un système économique où **les fonctions sont hiérarchisées autour de l'agriculture, c'est elle qui est à l'origine du Produit Net** c'est par la production agricole que se crée la richesse et ce sont les propriétaires fonciers qui décident de sa répartition.

- **Le tableau économique de Quesnay présente pour la première une vision circuitiste**. Il a pour point de départ le Produit Net qui sera affecté, subissant les transformations nécessaires pour qu'il accomplisse les fonctions qui lui sont définies. C'est à travers les flux de matières, d'ouvrages, de biens de subsistance, de revenus, que les échanges s'opèrent entre les différentes classes et en fin de parcours, ils culminent vers la production du produit net nouveau qui sera réinjecté dans le cycle suivant au moment venu. Cette conception du tableau sous forme de circuit traduit fidèlement l'horizon temporel qui correspond à l'année agricole (labour, semailles, moissons, récoltes...) et permet de reproduire dans les mêmes grandeurs les éléments qui agissent à l'intérieur du système, cette vision circuitiste présente le caractère circulaire du système en sauvegardant sa reproduction simple c'est à dire à l'identique.

Comment fonctionne alors le tableau économique?

Il démarre avec le Produit Net réalisé dans le cycle précédent et le transforme en avance. F. Quesnay distingue trois genres d'avances : les avances foncières, les avances primitives et les avances annuelles.

- **Les avances foncières** : elles servent à assainir le sol et le rendre valable pour la culture. Ce sont des dépenses engagées par les propriétaires fonciers pour assurer les opérations d'aménagement du sol. Il s'agit de frais de déboisement, des frais d'assèchement, des frais pour défricher le sol...) ce sont des dépenses nécessaires à la préparation du sol.

- **Les avances primitives** : ce sont des avances d'équipement, elles correspondent à peu près aux moyens servant à réaliser le capital fixe. Celui-ci doit connaître durant son utilisation un amortissement déterminé suivant la période considérée et moyennant un taux.

- **Les avances annuelles** : ce sont des dépenses engagées dans le cycle de production agricole. Elles correspondent à l'ensemble des charges d'exploitation qui surviennent durant le cycle annuel (dépenses de main d'œuvre, achats de matières, semences, moyens de subsistance...)

c) Le fonctionnement du tableau :

Le coup d'envoi du processus est donc donné par les propriétaires : si la valeur du Produit Net est estimée à 5 milliards de francs, les propriétaires fonciers affectent 3 milliards dans l'agriculture, ils représentent les coûts de production agricole.

Les fermiers affectent les deux cinquièmes $2/5$ de leur propre produit au capital circulant; un cinquième $1/5$ est vendu à la classe stérile en échange de biens destinés à remplacer le capital fixe.

C'est la terre qui possède la faculté de produire plus qu'elle ne consomme et non le travail. La richesse demeure naturelle et non le produit de

l'homme. Alors le reste revient aux propriétaires fonciers en tant que rente. Ces derniers à leur tour échangent la moitié de leur revenu qui est de deux (02) milliards contre des articles manufacturiers, tandis que la classe des artisans, manufacturiers et commerçants s'équipe pour une valeur de deux (02) milliards en achat de matières premières et biens alimentaires auprès du secteur agricole.

Au terme du processus on constate que les fermiers ont reçu trois milliards (03) et dépensé un milliard (01) ils sont donc revenus à la situation de départ. L'effort net pour la classe stérile est nul, alors que les propriétaires fonciers perçoivent compte tenu de leur statut une rente égale à deux milliards (02).

Le tableau économique a le mérite de proposer pour la première fois un schéma cohérent qui repose sur la définition des principaux agents économiques, la détermination des principales fonctions économiques, de même et souvent il repose sur une démarche nouvelle définit par le mouvement circuitiste.

L'introduction du circuit sera très appréciée par les différentes écoles de pensée, il permet de suivre les flux et déterminer les stocks, il suit le mouvement cyclique du processus du travail de la terre, de manière qu'il permet les évaluations utiles des résultats obtenus.

Toutefois plusieurs critiques ont été émises contre le modèle physiocratique. Elles relèvent dans leur quasi-majorité du cadre méthodologique et des hypothèses qui le sous-tendent ainsi qu'aux résultats auxquels il aboutit.

- Les principales critiques : elles sont au nombre de (6)¹ :

- Le fait de considérer l'agriculture comme seul champ capable de produire la richesse sert de justification à la vision physiocratique s'il est prépondérant dans la création de la richesse, il ne peut être à lui seul le détenteur du monopole de la création; celui-ci relève d'un rapport entre un socle et sa mise en exploitation qui fait intervenir plusieurs éléments (la qualité différentielle du sol, le travail et les facultés du travail, l'instrumentation et l'outillage nécessaire). Cette mise en rapport fait appel à une intermédiation qui n'est pas neutre, elle est le résultat d'une production relevant d'autres champs d'activités que le domaine agricole. Il ne peut y avoir de rapport de production, ni de production, ni reproduction agricole, sans l'intervention d'un rapport d'échange qui fait appel aux autres catégories socioprofessionnelles tels que les commerçants, les manufacturiers ou les artisans.

- L'erreur capitale que véhicule le système économique conçu par les physiocrates réside dans le caractère "stérile" des activités des artisans, des commerçants et manufacturiers, c'est à dire non productifs. On ne peut nier totalement l'existence d'une activité sociale basée sur le métier, la fonction de commerce réalisée par le négociant, la manufacture comme bien de production de biens matériels, conçue et réalisée par l'effort d'hommes, ou de familles entières.

C'est une erreur d'appréciation qu'on ne peut ignorer de signaler car si la classe "stérile" de part sa position historique et sociale, ne peut réaliser une activité qui lui permet de créer un surplus, elle a au moins le mérite de produire la valeur de sa consommation annuelle, c'est à dire qu'elle arrive à partir des activités qu'elle mène à subvenir à ses besoins. Certes il se peut que sa contribution soit limitée, mais encore faut-il en connaître les raisons. Il se peut

¹ Les critiques adressées à l'école physiocratique ne sont pas exhaustives.

que la prédominance du capital foncier, se traduit par une minimisation de la classe des commerçants et artisans au point de les rendre négligeables.

— La supériorité et l'importance de la quantité produite par une classe, ne signifie nullement que les autres classes sont improductives ou stériles. Dans ce cas quel intérêt trouve-t-on dans la place accordée à la définition d'autres classes en dehors de celle qui est seule productive.

— Au contraire, l'effort fourni par les artisans et le travail accompli par les manufacturiers de même que les opérations de négoce, se fixent et se réalisent naturellement en une chose vénale et échangeable. Ils sont de ce fait productifs, exception est faite aux domestiques qui peuvent être considérés comme improductifs.

— Il est erroné d'avancer que le travail fourni par les artisans et les manufacturiers n'augmente pas la valeur réelle du produit annuel de la société. Sa contribution doit être évaluée et comptabilisée aux côtés des travaux effectués directement dans l'agriculture. La contribution à l'effort national de la classe dite "stérile" est incontestable, si elle n'est pas repérable, elle est réelle et a pour effet un accroissement de la richesse.

— Comment les ouvriers et les fermiers appartenant à la classe productive peuvent ils augmenter le revenu réel de la société, le produit annuel des terres et de leur travail? L'intervention du capital dans le cycle de production leur serait d'une grande nécessité car c'est à travers son intervention qu'ils peuvent soit :

- Assurer un perfectionnement des facultés productives du travail utile actuellement en activité.
- Ou bien augmenter la quantité de ce travail.

Les deux éventualités en réalité sont conjuguées, elles sont liées aux apports en capitaux qui les tiennent en activité et permettent la réalisation d'économies personnelles ou épargne, donc l'accroissement du capital injecté va générer de l'épargne.

En définitive on peut dire que le système physiocratique est d'un apport considérable pour l'économie politique, tant du point de vue méthodologique, que du point de vue de l'analyse économique. En dehors du cadre qu'il privilégie et qu'il défend en même temps, on peut tirer des leçons qui demeurent encore valables sur le plan économique, la production de concepts, de catégories économique, de classes sociales, de fonctions, de circuit, de répartition, de rente, de production, de travail et de richesse témoigne de la richesse et la fécondité de cette production et mérite à juste titre le statut de production scientifique.

Malgré les imperfections que peut présenter le modèle, il inaugure l'ère de l'économie scientifique¹. Adam Smith ne manquera pas d'attester la supériorité accordée au modèle physiocratique lorsqu'il écrit² : *"Parce qu'en représentant le travail employé à la terre comme le seul productif, les idées qu'il veut donner des choses sont peut être trop étroites et trop bornées, cependant, en représentant la richesse des nations comme ne consistant pas dans ces richesses non consommables d'or et d'argent, mais dans les biens consommables reproduits annuellement par le travail de la société, et en montrant la plus parfaite liberté comme l'unique moyen de rendre cette reproduction annuelle le plus grand possible, sa doctrine paraît être, à tous égards aussi juste qu'elle est grande et généreuse"*.

¹ Par opposition au mercantilisme auquel George J. Stigler confère le statut d'économie pré-scientifique. In : Problèmes économiques. p3. Novembre 1983. n° 1848.

² A. Smith : recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations : p348. éd. Gallimard 1976.

Pour en conclure sur la richesse chez les physiocrates, nous ferons référence aux propos de K. Marx : "La doctrine physiocratique du Dr Quesnay constitue le passage au mercantilisme à Adam Smith. La physiocratie est directement la décomposition économique de la propriété féodale, mais elle est de ce fait aussi immédiatement la transformation économique... Toute richesse se résout en terre et en agriculture. La terre n'est pas encore le capital...Mais la terre est cependant un élément naturel, général...l'objet de la richesse, sa matière a donc reçu son universalité la plus haute dans le cadre des limites naturelles dans la mesure où, en tant que nature, elle est aussi la richesse immédiatement objective. Et la terre n'est pour l'homme que l'agriculture"¹.

Les propriétaires fonciers, donc les nobles, apparaissent comme une classe sociale nécessaire à la prospérité.

¹ K. Marx. Manuscrits de 1844. éd. Sociales p81. 1972.

Chapitre III

L'objectivation de la richesse : division du travail, profit et valeur

Introduction :

Paragraphe I : La valeur-travail comme expression de la richesse.

Paragraphe II : La richesse chez les classiques : une pensée controversée.

Paragraphe III : La plus-value comme source d'enrichissement chez Marx.

"La cause immédiate de l'augmentation du capital c'est l'économie et non l'industrie. A la vérité l'industrie fournit la matière des épargnes que fait l'économie, mais quelques gains que fasse l'industrie, sans l'économie qui les épargne et les amasse, le capital ne serait jamais grand".

A. Smith : La Richesse des Nations pp167-168.

"La victoire du capital, victoire digne de la civilisation, serait précisément d'avoir, à la place de la chose morte, découvert et crée le travail humain comme source de la richesse".

K. Marx : Manuscrits de 1844. éd. Sociales. p77.

"Notre possesseur d'argent qui n'est encore capitaliste qu'à l'état de chrysalide, doit d'abord acheter des marchandises à leur juste valeur, puis les vendre ce qu'elles valent, et cependant, à la fin, retirer plus de valeur qu'il n'en avait avancé. La métamorphose de l'homme aux écus en capitaliste doit se passer dans la sphère de la circulation et doit ne point s'y passer. Telles sont les conditions du problème".

K. Marx : Le capital Livre I. Sect. II p713-714.

Paragraphe I- La valeur travail comme expression de la richesse chez Smith

Les causes de la richesse des nations sont explicitées chez Adam Smith dans la définition qu'il donne à l'économie politique. Celle-ci "est considérée comme une branche des connaissances du législateur et de l'homme d'Etat. Elle se propose deux objets distincts :

Le premier, de procurer au peuple un revenu ou une subsistance abondante, ou, pour mieux dire, de le mettre en état de se procurer lui même ce revenu, ou cette subsistance abondante.

Le second, de fournir à l'Etat, ou à la communauté un revenu suffisant pour le service public. Elle se propose d'enrichir à la fois le peuple et le souverain"¹.

A. Smith présente une nouvelle conception de la richesse. Il refuse l'idée selon laquelle l'argent fait la richesse car "la richesse ne consiste pas dans l'argent ou la quantité de métaux précieux, mais bien dans les choses qu'achète l'argent"².

De même il rejette la conception physiocratique selon laquelle seule la terre est créatrice de richesse. La richesse tire toute son origine de la conception de la société à travers la nation. Entendue comme l'espace du libre échange circonscrit par la division du travail et mue par le système socio-économique des besoins...c'est en effet le lien économique qui relie les hommes comme producteurs de marchandises pour le marché, qui est considéré comme le véritable ciment de la société.

¹ A. Smith : Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations. éd. Gallimard. 1976. p233.

² A. Smith : RCRN. Ch. II p23.

La société se construit avec le développement de la division du travail devenant de plus en plus interdépendante. L'apport fondamentale de Smith réside dans le fait d'instituer le marché non seulement comme mode d'allocation des ressources à travers une libre détermination du système des prix mais comme **mode d'organisation sociale plus encore qu'un mécanisme de régulation économique.**

Le marché est à ses yeux l'accord admirable de l'intérêt et de la justice. C'est en ce sens que l'échange, sous la forme de marché, construit la société¹.

C'est dans le cadre du marché que se développe la division du travail et non l'inverse.

1) La division du travail :

La division du travail chez Smith trouve son origine dans l'échange. Il note que² "la division du travail ne doit pas être regardée dans son origine comme l'effet d'une sagesse humaine qui ait prévu et qui ait eu pour but cette opulence générale qui en est le résultat; elle est la conséquence nécessaire, quoique lente et graduelle d'un certain penchant naturel à tous les hommes qui ne se proposent pas de vue d'utilité aussi étendue : c'est le penchant qui les porte à trafiquer à faire des trocs, et des échanges d'une chose pour une autre". Cette opulence est assurée par la multiplication des productions de tous les arts grâce à la productivité du travail développée par la division du travail. Aussi les richesses sont des choses nécessaires et commodes à la vie. *"c'est parce que la richesse est le moteur de la société et que la consommation est le but de la richesse que la société économique est le lieu de réalisation de l'intérêt général.*

¹ Par société A. Smith entend société civile. La notion de société est presque totalement absente dans son œuvre.

² A. Smith : RCRN : T1 L1. Chap. II p18.

Avec A. Smith c'est la production qui est mise en avant, la circulation suit. Elle prend son point de départ dans la mise en évidence du travail humain et son introduction comme principal facteur capable par le processus de transformation qu'il engage au niveau de la production, d'insuffler de la valeur au produits.

A partir de ce moment, la valeur d'un produit sera mesurée à partir de la quantité de travail qui lui est nécessaire pour sa production. Dans cet énoncé A. Smith se focalisera sur le besoin de découvrir les virtuosités du travail créateur de valeur. C'est dans la division du travail qu'il repère, par troc et par achat que nous obtenons des autres la plupart de ces bons offices qui nous sont mutuellement nécessaires; et c'est cette même mission à trafiquer qui a dans l'origine, donné lieu à la division du travail"¹. Si l'origine de la division du travail se trouve dans l'échange, l'accumulation du capital en constitue la condition nécessaire, **l'accumulation du capital est un préalable nécessaire à la division du travail**. En effet le travail ne peut recevoir de subdivisions ultérieures qu'en proportions de l'accumulation progressive des capitaux. *C'est parce que le capital a pour rôle de favoriser la division du travail que celle-ci a pour effet d'augmenter la productivité du travail, donc la richesse des Nations.*

En quoi consiste la division du travail? Pour en définir l'objet, A. Smith fait appel à la manufacture comme lieu représentatif où se déroule le principal acte industriel de production et d'organisation sociale de même qu'elle constitue le mode de fonctionnement et d'organisation le plus développé. La manufacture d'épingles à laquelle il fait référence fait figure d'illustration.

Il fait remarquer que le travailleur individuel concentre en lui toutes les opérations servant à la fabrication du produit. Par contre si on étale les différentes opérations, si on parcellise le travail en petites unités ou en séries, ou en opérations simples et on les affecte à plusieurs travailleurs suivant leur

¹ A. Smith : Recherches sur la nature et des causes de la richesse des nations : éd. Gallimard. 1976. p49

habilité, leur compétence, leur connaissance, que seule la logique du produit les unit.

A. Smith souligne que "les grandes améliorations dans la puissance productive du travail, et la plus grande partie de l'habilité, de l'adresse et de l'intelligence avec laquelle il est dirigé ou appliqué sont dus à la division du travail"¹.

La division du travail va permettre des développements dans trois directions principales :

- Par ces qualités la division du travail va envahir tout d'abord la manufacture pour assurer la quantité exigée de la production; ensuite elle établit des relations entre manufactures, relations qui prendront par la suite la forme de concentration et d'intégration. Elle envahira ensuite la nation et s'étalera au niveau international et puisque c'est la faculté d'échanger qui donne lieu à la division du travail, il ne faut à aucun moment faire obstruction au développement de l'étendue du marché.

- Les résultats économiques de la division du travail seront mesurés par l'accroissement de la production obtenue, ainsi que le degré d'intervention et l'efficacité de chaque travailleur dans la réalisation de cet accroissement, c'est ce que l'on appelle productivité du travail. Celle-ci va se traduire par :

- L'accroissement de l'habilité de l'ouvrier dans l'accomplissement de ses tâches.
- Le gains de temps sur l'obtention du produit et sur les différentes opérations exécutées, de même que sur le passage d'une opération à une autre.
- La recherche et le recours à des outils de plus en plus perfectionnés afin de faciliter et abrégier le travail.

- La division du travail, par l'émiettement des tâches jusqu'à les rendre dans leur simplification la plus parfaite, par l'habileté et l'adresse de l'ouvrier a contribué à la conception des outils et moyens nécessaires à la production "une grande partie des machines employées dans ces manufactures où le travail est le plus subdivisé ont été originairement inventées par de simples ouvriers qui naturellement appliquaient toutes leurs pensées à travers les moyens les plus courts et les plus aisés de remplir la tâche particulière qui faisait leur seule occupation"¹.

Compte tenu de ses vertus, la division du travail ne doit à aucun moment connaître des entraves ou des obstructions. La production, son accumulation, et la circulation qu'elle suit en dépendent. En introduisant l'exposé des richesses par la division du travail, A. Smith veut observer un changement radical dans la vision de l'économie. Il donne la priorité à la production réelle comme une manifestation économique de premier ordre qui enclenche le mouvement, la circulation suit après. *La conception de la richesse relève du marché réel et non monétaire*². *Les richesses sont réelles parce qu'elles ne sont pas mesurées monétairement, mais par l'intermédiaire de la valeur d'échange.*

Cependant cette mesure ne peut jouer ce rôle qu'à une condition à savoir : il faut supposer que la quantité de travail indispensable pour produire une chose, fut égale à la quantité de travail que cette chose, en retour, pouvait acheter dans le processus de l'échange. Adam Smith explique cette possibilité par la notion de travail commandé.

2) Le travail commandé :

La notion de travail commandé est au centre de la théorie Smithienne de la valeur. Pour Smith la richesse consiste donc à acheter ou à commander en

¹ A. Smith : op. citée pp44-45.

² A. Smith par cette distinction veut créer une rupture avec la vision mercantiliste qui traite les richesses sous la forme de représentation et de signes.

travail des autres, à travers la capacité d'acheter des marchandises produites par d'autres.

Il précise¹ "qu'un homme est riche ou pauvre, suivant les moyens qu'il a de se procurer les besoins, les commodités et les agréments de la vie, mais la division, une fois établie dans toutes les branches du travail, il n'y a qu'une partie extrêmement petite de toutes ces choses qu'un homme peut obtenir directement par son travail. C'est du travail d'autrui qu'il lui faut attendre la plus grande partie de toutes ses jouissances. *Ainsi il sera riche ou pauvre, selon la quantité de travail qu'il pourra commander ou qu'il sera en mesure d'acheter*" ainsi la valeur d'une marchandise sera égale à la quantité de travail que cette marchandise le met en état d'acheter ou de commander. Le travail est donc la seule mesure réelle de la valeur échangeable de toute marchandise. "Ce n'est point avec l'or ou l'argent, c'est avec du travail que toutes les richesses du monde ont été achetées originairement et leur valeur pour ceux qui les possèdent et qui cherchent à les échanger contre de nouvelles production est précisément égale à la quantité de travail qu'elles les mettent en état d'acheter ou de commander"². Ainsi le travail ne variant jamais dans sa valeur propre, est la seule mesure réelle et définitive qui puisse servir, dans tous les temps et dans tous les lieux, à apprécier et à comparer la valeur de toutes les marchandises. Il est le prix réel, l'argent n'est que le prix nominal.

3) Du travail productif et du travail improductif :

A. Smith reprend la distinction établie par les physiocrates entre travail productif et travail improductif. Chez ces derniers cette distinction prend place à l'intérieur de la sphère des richesses (production, répartition) alors que Smith fait appel à cette distinction pour mettre dos à dos les missions qu'accomplissent l'Etat en tant qu'instrument du politique, et la société civile. Il montre à travers cette distinction que la société scinde le produit de la valeur, donc du capital,

¹ A. Smith : op. Citée p61.

² A. Smith : op. Citée p62.

alors que l'Etat ne fait que dépenser "Ainsi de quelque manière que nous concevions la richesse et revenu réel d'un pays, sont que nous les fassions consister, comme le simple bon sens parfait le dicte, dans la valeur du produit annuel de la terre et de son travail, soit comme le supposent les préjugés vulgaires, que nous les fassions consister dans quantité de métaux précieux qui y circulent; sous l'un ou l'autre de ces points de vue tout prodigue pourrait être un ennemi du repos public, et tout homme économe un bienfaiteur de la société"¹.

C'est parce que l'Etat consomme du travail et qu'il ne produit pas de capital qu'il doit être limité. L'Etat est défini chez Smith comme le dissipateur de la richesse. "Il y a une sorte de travail qui ajoute à la valeur de l'objet sur lequel il exerce; il y a une autre qui n'a pas le même effet : le premier produisant une valeur peut être appelé travail productif; le dernier travail non productif"².

- **Le travail productif**³ :

Le travail productif est défini par Smith par cette catégorie de travail qui ajoute en général à la valeur de la matière sur laquelle travaille cet ouvrier, la valeur de la subsistance et du profit de son maître. Le travail de l'ouvrier se fixe et se réalise sur un sujet quelconque, ou sur une chose vénale qui dure au moins quelque temps après que le travail a cessé. C'est donc une quantité de travail qui est conservée, et amassée, pour être utilisée ultérieurement pour une mise en activité éventuelle. Smith n'a jamais caché l'origine du capital. Celle-ci proviendrait du travail et c'est le statut de propriété qui ouvre droit au capitaliste de se l'approprier et qu'il l'associera par la suite au travail, car le travail de l'ouvrier doit s'associer au capital dans le processus de fabrication pour donner naissance au produit.

¹ A. Smith : op. Citée p172.

² A. Smith : p157.

³ A. Smith parle du travail que fournit l'ouvrier, alors que Marx parlera du travail productif.

Le travail de l'ouvrier parce qu'il crée de la valeur, il est récompensé par le salaire qui lui servira à se procurer les moyens de subsistance dont il a besoin et qui est versé par son patron. Ce dernier reçoit lui aussi un profit en contrepartie du capital avancé et qui demeure dans l'augmentation de valeur transmise dans la production.

Donc le travail productif c'est celui qui permet de dégager un surplus qui prendra la forme de profit, et c'est l'accumulation des profits qui sera transformée en capital. Ce dernier sera réinjecté dans la procès de production.

Ainsi toute augmentation de capital tentera à augmenter réellement l'activité productive et par là l'augmentation de gens productifs. L'économie sera florissante et la richesse augmente. "l'économie en augmentant en fonds destinés à l'entretien des salaires productifs, tend à augmenter le nombre de ces salariés, dont le travail ajouté à la valeur du sujet auquel il est appliqué; elle tend à augmenter la valeur échangeable du produit annuel de la terre et du travail du pays; elle met en activité une quantité additionnelle d'industrie qui donne un accroissement de valeur du produit annuel"¹.

Marx reconnaîtra que l'un des principaux mérites scientifiques de Smith est d'avoir défini le capital productif comme un travail qui, par la valeur qu'il crée, s'échange immédiatement contre du capital.

- **Le travail non productif :**

Par opposition au travail productif, le travail non productif est celui qui n'ajoute aucune valeur à la chose. Cette catégorie d'individus non productifs est très bien définie par Smith², nous prenons la peine de citer un long extrait qui permet de la définir.

"un travail de quelques unes des classes les plus respectables de la société, de même que celui des domestiques, ne produit aucune valeur, il ne se fixe ni se

¹ A. Smith : op. Citée p168.

² A. Smith : op. Citée p158.

réalise sur aucun objet ou chose qui puisse se vendre, qui subsiste après la cessation du travail et qui puisse servir à procurer par la suite une pareille quantité de travail. Le souverain, par exemple, ainsi que tous les magistrats civils et militaires qui servent sous lui, l'armée, toute la flotte sont autant de travailleurs non productifs. Ils sont les serviteurs de l'Etat, et ils sont entretenus avec une partie du produit annuel de l'industrie d'autrui. Leur service, tout honorable, tout utile, tout nécessaire qu'il est, ne produit rien avec quoi on puisse ensuite se procurer une pareille quantité de service, la protection, la tranquillité, la défense de la chose publique, qui sont le résultat du travail d'une armée, ne peuvent servir à acheter la protection, la tranquillité, la défense qu'il faut pour l'année suivante. Quelques une des professions les plus graves et les plus importantes, quelques unes des plus frivoles, doivent être rangées dans cette même classe : les ecclésiastiques, les gens de loi, les médecins et les gens de lettre de toute espèce, ainsi que les comédiens, les farceurs, les musiciens, les chanteurs et les danseurs d'opéra, etc...".

Toute cette masse de gens et celle qui ne travaille pas du tout sont entretenus par un revenu c'est à dire par une partie du produit annuel auquel elles ne participent pas. On assiste alors par leur présence à décroissance au lieu d'une prospérité, car quelque soit l'importance du produit annuel, si une grande partie de celui-ci se transformera en revenus et revient à cette catégorie non productive, la partie qui reviendrait au travail productif sera diminuée, le résultat est que pour la prochaine période il y aurait moins d'ouvriers productifs et par conséquent le revenu annuel accuserait une régression qui peut rendre la pays pauvre"¹. Dans la plupart des pays, la totalité ou presque totalité du revenu public est employée à entretenir des gens non productifs...les gens de cette espèce, ne produisent rien par eux mêmes, sont tous entretenus par le produit du travail d'autrui. Ainsi quand ils sont multipliés au delà du nombre nécessaire, ils peuvent, dans une année, consommer une si grande part de ce produit, qu'ils

¹ A. Smith : Op. Citée p174.

n'en laissent pas assez de reste pour l'entretien des ouvriers productifs, qui devraient le reproduire l'année suivante".

En définitive ce qui fait la richesse des nations c'est le travail que fournissent les ouvriers à côté du capital. Pour augmenter la valeur du produit annuel d'une nation, il faut soit augmenter le nombre de travailleurs productifs en leur adjoignant une augmentation de capitaux et de fonds destinés à les faire vivre, ou bien en faisant augmenter la puissance, la faculté productive des travailleurs déjà employés, par une amélioration des machines et un perfectionnement des instruments du travail qui facilitent et abrègent le travail. Dans un cas comme dans l'autre la nécessité de recours à de nouveaux capitaux devient primordiale.

La grande roue de la circulation est tout à fait différente des marchandises qu'elle fait circuler. Le revenu de la société se compose uniquement de ces marchandises et nullement de la roue qui les met en circulation.

En conclusion l'on peut avancer que chez Smith, l'économie s'accorde sur le fait que division du travail et échange, division du travail et accumulation du capital se conditionnent réciproquement pour la production de la richesse sous la bienveillante main invisible comme le déclare A. Smith : "Par conséquent, puisque chaque individu tâche, le plus qu'il peut : 1) d'employer son capital à faire valoir l'industrie nationale et 2) de diriger cette industrie de manière à lui faire produire la plus grande valeur possible; chaque individu travaille nécessairement à rendre aussi grand que possible le revenu annuel de la société. A la vérité son intention en général n'est pas en cela de servir l'intérêt public; il ne sait même pas jusqu'à quel point il peut être utile à la société. En préférant le succès de l'industrie nationale à l'industrie étrangère; il ne pense qu'à se donner personnellement une plus grande sécurité; et en dirigeant cette industrie de manière que son produit ait le plus de valeur possible; il ne pense qu'à son propre gain; en cela, comme dans beaucoup d'autres cas, il est conduit par une main invisible à remplir une fin qui n'entre

nullement dans ses intentions, et ce n'est pas toujours ce qu'il y a de plus mal pour la société, que cette fin n'entre pour rien dans ses sentiments. Tout en ne cherchant que son intérêt personnel, il travaille souvent d'une manière plus efficace pour l'intérêt de la société, que s'il avait réellement pour but d'y travailler"¹.

4) De la nature des capitaux :

La division du travail est conditionnée par un préalable qui est d'une importance primordiale. **Il s'agit des fonds d'avance qui alimentent tous les niveaux de la division du travail et dans des proportions exigées par elle.** "A mesure donc que la division du travail devient plus grande, il faut, pour qu'un même nombre d'ouvriers soit constamment occupé, qu'on accumule une égale provision de vivres et une provision de matières et d'outils plus forte que celle qui aurait été nécessaire dans un état de choses moins avancé"². La personne qui emploie son capital à faire travailler cherche nécessairement à l'employer de manière à ce qu'il produise la plus grande quantité possible de produits, ainsi, non seulement le nombre d'industries augmente en proportion du capital investi et qui les met en activité, de même l'accroissement du capital injecté dans les industries existantes induit une productivité plus grande. L'origine de ces fonds provient du produit net défini comme étant ce qui reste net du produit brut après déduction de tous les frais qui concernent le capital fixe et le capital circulant.

La transformation du revenu Net en capital fixe constitue la condition sine qua non de l'accroissement du profit.

"Ce qu'on dépense d'une manière judicieuse pour le placer dans un capital fixe quelconque est toujours remboursé avec un gros profit et il ajoute au produit annuel une valeur bien supérieure à celle qu'exige l'entretien de ces

¹ A. Smith : Op citée : pp255-256.

² A. Smith : Op citée : pp126.

sortes d'améliorations"¹. C'est donc le revenu Net qui est l'indicateur réel de la richesse.

En fait A. Smith se méfie de l'introduction de l'argent, et craint que les effets qu'il considère négatifs pour lui. L'argent est donc la seule partie du capital circulant d'une société dont l'entretien puisse occasionner quelque diminution dans le revenu Net de la nation.

Les conclusions auxquelles aboutit A. Smith peuvent se résumer dans les points suivants :

- L'origine de la richesse ne peut pas s'expliquer dans le champ des valeurs d'usage c'est à dire dans la sphère de la consommation destructrice.
- La richesse débute avec la division du travail qui crée la société à travers les liens et les interdépendances qu'elle instaure.
- Dans ce sens le marché n'est pas seulement le lien d'allocation des ressources par l'intermédiaire des prix, mais beaucoup plus un mécanisme de régulation économique fondé sur l'échange sous la forme du marché qui produit la société.
- L'accumulation du capital est la condition nécessaire de la division du travail. Ce qui a pour effet d'augmenter la productivité du travail et donc la richesse. "Il (le capitaliste) n'aurait aucun intérêt à les employer (ouvriers) s'il n'attendait pas de retirer de la vente de leur travail quelque chose de plus que ce qu'il lui faut pour remplacer son avoir (capital)"².
- La richesse consiste à acheter ou à commander le travail des autres. Le travail commandé représente à la fois un pouvoir d'achat concret sur les objets et un pouvoir de type général sur les hommes. Cette conception de la richesse comporte aussi une révolution dans la conception du pouvoir.

¹ A. Smith : Op citée : pp142.

² A. Smith : La richesse des nations. P66.

Dans la société où le capital domine, le pouvoir prend obligatoirement, une expansion marchande : Richesse c'est pouvoir. Cette assimilation ne peut se réaliser que dans l'échange.

- Le travail est la mesure réelle de la valeur échangeable.
- Seul le travail productif est créateur de valeur, le travail improductif la déduit d'autant.
- *Les rapports qui existent entre le capital et la richesse relèvent du domaine de la valeur.*
- "La richesse des nations" poursuit un double objectif fondamental : prouver d'abord que l'échange est l'origine du bien être des individus et de la richesse des nations. Prouver aussi que l'échange parvient à ce but par lui même.

Paragraphe II- La richesse chez les classiques : une pensée controversée

Dans la pensée classique, la problématique de la richesse ne saurait se détacher de celle de la valeur. Malthus lui confère en ses substantiel comme "tout ce que l'homme désire comme lui pouvant être utile ou agréable" embrassant alors "toutes les choses, matérielles ou intellectuelles, tangibles ou non, qui procurent de l'utilité ou des jouissances à l'espèce humaine"¹. Ceci correspondait grosso-modo aux valeurs d'usage. D'autres cherchent à lui donner un sens formel et par richesse ils considèrent l'ensemble des valeurs d'usage pourvues d'une valeur d'échange. "Certes il s'élève maintenant une controverse sur le terrain économique. Les uns (Laurderdale, Malthus...) recommandent le luxe et maudissent l'épargne. Les autres (Say, Ricardo...) recommandent l'épargne et maudissent le luxe. Mais les premiers avouent qu'ils veulent le luxe pour produire le travail (c'est à dire l'épargne absolue); les autres avouent qu'ils

¹ Robert Malthus : Principes d'économie politique : 1820. éd. Calman-Levy. 1969. p27.

recommandent l'épargne pour produire la richesse"¹. Le débat autour de la richesse chez les classiques se situe aux frontières de la réflexion qui tourne autour de la valeur, ce qui s'apparente pour plusieurs à une confusion entre valeur et richesse.

Il est difficile d'entreprendre une synthèse complète de la théorie classique. Notre propos va se limiter à montrer comment les différentes visions des principaux auteurs de l'école classique n'arrivent pas à se joindre ni théoriquement, ni dans leur perception de la réalité concrète de leur époque. A partir de là montrer comment qu'ils s'opposent réellement par rapport à un problème économique ou pour mieux dire, parce que cela suggère un lien entre théorie économique et l'art de l'homme d'état, un problème d'économie politique.

Marx définit l'économie classique comme celle qui "s'efforce de ramener par l'analyse les diverses formes de la richesse à leur unité intérieure et à les dépouiller de la forme ou elles avoisinent indifférentes les unes des autres.

Elle essaie de comprendre la connexion intime en la distayant de la multiplicité des phénomènes purement extérieurs.

¹ Karl Marx : Manuscrits de 1844. éd. Sociales. p103.

Elle réduit la rente au surprofit, la rente cesse donc d'avoir une existence propre et se détache de sa source apparente et en fait une partie du profit. Elle a de la sorte réduit à la seule forme du profit toutes les formes de revenus et tous les titres auxquels le non-travailleur a une part dans la valeur des marchandises"¹.

Le théorie classique est donc construite autour des concepts de production et de répartition des richesses, dont rendent compte les relations entre rente-salaire-profit et qui ont pour variable fondamentale le taux de profit.

Tous les débats et toutes les querelles qui ont animé la période des classiques essayaient de reproduire les effervescences et brouillements de leur société. L'objet principal de ces tiraillements réside entre les tenants de l'ordre préétabli qu'ils voulaient à tout prix défendre et dont le symbole était la rente comme catégorie représentative, et les défenseurs de l'ordre nouveau qui commençait à émerger avec la naissance de l'industrie et dont le symbole s'exprime par le profit. Le changement et la résistance au changement étaient supportés par la conception du travail et du travailleur. Bien qu'il faille signaler que ces situations sont plus ou moins développées que l'on soit en Angleterre ou dans le vieux continent.

On peut donc avancer sans risque d'erreur que le problème économique posé par la théorie classique concerne le problème de la transformation. Comment alors est perçue cette réalité? Pour y répondre l'on doit voir comment est effectuée la transformation de la propriété foncière en capitalisme agraire et comment l'industrie arrivera-t-elle à s'affranchir de ces dernières. Ce qui se passe donc entre le XV^e siècle et le début du XVI^e et la fin du XVII^e et le début du XIX^e siècle constitue l'indice de l'existence d'une organisation socioéconomique spécifique, qui n'est plus féodale mais qui n'est pas encore capitaliste.

¹ K. Marx : cité par J. Cartelier in : Surproduit et reproduction. éd. Maspero 1796 pp12-13.

On assiste durant cette période à l'héritage de la société féodale couplé au développement des échanges marchands qui ne peuvent s'apparenter encore à l'accumulation et on ne peut pas affirmer que les rapports de production soient l'expression de la généralisation du salariat.

C'est la singularité de cette période qui induit une certaine confusion dans la pensée des classiques par rapport aux catégories étudiées. Tous les auteurs s'accordent pour souligner la place importante qu'occupent les propriétaires fonciers, tant dans la vie économique que dans la sphère politique. Au point où l'agriculture peut apparaître comme le secteur d'activité dominant au sein duquel toutes les classes sociales sont représentées avec prépondérance des propriétaires fonciers compte tenu du rôle déterminant qui leur est imputé.

Donc ce n'est pas un hasard si la rente foncière occupe une place non négligeable chez les classiques.

1) La rente foncière :

La rente foncière est fondamentale dans la conception classique, son statut est lié aux différentes acceptations de la définition de la terre. En ce qui nous concerne nous allons nous limiter à deux conceptions fondamentales de la terre en tant qu'objet d'étude économique c'est à dire la terre comme espace homogène et la terre comme espace différencié.

a) La terre comme espace homogène :

En tant qu'espace, la terre est le support indifférencié de l'activité humaine. Le caractère homogène ne la prédispose pas à la génération d'une rente, c'est son appropriations par un propriétaire, c'est à dire c'est lorsqu'elle requiert le statut de propriété privée qu'elle peut générer une rente. Elle est donc considérée comme le prix que doit payer le fermier pour l'usage et l'exploitation.

En effet, "si la terre jouissait partout des mêmes propriétés, si son étendue était sans borne, et sa qualité uniforme, on ne pourrait rien exiger pour le droit de la cultiver"¹.

En d'autres termes c'est le monopole de la terre qui donne aux propriétaires fonciers le droit de prélever une rente induisant pour le blé un prix de monopole.

Ce n'est pas parce qu'on paye une rente que le prix du blé est cher, mais c'est parce que le blé est cher que l'on paye une rente.

Cette situation demeure valable tant que les propriétaires fonciers dominent le monde foncier et politique. Ils détiennent la majorité des terres et possèdent une grande influence sur le plan politique.

b) La terre comme espace différencié :

Dans ce cas il faut concevoir la terre comme naturellement différenciée, c'est à dire que les conditions de la terre et les conditions de production de blé diffèrent d'une terre à une autre créant par là une rente différentielle.

En effet cette différenciation apparaît lorsque des terres offrent quelques avantages particuliers dûs à la fertilité du sol, à la limite à l'étendue des terres exploitées, aux facilités d'exploitation par rapport à d'autres terres qui présentent des difficultés dûes soit à la nature du sol, ou bien à la rareté des moyens nécessaires à l'exploitation du sol.

C'est cette différenciation qui est à l'origine de la création et de l'appropriation de la rente.

Donc c'est la recherche d'une rente de plus en plus grande qui va pousser les propriétaires fonciers à l'exploitation des terres de plus en plus mauvaises. Cela

¹ D. Ricardo : les principes de l'économie politique et de l'impôt p.59.

va se traduire par l'introduction de nouveaux éléments dans les rapports d'exploitation de la terre.

Le rapport terre-travail va être médiatisé au fur et à mesure par l'introduction du capital sous toutes ses formes (argent, technique, équipements...).a travers ces deux catégories; on assiste à une conception évolutive de la terre. Initialement, c'est le statut de la propriété qui confère à son détenteur le droit de bénéficier d'une rente et au fur et à mesure on commence à penser que c'est la facilité ou la difficulté d'exploitation de cette terre qui confère à son propriétaire une rente plus ou moins grande. C'est cette difficulté qui va faire introduire de manière irréversible le travail et le capital.

2) Le travail :

Par l'agriculture le travail est encore lié à un élément naturel particulier, à sa matière. Son mode d'existence est donc déterminé par la nature. Au début compte tenu de la nature de la terre (fertilité), *la production agricole est une richesse qui échoit plus à la nature qu'à l'ouvrier*. La terre a une existence naturelle indépendante de l'homme, ce n'est que lorsque le travail sera conçu comme producteur de richesse qu'il initie la transformation de la propriété foncière en capital agraire¹. Cette transformation n'est pas univoque, elle est encadrée et promue par un environnement qui fait intervenir d'autres acteurs tels que la banque avec la monnaie et le crédit, le droit avec l'institution d'un arsenal juridique qui facilite cette transformation, la création d'un marché foncier, un marché de l'emploi.

¹ par capital agraire, on définit un rapport des hommes dans la production agricole. C'est un rapport de production basé sur le monopole du capital d'exploitation. La terre étant considérée comme un moyen de production.

Cette première transformation va introduire timidement le capital dans toutes ses formes, et il ne deviendra qu'avec le basculement total du capital agraire au capital industriel. Avec le processus de marchandisation la pensée classique sera prisonnière de ces évolutions, et s'il va y avoir confusion ou contradiction entre les différents penseurs, il faut alors les lire d'abord comme prise de position compte tenu de leur place dans la société et dans l'Etat.

Les divergences de points de vue sont donc directement liées à l'état de développement de leurs économies respectives et aux différents moments de l'histoire auxquels ils appartiennent.

Les conceptions de la rente, du salaire et du profit, des positions des classes, de leur nombre traduisent l'approche de chacun.

Nous allons présenter schématiquement ces points de vue dans le tableau suivant :

3) Le statut de la rente du salaire et de la richesse du profit et de la valeur chez les classiques

a) La rente

SMITH	La rente considérée comme le prix payé pour l'usage de la terre, est naturellement le prix le plus élevé que le fermier est en état de payer dans les circonstances où se trouve la terre pour le moment. "La richesse des Nations" p.114-115. éd. Gallimard.
SAY	Un "fond" de terre est un instrument qui seconde l'action de l'industrie. Dès lors il existe un "service foncier" qui doit être rétribué par un profit foncier. Ce profit foncier dépend de l'offre et de la demande des services fonciers. La demande est supposée illimitée, l'offre est bornée par l'étendue des terres cultivables. An Inquiry. Into the nature and the progress of rent and the principal by which it is regulated (2-02-1815).
RICARDO	La rente est cette portion du produit de la terre que l'on paie pour avoir le droit d'exploiter les facultés productives originelles et impérissables du sol. (les principes p45). Le régime du droit de propriété ne constitue pas la cause d'apparition de la rente, il autorise l'appropriation.

b) Le salaire :

SMITH	C'est par la convention qui se fait habituellement entre ces deux personnes (maître et ouvrier) dont l'intérêt est nullement le même, que se détermine le taux commun des salaires. (La R.N p90).
MALTHUS	Le concept d'optimum de population suppose que la tendance que présentent les salaires à baisser jusqu'au niveau de subsistance constitue une preuve de la surpopulation.
RICARDO	Le "salaire naturel", le salaire qui maintient stationnaire la population, par opposition au "salaire de marché", le prix courant du travail à court terme. Le salaire est le prix d'achat du travail.

c) La richesse

SMITH	Un homme est riche ou pauvre selon le plus ou moins de choses nécessaires, utiles ou agréables dont il peut se procurer la jouissance... (La Richesse des Nations T.1 1776)
SAY	"les seules richesses dont il est question en économie politique se composent des choses que l'on possède et qui ont une valeur reconnue. Une terre, une maison, un meuble, des étoffes, des provisions, des monnaies d'or et d'argent, sont des portions de richesses. Chaque personne ou chaque famille possède une quantité plus ou moins grande de chacune de ces choses; et leurs valeurs réunies composent sa fortune. L'ensemble des fortunes particulières compose la fortune de la Nation". (La richesse nationale catéchisme d'économie politique 1821).
MALTHUS	"Par hypothèse ils (les capitalistes) ont choisi la parcimonie, et, en se privant des biens d'agrément et de luxe, ils épargnent pour accroître leur richesse". (Les principes de Malthus).
RICARDO	"La valeur diffère donc essentiellement de la richesse; car la valeur ne dépend pas de l'abondance, mais bien de la difficulté ou de la facilité de production. Le travail d'un million d'hommes produira toujours la même valeur industrielle, sans produire toujours la même richesse. Par l'invention des machines, par plus d'habileté, par une division mieux entendue du travail ou par la découverte de nouveaux marchés où l'on peut faire des échanges plus avantageux, un million d'hommes peut, dans un état donné de la société, doubler ou tripler les richesses, les choses nécessaires, utiles ou agréables, que produisait auparavant le même nombre d'homme". (Principes d'économie et de l'impôt" Calman- Levy).

d) Le profit

SMITH	Le taux le plus élevé auquel puissent monter les profits ordinaires, est celui qui...absorbe la totalité de ce qui devrait revenir à la rente de la terre, et qui réserve seulement ce qui est nécessaire pour salarier le travail. (Richesse des Nations p100).
MALTHUS	Le principe d'épargne revoie à l'acte d'épargne qui retire une partie des fonds qui auraient pu être consacré à la consommation immédiate et qui s'affecte à des emplois où ils rapporteront un profit, ou en d'autres termes, la conversion du revenu en capital.
RICARDO	"Les taux de profit sont déterminés par la facilité ou la difficulté à se procurer de la nourriture. C'est un principe très important et qui a été pratiquement toujours réglé dans les écrits des économistes". (Lettre de Ricardo à Trower. 1814).

e) La valeur

SMITH	"Il paraît donc évident que le travail est la seule mesure universelle aussi bien, que la seule exacte des valeurs, le seul étalon qui puisse nous servir à comparer les valeurs des différentes marchandises à toutes les époques et dans tous les lieux". (La Richesse des Nations p69).
SAY	La valeur courante des biens est la mesure de la richesse. "La richesse est grande quand la somme des valeurs dont elle se compose est considérable". (Traité d'économie politique 1803). C'est l'utilité d'une chose et non les frais de production, qui en fait la valeur. (catéchisme d'économie politique" 1821 p428). La valeur est déterminée par la quantité de travail qui exige la production et contre laquelle elle doit s'échanger (le travail commandé).
MALTHUS	Il rejette la mesure de la valeur proposée par Ricardo et revient à l'étalon de Smith; c'est à dire le nombre d'unités de salaires qu'un produit peut commander en échange.
RICARDO	Je ne dis pas que c'est la valeur du travail qui règle la valeur des marchandises...je dis que c'est la quantité relative de travail nécessaire à la production des marchandises qui règle leur valeur. (Lettre à I.B.Say du 11 janvier 1820).

Ces comparaisons ne concernent pas uniquement ces catégories, des débats sont aussi vifs à propos du travail (travail commandé, travail productif, travail improductif chez Smith, travail incorporé, travail direct, travail indirect chez Ricardo...) la monnaie et le capital connaissent aux aussi les mêmes préoccupations.

Nous pensons que la dynamique grandiose que présente Ricardo illustre parfaitement les débats contradictoires qui ont prévalu dans l'économie politique classique.

Souvent on qualifie ces débats entre pessimistes et optimistes, alors qu'en réalité on assiste à une transition qui s'opère sur le plan économique et social, de même qu'au niveau politique, philosophique et moral.

Sauf qu'il y a les défenseurs de l'ancien régime, et les promoteurs du changement vers une ère nouvelle, la résistance au changement est justement définie par la dynamique grandiose de Ricardo.

4) La dynamique grandiose :

Son point de départ débute par un refus d'acceptation de la rente comme signe de la fécondité de la terre. Pour Ricardo l'apparente générosité de la terre n'est dûe en fait qu'à son avarice croissante. La rente foncière est donc l'effet non d'une nature prolifique, mais d'une terre avare. Cette avarice ne cesse de devenir chaque jour plus sensible, la population, en effet, se développe, on se met à labourer des terres de plus en plus pauvres, les coûts de production augmentent, les prix agricoles augmentent et avec eux les rentes foncières : sous cette pression il se peut que le salaire nominal des ouvriers se mette aussi à croître afin de couvrir les frais minimums de subsistance, mais pour cette même raison le salaire réel ne pourra pratiquement pas s'élever au dessus de ce qui est indispensable pour que l'ouvrier se loge, s'habille, se nourrisse et finalement le profit des entrepreneurs baissera dans la mesure même où la rente foncière

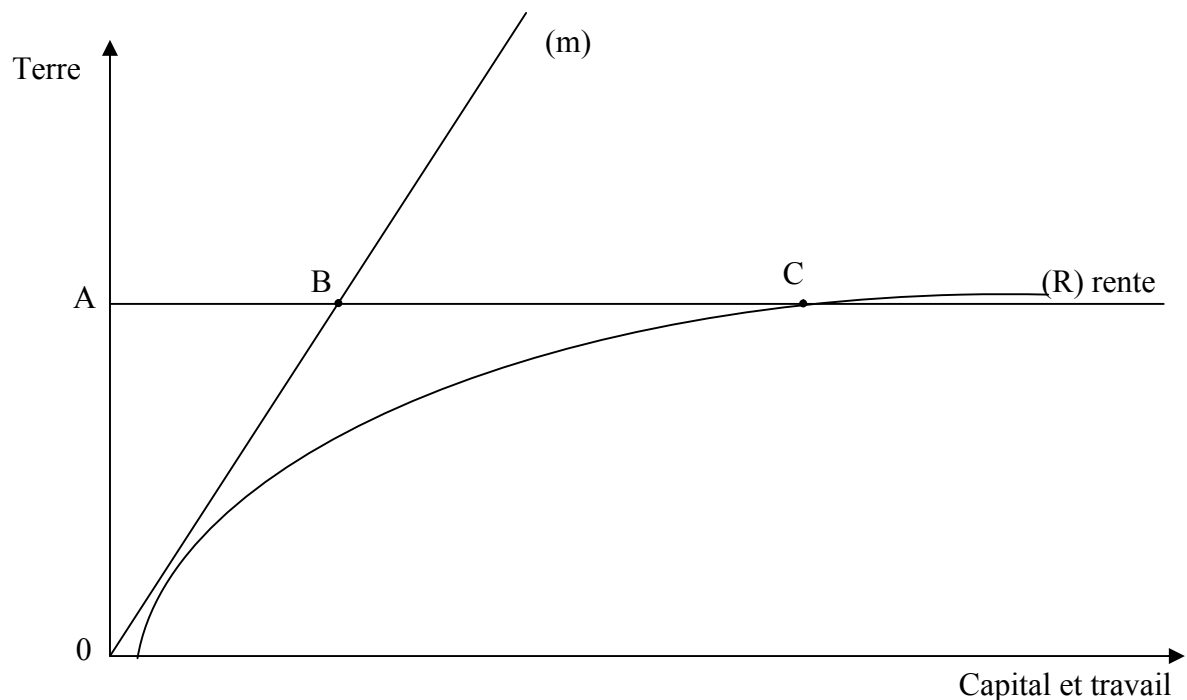
augmentera et où la rétribution des ouvriers restera fixe. Il baisserait même indéfiniment au point de disparaître. Si on allait vers une limite; en effet à partir d'un certain moment, les profits industriels seront trop bas pour qu'on fasse travailler de nouveaux ouvriers; faute de salaires supplémentaires, la main d'œuvre ne pourra plus croître, la population deviendra stagnante; il ne sera plus nécessaire de défricher de nouvelles terres encore plus infécondes que les précédentes : la rente foncière plafonnera et n'exercera plus sa pression coutumière sur les revenus industriels qui pourront alors se stabiliser.

Les rapports entre ces trois facteurs principaux qui sont la terre, le travail et le capital vont connaître des interactions qui donneront des effets rémunérateurs inversés entre la rente, le salaire et le profit. Si le facteur "terre" ne connaît pas une expansion, c'est à dire s'il demeure limité, toutes les unités successives de capital et de travail dans la production seront de moins en moins productives. L'origine de cette hypothèse réside dans la manière par laquelle la détermination de l'offre totale de la terre oblige nécessairement la croissance économique à aller en diminuant jusqu'à sa dissipation totale.

C'est à partir de la loi sur la progression de la population qui suit une progression géométrique (2-4-16) alors que la production évolue suivant une progression arithmétique (2,4,6,8,10,12...) que Malthus déduit les effets négatifs sur la production.

David Ricardo arrive à la même déduction à partir des terres disponibles et de leurs qualités. Il prenait en considération le fait que les producteurs se tourneraient vers des terres de plus en plus pauvres au fur et à mesure qu'augmenterait la pression de la croissance démographique et de la production sur les terres déjà utilisées.

Ceci peut être représenté par le graphe qui suit :



a) L'ordonnée OA représente une quantité globale de terre, de quantité homogène.

Au début toute la terre n'est pas utilisée; son utilisation augmente proportionnellement avec la quantité de capital et de main d'œuvre qui lui correspond jusqu'à ce que l'on atteigne son exploitation totale c'est à dire au point (A) on obtient dans ce cas une production qui est sujette à des rendements d'échelle constants qui culminent au point (B) du graphe. A ce point toute augmentation de capital ou de travail est inutile.

b) Si la terre qui est représentée par l'ordonnée OA présente des qualités différentes on serait alors en présence de terres de meilleure qualité qui seraient exploitables en premier, ensuite on s'oriente vers des terres de moins en moins fertiles dans ce cas les accroissements de capital et de main d'œuvre auxquels on fait appel, vont agir sur des terres de plus en plus pauvres. Ils vont alors produire leur nivellement au point (C).

Donc avec un excédent de terre de la meilleure qualité personne ne devrait payer de rente pour l'usage de la terre. Le capital serait rémunéré (profit) par la différence entre la valeur globale de la production et la totalité des salaires versés (nombre d'ouvriers x taux de salaires).

En ce qui concerne les salaires, toute augmentation au dessus du niveau de subsistance entraînerait un accroissement de la population donc une offre de main d'œuvre supplémentaire.

La concurrence sur le marché du travail ramenait tendanciellement les salaires au niveau de subsistance.

Avec la rareté des bonnes terres, les producteurs devraient retourner vers les terres les plus pauvres et doivent engager beaucoup de capital et de main d'œuvre. Ils provoqueraient des rentes à payer égales à la différence entre la productivité des terres les plus fertiles avec la production des terres les moins bonnes. Les profits étant prélevés sur le produit total ne peuvent alors que diminuer.

Progressivement, au fur et à mesure que les producteurs en concurrence se tourneraient vers les terres les moins fertiles, la production augmente de moins en moins par unité supplémentaire de capital et de travail. Le processus continue jusqu'à atteindre le point (C) où la rente atteindra son maximum et les profits disparaîtront.

A ce moment la fonction d'investissement réalisée par les détenteurs de capitaux cesse. Par voie de conséquence la demande de main d'œuvre tendra à diminuer, les salaires connaîtront un niveau au dessous du seuil de subsistance, la population diminuera et l'économie connaîtra un état de pauvreté.

Cette dynamique que décrit Ricardo met dos à dos les rapports économiques et sociaux, et reflète parfaitement l'état des résistances opérées par chacune des

classes (capitalistes et propriétaires fonciers) et les effets négatifs sur la classe des travailleurs. Toute la pensée classique va vivre ce dilemme même si vers la fin les principaux auteurs arrivent à repenser l'économie politique et investissent cette fois leur confiance sur le taux de profit comme fil conducteur de leur pensée et l'instauration sans équivoque du capital comme seul vecteur de prospérité. "Faute que les profits du capital seront élevés, les hommes auront un motif pour accumuler. Ces motifs diminueront chaque fois que ce taux diminuera et il cessera lorsque les profits seront si bas qu'ils ne leur offriront plus de compensation adéquate pour le mal qu'ils se donnent, et pour les risques auxquels ils doivent nécessairement s'exposer en employant leur capital productivement"¹.

Les profits élevés incitent à l'investissement et constituent en même temps une source de revenu et donc d'épargne. Le principe d'accumulation selon lequel l'investissement qui augmente le capital de la communauté et permet un développement de la production, dépend du niveau du profit. La rente est donc bannie, elle constitue un prélèvement sur la richesse produite d'une part et d'autre part elle est utilisée de façon improductive. "*Si la terre appartenait à l'Etat, celui-ci pourrait supprimer la rente foncière, la richesse globale de la société ne serait nullement diminuée et les sommes économisées par les capitalistes et les fermiers leur permettraient d'investir, ce qui permettrait d'accroître la richesse globale*"². Ainsi Ricardo rompt définitivement sur le rôle et la place qu'occupe la rente et la propriété foncière qui la sous-tend pour s'orienter vers l'avenir et miser sur le capital. Dans une lettre qu'il adresse à Mac Culloch du 13 juin 1820, il écrit : "je pense quelquefois que si j'avais à réécrire le chapitre sur la valeur qui figure dans mon ouvrage, de devais reconnaître que la valeur des marchandises est déterminée par deux causes et non une, à savoir, par la quantité de travail nécessaire à la production des marchandises

¹ D. Ricardo : Les principes d'économie politique et de l'impôt. P92.

² D. Ricardo : Les principes d'économie politique et de l'impôt.

considérées, et par la taux de profit pour le temps durant lequel le capital est demeuré 'engagé' et jusqu'à ce que les marchandises soient portées au marché".

En conclusion on peut dire que l'économie politique classique traite le problème de la richesse et son accumulation à travers le processus de production tel qu'il est initié par A. Smith seulement elle introduit *un amalgame entre production de valeur et richesse qui va entacher une grande partie de la pensée classique*. Le second courant veut se pencher sur la même question mais en se situant au niveau de répartition comme le précise D. Ricardo dans une lettre qu'il envoie à Malthus du 09 octobre 1820. Il écrit : "*L'économie politique est selon vous une recherche sur la nature et les causes de la richesse. J'estime au contraire qu'elle doit être définie comme une recherche sur la répartition du produit de l'industrie entre les classes qui concourent à sa formation. On ne peut rapporter à aucune loi la quantité de richesses produites, mais on peut en assigner une assez satisfaisante à leur répartition. De nos jours je suis plus convaincu que la première étude est vaine et décevante et que la seconde constitue l'objet propre de la science*".

On peut dire donc :

- Le capital est la partie de richesse d'un pays qui est employée dans la production. Il est constitué par la nourriture, les vêtements, les outils, les matières premières, les machines. Le capital se compose d'une partie appelée capital fixe et l'autre capital circulant.
- L'accumulation se réalise soit en épargnant à partir d'un revenu accru, soit grâce à une consommation diminuée. Pour les classiques tout ce qui est épargné doit être investi. Le capital ne peut augmenter qu'en proportion de ce qui peut être épargné sur le revenu.

- En définitive, l'investissement est réalisé par les capitalistes, il permet l'augmentation du capital productif de la nation. Il dépend du taux de profit attendu, des perspectives de profit en termes absolus.

Paragraphe III- La plus value comme source d'enrichissement chez Marx

La question de la richesse chez Marx est bien profonde et ancrée dans sa conception philosophique. "la masse de temps de travail immédiat, la quantité de travail utilisée représente le facteur décisif de la production des richesses.

A mesure que la grande industrie se développe, la création de richesse dépend de moins en moins du temps de travail et de la quantité de travail utilisée et de plus en plus de la puissance des agents mécanisés.

A mesure que se développe la production, la force de travail immédiate joue un rôle de plus en plus limité dans la production de la richesse parce que la valeur d'échange est de plus en plus limitée relativement à la quantité de richesse produite.

Etant entendu que Marx pose le problème du travail autrement que les classiques; le travail ne peut être mesuré ni par le travail commandé, ni par le travail incorporé, il n'a pas de valeur d'échange mais seulement une valeur d'usage. Par contre la force de travail est productrice d'échange et est vendue comme marchandise.

A travers son œuvre, Marx cherche à étudier le capitalisme, et fait ressortir l'idée fondamentale qui le caractérise. Celle-ci consiste à montrer que l'objectif que l'on poursuit à travers la production n'est pas de créer des valeurs d'usage mais de mettre en valeur de l'argent. La production de marchandise dans le capitalisme s'analyse comme une production de valeurs d'échange et de plus-value source de la richesse.

Ce qui préoccupe Marx alors, ce n'est plus l'analyse de la richesse en elle-même, mais la genèse du capital et son accumulation qui sont à la base du phénomène.

Il définit le capital non pas comme un objet, mais "un rapport social de production déterminé, ce rapport est lié à une structure sociale historique déterminée...le capital, ce n'est pas la somme des moyens de production matériels produits, ce sont les moyens de production convertis en capital".

La genèse du capital nous fera découvrir que même l'approche en terme de valeur ne rend que partiellement compte de la nature du capital en tant que perception de l'origine même de la richesse.

Dans cette présentation on essaiera de mettre en relief les conditions systémiques d'existence et les conditions de fonctionnement du capital, et à travers elles, on insistera sur les transformations que subit le capital d'une phase à une autre, et comment celles-ci deviennent un problème dans le procès d'accumulation.

1) La division du travail chez Marx

Comme A. Smith : la manufacture de part sa double origine offre un terrain privilégié à Marx pour qu'il aborde la division du travail. Pour lui "l'origine de la manufacture, sa provenance du métier, présente donc une double face.

D'un côté elle a pour point de départ la combinaison de métiers divers et indépendants que l'on désagrège et simplifie au point où ils ne sont plus que des opérations partielles et complémentaires les unes des autres dans la production d'une seule et même marchandise; d'un autre côté elle s'empare de la coopération d'artisans de même genre, décompose le même métier en des opérations diverses, les isole, les rend indépendants jusqu'au point où chacune d'elles devient la fonction exclusive d'un travailleur parcellaire.

La manufacture introduit donc tantôt la division du travail dans un métier ou bien la développe; tantôt elle combine des métiers distincts et séparés. Mais quel que soit son point de départ, sa forme définitive est la même. Un organisme de production dont les membres sont des hommes"¹.

A partir de la manufacture Marx définit la division du travail sur la base de la reconnaissance du métier comme fondement à toute activité productive. De même il fait référence à la coopération d'un genre particulier, alors qu'elle tire ses avantages, non pas de cette coopération particulière mais de la coopération de conception générale. Ainsi "pour bien apprécier la division du travail dans la manufacture il est essentiel de ne point perdre de vue les deux points suivants :

- Premièrement, l'analyse du procès de production dans ses phases particulières se confond ici tout à fait avec la décomposition du métier de l'artisan de ses diverses opérations manuelles.

Composée ou simple, l'exécution ne cesse de dépendre de la force, de l'habileté, de la promptitude et de la sûreté des mains de l'ouvrier dans le maniement de son outil. Le métier reste toujours la base".

Seulement ce premier point ne conserve sa validité que s'il satisfait à deux conditions. La première condition relève de l'habileté de métier, où chaque travailleur sera affecté à une opération précise et partielle. Le travailleur connaîtra alors une spécialisation dans l'accomplissement de sa tâche durant son existence . La seconde condition à remplir concerne le procédé partiel par lequel l'objet de travail, il faut qu'il soit exécutable comme main-d'œuvre et prendra la forme d'un métier à part entière.

¹ K. Marx : le capital Livre I, éd. Flammarion p 251. 1969.

- Le deuxième point comme nous l'avions signalé donne une place aussi importante à la coopération car elle permet à la production capitaliste de ne s'établir que là où un seul maître exploite beaucoup de salariés à la fois, où le procès de travail est exécuté sur une grande échelle. "Une multitude d'ouvriers fonctionnant en même temps dans le commandement du même capital, dans le même espace en vue de produire le même genre de marchandise".

Avec la division du travail la manufacture va multiplier la force productive du travail, par analogie Smith arrive à la même conclusion que Marx, il parle alors de puissance productive du travail.

La division du travail va métamorphoser la manufacture et sera incarnée dans le travailleur collectif que Marx définit comme suit "C'est le travailleur collectif formé par la combinaison d'un grand nombre d'ouvriers parcellaires qui constitue le mécanisme spécifique de la période manufacturière. Les diverses opérations que le producteur d'une marchandise exécute tour à tour et qui se fondent dans l'ensemble de son travail exigent, pour ainsi dire, qu'il ait plus d'une corde à son arc. Dans l'une, il doit déployer plus d'habileté, dans l'autre plus de force, dans une troisième plus d'attention etc... et le même individu ne possède pas toutes ses facultés à un degré égal. Quant les différentes opérations sont une fois séparées, isolées, rendues indépendantes les ouvriers sont divisés, classés, groupés d'après les facultés qui prédominent chez chacun d'eux. Si les particularités manuelles constituent le sol sur lequel croît la division du travail, la manufacture une fois introduite développe des forces de travail qui ne sont aptes qu'à des fonctions spéciales.

Le travailleur collectif possède maintenant toutes les facultés productives au même degré de virtuosité et de dépense le plus économiquement possible, en n'employant ses organes individualisés dans des travailleurs ou des groupes de travailleurs spéciaux, qu'à des fonctions appropriées à leur qualité. En tant que membre du travailleur collectif, ce travailleur parcellaire devient même d'autant plus parfait qu'il est plus borné et plus incomplet.

2) Du travail à la force de travail

On doit reconnaître à D. Ricardo le mérite d'avoir été le premier à avoir fait éclater l'unité de la notion de travail et avoir distingué pour la première fois et de façon radicale cette force, cette peine, ce temps de l'ouvrier qui se vendent et qui s'achètent, du travail comme activité qui est à l'origine de la valeur des choses.

D'un côté on est en face du travail qu'offrent les ouvriers, qu'acceptent ou que demandent les entrepreneurs et qui est rétribué par un salaire, de l'autre côté on aura le travail qui extrait les métaux, produit des denrées, fabrique des objets, transporte des marchandises et produit donc des valeurs échangeables qui avant lui n'existaient pas et n'auraient pas vu le jour sans lui.

Cette distinction est fondamentale car elle permet à K. Marx d'en tirer deux résultats.

Elle met à nu la confusion qui a accompagné le problème de la valeur dans la pensée classique. La démarche poursuivie dans son traitement avait donc forcément conduit non seulement des prix de marché du travail à son prix nécessaire ou à la valeur de la force de travail, de sorte que celle-là ne devait être traitée désormais que comme forme phénoménale de celle-ci"¹.

Au lieu de résoudre le problème, cette analyse n'a fait que lui changer de termes et chaque fois que le problème est posé de nouveau et que l'analyse le

¹ K. Marx : Le capital livre I. p387.

reprend ou veut l'approfondir la soi-disant valeur-travail l'implique dans des quiproquos inextricables.

Aussi et certainement, l'éclatement de la notion de travail va être d'un apport considérable pour Marx car elle va lui permettre un éclairage nouveau sur le problème de la valeur. Il dira à ce propos que "enfin, aucun objet ne peut être une valeur s'il n'est une chose utile, s'il est inutile, le travail qu'il renferme est dépensé inutilement et conséquemment ne crée pas de valeur"¹.

De même, cette distinction va lui frayer le chemin pour basculer du travail vers la notion de force de travail et la considération de celui-ci comme marchandise.

Alors Marx opère un glissement sémantique spectaculaire en passant du travail vers cette marchandise spécifique qu'est la force du travail ou puissance du travail. "Sous ce nom, il faut comprendre l'ensemble des facultés physiques et intellectuelles qui existent dans le corps d'un homme, dans la personnalité vivante et qu'il doit mettre en mouvement pour produire des choses utiles"².

Pour que la force de travail acquiert le statut de marchandise, il faut qu'elle réponde à plusieurs conditions :

¹ K. Marx : Le capital livre I. Les œuvres la pléiade Tome I p568. éd Gallimard. Paris 1965.

² K. Marx : Le capital livre I. éd. Flammarion p130. 1969

- a) La force de travail ne peut se présenter sur le marché comme marchandise, que si elle est vendue par son propre possesseur de manière libre. Le propriétaire de la force de travail effectue librement l'échange avec l'acheteur en l'occurrence le capitaliste.
- b) Le propriétaire de la force de travail c'est à dire le travailleur se trouve, pour les besoins de survie, dans l'obligation d'offrir ou de mettre en vente comme une marchandise, sa force de travail elle-même, laquelle ne réside que dans son organisme.

Pour qu'il y ait transformation d'argent en capital il faut donc que le possesseur d'argent trouve sur le marché le travailleur libre disposant à son gré de sa force de travail comme marchandise et de n'avoir pas d'autres marchandises autres que sa force de travail à vendre. Donc il ne peut y avoir de production de capital que là où le possesseur d'argent qui peut acquérir l'ensemble des moyens de production et de subsistance, rencontre sur le marché le travailleur libre qui vient y vendre sa force de travail comme "une marchandise dont la valeur usuelle possédât la vertu particulière d'être source de valeur échangeable, de sorte que, la consommer serait réaliser du travail et par conséquent créer de la valeur"¹.

C'est dans cette condition historique unique que le capital inaugure une nouvelle étape du développement de la production sociale où la force de travail acquiert la forme marchandise et le travail comme forme du travail salarié.

3) La valeur de la force de travail :

Comme toute marchandise, la force de travail possède une valeur qui est déterminée par le temps de travail nécessaire à sa production. En tant que valeur, elle représente le quantum de travail social réalisé en elle. Pour son

¹ K. Marx : Le capital livre I. p130.

entretien, sa conservation et sa reproduction, le travailleur a besoin d'une quantité de moyens de subsistance.

Le temps de travail nécessaire à la production de la force de travail se résout donc dans le temps de travail nécessaire à la production de ces moyens de subsistance.

Il faut donc que la somme des moyens de subsistance suffisent au moins pour son entretien c'est à dire pour vivre normalement et assurer sa pérennité.

La valeur de la force de travail doit être alors au moins égale à la valeur des moyens de subsistance, et son prix serait alors égal au salaire.

La valeur d'usage que donne le travailleur en échange du salaire ne se montre que dans l'utilisation de la force de travail c'est à dire dans sa consommation. Cette dernière se réalise en rapport avec toutes les choses nécessaires à son accomplissement; matières premières, instruments...achetés à cet effet.

Cette consommation va se produire dans la sphère de la production et permet la création de la valeur de la force de travail et une valeur supplémentaire appelée plus-value.

Il faut faire remarquer à ce niveau que puisque les matières premières et les équipements sont achetés à leur juste prix, cette valeur supplémentaire n'aura pour origine que la force de travail.

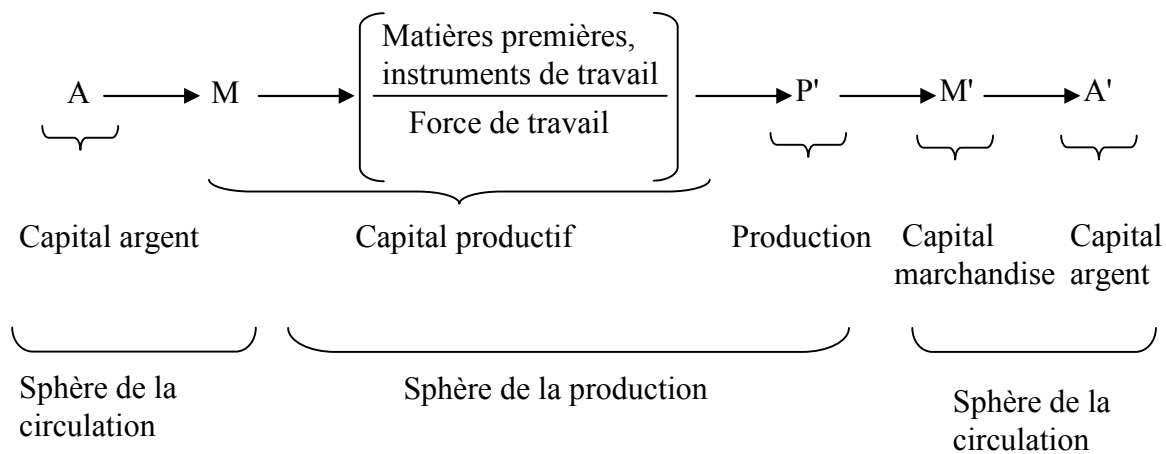
4) De la plus-value :

Pour rendre compte réellement de la plus-value il est utile de dresser au préalable une présentation de la formule générale du capital.

5) Le cycle du capital :

Le cycle du capital social apparaît comme l'unité des processus de production et de circulation. On présente d'abord la formule générale, et on étudiera les

différents stades ainsi que les métamorphoses qui autorisent le passage d'un stade à un autre.



Le cycle du capital est composé de trois stades :

- 1) Le 1^{er} stade $\overline{A} \rightarrow A'$ il concerne le capital argent.
- 2) Le 2^{ème} stade $\overline{P} \rightarrow P'$ il est appelé capital productif.
- 3) Le 3^{ème} stade $\overline{M} \rightarrow M'$ c'est le capital marchandise.

Le stade A — A' : ce premier stade représente le mouvement entier que subit le capital durant les différentes transformations qu'il subit, il s'agit de la mise en valeur.

Le cycle du capital a pour point de départ l'argent et y revient, son motif, son but ultime est donc la valeur d'échange.

Cette forme d'argent a une origine lointaine, l'argent ne présente aucune fortune monétaire ou bien expression d'un capital commercial ou comme capital usuraire. C'est donc la suprématie commerciale avec ce qu'elle engendre qui est à l'origine de la naissance industrielle qui va connaître le jour. Cette suprématie commerciale de l'Europe occidentale et de l'Angleterre à l'aube de l'ère capitaliste a permis de la collecte et l'accumulation préalable de capitaux qui vont servir au fonctionnement de l'industrie naissante. L'exemple de la

Hollande cité par Marx est éloquent : "en 1648 la Hollande avait déjà atteint l'apogée de sa grandeur. Elle était en possession presque exclusive du commerce des Indes orientales et des voies de communications entre le Sud-Ouest et le Nord-Est de l'Europe. Ses pêcheries, sa marine, ses manufactures dépassaient celles des autres pays. Les capitaux de la République étaient peut-être plus importants que tous ceux du reste de l'Europe puis en ensemble"¹.

Aux côtés du capital commercial et usuraire, on voit se développer le crédit qui généralement est initié par les pouvoirs publics, c'est un crédit qui est avancé sur dette publique, il exprime la confiance qu'investissent dorénavant les Etats dans l'industrialisation. *Cette dette est assurément porteuse de richesse dans l'avenir.* "La dette publique opère comme un des agents les plus énergiques de l'accumulation primitive. Par un coup de baguette, elle doue l'argent improductif de la vertu reproductive et le convertit ainsi en capital, sans qu'il ait pour cela à subir les risques, les troubles inséparables de son emploi industriel"².

C'est en tant qu'argent que le capital se présente sur les différents marchés (marché des produits, marché du travail, marché de la monnaie). Il faut préciser que l'argent de départ constitue une avance et non une dépense c'est à dire que pour qu'il le devienne, il faut qu'il soit utilisé de façon productive. "c'est seulement quand la consommation devient une consommation productive qu'elle tombe dans le cycle du capital. La transformation du capital-argent en capital-marchandise est une démarche matériellement indispensable pour faire de la plus-value.

Elle est conditionnée par la disponibilité sur le marché de ces marchandises pour que la transformation s'exécute. Il faut que le possesseur d'argent trouve sur le marché la force de travail libre à la vente, de même que les autres produits et outillages nécessaires au procès de production. "notre possesseur d'argent, qui

¹ K. Marx : Le capital livre I. p115.

² K. Marx : Le capital livre I. p561.

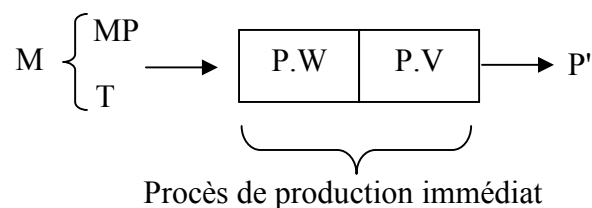
n'est encore capitaliste qu'à l'état de chrysalide, doit d'abord acheter des marchandises à leur juste valeur, puis les vendre ce qu'elles valent, et cependant, à la fin retirer plus de valeur qu'il n'en avait avancé. *La métamorphose de l'homme à l'écu en capitaliste doit se passer dans la sphère de la circulation et en même temps doit ne point s'y passer*"¹. Il faut donc que la valeur avancée sous forme d'argent ne connaisse pas une déperdition dans la circulation, au contraire elle y change sa grandeur, y ajoute un plus et enfin se fait valoir davantage et c'est ce mouvement qui la transforme en capital.

Pour que cette transformation ait lieu, certaines conditions doivent se réaliser:

- Il faut que le capital-argent de départ prenne la forme et le soutien d'une avance qui sera utilisée productivement.
- Il ne faut pas que cet argent quitte la sphère de la circulation. Il sera alors épargné ou thésaurisé et dans ce cas il ne viendra pas grossir le capital, au contraire, il l'amputera.

2^{ème} stade : P — P'

Si la circulation est une condition nécessaire de l'existence de la plus-value; elle ne peut être en soi origine puisque c'est une même valeur qui change simplement de forme. La production de plus-value ne peut avoir lieu que dans le procès de production immédiat "comme source de la richesse, ce dernier est défini par Marx comme étant l'unité immédiate du procès de travail et du procès de valorisation; tout comme son résultat immédiat. La marchandise est unité immédiate de la valeur d'usage et de la valeur d'échange"².



¹ K. Marx : Le capital livre I. éd. Flammarion p129.

² K. Marx : un chapitre inédit du capital : Union générale d'édition. Collection 10/18. Paris 1971. p145.

Pour mieux expliciter le contenu du procès de production, nous proposons la définition que lui donne R. Borrelly¹. "Nous définissons un procès de production comme la consommation productive d'une matière (ou ensemble de matière) donnée(s) par une quantité déterminée de travail à l'aide d'un ensemble d'instruments de travail qui donne naissance à un produit nouveau. Ainsi conçu le procès de production est une étape de la division du travail en ce sens qu'il est borné à chacune des ses extrémités par le marché. Son point de départ est l'achat de ses éléments, son aboutissement, la vente du produit. Le procès de production est l'ensemble des transformations subies par la matière et/ou la combinaison des éléments nécessaires à cette transformation". La fonction que réalise le procès de production consiste dans la création de la valeur pour cela il faut que les intrants représentent et contiennent de la valeur qui est mise en valeur, de même que le capital mis en œuvre soit défini comme tel. Alors il enfantera de la valeur supérieure à celle qui a été intégrée au début du procès.

Si on examine de plus près la période de production, elle comprend :

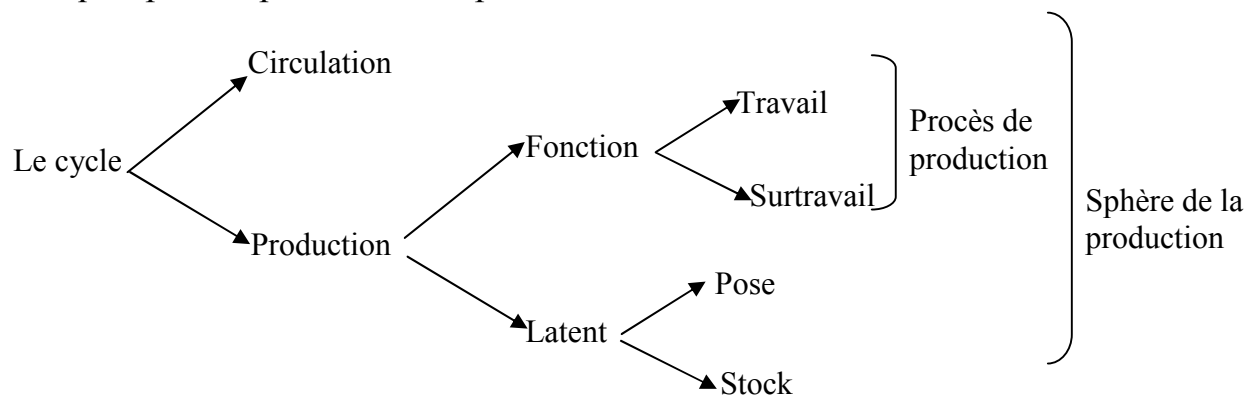
- Le moment de fonction.
- Les pauses et arrêts.
- Les durées du stockage nécessaires.

¹ Roland Borelley : Les disparités sectorielles des taux de profit. Ed. PUG 1975. p62.

Le moment de fonction est généralement supérieur à la période de travail proprement dite. Il englobe les moments de préparation en début du cycle de production, le moment de fabrication et le moment de finissage en fin de période.

Les stocks : bien qu'ils soient nécessaires, les stocks ne forment pas le produit, donc ils ne créent pas de valeur. Par contre la capital fixe, les bâtiments ainsi que le travail nécessaire pour maintenir les stocks potentiellement productifs enchérissent les matières premières, ils sont considérés comme productifs, donc ils contribuent à la formation de la plus-value.

Les pauses et arrêts : constituent des interruptions du procès de production par définition ils ne créent pas de valeur, donc ils sont contre-indiqués pour la production de plus-value.



Le but ultime du procès de production est d'extraire, à partir des transformations qui ont lieu en son sein, une valeur supérieure, à la valeur introduite au début du processus. C'est cette sur-valeur qui est recherchée en premier et en dernier lieu comme l'exprime Marx¹ : "fabriquer de la plus-value, telle est la loi absolue de ce mode de production".

Une fois la production achevée, elle doit reprendre le chemin de la circulation où elle se transforme de nouveau en marchandise. La circulation la guette à la sortie du procès de production et l'oblige à subir cette transformation, c'est à

¹ K. Marx : Le capital livre I. éd. sociales. Paris 1976. p440.

dire qu'elle devient perte à l'achat et à la vente, c'est cette métamorphose de sa valeur sur le marché en prix et ce n'est que dans cette condition qu'elle pourra transformer la plus-value en profit. Le passage du système des valeurs au système des prix de production représente le problème de la transformation.

6) Du produit-marchandise à sa réalisation :

$P' \longrightarrow M' \longrightarrow A'$

La deuxième phase du mouvement que constitue le procès de production prend fin dès que les moyens de production sont transformés en produits dont la valeur excède celle de leurs éléments constitutifs, c'est à dire, elle renferme en elle une plus-value en sus du capital avancé. A sa sortie la circulation reprend le relais et assure la métamorphose du produit en marchandise, condition sine qua non pour sa réalisation. Devenue marchandise, toute la production doit être vendue, assurer la transformation de sa valeur en argent puis transformer cet argent en capital.

7) De la transformation de la valeur en prix :

L'analyse de la transformation est annoncée par Marx dans le livre I¹, elle sera étudiée dans le livre II et le livre III. Le problème de la transformation de la valeur en prix a fait couler beaucoup d'encre de D. Ricardo jusqu'à nos jours. Repris par Marx, il fera l'objet de beaucoup de débats à la suite des travaux de Pierro Sraffa².

Le problème que véhicule la transformation relève d'une juxtaposition de deux raisonnements qui devraient se poursuivre isolément.

¹ K. Marx : Le capital livre I. éd. Flammarion p407 et 408.

² Pierro Sraffa : Production des marchandises par les marchandises.

Le premier se situe au niveau de la sphère de la production et concerne les conditions de la production de la valeur et sa mesure.

Le second se positionne au niveau de la répartition et suppose l'existence d'un taux de profit positif et traite des conditions de son appropriation.

Le problème :

- 1) Pour Marx, la valeur est créée lors de la mise en œuvre du procès de production, elle a pour origine l'utilisation de la force de travail
- 2) Dans l'optique du détenteur des moyens de production, la mise en œuvre du procès de production accuse un coût qui sera supporté par lui.
- 3) La métamorphose de la production en marchandise se fait dans le procès de circulation et la valeur produite va être renfermée dans la marchandise. Elle sera réalisée à travers l'acte d'achat et de vente. La marchandise apparaîtra sur le marché et aura du prix.

Quels sont donc les liens qui unissent ou divergent entre ces trois éléments qui sont: la valeur, le coût et le prix de marché?

La valeur : est déterminée par la quantité de travail nécessaire à la production. Cette quantité de travail sera déterminée selon Marx par "la technique la plus massivement employée, à une époque donnée, dans les conditions moyennes de mise en œuvre, ou encore par la moyenne pondérée des productions obtenues à partir de chacune des techniques existantes, étant données leurs conditions de mise en œuvre"¹.

"le coût de production d'une marchandises ne dépend que de la quantité de travail, payé et non payé, qu'elle contient; Le prix de production dépend de la

¹ Jean-Pierre Angchier : La rente pétrolière : CNRS p20. 1975.

somme du travail payé et d'une quantité de travail non payé déterminée pour chaque sphère particulière, indépendamment de celle-ci"¹.

Le prix de production : Il faut entendre par prix de production le prix de la marchandise qui est égale à ses frais (valeurs des capitaux constants et variable qu'elle contient); augmentés du taux de profit moyen correspondent (...). Ce dernier (...) est défini par le profit total que produit l'ensemble du capital productif; mais il n'est pas calculé sur ce capital productif. Total (...) il est plus exactement calculé sur la somme du capital productif total, et du capital marchand"².

Le prix de production (Pp) est donc égal au coût de production (Cp) auquel s'ajoute le profit du propriétaire des moyens de production c'est à dire le taux de profit général (r) appliqué à la quantité de travail vivant payé (v) et à la quantité de travail mort transmis à la marchandise créée. Soit :

$$Pp = Cp + (r.Cp)$$

$$Pp = (C+v) + r(C+v)$$

$$Pp = (C+v) (r+1) \quad \text{avec } r = \frac{\Sigma(Pl)}{\Sigma(C+v)}$$

L'exploitation

Le problème de l'exploitation est traité dans l'espace de la valeur. La plus-value qui en est l'expression est définie comme la différence entre la valeur de la force de travail et la valeur produite par cette dernière. Cette différence c'est le capitaliste qui se l'approprie. C'est au nom de la propriété privée des moyens de production et de la transformation de la force de travail comme marchandise, que le capitaliste se croit en droit d'accaparer la totalité de la plus-value. C'est donc dans le rapport de production spécifique qui lie le propriétaire des moyens de production, avec le travailleur qui n'a que sa force de travail, qu'apparaît

¹ K. Marx : Le capital; critique de l'économie politique Livre III Paris 1969. Tome I. éd. sociale p181.

² K. Marx : Le capital : op. citée livre III. Tome I. p296.

l'exploitation l'indicateur de cette exploitation est défini par le taux de plus-value relation causale qui montre la quantité de plus-value créée qu'un capital variable (v) donné. "le taux de plus-value est l'expression exacte du degré d'exploitation de la force de travail par le capital ou du travailleur par le capitaliste¹".

$$e = \frac{Pl}{v}$$

Lorsqu'il définit l'exploitation, Marx se situe sur l'espace de la valeur, tout son raisonnement s'effectue en terme de valeur. L'exploitation de la force de travail se situe au niveau de la production de la valeur non rémunérée. C'est une valeur qui est spoliée et va prendre la forme de profit. C'est donc l'exploitation qui est la condition nécessaire à l'existence du profit. Pour accroître le degré d'exploitation, il faut :

- Soit accroître la durée du travail sans augmenter les salaires,
- Soit accroître la productivité du travail c'est à dire accroître la valeur créée par la force de travail au cours d'une durée déterminée,
- Soit diminuer la valeur du travail en produisant à bon marché les biens de consommation nécessaires à la survie et à la reproduction de la force de travail. Cette munition sera obtenue par la production de masse.

Ce qui intéresse le capitaliste, c'est comment réaliser un taux de profit moyen positif, c'est à dire combien peuvent lui rapporter les capitaux engagés au début du cycle. Capital constant (C) et capital variable (v) le taux de profit est égal alors au rapport de la plus-value réalisée sur la somme des capitaux engagées.

$$\text{Taux de profit (r)} = \frac{Pl}{C+v}$$

Le taux d'exploitation $\frac{Pl}{v} = e$ ne l'intéresse guère.

¹ K. Marx : Le capital ; les œuvres et la pléiade : Tome I, p771.

La concurrence et la mobilité du capital vont conduire tendanciellement à l'égalisation du taux de profit entre les branches, le système de prix qui se forme tend à répartir la masse des plus-values réalisées en fonction de la composition organique du capital $\frac{C}{v}$

Puisque le marché capitaliste transforme les valeurs en prix, les premières deviennent invisibles, les contenus en travail disparaissent derrière un écran, et le profit peut apparaître comme né du capital ou de l'échange alors qu'en réalité il est une forme déguisée de la plus-value.

Le problème de la transformation malgré tous les débats qu'il suscite, construite encore un objet de réflexion d'actualité. A ce niveau on peut conclure avec Jean-Marie Harribey que le phénomène de la valeur doit sa raison d'être au travail reconnu socialement utile et sa grandeur est donnée par la quantité de travail qui est validée à travers la loi capitaliste de l'établissement d'un taux de profit moyen...la loi de la valeur de Marx est la théorie de la valeur-travail abstrait validé par le marché sur lequel joue la concurrence des capitaux provoquant une tendance à l'égalisation du taux de profit"¹.

Ceci peut se présenter par une correspondance approximative formulée comme suit : $r = \frac{Pl}{(C+v)} \cong e \cdot \frac{v}{(C+v)}$

8) Transformation de la plus-value en capital :

On a vu précédemment comment l'argent se transforme en capital productif; et comment ce dernier produit de la plus-value. Maintenant on essaiera de montrer comment le capital naît de la plus-value. Précisément, on montrera comment la plus-value peut se transformer en capital. "Il s'agit de ce besoin qui pousse les hommes à extraire des activités productives de la société, de la richesse sous forme de capital"².

¹ Jean marie Harribey : Valeur, prix de re(production) et développement économique. Document de travail n° 58 mars 2001. p17.

² Robert L. HEILBRONER : Le capitalisme : nature et logique. Ed. Atlas/Economica. 1986. p29.

9) L'affectation de la plus-value :

Pour traiter de l'affectation de plus-value; il faut lui définir une forme d'existence pour que l'on puisse passer de l'espace de la valeur à l'espace qui contient les éléments de son expression. "La plus-value existe de prime à bord comme valeur d'une quote-part du produit brut. La vente de celui-ci sur échange contre de l'argent, opère donc le retour de la valeur capital à sa forme primitive, mais transforme le mode d'être primitif de la plus-value. A partir de ce moment, cependant, valeur capital et plus-value sont également des sommes d'argent"¹. Le produit brut englobe toute la production annuelle : elle doit fournir l'ensemble des moyens matériels utilisés et les moyens de subsistance consommés durant la période écoulée et offrir une disponibilité en moyens supplémentaires et denrées suffisantes pour que l'on puisse réaliser une reproduction progressive.

La production supplémentaire en moyens matériels et en bien de subsistance correspond au produit net qui renferme la plus-value.

Le problème qui se pose est donc de savoir si les capitalistes qui détiennent le produit net vont-ils l'affecter à la consommation ou à l'accumulation? Le produit net a déjà fait l'objet d'analyse.

Chez les physiocrates comme chez les classiques : ils soutiennent que le trait le plus caractéristique de l'accumulation est que les gens entretenus par le produit net doivent être des travailleurs productifs et non des improductifs"². Le principe est juste dans son énoncé, toutefois, il sera entaché d'une erreur fondamentale. Dans son analyse Adam Smith affirme que "bien que tout capital individuel se divise en partie constante et partie variable, en salaires et valeur des moyens de production; il n'en est pas de même de la somme des capitaux individuels, du capital social. La valeur de celui égale, le capital social, la

¹ K. Marx : Le capital livre I. éd. Gallimard. P420.

² K. Marx : Le capital livre I. p426.

somme des salaires qu'il paie autrement dit que le capital social n'est que du capital variable".

D. Ricardo en partant du même principe, dérive dans la même erreur qu'Adam Smith, pour lui "on doit comprendre que tous les produits d'un pays sont consommés, mais cela fait la plus grande différence qu'on puisse imaginer, qu'ils soient consommés par des gens qui produisent une nouvelle valeur ou par d'autres qui ne la reproduisent pas. Quand nous disons que du revenu a été épargné et joint au capital, nous entendons par là que la portion du revenu qui s'ajoute au capital est consommée par des travailleurs productifs au lieu de l'être par des improductifs. Il n'y pas de plus grande erreur que de se figurer que le capital soit augmenté par la non-consommation".

Dans ce cas toute la plus-value transformée en capital deviendra capital variable, et serait avancée comme salaires Il faut préciser que l'affectation du produit net suit deux trajectoires distinctes :

- une partie constitue un fonds de consommation qui sert à l'acquisition de biens de consommation,
- et une partie qui forme le fonds d'accumulation.

La partie de la plus-value qui n'est pas dépensée est avancée et employée comme capital nouveau qui va se joindre au capital primitif. On accumule donc en capitalisant une partie de la plus-value.

Par conséquent, *plus la partie de la plus-value qui va au fonds d'accumulation est grande, plus le capital s'agrandit et plus la richesse augmente*. Il faut donc accumuler le plus possible et à une échelle de plus en plus élargie. "Accumuler c'est conquérir le monde de la richesse sociale"¹.

¹ K. Marx : Le capital livre I. p429.

Pour corriger l'erreur de l'économie classique, K. Marx repositionne l'affectation du produit net entre capital constant et capital variable. "Elle 'la plus-value' se divise, de même que la valeur-capital dont elle sort, en capital constant et capital variable en moyens de production et en force de travail. Pour se convertir en force de travail additionnelle, le produit net doit renfermer un surplus de subsistance de première nécessité, mais pour que cette force devienne exploitable, il doit en outre renfermer des moyens de production additionnels, lesquels n'entrent pas plus dans la consommation personnelle des travailleurs que dans celle des capitalistes". p426.

Il faut la réunion de deux conditions fondamentales pour que la plus-value se transforme en capital :

- La première consiste dans la consommation productive de la plus-value.
- La seconde dans la disponibilité des moyens matériels et des biens de subsistance additionnels pour que cette consommation ait lieu.

Bien sûr la sphère de la circulation va permettre par l'intermédiaire de l'argent la réalisation de cette transformation.

Le procès d'accumulation des richesses va être présenté à travers le schéma de la reproduction du capital social chez Marx. En effet si la plus-value est créée dans le procès de production immédiat, elle constitue de part son affectation le support essentiel de la reproduction élargie. Vu que l'étude que fait Marx de la reproduction simple, sert d'étape préparatoire, ou comme parfois, appelée étape méthodologique qui sert à mettre en évidence les relations et les grandeurs qui se mettent en rapport dans la production capitaliste. Vu que dans le cadre de la reproduction simple le capital continue à fonctionner. Vu que le procès de production, périodiquement recommencé passe par les mêmes phases dans une période déterminée et qu'il se répète toujours à la même échelle, *c'est*

par reproduction élargie qui permet l'accumulation du capital et donc de la richesse.

10) La reproduction élargie :

L'économie capitaliste est une économie d'accumulation de la richesse à travers le capital. Si le procès de production immédiat permet la transformation du capital-argent en capital productif produisant de la plus-value, c'est le procès de reproduction à l'échelle élargie qui transforme la plus-value en capital additionnel. Lorsque le mouvement se répète à l'échelle élargie, il permet d'agrandir le capital et par là la richesse.

11) Présentation des schémas de la reproduction élargie :

Il faut préciser que la représentation des schémas de reproduction simple et élargie a fait l'objet du livre II du capital, à notre niveau on essaiera de faire une présentation succincte.

Les hypothèses :

On considère que l'économie est constituée en 2 sections, la section I produit l'ensemble des biens de production, la section II produit l'ensemble des biens de consommation.

C_1 et C_2 représentent respectivement les quantités de biens de production utilisés dans les sections I et II.

V_1 et V_2 représentent respectivement les valeurs des forces de travail utilisées dans chacune des sections I et II. Ces valeurs correspondent à l'ensemble des biens de subsistance nécessaire aux travailleurs des deux sections et prendront la forme de salaire.

P_1 et P_2 sont respectivement les prix des biens de production et les prix des biens de consommation.

r = le taux de profit

α = la part du produit net destiné à l'accumulation.

$(1-\alpha)$ = la part du produit net destiné à la consommation des capitalistes

Le produit net prendra la forme monétaire de profit.

$$e = \frac{Pl}{v} = \text{taux de plus} = \text{degré d'exploitation de la force de travail}$$

$$\frac{C}{v} = \text{composition organique du capital.}$$

En début de période : t_0

La section I a reçu des commandes de la section I et de la section II dont le montant total égale = $C_1P_1 + C_2P_1$.

La section II a reçu des commandes des sections I et II d'une valeur égale à $V_1P_2 + V_2P_2$.

Ces commandes correspondent aux avances en capital productifs des capitalistes des deux sections.

Si l'on maintient les choses telles quelles, on obtiendra en fin de période l'équivalent en argent de ce qui a été avancé c'est à dire une reproduction à l'identique.

Il y aura reproduction élargie si on intègre la part du produit net qui servira à l'accumulation qui sera affectée en partie à l'achat des moyens de production, et des moyens de subsistance. On aura inclus les moyens dans les deux sections suivant les formules suivantes :

$$\text{Section I : } C_1P_1 + C_2P_1 + \alpha r (C_1P_1 + V_1P_2 + C_2P_1 + V_2P_2).$$

$$\text{Section II : } V_1P_2 + V_2P_2 + (1-\alpha) r (C_1P_1 + V_1P_2 + C_2P_1 + V_2P_2).$$

$$\text{Le montant du profit total} = \alpha.r.(C_1P_1 + V_1P_2 + C_2P_1 + V_2P_2) + (1-\alpha) r.(C_1P_1 + V_1P_2 + C_2P_1 + V_2P_2).$$

La reproduction élargie doit satisfaire à une double conditionnalité pour qu'elle ait lieu :

- 1) Il faut qu'il ait production de plus-value. Plus la partie de la plus-value affectée à la reproduction est grande plus l'accumulation du capital est grande et la richesse s'intensifie.
- 2) Il faut un soutien financier qui anticipe la réalisation du profit monétaire au moins d'un montant équivalent. Cette anticipation fera intervenir les institutions bancaires avec le crédit. Ceci justifie l'hypothèse de Marx selon laquelle la problématique du financement ne se pose pas à priori dans la mesure où "le capitaliste a de l'argent au début du processus de la circularité du capital et peut dépenser cet argent en marchandises productives, c'est à dire l'investir, le récupérer, le re-investir..."¹.

La circulation de la monnaie apparaît comme un élément immanent du processus de reproduction du capital. La question qui est posée ne concerne pas la provenance de la plus-value mais d'où vient l'argent pour la monnayer? Ceci nous renvoie à un autre débat.

- 3) Accumuler signifie bien transformer la plus-value en capital. Plus le capitaliste accumule, plus ses possibilités d'accumulation augmentent. La richesse ne signifie plus valeur d'usage ou d'utilité, mais elle est perçue comme cumul des valeurs réalisées par et dans l'échange.
- 4) Il n'est plus question de richesse? Celle-ci réside dans la capacité illimitée de la reproduction. Même la crise apparaît comme un élément de la régulation du capitalisme (adaptation à la baisse du taux de profit" .

¹ Susanne de Brunhoff : La monnaie chez Marx. Ed. Sociale. P75. 1967.

Chapitre IV

Un nouvel objet pour l'économie : Quelle place pour la richesse?

Introduction

Paragraphe I : De la valeur-utilité

Paragraphe II : La contre révolution Keynésienne et le problème de la richesse

Introduction :

Dans un contexte qui exclut la société et agrège les agents économiques, la richesse n'est plus une question pertinente. La satisfaction individuelle dans l'échange est la pure indication de la performance.

Si la préoccupation essentielle des classiques étant l'accumulation du capital, ils pensaient en termes de reproduction et de croissance dans une vision dynamique et historique que seule peut permettre l'approche en termes de richesse.

Les néo-classiques qui partent de l'individu comme base de leur raisonnement et du système économique à la recherche de l'équilibre quand chaque producteur ou consommateur reçoit sa part du produit selon sa participation et quand le prix du facteur de production est rémunéré à la productivité marginale la satisfaction individuelle devient la clé de voûte de l'analyse, l'accumulation et la croissance et donc la richesse ne constituent plus le principal objet d'analyse pour les marginalistes.

Avec le marginalisme nous assistons à un tournant majeur dans le développement de la science économique. L'économie devient la science des choix efficaces c'est à dire la recherche des lois de l'allocation optimale des moyens rares à usages alternatifs.

Le développement correspond en fait à l'apogée du capitalisme en tant que système, la classe des capitalistes s'est définitivement affranchie de la domination des aristocrates, propriétaires terriens. Les premiers mouvements ouvriers sont vaincus. Il faut donc démontrer que l'économie de marché assure l'efficacité maximale en même temps que la réalisation des intérêts individuels.

La pensée marginaliste puise ses origines dans la pensée aristotélicienne pour laquelle la finalité de l'homme est le bonheur qui peut être atteint non seulement par la pensée, mais aussi par les honneurs et le plaisir.

Pour la réaliser, il faut faire appel aux biens naturels nécessaires et utiles.

La réalisation du bonheur et la satisfaction qu'il nous procure dépend du degré d'utilité qu'offrent les biens naturels en question à partir de là on peut déduire que l'utilité constitue le fondement de la valeur de ces biens.

Après une période d'éclipse, plus ou moins longue, ce raisonnement va resurgir avec St Thomas d'Acquin et surtout par Galiani dans son traité de la monnaie de 1751. Ce dernier aura le grand mérite d'associer l'utilité à une autre grandeur non moins importante qu'est la rareté pour expliquer la valeur des choses.

Ce courant de pensée va connaître une dimension spectaculaire au XIX^e siècle avec trois penseurs de nationalités différentes qui sont l'autrichien Carl Menger, l'anglais Stanley Jevons et le français qui a fondé l'école de Lausanne Leon Walras.

Il se nomme dorénavant le courant marginaliste. Il réapparaît en force surtout en réaction à l'école classique et à l'heure de K. Marx.

En effet si l'approche classique considère l'économie comme la prévision des effets engendrés par les variations de la quantité de travail et de capital sur le taux de croissance de la production, l'approche marginaliste insiste sur les conditions dans lesquelles ces facteurs de production doivent être répartis pour obtenir un résultat optimal.

En quoi consiste cette approche?

Cette approche est articulée autour de trois idées principales :

- La valeur d'un bien se mesure par son utilité.
- Le calcul à la marge conditionne les choix rationnels des agents.
- L'embauche est conditionnée par la productivité marginale

Paragraphe I- De la valeur-utilité :

L'utilité d'un bien se définit par la capacité qu'offre ce bien à satisfaire un besoin.

Est donc bien, toute chose dotée d'une utilité reconnue par l'homme.

Comme le définit C. Menger : "L'utilité est la capacité que possède une chose de servir à la satisfaction des besoins humains. Il suit de là (...) qu'elle est la condition générale qui confère aux choses le caractère de bien.

Les biens non économiques sont utiles tout autant que les biens économiques, puisqu'ils sont aussi capables de satisfaire nos besoins (...).

Mais ce qui différencie un bien non économique d'un bien soumis au rapport quantitatif qui lui donne un caractère économique, c'est le fait que la satisfaction d'un besoin humain ne dépend pas des quantités concrètes disponibles du premier, mais qu'elle dépend des quantités concrètes disponibles du second"¹.

1) De l'utilité marginale :

L'utilité marginale d'un bien correspond à la satisfaction que procure la consommation d'une unité supplémentaire de ce bien. A partir de cette définition, on peut assurer que les individus vont ordonner leurs produits et les hiérarchiser sur le degré de satisfaction qu'ils peuvent leur procurer.

¹ C. Menger : cité in : Ghislain De Laplace : Théories du capitalisme –Une introduction- 1979. PUF p40.

Ceci sous-entend qu'un choix doit être établi et guider les décisions à prendre pour que l'utilité marginale la plus élevée possible soit atteinte.

L'ordonnancement et la hiérarchisation des produits vont se faire suivant deux procédés :

- Le premier considère que l'utilité peut être évaluée à travers le niveau de satisfaction atteint par les consommateurs après comparaison entre plusieurs biens. Il s'agit dans ce cas de l'utilité cardinale.
- Le second considère que l'utilité ne peut être mesurée quantitativement, elle est surtout repérable par le consommateur. Dans ce cas il ne peut qu'établir des priorités entre les différents niveaux de satisfaction. Il s'agit de l'utilité ordinale.

Ce dernier genre connaîtra des développements au détriment du premier qui sera très vite délaissé.

C. Menger donne un résumé dans son œuvre lorsqu'il écrit "Partout où habitent les hommes et quelque soit le degré de culture qu'ils aient atteint, nous pouvons toujours observer que l'individu économique compare l'une à l'autre l'importance de la satisfaction de ses divers besoins en général, ainsi que des diverses phases de satisfaction plus ou moins complètes d'un besoin particulier, et que, finalement, à la suite de cet examen, il oriente son activité économique vers la satisfaction la plus complète possible de ses besoins".

C'est cette disponibilité qui va être recherchée et qui mesurera à travers sa quantité la possibilité de répondre aux besoins de l'homme. La recherche de cette disponibilité et son accroissement seront des éléments principaux de la richesse chez les marginalistes.

L'école marginaliste conçoit le problème de la valeur comme une relation entre l'homme et le bien. La relation est donc d'ordre subjectif et résulte de l'appréciation du sujet sur l'objet. Cette appréciation présuppose l'existence d'un sujet rationnel, capable de mesurer la valeur d'un bien à sa juste valeur. C'est à dire à partir de l'utilité que lui procure le bien en question. La valeur est donc fonction du degré d'utilité d'un bien, et c'est le caractère subjectif qui domine cette définition comme le précise C. Menger : "Ainsi la valeur n'est pas inhérente aux biens, elle n'en est pas une propriété, elle n'est pas une chose indépendante qui existe en soi; c'est un jugement que les sujets économiques portent sur l'importance des biens dont ils peuvent disposer pour maintenir leur vie et leur bien-être. Il en résulte que la valeur n'existe pas hors de la conscience des hommes. C'est donc une erreur de dire qu'un bien qui a de la valeur pour des sujets économiques est une 'valeur' et les économistes ont tort de parler de 'valeur' comme d'objets réels indépendants et d'objectiver, de cette façon la valeur"¹.

On appelle donc utilité marginale d'un bien (X) pour le panier (x,y) le rapport entre :

- L'accroissement d'utilité obtenu par le consommateur quant il augmente sa consommation de (X) de Δx unités, c'est à dire lorsqu'il passe de du panier (x,y) à (x+ Δx , y)
- Et l'accroissement de sa consommation de (X), Δx

On peut donc écrire :

$$\text{Utilité marginale de X} = \frac{U(x+\Delta x, y) - U(x, y)}{\Delta x} = \frac{\Delta U}{\Delta x}$$

¹ C. Menger.

2) La valeur chez Walras :

Alors que l'approche classique pose comme fondement de la valeur, le travail, la conception marginaliste fait reposer la valeur sur l'utilité et la rente. Ce changement de conception est explicité par L. Walras lorsqu'il écrit¹ "Il y a dans la science, trois solutions principales au problème de l'origine de la valeur.

- La première est celle d'A. Smith, de Ricardo et Mac Culloch c'est la solution anglaise. Elle met l'origine de la valeur dans le travail. Cette solution est trop étroite et elle refuse de la valeur à des choses qui en ont réellement.
- La seconde est celle de Condillac et de Jean Baptiste Say. C'est plutôt la solution française : elle met l'origine de la valeur dans l'utilité. Celle-ci est trop large et elle attribue de la valeur à des choses qui, en réalité, n'en ont pas.
- Enfin la troisième qui est la bonne est celle de Burlamqui et de son père Auguste Walras : elle met l'origine de la valeur dans la rareté".

Il faut dès maintenant enlever toute équivoque ou malentendu à propos de la rareté et sa signification. Dans la conception néoclassique il faut faire remarquer que la rareté signifie tout simplement utilité marginale. Les propos de Walras sont éloquentes à ce sujet : "Un corps dans le langage de la science, a de la vitesse dès qu'il se meut, et de la chaleur dès qu'il a une température quelconque. De même ici, la rareté et l'abondance ne s'opposent pas l'une à l'autre: quelque abondantes qu'elles soient, une chose est rare, en économie politique, dès qu'elle est utile et limitée en quantité exactement comme un corps a de la vitesse, en mécanique, dès qu'elle parcourt un certain espace en un certain temps".

¹ L. Walras : traité d'économie pure p245.

En dehors de cette situation, nulle chose ne saurait avoir de la valeur en effet "si nous avons d'un objet autant que nous désirons, nous n'en estimons aucunement une nouvelle quantité de cet objet. Ainsi l'air qui nous environne, n'est pas une richesse dans les circonstances ordinaires, parce que nous n'avons qu'à ouvrir la bouche pour en absorber autant que nous pouvons en user. Cet air que nous respirons en ce moment est excessivement utile parce qu'il entretient notre vie".

Ainsi dans l'approche marginaliste c'est la rareté qui va guider la détermination du prix. On en distingue deux caractéristiques fondamentales :

- Les prix des biens sont commandés par deux éléments à la fois :
 - L'appréciation de l'individu sur ses besoins et donc sur l'utilité des biens,
 - La disponibilité de ces biens c'est à dire leur rareté.
- Il y a une relation entre le prix d'un bien et la quantité disponible de ce bien qui permet d'envisager le prix relatif de ce bien comme indicateur de rareté par rapport aux autres biens.

3) De l'équilibre économique général :

Pour traiter de l'équilibre économique général, Walras se situe d'emblée dans le cadre de l'économie pure. Celle-ci repose sur les postulats suivants :

- Atomicité du marché : on est en présence d'un grand nombre d'acheteurs et de producteurs qui vont se confronter sur un marché libre.
- Libre entrée au marché : aucune entrave ne doit être signalée pour l'entrée ou sortie sur le marché. Aucun empêchement ne doit exister à l'entrée ou à la sortie du marché.

- Homogénéité des produits : seuls des produits homogènes doivent être avancés par une même entreprise et doivent être considérés comme identiques par les consommateurs. Toute concurrence doit s'effectuer par les prix.
- Mobilité des moyens de production : les moyens de production (travail, capital) doivent circuler librement par rapport aux entreprises et aux marchés.
- Information parfaite : tout le monde est au courant en même temps des quantités offertes et des demandes par tous les agents aux prix différents.

Le problème de l'équilibre général consiste à montrer qu'en économie de marché, il existe un système de prix qui assure l'égalité entre l'offre et la demande sur tous les marchés (marché des produits, marché des facteurs et marché de la monnaie) que ce système tend à se réaliser spontanément et assure une stabilité à l'équilibre atteint.

La construction de l'équilibre général chez Walras est bâtie sur une représentation instrumentale qui tire son fondement des postulats philosophiques et épistémologiques ainsi que sur des figures mathématiques pour élucider le caractère "pur" de l'économie.

Le marché autorégule l'activité économique sans présence de chômage, ni gaspillage des moyens puisque tous les facteurs sont utilisés et sur tous les marchés. **L'offre est donc égale à la demande.**

Cette auto-régulation implique la capacité du marché à assurer l'allocation des ressources de façon efficace. C'est cette efficacité qui exprime le bon usage des moyens limités qui sont en notre possession pour satisfaire nos besoins. L'efficacité est donc le fondement de la richesse chez Walras. Il lui donne la définition suivante : "*J'appelle richesse sociale l'ensemble des choses matérielles et immatérielles qui sont rares c'est à dire d'une part nous sont utiles et qui d'autre part, n'existent à notre disposition qu'en quantité limitée*"¹.

Le concept de valeur ne peut alors se référer qu'à une quantité limitée et échangeable d'une chose sur laquelle le principe de maximisation de l'utilité des échangistes peuvent s'opposer. *Une chose utile pour qu'elle soit richesse doit répondre à trois exigences*² :

- Les choses utiles limitées en quantité sont appropriables.
- Les choses utiles limitées an quantité sont valables et échangeables.
- Les choses utiles limitées en quantité sont industriellement productives et multipliables.

La théorie de l'utilité marginale est la schématisation du comportement d'un individu rationnel placé en face de la gestion des ressources rares. Du raisonnement à la marge, on passe naturellement à la recherche de la maximisation d'utilité. Le raisonnement demeure valable pour les autres agents en particulier les producteurs dont l'objectif sera la maximisation du profit. *C'est sur "l'économie pure" comme représentation instrumentale que l'école marginaliste forge le concept de richesse, l'utilité, la rareté et l'efficacité en sont les principales expressions.*

¹ L. Walras : Traité d'économie pure. p46.

² L. Walras : Traité d'économie pure. p87.

4) Quelques remarques :

On ne peut laisser passer sous silence quelques remarques qui s'imposent d'elles mêmes à l'approche marginaliste. Malgré la cohérence qu'elle affiche, l'approche marginaliste repose sur des hypothèses de croyance et non de réalité. Elle fonctionne en terme de croyance et non d'esprit scientifique comme le reconnaît C. E. Fergusson¹ "faire confiance à la théorie économique néoclassique est une affaire de foi. Personnellement, j'ai la foi". Aussi cette théorie compte tenu du raisonnement circulaire qui la sou-tend, se prête à d'autres critiques parfois sévères qui laissent même la possibilité de douter même de son objet à savoir si la théorie marginaliste traite réellement du problème de la valeur. Dans la négation, elle ne peut concevoir une théorie du profit.

La théorie enseigne que l'optimum du consommateur est tel que les rapport des prix sont égaux aux rapports des utilités marginales ou encore aux taux marginaux de substitution entre les biens. Quand bien même elle est correcte, cette égalité ne pourrait être tenue comme fondement de l'échange puisqu'elle en est un résultat.

Ce dilemme provient de deux situations :

- 1) Ou bien on raisonne en termes de préférences cardinales, et la comparaison interpersonnelle devient possible. Dans ce cas il faut que l'utilité soit mesurable ou on se trouve dans l'impossibilité de le réaliser, alors les fonctions d'utilité deviennent inopérantes et par là elles perdent leur pouvoir explicatif.

¹ C.E. Fergusson : cité par G. Jorland : Les paradoxes du capital. 1995. p448. Paris. Odile Jacob.

2) Dans le cas où l'on raisonne en termes de préférences ordinales, c'est à dire que nous sommes dans une situation où l'utilité ordinale permet uniquement de signaler la préférence d'un état par rapport à un autre et d'établir une hiérarchisation des utilités suivant un ordre croissant ou décroissant. Dans ce cas toute comparaison interpersonnelle et toute agrégation devient impossible.

Aussi en détachant la fixation des prix des conditions naturelles et sociales de production, la théorie néoclassique ne peut concevoir réellement un fondement aux prix avant l'échange. Cette situation relève d'une contradiction inhérente au raisonnement néoclassique : les néoclassiques supposent les prix donnés pour expliquer les choix du consommateur, mais, alors, la construction de l'équilibre général s'effondre puisque, les prix étant donnés, le modèle ne peut plus les expliquer. Pour démontrer cette contradiction ne faut-il pas admettre l'hypothèse de l'extériorité des prix?

L'origine de l'explication du profit, provient du concept de productivité marginale du capital. La théorie de la productivité marginale affirme qu'à l'équilibre, chaque facteur sera rémunéré d'après sa productivité marginale, définie comme¹ "l'effet de l'addition ou du retrait d'une unité de ce facteur sur le produit total. La quantité utilisée de tous les autres facteurs restant constante". En ce qui nous concerne, il s'agit bien de la productivité marginale du capital c'est à dire la variation de la production consécutive à l'emploi d'une unité supplémentaire de capital, le reste étant considéré comme invariant.

Seulement le capital ne présente pas des propriétés homogènes et n'est pas égal dans toutes les périodes. Son homogénéité, et sa mise en exploitation dans des produits différents ne facilitent pas sa mesure. Ne pouvant être évalué physiquement, sa prise en considération ne peut se faire que monétairement par

¹ Mark Blaug : la pensée économique. Origine et développement. OPU p499. 1981.

l'intermédiaire des prix. Pour cela il faut appliquer un taux d'actualisation aux différents éléments du stock de capital, donc connaître à l'avance le taux de profit que l'on se propose d'expliquer.

En définitive, la valeur du capital s'explique par les profits qu'il permet d'obtenir.

Or dans la théorie néoclassique, la valeur du capital est connue à l'avance et c'est en lui appliquant la productivité marginale que l'on doit déduire la part des profits. On se trouve dans ce cas dans une situation où l'effet engendre la cause, ce qui témoigne encore une fois de la circularité du traitement. Ici aussi, on ne peut prétendre à une théorie explicative du profit que si la productivité marginale du capital, en tant qu'instrument, est exogène : comme l'exprime P. Salama¹ "nous sommes devant une contradiction : soit nous connaissons le taux de profit auquel cas nous pouvons mesurer le capital et calculer la productivité marginale de ce facteur mais nous ne pouvons plus calculer le taux de profit, puisque nous nous le sommes donnés. Soit nous ne connaissons pas le taux de profit et nous ne pouvons pas calculer la productivité marginale du capital et donc déterminer le taux de profit [...] la productivité marginale ne peut déterminer la rémunération d'un facteur, ce qui, en termes clairs, signifie tout simplement que la loi de la valeur néoclassique est totalement incohérente, même quand on accepte ses hypothèses de départ".

On peut dire que l'innovation majeure de l'école marginaliste va résider dans le raisonnement à la marge fondée sur l'hypothèse de la continuité de l'évolution des phénomènes économiques. Cette innovation n'est en fait que d'ordre méthodologique elle n'en révèle pas le contenu.

La différence avec l'économie politique classique réside dans le contenu objectif ou subjectif donné à la définition de la valeur.

¹ P. Salama : Sur la valeur : 1975. Paris éd. F. Maspero pp82-83.

La valeur objective est fondée sur le travail, alors que la valeur subjective est fondée sur le besoin de l'individu, la possibilité de le satisfaire, et la rareté des biens en mesure de fournir la satisfaction des besoins.

Alors que les classiques poursuivaient un raisonnement global où seules les catégories d'agents sont acteurs de la répartition du revenu, la démarche néoclassique ne prend en compte que les individus et les entreprises. Les individus sont détenteurs de certaines quantités de facteurs de production qu'ils vendent ou louent contre un revenu.

L'entrepreneur combine les facteurs de production ainsi obtenus. Le système de prix et la manière de réaliser le profit sont donnés. De même l'agent économique est homogène dans ses règles de comportement. Un glissement important va alors s'opérer dans l'analyse de la richesse :

- *Les classiques s'inscrivent dans une vision historique, ils s'intéressent à la richesse et à ses sources de création. Ils traitent de la reproduction de la croissance en termes d'accumulation du capital.*
- *Les néoclassiques s'inscrivent eux dans une société a-historique et a-temporelle, une société fabriquée par la juxtaposition d'agents individuels. Ils s'intéressent à la recherche de l'équilibre statique au niveau partiel (A. Marshall) ou au niveau général (L. Walras). L'équilibre étant la satisfaction*

En quels termes va se poser alors la question de la répartition du revenu global dans la mesure où l'agencement des individus nie toute référence à des classes sociales définies à partir de leur position dans la production ou selon la nature de leur revenu.

La Nation est composée de consommateurs et de producteurs, il n'y a pas de classe et donc pas d'intérêts opposés. Le travail et le capital sont considérés

comme des facteurs de production. L'analyse en termes de facteurs de production débouche sur un principe clair de répartition basé sur la maximisation, chacun reçoit une part du produit selon sa participation, équivalente à sa productivité marginale. Les instruments d'analyse utilisés dans ce cadre vont conduire à une théorie du consommateur et une théorie du producteur.

L'objectif du consommateur en tant qu'agent rationnel est de maximiser le niveau d'utilité dans la contrainte budgétaire. La rationalité du producteur se définit par la maximisation du profit que peut générer la fonction de production.

Sous ces conditions, la théorie micro-économique de la répartition des revenus est supposée déterminée par la rémunération des facteurs de production. Rémunération elle-même fixée sur la base des prix d'équilibre qui s'établissent sur les marchés respectifs des différents facteurs de production. Il s'agit du marché des facteurs réels et du marché de l'épargne ou du capital financier.

Ainsi l'économie néoclassique n'a plus pour objet la Nation ni sa richesse, mais l'individu, ses désirs, son action en vue d'obtenir les satisfactions au moindre coût possible.

La richesse ne se situe pas au niveau global, mais il faut bien la repérer à l'échelle individuelle comme le précise T.B. Clark "La répartition du revenu est régie par une loi naturelle et que celle-ci en l'absence de friction donnera à chaque agent de production le montant de richesse qu'il aura créé"¹.

¹ J.B. Clark : Cité par Alain Samuelson in : Les grands courants de la pensée économique. 5^{ème} éd. éd. PUG Grenoble. 1997. p226.

Paragraphe II : La contre révolution Keynésienne et le problème de la richesse

"La faiblesse de l'incitation à investir a été de tout temps la clé du problème économique....le désir de l'individu d'augmenter sa fortune personnelle en s'abstenant de consommer est en général plus puissant que le motif de l'entrepreneur à accroître la richesse nationale en employant de la main-d'œuvre à la création de richesses durables".

J.M. Keynes : La théorie générale. p343.

Dans la grande Bretagne de l'entre deux guerres, le problème économique majeur est celui du chômage chronique. Emploi, salaires et prix évoluaient à la baisse et dans le champ macro-économique où il se situe, d'emblée J. M. Keynes y englobe la monnaie et s'attache à analyser l'emploi, le revenu et le niveau d'activité comme variables et non comme données, sur lesquels le décideurs peut intervenir. Dans ce cadre il privilégie l'analyse en termes de flux.

Les idées économiques ne changeaient guère avant comme après la crise de 1929 : Il s'agissait de ne pas intervenir et attendre le retournement du cycle pour abaisser les prix, les salaires et le taux de l'intérêt enfin il fallait maintenir l'équilibre budgétaire pour laisser l'épargne .s'investir.

C'est durant cette période des années 1930-1931 que Keynes développe l'objectif de fournir une vision d'un capitalisme efficient pour atteindre des fins économiques plus que tout autre système ne pouvait le faire.

Le modèle Keynésien va supposer avant tout le plein emploi, le couple revenu-dépense va inspirer une politique économique de soutien de la demande.

Le but ultime de Keynes consiste en "la découverte des facteurs qui déterminent le volume de l'emploi"¹.

Préoccupée. par les mêmes problèmes et allant dans le même sens que Keynes, Miss Joan Robinson considère que "le vrai remède au cycle économique ne consiste pas à supprimer les phases d'essor et à maintenir en permanence une semi-dépression, mais à supprimer les dépressions et à maintenir en permanence une situation voisine de l'essor".

¹ J. M. Keynes : Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie, notes sur le cycle économique. p319. éd. Payot. 1982.

Keynes récuse la vision ensembliste de l'économie chère aux néoclassiques et renoue avec la vision circuitiste utilisée par les préclassiques, les classiques et même Marx.

La vision ensembliste définit deux grands ensembles qui sont l'ensemble des biens et l'ensemble des agents. Ceux-ci se trouvent sur les marchés dont l'interdépendance permet de fixer l'équilibre général.

Tous les biens, tous les agents, tous les marchés se valent; chacun joue son rôle et le tout forme la symphonie.

1) La vision circuitiste :

Par contre la vision circuitiste est construite sur le postulat du mouvement des biens, des agents suivant leur logique de fonctionnement.

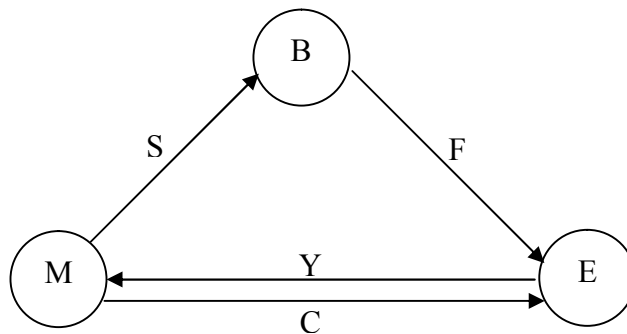
Ce sont les fonctions économiques qui sont prises en considération dans leur ordres et leurs hiérarchies.

Les agents sont définis dans un cadre fonctionnel c'est à dire par l'intermédiaire des fonctions qu'ils assurent :

- Les banques ainsi que les autres institutions sont chargées du financement.
- Les producteurs et entreprises s'occupent de la production des biens et services non financiers.
- Les ménages par leur revenus qu'ils perçoivent, réalisent les fonctions de consommation et d'épargne.

La vision circuitiste va mettre en rapport ces trois pôles qui sont la banque, l'entreprise et les ménages suivant l'orientation des flux qu'ils émettent et qu'ils reçoivent en respectant la règle de l'équivalence des flux. Parmi les principes qui

régissent cette circulation, la prise en compte de l'horizon temporel et de la monnaie comme matérialisation de l'ensemble des flux.



Le point de départ du circuit est initié par la banque (B) qui assure les crédits nécessaires aux entreprises pour qu'elles accomplissent leur acte de production. Les flux financiers qui relient la banque à l'entreprise serviront comme avance sous forme de crédit destiné principalement pour le paiement des salaires des travailleurs, l'achat des consommations intermédiaires nécessaires à l'accomplissement de l'acte de production, et au coût d'usage du capital. Donc la quantité de monnaie est créée à l'occasion de la demande de crédit effectuée par l'entreprise (E). Elle résulte de la négociation qui a lieu entre (B) et (E) qui détermine le montant du crédit demandé et alloué ainsi que le taux d'intérêt. Ce flux monétaire correspond du point de vue de la banque à une offre de monnaie, il représente du point de vue de l'entreprise une demande de monnaie.

Les flux issus du pôle (E) vont dans trois destinations différentes :

- Les uns servent aux remboursements des crédits contractés auprès des banques.
- D'autres serviront aux règlements des achats entre entreprises (achats inter entreprises).
- La troisième destination concerne les versements des revenus par les entreprises aux ménages. Elle regroupe essentiellement tous les salaires, et les profits distribués aux entrepreneurs ou actionnaires.
- Les flux des ménages se convertissent soit en dépense pour la consommation et dans ce cas ils s'orientent vers les entreprises contre l'achat des biens dont ils ont besoin. C'est à dire que ce type de flux concerne la consommation. Ou alors ils se transforment en épargne qui est une renonciation à une consommation immédiate. Cette épargne peut prendre deux formes :
 - Soit elle est placée, c'est à dire portée sur un marché de titres, dans ce cas les ménages préfèrent échanger leur monnaie contre des titres.
 - Soit elle est thésaurisée et déposée auprès des intermédiaires financiers. Ils pourront en faire usage à tout moment. Il suffit de s'adresser au guichet de la banque et en exprimer le désir de retrait.

Donc le revenu des ménages est égal à la consommation, le reste sera épargné :

$$Y = C + S.$$

Y = Revenu des ménages.

C = Consommation.

S = Epargne.

$S = f(i)$ où I est le taux d'intérêt.

En réalité l'épargne dépend du degré de la liquidité des actifs, de leur risque et de leurs rendements. Les différents placements seront en définitive guidés soit par les rendements présents et attendus, soit la préférence pour la liquidité. Cela amène Keynes à considérer la conservation de la monnaie par les ménages pour les motifs d'encaisse, les motifs de précaution et les motifs de spéculation.

Quand à la consommation; cette dernière dépend directement du revenu : $C = f(Y)$.

Si le revenu connaît une augmentation conséquente, la consommation accusera une augmentation elle aussi, qui lui est proportionnelle.

Donc à chaque accroissement de revenu, on voit apparaître un accroissement de la consommation, le rapport qui mesure ces accroissements est appelé propension marginale à consommer :

$$\zeta = \frac{\delta C}{\delta R} \quad \text{ou} \quad \zeta = \frac{\Delta C}{\Delta R}$$

Cette propension marginale à consommer varie dans un intervalle allant de 0 à 1. On a donc $0 < \zeta < 1$.

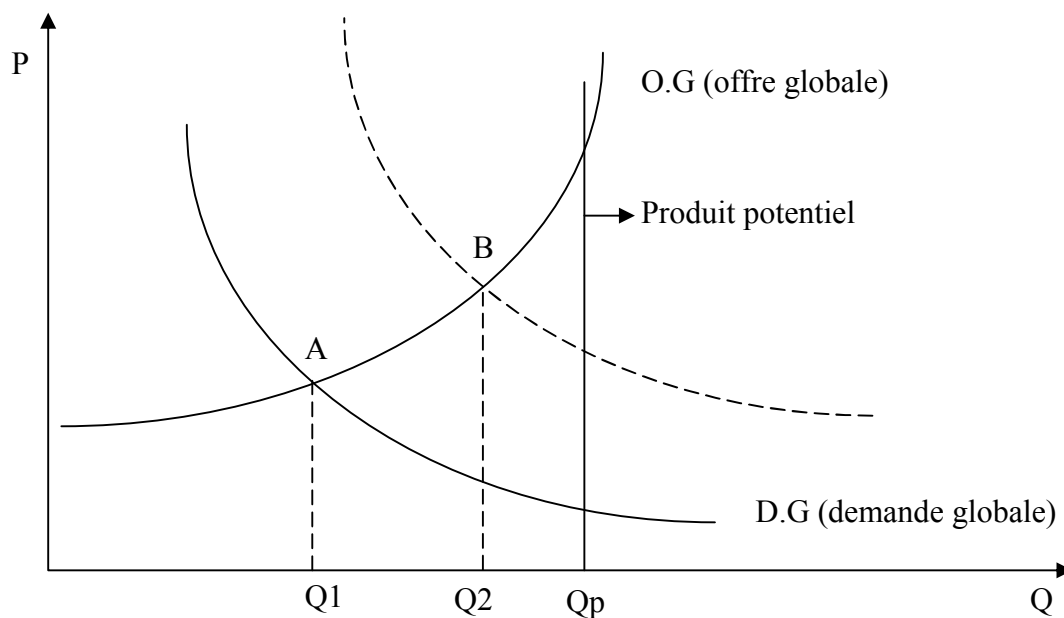
A partir d'elle on peut déduire la propension à épargner :

$$s = 1 - \zeta$$

2) La demande effective :

Le principe de la demande effective constitue un élément parmi les plus féconds de l'analyse économique. Keynes lui réserve une place centrale dans la théorie générale. Il appelle "demande effective", le montant du produit attendu au point de la courbe de demande globale où elle est coupée par celle de l'offre globale.

C'est à ce point que la prévision de profit des entrepreneurs est maximum. Ceci constitue l'essentiel de la théorie générale de l'emploi que nous nous proposons d'exposer"¹.



Le problème consiste dans la persistance de l'existence du chômage, c'est à dire qu'une partie importante de la population est sans travail. Ce qui s'exprime par une économie qui offre un équilibre de sous-emploi. Dans ce cas le point de rencontre entre la courbe d'offre et de demande exprime une situation où le produit est inférieur à son niveau potentiel.

Le point de rencontre (A) illustre cette situation. Comment peut-on alors atteindre une situation de plein emploi dans des conditions où les salaires et les prix demeurent fixes devant les défaillances du marché pour apporter les

¹ J.M Keynes : Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie. pp49-50. Petite bibliothèque Payot Paris.

corrections nécessaires et opérer les régulations indispensables pour rétablir l'équilibre de plein emploi, ne faut-il pas entre autre faire intervenir l'Etat à travers ses politiques monétaires et budgétaires? Il s'agit donc de rechercher les mécanismes qui activent la demande et à travers elle la reprise de l'activité économique dans son ensemble.

La demande est dite alors effective, parce qu'elle fixe à l'avance le montant de l'emploi et du revenu qui seront effectivement mis en œuvre pour atteindre le profit maximum.

3) Les anticipations :

L'introduction du temps dans le modèle Keynésien et la nécessité de prendre en considération les risques qui deviennent fréquents obligent les agents économiques à prendre leur disposition et afficher une confiance dans l'environnement économique. La prévision et les projections qui doivent être établies contribuent à la restauration de ce climat de confiance. C'est à travers les anticipations que Keynes arrive à construire un modèle cohérent lui permettant d'analyser la situation économique en turbulence.

C'est principalement à partir des flux monétaires, leur intensité, leurs trajectoires et leurs effets que Keynes trouve la facilité d'anticiper comme il l'exprime dans sa préface de la première édition anglaise¹ "une économie monétaire est essentiellement, comme nous le verrons, une économie où la variation des vues sur l'avenir peut influencer sur le volume actuel de l'emploi et non sur la seule orientation".

En généralisant les effets (positifs et négatifs) ainsi que les surprises que nous réserve l'avenir et leur importance dans les décisions économiques, Keynes déclare à propos du taux d'investissement, que les facteurs qui contribuent à sa

¹ J.M Keynes : Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie. p10. éd. Payot Paris

détermination sont "les moins sûrs puisqu'ils sont influencés par notre vision du futur et au sujet duquel nous savons si peu".

Comment une demande effective peut être définie à partir d'une anticipation des recettes attendues par les entrepreneurs de la vente de leur production qui maximiserait leur espoir de profit?

Si les entrepreneurs doivent prévoir les dépenses que la communauté est disposée à effectuer pour l'achat de volume de production de plus en plus élevé, ils s'inscrivent alors dans un cadre prévisionnel leur permettant de définir une demande en attente de réalisation.

La prévision d'une demande efficace dépendrait alors de plusieurs facteurs qu'il est difficile à évaluer de façon parfaite. Dans ce cas il s'agit alors de la prévision d'une demande qui pourrait effectivement se concrétiser.

4) Le multiplicateur Keynésien :

Le multiplicateur est considéré par Keynes comme un outil d'analyse qui sert à rendre compte du retour d'équilibre après une perturbation. Il est utilisé par Keynes pour mettre en évidence la relation qui peut exister entre le revenu et l'investissement. "en des circonstances données un rapport défini, qui sera appelé multiplicateur, peut en effet être établi entre le revenu et l'investissement et, sous le bénéfice de certaines simplifications entre l'emploi total et l'emploi directement affecté à l'investissement. Cette nouvelle étape est une partie intégrante de notre théorie de l'emploi, car elle établit une relation définie sur la base d'une propension donnée à consommer entre d'une part les volumes globaux de l'emploi et du revenu et de l'autre le flux d'investissement"¹.

¹ J.M Keynes : Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie. pp49-50. Petite bibliothèque Payot Paris.

Le multiplicateur indique dans ce cas l'effet d'un accroissement de l'investissement sera l'accroissement du revenu.

A l'opposé de l'épargne qui est considérée comme un acte négatif du moment qu'elle consiste à s'abstenir de dépenser son revenu en consommation, l'investissement qui est le fait de l'entrepreneur dont le rôle consiste à prendre les décisions qui déterminent le montant de la production non disponible, est un acte positif qui consiste à mettre en place ou à entretenir un processus de production ou à constituer des stocks. Il se mesure par l'accroissement net de la richesse sous forme de capital fixe, de capital circulant ou de capital liquide"¹.

Le mécanisme est le suivant :

L'équation d'équilibre initial s'inscrit comme suit :

$$Y_0 = C_0 + S_0 \quad \text{pour les ménages}$$

$$Y_0 = C_0 + I_0 \quad \text{pour les entrepreneurs}$$

Avec Y = Revenu au temps 0.

C = Consommation

S = Epargne

I = Investissement

Si l'on décide d'un accroissement ΔI de l'investissement celui-ci doit générer un accroissement ΔY du revenu.

ΔY entraîne un accroissement de la consommation ΔC , et éventuellement un accroissement résiduel d'épargne appelé ΔS .

$$Y_0 + \Delta Y = C_0 + \Delta C + S + \Delta S \quad \text{pour les ménages}$$

$$Y_0 + \Delta Y = C_0 + \Delta C + I_0 + \Delta I \quad \text{pour les entreprises}$$

$$\Rightarrow \Delta Y = -Y_0 + C_0 + \Delta C + I_0 + \Delta I$$

$$\Delta Y = -Y_0 + (C_0 + I_0) + \Delta C + \Delta I$$

¹ J.M. Keynes : La pauvreté dans l'abondance. éd. Gallimard. 2002. p90-91

$$\Rightarrow \Delta Y = \Delta C + \Delta I$$

$$\Delta Y = \Delta C + \Delta I \quad \Rightarrow \quad \Delta I = \Delta Y - \Delta C$$

Le multiplicateur d'investissement appelé généralement k est égal à :

$$k = \frac{\Delta Y}{\Delta Y - \Delta C}$$

Si l'on divise le numérateur et le dénominateur par Y , on trouve :

$$k = \frac{\frac{\Delta Y}{\Delta Y}}{\frac{\Delta Y}{\Delta Y} - \frac{\Delta C}{\Delta Y}} = \frac{1}{1 - \frac{\Delta C}{\Delta Y}} = \frac{1}{1 - \zeta}$$

$$\boxed{k = \frac{1}{1 - \zeta}}$$

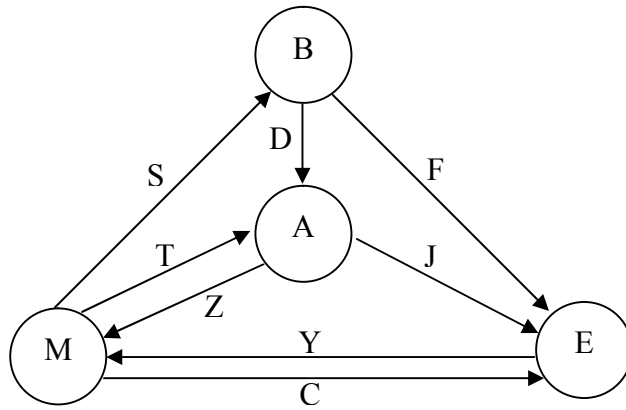
La propension marginale à consommer est $\zeta = \frac{\Delta C}{\Delta Y}$

La propension marginale à épargner est $s = \frac{\Delta S}{\Delta Y}$

$$\frac{\Delta C}{\Delta Y} + \frac{\Delta S}{\Delta Y} = 1$$

$$k = \frac{1}{1 - (1-s)} = \frac{1}{s} \quad \boxed{k = \frac{1}{s}}$$

La valeur du multiplicateur d'investissement est d'autant plus élevée que la propension marginale à consommer est élevée et que la propension marginale à épargner est faible.



Le revenu distribué au ménages : $Y+Z$

L'offre de monnaie = $F+D \Rightarrow K = \frac{Y+Z}{F+D}$ interpréteur Keynésien

Le revenu disponible = $R_d = Y+Z-T$

La propension marginale à consommer $\zeta = \frac{\Delta C}{\Delta Y} = \frac{\Delta C}{\Delta(Y+Z-T)}$

La propension marginale à épargner = $1-\zeta = s = 1 - \frac{\Delta C}{\Delta(Y+Z-T)}$

$$C+S+T = Y+Z$$

$$(F+D) = S \Rightarrow k = \frac{Y+Z}{S} = \frac{Y+Z-T}{S} \times \frac{Y+Z}{Y+Z-T} = \frac{1}{s(1-t)}$$

Avec $t = \frac{T}{Y+Z}$ Taux de pression fiscale pesant sur les ménages

Si la politique économique poursuivie a pour objectif d'accroître le niveau de l'emploi c'est à dire faire augmenter le revenu des ménages, on aura : $\Delta(Y+Z)$.

Pour cela il faut avancer une quantité de monnaie supplémentaire pour y faire face. Ce qui se traduit par une augmentation des flux financiers vers les entreprises et vers l'Etat. D'où une politique monétaire et budgétaire.

- Pour la politique monétaire on agira vers la baisse des taux d'intérêt (i) ce qui incite les entreprises à accroître leur demande de monnaie auprès des institutions monétaires et financières pour faire face à l'investissement nouveau. Ce qui se traduit par un endettement ΔF .
- Pour la politique budgétaire, les pouvoirs publics (Etat) augmentent leur propre endettement de ΔD .

Cet accroissement prendra trois destinations principales :

- a) Soit il sert à un investissement public dont les entreprises seront les premiers bénéficiaires (ΔJ).
- b) Soit il sert de revenus supplémentaires versés aux agents de l'Etat (ΔZ).
- c) Soit il sert à compenser les recettes fiscales envisagées ΔT .

5) Remarque générale :

Généralement on fait appel au concours d'une politique ou de l'autre de façon séparée dans des périodes distinctes, ou comme on conjugue parfois les deux instruments, en espérant tirer le grand bénéfice, à partir des effets positifs que présente chacune des deux politiques. On obtient alors :

$$\Delta F + \Delta J + \Delta Z - \Delta T = \Delta F + \Delta D.$$

- On ne peut ne pas tenir compte des échanges avec l'extérieur c'est à dire qu'on ne peut négliger une réalité économique d'une aussi grande importance qui s'exprime par les flux qu'opère le pays considéré (exportations – importations) avec le reste du monde (Edm). Là aussi plusieurs restructurations sont établies pour faciliter la présentation, on ne tiendra compte que des mouvements des marchandises, les mouvements financiers parce qu'ils

dépendent des taux de change et vu les difficultés d'analyse de ces derniers, ne seront pas étudiés. Cela ne veut pas dire qu'ils ne sont pas aussi importants que les premiers. Le modèle sera donc présenté sous l'hypothèse de change fixe.

La formation du revenu se réalise à travers la contribution des pôles (A) et (E)

$$RG = R_a + R_c$$

- La contribution de (A) se résume par les revenus distribués par (A) aux ménages (M) $R_a = Z$
- La contribution de (E) ne concerne pas uniquement les revenus (Y) versés aux ménages. Une partie de cette contribution demeure entre les mains des entrepreneurs. Cette contribution peut être définie comme la somme des recettes perçues par les entreprises au cours de la période concernée et issues de la vente des biens et services produits par elles, à laquelle on soustrait le coût d'usage de la production.

Les recettes totales des entreprises (E) sont donc égale à :

$$U+I+J+C+L(X-H)$$

Auxquelles on soustrait le coût d'usage de la production (U).

Avec :

X = Exportations

H = Importations

U = Coût d'usage de la production (Consommation intermédiaire + consommation de capital)

I = Investissement

(X-H) = L Solde commercial

Ces recettes sont dites à caractère définitif, seules les ressources (F) provenant des institutions financières (B) doivent être restituées car elles sont considérées comme des ressources d'emprunt.

Les recettes des entreprises R_e sont égales à : $I+J+C+L$.

Si l'équilibre comptable en E est égal à : $R_e = Y+I+F$.

a) $R = Z+I+J+C+L$

b) $R = Y+Z+I-F$

- Cette égalité reflète une identité entre le revenu global de Keynes et le produit intérieur net de la comptabilité nationale.

- Cette égalité donne la décomposition du revenu en deux portions :

- * La première ($Y+Z$) qui correspond au revenu des ménages, c'est le revenu distribué.
- * La seconde ($I-F$) constitue la partie non distribuée du revenu.

Elle correspond à ce que Keynes appelle le revenu net des entrepreneurs et il l'identifie au profit net.

Keynes tient à faire la distinction entre le revenu brut et le revenu net de l'entrepreneur :

Il définit le premier "comme étant l'excès de la valeur des produits finis qu'il a vendu au cours de la période sur son coût premier. Le revenu de l'entrepreneur ainsi défini est égal en d'autres termes à la quantité qu'il s'efforce de rendre maximum en faisant varier son échelle de production, c'est à dire à son profit brut"¹.

¹ J.M Keynes : Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie. p74. éd. Payot Paris.

La grandeur (I-F) peut servir à déterminer aussi l'autofinancement de l'investissement net (I) des entreprises. (I-F) est la partie de l'investissement non financée par (F). elle représente la partie non financée par recours à un financement extérieur.

Enfin on peut interpréter (I-F) comme étant l'épargne des entreprises, étant définie comme une non-consommation du revenu, elle va se juxtaposer à lui, jusqu'à ce qu'elle se confonde avec lui en définitive.

C'est donc cette grandeur suivant les valeurs qu'elle prendra (+, -, =) que nous pouvons déduire tous les effets économiques attendus.

Si (I-F) considéré comme profit net non distribué est positif $(I-F) > 0 \Rightarrow I > F$.

Cela signifie que l'investissement net accumulé est supérieur à l'endettement net (F) contracté auprès des banques (B) dans la même période. Il y a donc enrichissement des entrepreneurs. Dans ces conditions, les entreprises offrent un climat de confiance qui permet aux banques de ne pas douter de l'efficacité des entreprises dans leur évaluation de la demande effective. Les banques considèrent que le climat est favorable pour financer éventuellement de nouveaux projets. Les entreprises sont poussées à investir davantage. Elles sont prises dans un état de prospérité exprimée par l'investissement net accumulé.

Si $I-F = 0 \Rightarrow I = F$

Dans ce cas toute la richesse produite exprimée par la réalisation de l'investissement servirait tout juste à rembourser les emprunts (F) effectués auprès des banques (B). Cet enrichissement est illusoire car il constitue un gage à peine valable pour rembourser éventuellement les dettes contractées auprès des banques (B). Dans ce cas la banque peut tout au plus procéder à un refinancement égal au précédent sans toutefois s'aventurer à proposer des

financements additionnels. Le principe de précaution est mis en avant par la banque face à d'éventuelles demandes de crédits par les entreprises.

Si $I-F < 0 \Rightarrow I < F$: c'est une situation à ne pas espérer parce qu'elle exprime une situation où l'effort qui a été consenti n'a pu donner les résultats attendus. Tout ce qui a été récolté ne peut faire face aux crédits contractés auprès des banques. La valeur du capital accumulé est en dessous de la valeur des crédits. Dans cette situation une partie des dettes ne peut pas être remboursée. Pour y faire face, les entreprises doivent procéder à la liquidation d'une partie de leur patrimoine accumulé durant les périodes précédentes. On assiste alors à une situation d'appauvrissement, si elle s'accroît elle peut mener en fin de compte à une disparition pure et simple de l'entreprise.

Les politiques que doivent mener les entreprises face à cet état d'appauvrissement consistent à rechercher les voies et moyens pour rétablir au moins l'égalité entre I et F ou encore mieux la rendre positive.

Pour cela il faut procéder à un repérage des variables qui peuvent agir positivement sur les revenus des entrepreneurs et leurs affectations.

Pour cela on part de l'identité suivante :

$$U+Y+(I-F) = (U+I)+C+J+L$$

$$\text{Si } J=(D+T-Z) \quad U+(Y+Z-T)+(I-F) = (U+I)+C+(D+T-Z)+L$$

$$R_d = (Y+Z-T)$$

Les variables sur lesquelles on peut agir sont les suivantes :

U = le coût d'usage de la productivité des entreprises.

C = la consommation finale des ménages

$(U+I)$ = dépenses inter-entreprises.

$(Y+Z-T)$ = revenu disponible des ménages.

D = déficit public.

} Statut particulier mais ils ont une influence non négligeable

$L = (X-H)$ le solde commercial

$C = \varsigma(Y+Z-T)$

} Les propensions à consommer et à épargner

$S = s(Y+Z-T)$

Le taux de pression fiscale : $0 < t < 1$ $T = t(Y+Z)$

6) Les relations technologiques

Le coût total de production = Σ (coût salarial (Y), des coûts intermédiaires et du coût d'amortissement du capital fixe (U)).

$U+Y$

$Y = y(U+Y)$

$Y = \frac{y}{1-y} \cdot U$ Avec $0 < y < 1$

Stabilité des salaires au moins à CT

$Y = r(Y+Z)$ avec $0 < r < 1$

La part des salaires dans le revenu global des ménages.

$Y+Z-T = \frac{Y(1-t)}{R(1-y)} \cdot U$ revenu disponible des ménages

$U + \frac{sy(1-t)}{R(1-y)} \cdot U + (I-F) = U+I+D+L$

Ou

$$I-F = u\left(\frac{Y}{u} - a\right) + D+L$$

$$\text{Avec } a = \frac{Sy(1-t)}{r(1-y)} = \text{Constante positive}$$

La seule variable qui en définitive peut influencer sur le sens que prendra (I-F) est $\frac{I}{U}$

Si (U) croît plus vite que (I), c'est à dire le coût d'usage de la production constitué par la somme des consommations intermédiaires et la consommation du capital durant la période est plus forte que l'investissement prévu, l'efficacité marginale du capital diminue. Elle est définie par Keynes comme "le taux d'escompte qui appliqué à la série d'annuités constituées par les rendements escomptés de ce capital pendant son existence entière, rend la valeur actuelle des annuités égale au prix d'offre de ce capital. Ceci nous donne les efficacités marginales des différents types de capital. La plus élevée peut être considérée comme l'efficacité marginale du capital en général"¹. Cependant il faut faire remarquer que "cette efficacité dépend du rendement escompté du capital, et non pas simplement de son rendement courant"². Elle dépend donc du revenu attendu de l'argent lorsqu'on l'investit dans un actif nouvellement produit, et non de la relation effective qu'après la vie d'un investissement on constate rétrospectivement entre son rendement réel et son coût originel"³. Alors pour remédier à la situation où l'efficacité marginale du capital décroît, il faut faire confiance dans l'avenir rapide du progrès technique, la recherche de revenus de plus en plus importants doit inciter les entreprises à accroître leurs investissements.

¹ J.M. Keynes : op. citée p149.

² J.M. Keynes : op. citée p154.

³ J.M. Keynes : op. citée p149-150.

Dans ces circonstances, l'objet de l'accumulation de la richesse est de produire des résultats, ou des résultats potentiels à une date relativement lointaine. Ainsi, le fait que notre connaissance du futur est fluctuante, vague et incertaine fait que la richesse devient, compte tenu des circonstances actuelles, un sujet particulièrement impossible à étudier avec les méthodes de la théorie économique classique. Les variables fondamentales qui agissent et incitent à investir, fonctionnent dans des rapports conjugués. L'efficacité marginale du capital concerné le capital fixe et le capital circulant, le taux d'intérêt conditionne les moyens financiers pour la réalisation des projets d'investissement.

Cette conclusion va mettre en évidence le rôle de l'épargne comme frein au développement du revenu et de l'emploi.

L'équilibre général chez Keynes s'exprime par l'égalité suivante :

$$Y = C+I = C+S \Rightarrow I = S.$$

L'épargne est donc fonction croissante du revenu et de l'investissement et décroissante du taux d'intérêt.

Y = Revenu

C = Consommation

I = Investissement

S = Epargne

$$S = Y-C(Y)$$

$$\text{Soit } s = S(Y)$$

D'où la base de l'équilibre

$$I(i) = Y-C(Y) = S(Y)$$

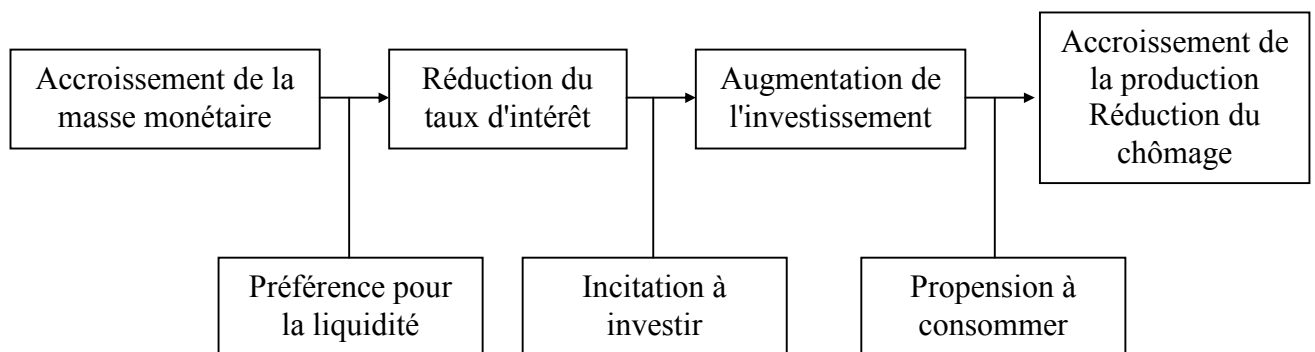
(i) : Taux d'intérêt

Il existe donc un revenu national d'équilibre pour chaque niveau du taux d'intérêt.

A ce niveau d'intérêt correspond un niveau de revenu pour lequel l'épargne et l'investissement projetés sont égaux.

Cependant une variable monétaire est indispensable pour définir l'équilibre en termes de quantités et non de prix, sur le marché des biens. Le rôle de la monnaie dans la formation de la demande effective est donc mis en évidence. L'analyse monétaire de Keynes va consister à définir une demande de monnaie et à expliciter une forte relation entre le taux d'intérêt analysé comme variable monétaire, le volume de monnaie en circulation et le niveau de revenu.

Les niveaux de la production et de l'emploi vont apparaître comme une fonction de variable monétaire selon la séquence¹ suivante :



Ainsi est explicitée l'interdépendance entre secteurs réels et secteurs monétaires dépassant alors la dichotomie classique et néoclassique.

¹ Alain Samuelson : Les grands courants de la pensée économique. 5^{ème} édition. P.U.G 1997. p484.

Conclusion de la première partie :

L'évolution de la notion de "création de richesse" a été différemment appréhendée par la variété des courants de la pensée économique. l'aspect le plus remarquable et qui mérite une attention particulière pour le chercheur qui s'intéresse à la question est le passage d'une approche subjective de la notion à une approche objective, soit une translation du quantitatif au qualitatif ou encore un passage de la force et du pouvoir qui se mesuraient en quantité à ce que North (1981) a appelé "le mariage de la science et de la technologie" comme base matérielle et immatérielle du monde, si tant est que le concept ne s'élève du concret au général qu'à travers l'abstrait selon H. Lefebvre (1977).

La notion de richesse et de sa création dans le déroulement des faits historiques n'ont été l'objet d'étude des économistes que lorsque la pensée a révélé que des faits avaient la particularité d'être économiques car ils se déroulaient dans le champ de l'échange. c'est justement la perception de ce champ dans les différentes phases de l'histoire qui va ériger les catégories économiques en objet d'étude scientifique. Ce champ économique particularise plusieurs domaines d'observation : prix, valeur, commerce, circulation, rente, intérêts qui ont pour fond commun la richesse selon M. Foucault (2004).

Il est évident que dans les périodes les plus reculées de l'histoire le rapport entre l'homme et la nature posât la question de la morale qui était antinomique à la richesse, l'intérêt de l'argent était condamné parce que sa conception était contraire à la nature, l'échange marchand ne pouvait pénétrer les pores de la société d'alors.

La richesse ne peut supplanter la morale que lorsque les conquêtes procuraient moyens matériels et esclavage pour que les vainqueurs puissent apprécier le goût du luxe, les plaisirs de la vie et la consommation facile.

Les retournements de l'histoire feront cependant que la richesse soit encore une fois reléguée à la seule appropriation de la terre, la possession de l'argent aux fins d'accumulation et le taux d'intérêt sont condamnés.

C'est avec le capitalisme commercial que la propriété, résultat de l'échange reprend de l'intérêt, la détention de monnaie pour sa détention devient signe de richesse.

Cette ère de quantification de la richesse va s'éclipser dès que l'afflux de métaux précieux va faire découvrir la possibilité de leur fructification par le travail. C'est l'ère où le terme d'économie politique est utilisé et dont l'objet est l'étude de la richesse produite.

La naissance de la bourse ne peut s'expliquer que par le besoin de reproduction des richesses.

La grande transformation au sens de Polanyi (1983) va faire émerger l'objectivation de la richesse. L'esprit critique selon Descartes ne peut conduire qu'à la recherche de l'intérêt personnel. La richesse résulte alors des vertus de l'homme et non de ses passions.

La révolution industrielle constitue donc un moment de rupture avec l'ancien et d'objectivation du subjectif. L'entrepreneur est un prototype du profane capitaliste beaucoup plus qu'un être issu de la source religieuse.

L'enrichissement ne tire sa source que de l'activité productive. La cause immédiate de l'augmentation du capital c'est l'économie selon A. Smith (1776). La valeur-travail est l'expression de la richesse. La théorie classique est construite autour des concepts de production et de répartition des richesses. Le dernier des classiques viendra cependant préciser que "la masse de temps de travail immédiat, la quantité de travail utilisée représente le facteur décisif de la production de richesse" selon K. Marx (1860).

C'est donc dans le "procès d'accumulation" que la richesse va naître et se reproduire en s'élargissant.

Un tournant majeur va alors voir le jour dans la pensée économique. La recherche de l'équilibre devenant essentielle pour l'avenir du système capitaliste, celui-ci sera le résultat des choix efficaces des agents économiques rationnels quand les rémunérations seront équivalentes aux productivités marginales de chacun d'eux. La richesse n'est plus alors la question pertinente.

La préoccupation principale est la satisfaction individuelle et celle collective.

L'économie est alors la science des choix efficaces. La richesse est l'ensemble des choses matérielles et immatérielles qui sont rares, c'est à dire d'une part qui nous sont utiles et qui d'autre part n'existent à notre disposition qu'en quantités limitées selon Walras.

L'économie néo-classique n'a plus pour objet la nation ou sa richesse, mais l'individu et ses désirs.

Avec la grande crise de 1929 les préoccupations deviennent celles du chômage, de l'emploi, des salaires. Keynes va alors récuser la vision ensembliste des économistes classiques et neo-classiques. Sa vision pose le postulat des mouvements des biens et des agents ayant des fonctions économiques.

L'efficacité du capital dépend du rendement escompté du capital assuré par le progrès technique. La recherche des revenus de plus en plus grands doit inciter à investir.

L'accumulation de la richesse devient la production de résultats potentiels à une date relativement lointaine. Ces résultats seront dénommés la croissance qui va se calculer en points ou en taux. Le P.N.B deviendra l'obsession et "on compte comme positive toute production et toute dépense....même si

l'accroissement de valeur à déduire est supérieur à l'accroissement de la valeur ajoutée"¹.

Après ce survol de la pensée économique il nous faut forger une interprétation de la richesse et de la création de richesse qui nous permette d'en faire un outil d'analyse de la question dans le cadre de l'économie Algérienne, dans la voie de son développement.

Dans un pays en voie de développement la question de la création de richesse est indicative de l'orientation vers une situation meilleure. sur la voie de développement comme solution à tous les problèmes par le biais des produits des progrès scientifiques et technologiques qui amélioreraient nécessairement et inévitablement le bien-être des gens. Une plus grosse production serait la clé de la prospérité.

C'est ainsi que tous les nouveaux Etats indépendants vont tenter l'aventure de développement. Ils feront ainsi de la croissance l'objectif inéluctable grâce aux "effets de retombées" qui viendront effacer toutes les inégalités sectorielles et sociales.

Dans ce sens la création de richesse est l'aboutissement de l'accumulation sous forme de capital investi.

Le cheminement de cette pensée nous conduit à un choix imposé dans la panoplie des idées émises dans la pensée économique.

Présenter la richesse et la création de richesse comme aboutissement d'un processus d'accumulation nous permettra de forger notre outil de recherche à travers l'analyse de situation que nous allons tenter sur l'économie Algérienne.

¹ Serge latouche : "Survivre au développement". éd. Mille et une nuits. Oct. 2004. p83.

Deuxième partie

L'analyse de situation

"Le chiffre 100 frappe fort aux portes de l'actualité.
100 Dollars le baril de pétrole?
100 milliards de dollars de réserve de change que
l'Algérie accumule, sans mode d'emploi?
Non! Oh non! Ce n'est pas de richesse dont il s'agit.
C'est même de l'inverse dont il est question".

Journal "Le Quotidien" du jeudi 10/01/08.

"Parler des résultats de l'activité industrielle algérienne,
secteur public et secteur privé s'entend, c'est assurément
faire le diagnostic d'un secteur qui est longtemps
considéré, à juste titre ou non, comme créateur de
richesse et créateur d'emplois".

In : revue le Phare n° 15 juillet 200. p32.

Introduction de la deuxième partie

L'analyse de situation que nous tentons dans cette partie va être guidée par une pensée économique que nous avons avancé en première partie qui n'est pas aussi parfaite qu'on l'aurait souhaité. Ceci provient du fait que le champ que représente l'économie en Algérie n'est pas d'une parfaite concordance avec celui qui présuppose la pensée économique. aussi la spécificité de la société dans son ensemble avec ses idées et ses représentations ne milite pas en faveur d'un usage conforme entre faits et pensée.

Le problème que pose la richesse et sa création dans une économie comme celle de l'Algérie, nous contraint à opérer une identification même imparfaite avec l'accumulation. C'est avec cet outil qui fait référence au développement économique que l'on peut le mieux asseoir cette analyse. Il s'agit donc de questionner à la fois les pratiques, les procédures et les principales institutions économiques sur leur degré de contribution dans la réalisation de l'accumulation du capital investi sous toutes ses formes.

"Il faut alors définir des politiques économiques réalistes et non pas inefficaces"¹.

Ce questionnement doit nous mener à recevoir et à repenser à la fois la société et l'économie par rapport à un monde de représentation plus objectif.

¹ Jacqueline Fau : La rémunération du capital et de la monnaie : Smith, Keynes et les autres. éd. Cujas. 1977. p139.

Chapitre I

Diagnostic de la première période de développement

Paragraphe 1 : Le modèle d'accumulation 1966-1979.

Paragraphe 2 : Les remises en cause du modèle.

Paragraphe I- Le modèle d'accumulation 1966-1979

La recherche de l'indépendance économique a constitué la base doctrinale de construction de la stratégie de développement de l'Algérie en 1962.

Dès le programme de Tripoli (1962), l'Etat avait reçu en charge la mission du développement dans un cadre de planification centralisée¹.

"Cette planification met en œuvre l'accumulation collective par l'utilisation à cette fin d'une fraction du surplus économique après la distribution "à chacun selon son travail" dans un premier temps puis selon ses besoins dans un deuxième stade de la fraction principale du produit social.... Le surplus est déterminé dans son montant non plus par un rapport de force, mais par un choix collectif démocratique, mais encore que son mode d'usage fait également l'objet, par le plan, d'un choix concerté"².

Le surplus pétrolier pouvait permettre une industrialisation rapide. La base de l'accumulation primitive ainsi assurée, allait libérer en fait le processus de la contrainte du financement par le secteur agricole.

L'industrialisation sera donc la voie du développement de tous les secteurs économiques et en premier lieu de l'agriculture garantissant un niveau d'emploi suffisant pour entraîner l'ensemble économique vers la croissance durable.

L'horizon de développement programmé en 1966 prévoyait la création de 100000 emplois permanents au début de quinze années, soit à fin 1980.

Le développement du processus étape par étape va en fait aboutir au rééchelonnement de la dette extérieure en 1994, et accepter une politique

¹ "La planification et la prise en charge de l'économie par l'Etat... sont une nécessité vitale. La planification seule permettra l'accumulation du capital nécessaire à une industrialisation rentable,... la centralisation des investissements les plus importants". Programme de Tripoli (1962) in Annuaire d'Afrique du Nord. p 699. (1962).

² A.E.H. Approche de la transition : Presse universitaire de Lyon. pp251-252.

d'ajustement structurel dont les effets sociaux seront dévastateurs pour les secteurs économiques et sociaux.

Un diagnostic de cette démarche semble plus que nécessaire pour la compréhension des problèmes de blocage que connaît la production de richesse dans les secteurs, autres que les hydrocarbures.

1- Les conditions de base de la politique de développement :

Le passage de la colonisation à l'indépendance est marqué par des décisions importantes qui vont façonner l'Algérie pour de nombreuses années :

- La remise à l'Etat de la responsabilité du développement et des principaux leviers économiques : les richesses minérales et énergétiques, le crédit, le commerce, les transports...

- Le refus de la hiérarchisation sociale et plus nettement des deux classes fondamentales qui par ailleurs ont généré le développement capitaliste.

La notion de "peuple" et de son unité forgée dans la lutte pour l'indépendance, renvoie à la notion de masse et va déboucher sur l'uniformisation au lieu de l'unité. La lutte menée par la paysannerie pauvre et le prolétariat va bloquer le développement historique normal. Le développement devient un modèle où la société dont il est question est assimilée à la nation¹. L'organisation sociale est de caractère Social-Etatique. Ce qui renvoie à une société qui ne se pense et n'agit que par l'Etat². Ce dernier a pour objectif le redressement économique de la Nation. Redressement qui suppose de ce fait un **ancrage** dans les valeurs originelles de l'Etat-promoteur alors que le développement suppose justement le

¹ "La Nation c'est le peuple lui-même pris en tant qu'entité historique et agissant consciemment dans la vie quotidienne et dans un cadre territorial bien défini en vue de réaliser avec tous les citoyens qui le composent les tâches communes d'un destin solidaire et partager ensemble les mêmes épreuves et les mêmes espérances".
Charte Nationale 1976.

² "Lié à une histoire particulière, à un contexte socioculturel et religieux spécifique, l'Etat bouleverse de manière définitive l'organisation du système social, qui dorénavant se structure en fonction de lui". Pierre Birnbaum "La logique de l'Etat" éd. Fayard 1982.

développement de tout élément de blocage pour porter la société et la Nation dans l'avenir par un processus d'individualisation.

- Des transformations économiques et sociales par la révolution agraire et l'industrialisation, l'Etat s'érige en agent d'institution de la société économique. C'est à dire s'une société où le développement économique devient le fédérateur sur le plan pratique, mais aussi symbolique.

Il s'agit en fait de rehiérarchiser l'ancienne société héritée de la colonisation¹ par une attribution de nouveaux rôles au sein d'une société économique dont les composants sociaux sont connus mais inacceptables pour l'Etat instituteur du nouvel ordre. La recomposition sociale ainsi décrétée n'a plus de repères qui relèvent du champ économique. Quels repères peuvent alors guider cette démarche? Dans ce cadre l'institution de l'économie par l'Etat ne peut se comprendre en dehors des logiques de pouvoir.

Sur le plan économique, les conditions du développement sont envisagés comme :

- Une industrie de base ayant des effets d'entraînement qui permettent d'assurer l'intégration économique².
- Des industries légères qui ont pour vocation de créer des emplois.

Ce qu'on entend par industrialisation n'est pas un mouvement de société équivalent à ce qui fut la "grande transformation" en Europe occidentale et plus

¹ Pour Engels la rupture concerne "l'ordre ancien qui doit être bouleversé de fond en comble. Ce qui doit disparaître c'est avant tout la vieille division du travail...Il faut instaurer un ordre où le travail productif devient moyen de libération de l'homme.

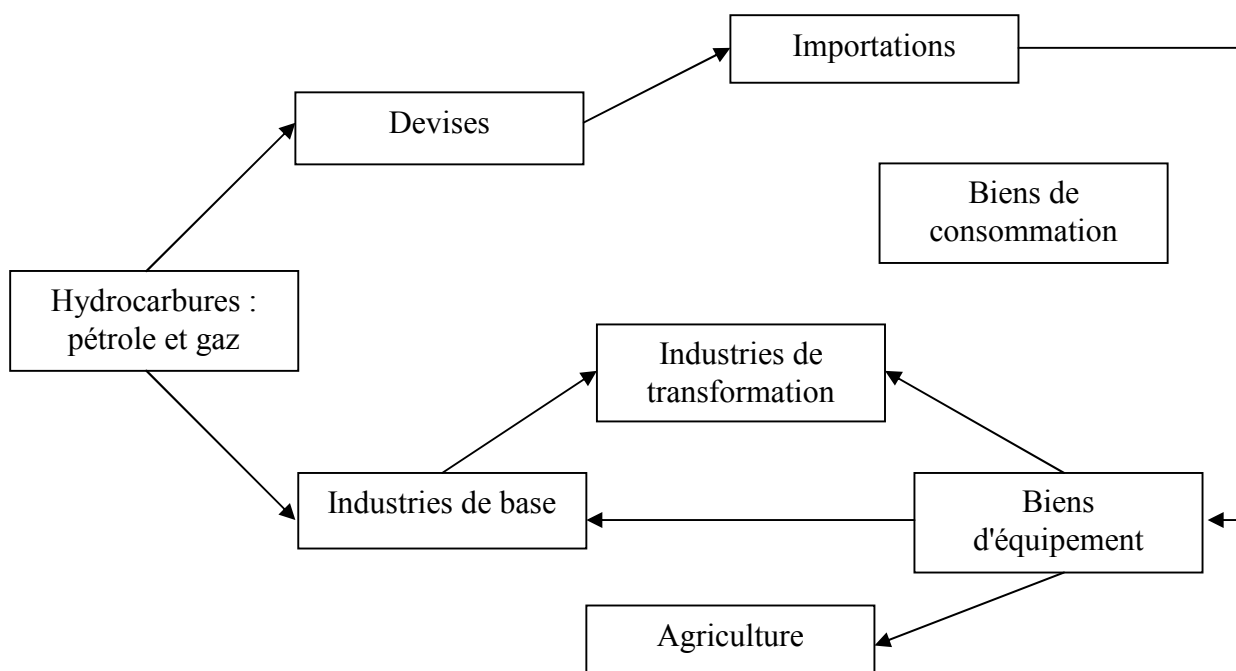
² Se basant sur la définition que donne F. Perroux du processus d'industrialisation, G. Destanne De Bernis se propose de définir les industries industrialisantes comme étant : "Celles dont la fonction économique fondamentale est d'entraîner, dans un environnement localisé et daté un noircissement systématique ou une modification structurelle de la matrice inter-industrielle et des transformations des fonctions de production grâce à la mise à la disposition de l'entière économie d'ensembles nouveaux de machines qui accroissent la productivité de l'un des facteurs et la productivité globale". "Industries industrialisantes et contenu d'une politique d'intégration régionale". G.D. DE Bernis. Revue d'économie appliquée 1966.

précisément en Grande Bretagne. Il s'agit en fait d'une addition d'industries voire une somme d'usines. Les relations intersectorielles, la concentration de la production, l'aménagement industriel ne figurent pas comme des éléments structurants de l'industrialisation. Les usines seront ainsi implantées dans un milieu qui n'est pas pénétré par les normes économiques et il appartient à ces ensembles industriels de réaliser cet apport. Le système de recrutement et de formation de la force de travail va suppléer à l'organisation d'un marché du travail et au lieu d'un prolétariat on aboutit à une classe ouvrière fonctionnarisée et largement intégrée, par un système de rétribution, à la légitimation de l'Etat.

- La transformation de l'agriculture comme nécessité économique et sociale en parallèle à l'industrialisation pour que les deux mondes urbain et rural progressent ensemble. Toutefois les politiques économiques appliquées révèlent une pratique de tâtonnement, la promulgation d'une loi où la mise sur pied d'une institution apparaissent suffisants pour donner à l'ensemble de la société, l'orientation voulue. Le "gouvernement par décret" était la traduction de l'institution de l'économie par l'Etat.

- La soumission du commerce extérieur à des conditions strictes de contrôle afin de dégager un excédent commercial en devises nécessaire au financement du développement.

- Le secteur de l'énergie est envisagé comme pourvoyeur de l'énergie, et matière première nécessaire à l'industrie, mais surtout comme tranche de financement du secteur productif dans son ensemble comme le montre le schéma suivant :



Les conditions principales de la mise en œuvre d'une politique de développement étant ainsi définies, il y a lieu d'en saisir les actes essentiels tant sur le plan des décisions économiques, au niveau réel comme au niveau du financement.

2- Le processus d'accumulation et son fonctionnement :

a) Le développement des activités économiques :

En prenant comme hypothèse que le volume et le mode de génération-absorption du surplus sont des indicateurs du rythme et de la finalité du développement économique, nous allons analyser l'accumulation en Algérie et sa structure de financement durant toute la période 1966-1980 supposée préparer les conditions du développement économique.

- la contribution des principaux secteurs économiques à la formation de la valeur ajoutée
- et l'évolution de l'accumulation brute rapportée à la P.I.B vont nous permettre de rendre compte de la nature de l'accumulation.

Evolution de la structure de la P.I.B du point de vue des ressources 1963-1980 (en %)¹

		1963-1966	1967-1969	1970-1973	1974-1977	1977	1978	1978	1979
		%	%	%	%	%	%	%	%
- Agriculture		18,5	16,1	10,5	7,4	7,3	7,8	9,5	9
- Hydrocarbures		19,3	20,9	19,4	39,4	32,5	28,6	29,6	35,6
- Industries et B.T.P (dont B.T.P)		19,9	22,8	29,4	28,3 (13,7)	38,2 (9,3)	27,8 (10,2)	28 (16)	25,2 (14)
Transport, services, commerce, T.U.G.P et D.T.I (a) (dont T.U.G.P et D.T.I)		42,3	40,2	40,7	24,7 (9,1)	22 (9,1)	35,7 (11)	32,2 (7,6)	29,6 (7,5)
Total	%	100	100	100	100	100	100	100	100
	10 ⁹ DA courants	48,2	46,5	90,6	192,4 (b)	72,7	85,6	113,2	142,7

(a) Taxe Unique Globale à la Production & Droits et Taxes sur Importation.

(b) Prix constants 1974.

Il ressort de ce tableau que :

- L'agriculture qui représentait 18,5% de la P.I.B de 1963 à 1966 ne représente que 7,3% en 1977 et remonte à 9,5% en 1979.

- La part des hydrocarbures connaît deux phases : la première avant la crise de l'énergie de 1973 où elle représente autour de 20% de la P.I.B et la seconde après la revalorisation du prix du pétrole où elle passe à 39,4% de 1971 à 1977 et 35% en 1980.

- La part de l'industrie et du B.T.P augmente de 20% de 1963 à 1966 à 38,2% en 1977 puis rechute à 25% en 1980.

- La part du transport, services et commerce était de 43% de 1963-1966 pour se situer à 22% en 1977 et 29,6% en 1980.

¹ Marc Ecrement : Indépendance politique et libération économique. éd. ENAP/OPU Alger/PUG Grenoble 1986. p52.

En 1980 la structure de la P.I.B est constituée de :

- 10% par l'agriculture
- 35% par les hydrocarbures
- 25% par l'industrie et B.T.P
- 30% par les services.

La part de l'agriculture est déjà critique et il semble que le pays ait déjà opté pour une spécialisation pétrolière secteur dont l'importance s'accroît au fur et à mesure dans l'économie algérienne.

Est remarquable ainsi la montée en puissance de l'industrie qui atteint son summum en 1977 puis rechute de plus de 13 points en 1980. *La spécialisation internationale semble s'imposer et au lieu du décollage sur une base industrielle, le pays s'inscrit dans la logique de l'exportation de matières premières.*

La manière dont est financée l'accumulation va probablement définir la voie empruntée par l'Algérie.

b) Budget de l'Etat et financement des investissements :
Budget général et fonds public d'accumulation brute 1963-1980
(en milliards de DA courants et %)¹.

Période	1963-1966		1967-1969		1970-1973		1974-1977		1978-1980		1980	
	10 ⁹ DA	%	10 ⁹ DA	%	10 ⁹ DA	%	10 ⁹ DA	%	10 ⁹ DA	%	10 ⁹ DA	%
BUDGET GENERAL (BG) RECETTES & DEPENSES DEFINITIVES												
(BG) : Recette définitives	13	100	14,5	100	33,6	100	108,2	100	142,5	100	59,6	100
dont :												
Fiscalité ordinaire	8,6	66	8,7	60	19,4	58	37,1	34,3	46,5	32,6	20,4	34,2
Autres recettes	2,5		1,1		1,3		12		14,5		1,6	
Fiscalité pétrolière	1,5	12	3,3	23	10,4	31,5	59,1	54,6	81,5	57,2	37,7	63,3
Contributions du secteur public	0,2		1,4		2,5		- (a)	- (a)	-	-	-	-
(BG) : Dépenses définitives de fonctionnement	9,9		10,4		20,6		50,3		64,6		26,8	
SURPLUS BUDGETAIRE ORDINAIRE (SBO)	3,1		4,1		13		57,9		77,9		32,8	
ACCUMULATION PUBLIQUE BRUTE												
(BG) : Dépenses définitives d'équipement	2,6	67	4,1	45	11,6	32	26,6	22	43,2	26	17,2	29,4
(HB) : Investissements planifiés des Entreprises Publiques et assainissements	1,3	33	5,0	55	24,7	68	94,6	78	121	74	41,3	70,6
Total fonds public d'accumulation brute (FPAB)	3,9	100	9,1	100	36,3	100	121,2	100	164,2	100	58,5	100
Besoins de financement du FPAB (FPAB-SBO)	0,8	20,5	5,0	55	23,3	64,1	63,3	52	86,3	52,5	25,7	43,9
TOTAL DES DEPENSES PUBLIQUES (b)	13,8		19,5		56,9		171,5		228,8		85,3	
Part du FPAB dans le total des dépenses publiques (%)		29		47		64		71		72		86,6
Part des dépenses publiques (b) par rapport aux recettes définitives (%)		106		134		169		158		161		143

(a) Contributions supprimées en 1975 et intégrées dans la rubrique "autres recettes" pour les années 1974 et 1975.

(b) Dépenses inscrites au Budget Général de l'Etat (BG, dépenses de fonctionnement et d'équipements) et hors budget (HB, investissements planifiés des entreprises publiques et assainissements).

¹ Marc Ecrement : op. citée page 57.

- Dans les recettes définitives de l'Etat la fiscalité ordinaire passe de 66% en moyenne pour la période 1963-1966 à 34% pour la période 1974-1977, alors que la fiscalité pétrolière passe de 12% en 1963-1966 à 63,3% en 1980.
- En comparant le total des dépenses publiques incluant les dépenses définitives de fonctionnement et le total des fonds publics d'accumulation brute c'est à dire l'ensemble des dépenses définitives d'équipement et les investissements planifiés des entreprises publiques, l'assainissement financiers et les recettes définitives, il ressort un dépassement des possibilités (part des dépenses publiques par rapport aux recettes définitives) de :

6% de 1963 à 1966

34% de 1967 à 1969

69% de 1970 à 1973

58% en 1974-1977

60% en 1978-1980

43% en 1980

- La part de l'accumulation publique brute a été multipliée par 15 passant de 3,9% milliards de dinar de 1963-1966 à 58,5 milliards de dinar en 1980. Les dépenses définitives d'équipement budgétisées sur la même période ont été multipliées par un peu plus de 6, alors que l'investissement planifié des entreprises publiques a été multiplié par 31 du début à la fin de la période considérée.

c) Le mode de financement :

**Le financement du fonds public d'accumulation brute 1963-1977
(en 109 DA et %)¹**

PÉRIODES	1963-1966		1967-1969		1970-1973		1974-1977	
	10 ⁹ DA	%	10 ⁹ DA	%	10 ⁹ DA	%	10 ⁹ DA	%
I- FONDS PUBLIC D'ACCUMULATION BRUTE (FPAB)	3,9	100	9,1	100	36,3	100	121,2	100
dont :								
Etat (Budget d'équipement)	2,6	67	4,1	45	11,6	32	26,6	22
Entreprises publiques (investissements planifiés)	1,3	33	5,0	55	24,7	68	94,6	78
II- FINANCEMENT	3,9	100	9,1	100	36,3	100	121,2	100
A- Epargne des Administrations	2,9	74	2,7	30	10,5	29	57,9	48
dont :								
Fiscalité pétrolière	1,5	(38)	3,3	(36)	10,4	(29)	59,1	(49)
Fiscalité ordinaire + autres recettes	11,1		9,8		20,7		49,1	
Dépenses déf. de fonctionnement	-9,9		-10,4		-20,6		-50,3	
B- Epargne des Entreprises Publiques	0,2	5,1	1,4	15	2,5	7	-	-
C- Epargne des ménages	?	?	4,5	49	4,2	12	7,6	6
dont :								
Transferts des émigrés	?	?	(3,4)	(37)	(5,3)	(15)	(7,1)	(6)
D- Ressources de Trésorerie	?	?			4,3	12	3,3	2,5
E- Ressources extérieures	?	?	0,5	6	5,8	16	26,2	22
F- Financement monétaire	?	?			8,0	22	23,3	19
G- Financement non imputé et ajustements	0,8				1	2	3	2,5
<u>Ressources extérieures directes (E)</u> % Invest. Planif. Ent. Publiques		?		18		24		28

Source : S.E.P., D.S.C.N, Alger, op. Cit. Et C. Palloix, Revue Tiers Monde, op. cit.

En matière de possibilité de financement de l'accumulation, la part propre de financement est l'indicateur le plus approprié si nous considérons l'épargne des trois agents que sont, l'administration, les entreprises publiques et les ménages.

¹ Marc Rcrement : op. citée. P58.

Comme un fonds strictement national, nous remarquons qu'il constitue 80% de 1963-1966, 57% de 1967 à 1969. (Nous considérons que dans l'épargne des ménages qui est de 4,5 milliards de dinars 3,4 milliards de dinars est le fait des émigrés, ce qui constitue une variable indépendante de la décision de l'Etat) 32% de 1970-1973 et 48% de 1974 à 1977.

La fiscalité ordinaire et une partie de la fiscalité pétrolière couvrent en fait les dépenses de fonctionnement.

Les autres sources de financement sont des éléments extérieurs à la décision de l'Etat. Elles sont constituées par la fiscalité pétrolière dépendante du prix du pétrole, les transferts des émigrés et les ressources financières externes. Elle représentent :

20% de 1963-1966
43% de 1967 à 1969
68% de 1970-1973
52% de 1974-1977

L'accumulation est donc dépendante du marché mondial.

Le financement monétaire représente 22% en 1970-1973 et 19% en 1974-1977. Ce type de financement erratique par définition est dû au principe imposé par la loi de finances de 1970 et réitéré en 1970 des crédits "remboursables" en vue de financer le développement.

Que se passe-t-il donc?¹ "Les programmes d'investissement sont confectionnés sous forme de plans qui visent le développement accéléré du pays, mais les règles de gestion ne prennent en compte l'entreprise qu'en tant qu'entité individuelle. Ainsi entre la gestion du développement national et celle de

¹ Mourad Goumiri : L'offre de monnaie en Algérie. Ed. ENAG Alger 1993. p103.

l'entreprise se crée un décalage de plus en plus important et même grave à la veille des années 1980".

Les entreprises publiques ne parviennent pas à honorer les annuités de remboursement des crédits d'investissement planifiés, alors deux procédures de contournement de la difficulté vont être mis en œuvre :

la restructuration de l'endettement qui consiste en un glissement de la dette vers les fonds propres par un jeu d'écriture et l'assainissement financier qui n'est qu'un effacement pur et simple de la dette. Le Trésor prend alors en charge les annuités en question dans un cas comme dans l'autre; ainsi l'économie algérienne renoue avec le système des "avances à fonds perdus" qu'elle espérait avoir dépassé par la procédure du financement des projets par des "crédits remboursables à 100%".

Soit par la réforme contenue dans les lois de finances des années 1970-1971 qui introduisait l'orthodoxie financière.

3- L'instrumentation financière :

Au lendemain de l'indépendance l'Algérie crée la Banque Centrale d'Algérie¹ nationalisant ainsi l'émission monétaire et mettant la main sur le Trésor public².

Ces premières actions expriment une volonté délibérée de rompre avec le satellisme économique, monétaire et bancaire et créer et maintenir dans le domaine de la monnaie, du crédit, et des changes les conditions les plus favorables à un développement ordonné de l'économie nationale.

¹ Loi du 13/12/1963 in J.O.R.A du 28/12/62 : cette loi confère à la Banque Centrale (BCA) le monopole de l'émission, le statut de "Banque des Banques", de Banque de réserve et de Banque de l'Etat.

² "Le Trésor public a entre autre la Tutelle des activités financières et la coordination des interventions économiques au moyen de prêts d'équipement à long terme dans le cadre des investissements planifiés, des subventions non remboursables, des garanties lui faisant supporter le risque de non remboursement, le rôle de Banque d'affaires dans la mesure où il détenait le tout ou une partie du capital des entreprises publiques ou des entreprises d'économie mixte".

En mai 1963 sera créée la Caisse Algérienne du Développement (C.A.D) qui prendra la place de la Caisse du Développement et d'Equipement (C.E.D.A) de l'ère coloniale.

Dans la même année un nouveau tarif douanier est mis en place en parallèle avec un contrôle des changes par rapport à la zone franc.

En 1964, le pays crée sa propre monnaie. le Dinar Algérien avec une définition en or fin de 180 mg¹.

Le secteur bancaire principalement privé tend à réduire ses activités et renonce à financer les investissements productifs et le renouvellement des équipements aussi bien dans l'agriculture que dans l'industrie. Il se contentera de financer les besoins d'exploitation principalement. Le Trésor puis la Banque centrale vont suppléer à cette défaillance.

En 1966-1967 le secteur bancaire privé et les compagnie d'assurance seront nationalisés par rachat ou prise des parts d'actifs des institutions concernées.

Alors on assiste à la création au fur et à mesure d'instruments d'un système financier national :

- La Caisse Algérienne d'Assurance et de Réassurance (CAAR) 1963.
- La Caisse d'Epargne et de Prévoyance (CNEP) en 1964.
- Les Banques de dépôts :
 - La Banque Nationale d'Algérie 1966.
 - Le Crédit Populaire d'Algérie 1966.
 - La Banque Extérieure d'Algérie 1967.

Avant le lancement du premier plan triennal, le pays dispose de tous les instruments qui lui permettent d'engager souverainement une politique de financement de son développement.

¹ Loi n° 64-111 du 10 avril 1964 parue au J.O.R.A n° 30 du 10-04-1964 p443. entre autre, la présente loi prévoit dans son article 4 que "les billets de banque libellés en nouvelle unité monétaire sont émis par la Banque Centrale d'Algérie" et que "ces billets ont cours légal et pouvoir libératoire illimité".

Ces actions ne sont conduites en fait que sous la contrainte des urgences signalées ça et là, il fallait que le pays possédât une vraie politique financière.

En fait, en envisageant le lancement d'un plan sur quatre années (1970-1973) le pays avait-il l'instrumentation financière crédible pour mobiliser une épargne en mesure de faire face aux besoins de financement? La loi de finances de 1970 va définir les termes de l'orthodoxie financière de l'Etat en la matière. "Les dépenses de fonctionnement et les dépenses d'équipement doivent être intégralement couverts par le prélèvement fiscal et le prélèvement sur les bénéfices des entreprises publiques"¹.

Le financement inflationniste est rejeté. Dans cette lignée, la loi de finance de 1971, va préciser le régime de contrôle par l'encadrement des entreprises publiques. Une rubrique de la loi de finance sera spécialement réservée aux investissements planifiés.

Cependant sur le terrain, on assiste à une mise de côté de l'orthodoxie du financement à partir des recettes budgétaires.

Le Trésor public va lever des emprunts sur le marché intérieur, et accorder sa garantie aux sociétés nationales qui peuvent dorénavant contracter des emprunts sur le marché extérieur.

Au lieu d'une mise à disposition à titre définitif des fonds prêtés, les entreprises sont tenues de rembourser les crédits à long et moyen terme qui leur sont alloués.

Le Trésor public va utiliser le canal bancaire, chaque entreprise sera tenue :

- de posséder une domiciliation unique dans une banque publique en ouvrant deux comptes; celui de l'investissement et celui de l'exploitation. Tous les crédits d'investissement sont réescomptables.

¹ Revue financière n° 1 mars 1971 (Ministère des finances) "Déclaration de Monsieur le Ministre des finances" p18.

- de verser une contribution spéciale en budget de l'Etat calculée par rapport au chiffre d'affaires.
- de déposer les dotations aux amortissements et aux réserves dans un compte spécial auprès du Trésor.
- de communiquer au Ministère des finances son bilan et son compte d'exploitation prévisionnels ainsi que son programme de production et son plan de financement.

Cet encadrement vient en fait révéler un dysfonctionnement de l'entreprise publique. Une majorité de sociétés nationales survivaient par des subventions, celles des avances du Trésor et les prêts à long terme de la caisse algérienne de développement.

La vérité économique que prônait le Ministère des finances constituait-elle une réelle possibilité?

L'avis du Ministère de l'industrie et de l'énergie est tout autre. "Les entreprises exerçant une mission que leur confie l'Etat au sein de l'économie nationale, aussi, elles sont chargées de réaliser des programmes d'investissement arrêtés annuellement et pluriannuellement par le gouvernement"¹. Le représentant du Ministère de l'Industrie et de l'énergie, aux travaux du Conseil National Economique et Social en 1976 par cette position, vient en fait récuser le financement des investissements par des crédits et les remboursements qui commencent avant l'achèvement du projet".

¹ Mustapha Baba Ahmed : L'Algérie : Diagnostic d'un non-développement. L'Harmattan p.61 et 62. 1999.

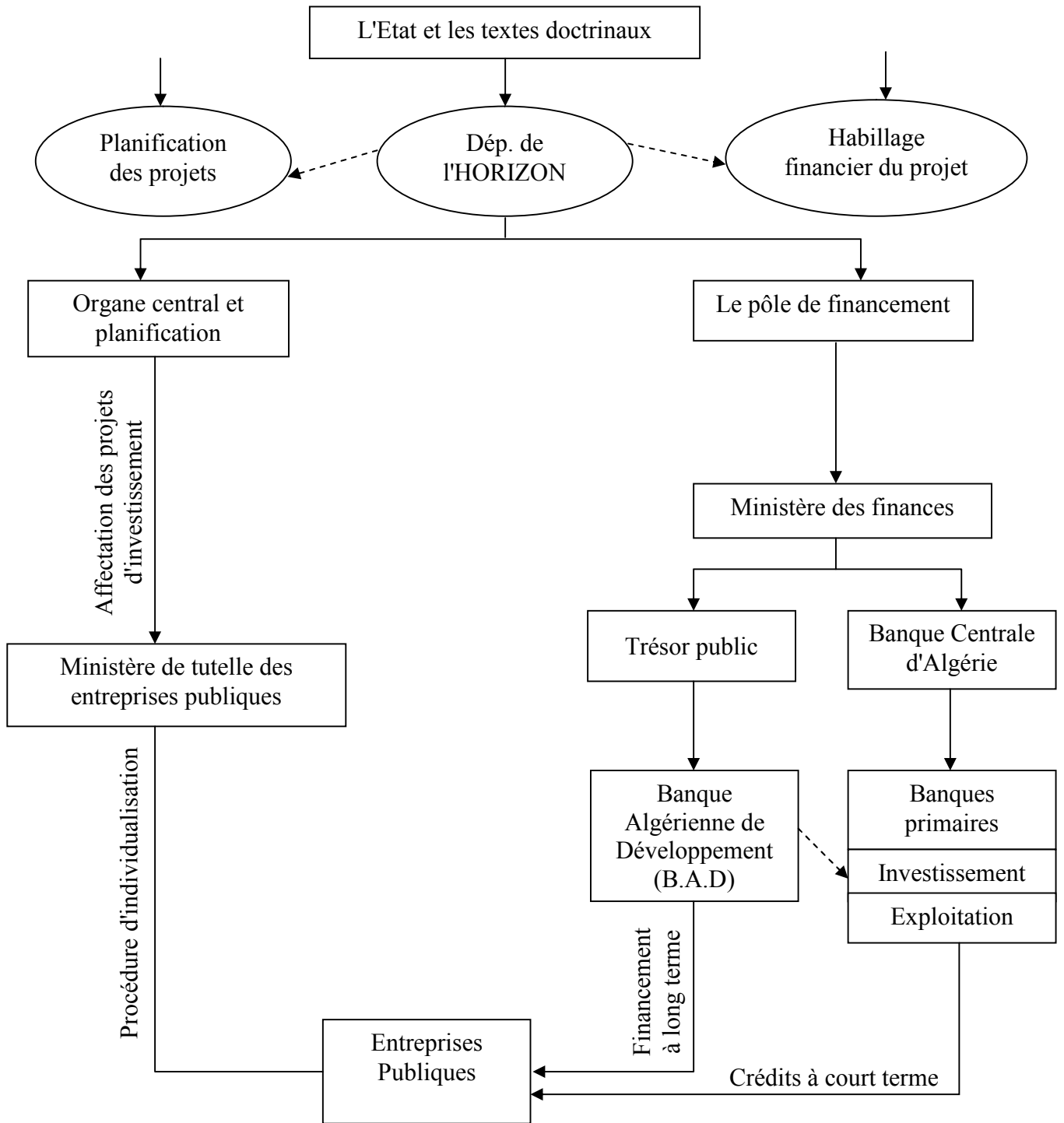


Schéma représentant le système de financement centralisé (contrôle des Banques sur l'Entreprise)

Dans la réalité, la mise en œuvre de la stratégie séparant le réel et le monétaire pour un contrôle pratique va en fait instituer deux pôles de décision qui deviendront contradictoires au fur et à mesure que les programmes d'investissement se déroulaient. Ni le centre de planification, ni le pôle financier ne pouvaient refreiner les ambitions des responsables des secteurs. En premier lieu, la spirale du projet industriel allait s'agrandir sans cesse absorbant une grande partie de la formation du capital fixe.

Les résultats de l'investissement industriel peuvent être saisis par les prévisions d'investissement dans le secteur et les réalisations comme le montre le tableau suivant :

**Structure des investissements publics industriels prévus et réalisés par
branche d'activité de 1967 à 1977¹**

BRANCHE	1 ^{er} plan		2 ^{ème} plan		3 ^{ème} plan	
	1967-1969		1970-1973		1974-1977	
	Prévu %	Réalisé %	Prévu %	Réalisé %	Prévu %	Réalisé %
A- Hydrocarbures	41,9%	50,9%	36,9%	41,2%	40,6%	46,8%
B- Industrie (Sect. I)	47%	40,6%	48,9%	46,8%	47,6%	43,3%
C- Industrie (Sect. II)	11,1%	8,5%	14,2%	9%	11,8%	9,9%
Total A+B+C %	100%	100%	100%	100%	100%	100%
En 10 ⁹ DA	5,40	5,42	12,4	18,98	48	61,8
Total investissement planifié 10 ⁹ DA	11,8	9,80	27,74	34,50	110,22	110,6
$\frac{\text{Investissement industriel}}{\text{Total investissement}}$ %	48,7%	55,3%	44,7%	55%	43,5%	56%

Pendant le plan triennal 1967-1969 alors que la priorité est accordée à la section I de l'industrie, les réalisations montrent un transfert vers les hydrocarbures (50,9% contre 41,9%).

¹ Marc Ecrement : Indépendance politique et libération économique 1962-1985. ENAP/OPU Alger/PUG Grenoble 1986. p81.

Durant le premier plan quadriennal, le transfert est confirmé (41,2% contre 36,9%). Le plan 1974-1977 relève que les hydrocarbures et l'industrie vont absorber plus de la moitié des ressources affectées aux investissements planifiés. Ainsi donc sont définies les priorités qui vont faire de l'Algérie un pays pétrolier.

Paragraphe II- Les remises en cause du Modèle :

1) L'essoufflement du modèle d'industrialisation :

Dans le rapport général du plan quinquennal 1980-1984, inaugurant une nouvelle politique économique toujours sous l'administration de l'Etat, les déséquilibres et distorsions sont imputés au laxisme dans l'arbitrage entre les investissements, et leur mode de financement, ainsi qu'à la non maîtrise du système productif, et son recours excessif à l'étranger.

La contraction de la part de la consommation des ménages qui était passée de 73% en moyenne entre 1963-1966 à 58,5% entre 1970-1974 pour se limiter à 50% durant les années 1978-1980 fut largement critiquée.

La consommation finale des administrations a subi la même tendance, alors qu'elle était de 7% en début de période d'investissement, elle n'atteint que 4,5% de 1978 à 1980, ce qui prouve l'orientation des choix publics.

L'action de développement devait être "centrée sur la satisfaction des besoins fondamentaux"¹, la mobilisation effective et intensive des capacités importantes actuellement sous-utilisées "était préconisée"².

¹ Marc Ecrement : op. cit.

² préambule du document portant plan quinquennal 1980-1984

En effet de nombreux problèmes sont à signaler :

- Les technologies dites avancées à l'époque n'étaient toujours pas maîtrisées.

- Les choix technologiques relevaient d'une idée préconçue selon laquelle le développement de l'industrie lourde constitue la base du processus d'industrialisation, alors que l'essor des industries d'équipement (sidérurgie, pétrochimie, construction navale) permettait d'accroître en amont la part des produits de base et en aval toutes les fabrications pour les constructions mécaniques, navales, de fibres synthétiques pour le textile et alimenter un courant d'exportation comme ce fut le cas dans les pays émergents de l'époque qui entamaient leur développement en même temps que l'Algérie.

- La centralisation de la gestion avec un encadrement de faible niveau secrétait des surcoûts et des gaspillages.

- La productivité moyenne du travail restait médiocre.

- Le secteur industriel, supposé base du développement, n'était pas intégré en grande partie à cause de la faible coordination interentreprises.

- La désarticulation entre le secteur agricole et le secteur industriel ne pouvait permettre une quelconque diffusion des effets d'entraînement.

- Les rapports entre le secteur public et le secteur privé n'étaient pas ce qui exige la notion d'ensemble économique intégré.

La nouvelle politique économique vise en priorité à atténuer les déséquilibres entre la production et l'échange par l'élargissement des capacités nationales de production et de distribution; et les déséquilibres des échanges extérieurs provoqués par le recours jugé excessif à l'étranger et son corollaire l'endettement externe par leur réduction substantielle.

2) La nouvelle orientation des investissements :

En matière d'investissements le changement des priorités va donner lieu à de nouvelles allocations, la gestion du reste à réaliser (R.A.R) se fera par glissement sur toute la période allant jusqu'au plan 1985-1989 aussi bien sur le plan du financement que sur la réalisation physique des projets.

Les nouvelles décisions d'investissement affectent un poids de 38,6% sur le total pour la nouvelle période, au lieu de 60,8% durant la période 1970-1979.

- Les hydrocarbures chutent de 29,3% à 15,7%.
- L'agriculture et l'hydraulique qui ne représentaient que 7,9% durant la période précédente bénéficient d'une affectation de 11,4% du total des investissements.
- Les infrastructures passent de 5,5% à 9,5%
- L'habitat et l'urbanisme de 7,6% à 15%.
- L'éducation-formation voit son allocation presque doubler. Elle passe de 5,7% à 10,5%.

3) Improductivité du secteur agricole

Le secteur agricole était économiquement important à l'indépendance aussi bien dans le processus de création de richesses que par le nombre de citoyens qui en dépendaient.

L'appareil d'Etat s'est alors constitué entre septembre 1962 et juin 1965 autour de la rente agricole. C'est en fait l'agriculture qui était à la base des enjeux qui devaient déterminer l'orientation politico-économique. En 1964 les exportations de l'Algérie étaient composées à concurrence de 50% par les hydrocarbures alors que 40% étaient encore le fait des produits agricoles dont le vin.

Cette première période 1962-1965 fut celle du secteur socialiste autogéré qui s'est imposé dès 1962 sur 2,5 millions d'hectares en comptant les 200.000 hectares retranchés aux Algériens qui ont eu un comportement indigne durant la guerre de libération.

Les structures agraires étaient dominées par les exploitations comprenant en moyenne générale 105 hectares, les exploitations de moins de 10 ha avaient disparu et celles de moins de 50 ha avaient vu leur nombre passer à 625.

Face aux résultats obtenus, et devant l'incapacité de substituer au modèle existant, un système d'exploitation plus performant, on assiste de 1965 à 1970 à une période de flottement, en acceptant l'ordre préétabli et en espérant une possibilité nouvelle dans les plus brefs délais.

En 1970 on augure une ère nouvelle avec l'avènement de la révolution agraire en tant que mode d'organisation et de fonctionnement nouveau et surtout en tant que nécessité économique. "L'objectif de restructuration globale de l'économie nécessite la mise en œuvre de formes d'exploitation de terres favorables à l'intensification agricole, c'est à dire la mise en place d'exploitations moyennes, utilisant mécanisation et chimisation. D'où la nécessité de transformer la structure de la propriété"¹. La forme de propriété coopérative allait prédominer avec une gestion autonome. En 1975 l'autonomie de gestion fut accordée au secteur autogéré; le libérant ainsi de carcan bureaucratique.

Le secteur privé est marginalisé, mais économiquement il détient 91% des terres agricoles, mais seulement 60% de la superficie agricole utile (S.A.U), le secteur autogéré en détient 12% et celui de la révolution agraire en possède 28%. Pour les seules terres labourables le secteur privé en occupe 4,2 millions d'hectares.

¹ A. BENACHENHOU : Planification et développement en Algérie : 1962-1980. p28.

Sur les 6,8 millions d'hectares de ce genre de terres, la jachère y tient cependant une place importante.

L'économie du secteur autogéré repose sur 2071 exploitations dont 1683 domaines autogérés et 388 coopératives agricoles d'anciens moudjahidines (C.A.P.A.M). Il s'étend sur 2.400.000 hectares dont 200.000 de surface agricole utile (S.A.U). 70% des exploitations avaient plus de 500 hectares : ce secteur emploie 175.000 travailleurs permanents et 100.000 saisonniers.

Le secteur privé quant à lui compte 568.000 exploitations sur une surface agricole utile de 5.840 millions d'hectares. 3% représente la grosse propriété foncière qui s'étend sur 1,55 millions d'hectares alors que 72% des exploitations ont une superficie unitaire inférieure à 10 hectares sur 200% de la surface agricole utile. 134.780 exploitations ont moins d'un hectare.

La population vivant de ce secteur représentait à la fin des années soixante 6.500.000 personnes dont 1,5 millions d'actifs.

Pour le secteur de la révolution agraire on comptait 100.000 attributaires en 1978. La charte portant agraire estimait à 500.000 les paysans sans terres et à 425.000 les paysans pauvres. Pour l'ensemble de cette population, la révolution agraire n'aura offert que 100.000 emplois permanents. Ce qui va favoriser l'exode rural.

Le secteur autogéré emploie en 1974 175.000 travailleurs permanents et 100.000 travailleurs saisonniers.

"Quelles qu'en aient été les formes et les appellations juridiques, l'agriculture socialiste a largement bénéficié du soutien financier de l'Etat"¹. L'évaluation de ce soutien ne peut se percevoir qu'à travers les flux de recettes et des dépenses, les données comptables et les éléments de patrimoine ne peuvent servir de base

¹ Mustapha Baba Ahmed. Op Cit. p105.

de données dans l'agriculture. Ainsi quand un plan de culture est affecté à chaque exploitation, il est exprimé en termes de dépenses et de recettes pour une campagne.

Les fonds de restructuration financière pour faire face aux déficits accumulés par les domaines agricoles socialistes (D.A.S) et épongés par le trésor représentent en 1987-1988 595 millions de dinars¹. "Le solde a été apuré par remise en 1988, de bons d'équipements à la B.A.D.R pour un montant de 16 milliards de dinars. Ce montant n'a pas épuisé les déficits de trésorerie des D.A.S chez la B.A.D.R, le total estimé à l'époque à environ 25 milliards de dinars...l'agriculture socialiste aura coûté au contribuable 37 ou 45 milliards de dinars".

Les fonds de restructuration financière

En millions de dinars

	A fin 1975	1978	1979	1980	1981	1982	Total
Secteur autogéré	6.799	490	1.013	631	413	196	9.542
Révolution agraire			239	187	1.950	172	2.548
Total							12.090

A ce constat financier s'ajoute la question de la dépendance alimentaire. La production agricole disponible par habitant décroît tendanciellement d'une année sur l'autre. "Les statistiques de la F.A.O, par rapport à un indice de 100 pour la période 1969-1977 avaient l'indice 99 en 1972, 87 en 1973, 88 en 1974, 92 en 1976 et 83 en 1977"².

Cette situation explique dans les faits le recours à des importations alimentaires en augmentations croissante, que en plus demeure jusqu'à ce jour une charge très importante pour la pays.

¹ Mustapha Baba Ahmed. Op Cit. p111.

² G. Mutin : Agriculture et dépendance alimentaire en Algérie. Revue Maghreb Marcket n° 90.

La nécessité de revoir la situation que vit le secteur devient de plus en plus pressante. Les réformes annoncées en 1986 seraient-elles d'un secours certain?

4) Le non dépassement du premier modèle :

Malgré la réduction de son poids total des investissements, l'industrie demeure la priorité avec 38,6% des autorisations de dépenses. Le tableau ci-après retrace l'évolution de la structure des prévisions des différents plans :

Structure des prévisions :

Plans	Triennal	Quadriennal	Quadriennal	Quinquennal	Moyenne
	67-69	70-73	74-77	80-84	
Agriculture	16,9	14,9	13,2	11,7	14,1
Industrie	48,7	44,7	43,6	38,5	43,8
Social *	13,7	26,7	25,9	32,9	26,5

* Social = Habitat, éducation-formation, santé, autres équipements collectifs.

Source : A. Benachenhou : Planification et développement en Algérie. P250.

Dans l'enveloppe des investissements industriels, la part consacrée, par le plan 1980-1984 au pétrole et gaz, à l'électricité et la pétrochimie représente près de 52% du total. La pétrochimie, secteur industriel d'intégration économique interne puisqu'il est orienté essentiellement vers la consommation interne, ne reçoit que 1,6% seulement de cette enveloppe.

Ainsi, malgré l'élimination du plan VALHYD (plan de valorisation des hydrocarbures 1976-2005 orienté vers l'exportation) et des ressources gazières, la critique de l'importance accordée aux hydrocarbures en 1970-1973, l'orientation demeure inchangée dans la logique de l'extraversion, acceptant donc la spécialisation de l'Algérie dans la division internationale du travail avec son transfert de valeur comme le montre la tableau suivant :

Bilan Devises du secteur des hydrocarbures en Algérie (1974-1978) en 10⁹ DA¹.

Années	1974	1975	1976	1977	1978	Total
	RECETTES (directes et industries)					
Exportations	18,2	16,2	20,8	23,5	24	102
Emprunts	3,6	3,9	4,8	5,1	8,6	26
Total (I)	21,8	20,1	25,6	28,6	32,6	128,7
	DEPENSES					
Investissements	2,6	4	5,9	10,4	10,4	33,3
Fonctionnement	1	1,3	1,7	2,7	3,2	9,9
Service de la dette	1,1	0,8	1,3	1,7	2,4	7,3
Total (II)	4,7	6,1	8,9	14,8	16	50,5
Net devises (I)-(II)	17,1	14	16,7	13,8	16,6	78,2
Ratio dépense devise	22%	30%	35%	52%	50%	

- En matière de consommation de devises, les hydrocarbures absorbaient 22% des ressources extérieures générées soit par les exportations ou bien par les emprunts. En 1977 et 1978 ils en absorbent 50%.

- En ce qui concerne les emprunts contractés par l'ensemble du secteur en 1974 et 1977, ils ont représenté respectivement 85% et 56% du total des ressources extérieures affectées au financement des investissements planifiés.

- Le total des emprunts extérieurs du secteur des hydrocarbures représente 78% de la valeur des investissements réalisé dans ce secteur.

- L'importance du Reste à Réaliser dans les investissements industriels et les autres secteurs est de l'ordre de 200 milliards de dinars et les surcoûts doivent en principe justifier la révision des parts relatives dans l'allocation des ressources. Cependant la priorité n'est pas accordée aux branches qui permettent une gestion efficace des projets industriels, ou à celles qui contribuent à la

¹ Marc Ecrement : op. citée. P245.

recherche de l'introversion de l'économie, ou à la satisfaction des besoins sociaux de la population.

5) Les orientations du 2^{ème} plan quinquennal 1985-1989

Le non dépassement du premier modèle (1966-1979) de développement réside en fait dans les déficits acquis de l'économie algérienne.

- Le sous-investissement dans l'agriculture qui aggrave la dépendance du pays. La libéralisation vers le secteur privé n'a conduit qu'à la hausse des prix de la viande et des fruits et légumes.

- Les retards enregistrés par les réalisations dans l'industrie notamment en matière de biens d'équipements, de capacités de réalisation et l'émergence d'entreprises locales n'est pas résorbé. La baisse des investissements publics n'a pas réduit le recours massif aux importations qui fait que le multiplicateur d'investissements se fait dans les pays fournisseurs beaucoup plus qu'en Algérie.

- Si le taux de croissance annuel moyen du P.I.B était de 8,2%, il s'accompagne d'un renforcement des inégalités sociales. le pouvoir d'achat des salariés ne cesse de se détériorer. Son évolution décroissante est exprimée par le tableau suivant :

**Evolution du pouvoir d'achat des salariés¹
Base 100 en 1978**

1978	1979	1980	1981	1982
100	107,1	112,8	108,1	103,7

- L'agriculture, l'hydraulique et la satisfaction des besoins restent à la traîne.

- La pression de la croissance démographique (sur la décennie 1980-1990 la population s'est accrue de 8 millions d'habitants alors qu'entre 1970-1980 cette

¹ Etude du MPAT par A. Taleb, M. Olivier : annuaire d'Afrique du Nord. 1985. CNRS. P425.

croissance ne dépassait pas 4 millions d'habitants) demeure vive, situant à un niveau très élevé les besoins à satisfaire.

- Le secteur de l'éducation-formation va absorber 10% des investissements planifiés en 1980-1981, 27500 classes scolaires nouvelles, 878 collèges, 79 lycées, 34 technicums sont programmés et 1,2 millions d'emplois non agricoles devaient faire face à la montée du chômage, 700000 logements sont prévus.

Le deuxième plan quinquennal était engagé dans une perspective négative du marché pétrolier. La croissance est prévue à la baisse (7,5% /an au lieu de 8,2%), les importations sont encore réduites, les investissements ne progresseront que de 7,3%/an et la consommation de 5,8%/an le taux d'accumulation (investissement/P.I.B) est de 40,5% par rapport à 56%.

L'accent est mis sur les infrastructures sociales (29,7% du total des investissements pour 1985-1989).

2^{ème} plan quinquennal (1985-1989) : Programme d'investissement en 10⁹ DA constant de 1984¹.

Branches d'activités	Programmes en cours	Nouveaux programmes	Total
Agriculture hydraulique	11,1%	15,5%	13,9%
Industrie	17%	38%	30,4%
dont hydrocarbures	4,18%	5%	5%
Infrastructures sociales	37%	24,9%	29,7%

L'industrie, avec tous les retards qu'elle accuse, se voit rabaissée de 56% en 1980 à 30% en 1989.

¹ Tableau constitué à partir du tableau II-1 de l'article de M. Olivier. Annuaire d'Afrique du Nord. P451.

6)- Politique économique et gouvernance¹ :

Les objectifs stratégiques des décideurs de l'économie du pays étaient concentrés sur l'indépendance économique. Les résultats obtenus tendent à exprimer en fait l'intégration de l'économie algérienne de plus en plus à l'économie mondiale.

Les investissements s'effectuent par un recours massif aux importations de biens d'équipements et de biens intermédiaires.

Les fonctions de maintenance et d'entretien reposent sur l'assistance technique et la fourniture de pièces détachées par l'extérieur.

Les approvisionnements des complexes industriels accroissent la dépendance vers l'extérieur, alors qu'au même moment toutes nos exportations reposent sur la vente d'hydrocarbures.

Le diagnostic ainsi dressé nécessite des politiques hardies pour renverser la tendance, d'autant plus que l'environnement international ne facilite pas la tâche au contraire il la complique.

- Le prix du baril du pétrole brut côté à 27\$ en 1985 va chuter jusqu'à 12\$ en 1986 et la valeur du Dollar va connaître une régression tout au long de la même année. Ce qui occasionnait pour l'économie algérienne une perte de 45% de ses recettes d'exportation. La crise va s'exprimer spectaculairement sous la forme d'une crise des paiements.

¹ Le concept de gouvernance a été initié par les institutions internationales (FMI-Banque Mondiale) à la suite de l'intérêt accordé au secteur informel (1976/1987) et la lutte contre la pauvreté (1990). Il fera l'objet de plusieurs études et reçoit plusieurs définitions. A notre niveau on préfère la définition suivante : "La gouvernance est l'aptitude des gouvernants à dialoguer et à établir un contrat de confiance avec la société toute entière. C'est donc un cadre de partage de responsabilité et de dialogue entre l'Etat et d'autres acteurs sociaux sur des domaines de développement socio-économique et socio-politique. Ce contrat de confiance impose un ensemble de règles, de méthodes et d'actes permettant l'expression de la souveraineté et des choix populaires. C'est en quelque sorte une des manifestations fortes et un des acquis du processus de démocratisation".

In : Afrique Centrale : Crise économique et mécanismes de survie : CODISREA. SENEGAL 2005. p63.

La seule facture alimentaire s'élève à 3 milliards de dollars, les inputs à la production agricole étant inclus.

- Les exportations d'hydrocarbures sont vendues dans leur quasi-totalité en Dollar américain, alors que les monnaies d'endettement étaient libellées en Dollar américain, Franc français, Deutschemark allemand, en Yen japonais en particulier.

La dépréciation que connaîtra le Dollar américain en 1987-1988 va faire gonfler le volume de la dette algérienne dans les autres monnaies de 30%. L'échéance moyenne de remboursement entre 1986-89 était de neuf années, elle va se réduire à 3 années. L'Algérie devait rembourser 75% de sa dette extérieure entre 1990-1993.

- Le marché financier devenait difficile d'accès à partir de 1987, les banques commerciales ne pouvaient plus prétendre aux crédits à moyen terme, en effet les partenaires financiers étrangers affichaient une certaine réticence à l'octroi de ce type de crédit, doutant de la solvabilité du pays.

- Ce dernier rentrait dans une crise de liquidité qui n'était en fait que l'expression d'une défaillance du secteur économique hors hydrocarbures. Cette défaillance est illustrée à travers des rentabilités économiques et financières désastreuses et ne pouvaient alors être acceptables en termes de survie.

- Leur maintien va nécessiter un engoulement de masses énormes d'argent sous forme de restructuration et d'assainissements financiers, comme le montre le tableau suivant :

Assainissement financier des Entreprises Publiques en 10⁹ DA.

Année	Montant de l'assainissement	Assainissement recettes budgétaires en %
1990	16,9	11,8
1991	68,10	27,36
1992	68,10	20,76
1993	83,41	25,66
1994	112,10	29,78
1995	148	25,31
1996	128	17,08
1997	78	9,40

Tableau établi à partir des données avancées par B. Choam : in Expérience de la privatisation en Algérie. Revue algérienne d'économie et de gestion n° 2 mai 1998. p99.

L'assainissement financier des entreprises publiques avoisinait en 1998 les 600 milliards de dinars¹.

Il s'agissait en fait d'une crise structurelle qui fut analysée comme le fait d'une conjoncture défavorable. Le contre-choc utilisé c'est à dire la réduction des investissements de 25% et des importations de 40% n'était même pas un palliatif.

Au lieu d'établir un lien entre une économie qui ne rembourse pas par elle même ses dettes à tous les niveaux et la restructuration de la dette extérieure alors qu'il était grand temps de la faire, on a adopté le principe de la compression des budgets.

"Le service de la dette extérieure a commencé à prendre des allures spectaculaires

1,6 milliards de dollars de plus en 1988 par rapport à 1987.

¹ Baba Ahmed Leila : L'assainissement financier des entreprises. Thèse de Magister, Université d'Oran. Juin 1996.

1,2 milliards de dollars de plus en 1990 par rapport à 1989.

1,3 milliards de dollars de plus en 1991.

Le service de la dette avoisinait les 10 milliards de dollars en 1991"¹.

L'Algérie devait travailler trois mois sur douze, uniquement pour faire face au paiement de la dette.

La situation nouvelle créée par la crise des paiements extérieurs à la suite de la baisse des prix du pétrole et du tarissement des sources externes d'emprunt va sonner les glas de toute velléité de planifier l'économie².

L'économie est marquée par une détérioration régulière de la balance des paiements. Pour tenter de rétablir son équilibre et stabiliser l'économie, on pourrait avoir recours à trois options de financement :

- Réduire les importations et les payer au comptant à un niveau compatible avec le paiement du service de la dette, dans ce cas, on rentrerait dans une économie de pénuries généralisées.
- Rééchelonner la dette et payer au comptant les importations.
- Honorer le service de la dette rubis sur ongle et emprunter pour couvrir les besoins d'une demande sociale croissante.

C'est cette dernière voie qui sera préférée par les pouvoirs publics à la suite de laquelle une politique dite de "réformes économiques" va être entamée. Elle comporte au plan macroéconomique :

- Une politique de stabilisation qui englobe les taux d'intérêt, le taux de change, la fiscalité et le budget visant une réduction sensible de la demande.

¹ Ahmed Benbitour : L'Algérie au IIIe millénaire. éd. Marinoor Algérie. 1998. p73.

² HARMEZ HADJ SEYD : L'industrie Algérienne : crise et tentative d'ajustement. Ed. l'Harmattan. p28. 1996.

- Un reprofilage bilatéral de la dette extérieure.
- Une dépréciation continue du taux de change officiel de la monnaie nationale (le dinar). "entre le 31 décembre 1987 et le 31/12/1990, le cours du dinar par rapport à la monnaie américaine a baissé de 103 pour cent"¹.
- "Les revenus de change passaient de l'équivalent de 4 mois de couverture des importations en 1985 à seulement 1,2 mois en 1992"².
- La libéralisation des prix jusque là administrés va gonfler nominalement la production. "Les fortes augmentations de production du secteur public dans les industries de base sont liées à l'effet-prix, dont ont bénéficié les produits grâce à la libéralisation des prix"³.

Ainsi la production des secteurs I.S.M.M.E a été multipliée par trois de 1988 à 1994. pour la même période, la production industrielle du secteur des matériaux de construction a augmenté de 400%, celle du secteur de la chimie caoutchouc de 600% et de l'agroalimentaire de 400%. La fatalité de la décroissance va encore une fois se vérifier.

Au lieu d'un taux de croissance du P.I.B prévu à un niveau de 4,5%, on accuse une inflation de 11,4%. L'année 1990 se termine par une décroissance de -5%, le taux d'inflation atteignait 16,6%, le stock de la dette extérieure passe de 28,6 milliards de dollars à 29,8 milliards à la fin 1990. Alors que le prix du baril qui était de 18,45 dollars en 1989 atteint les 24 dollars⁴.

¹ R. Tlemçani : Etat bazar et globalisation. éd. El Hikma. Alger. 1999. p58.

² R. Tlemçani : op. citée. P58.

³ M. Baba Ahmed : L'Algérie diagnostic d'un non-développement. L'Harmattan. 1999. p168.

⁴ Chiffres avancés par M. Baba Ahmed. op. citée.

7) Les sanctions du marché :

a) La sanction monétaire :

Dans tout ce qui précède, nous avons souligné combien les règles du marché avaient été largement transgressées, la variables monétaire a subi le dicta de l'économie réelle. La rentabilité financière par exemple avait été élaguée au profit d'une rentabilité économique virtuelle.

L'économie stipule la loi de l'échange équivalent, les prix exprimant l'équilibre entre l'offre et la demande. Tout dépassement de cet équilibre se traduit par un coût qu'il faudra couvrir.

Or la politique monétaire en Algérie a été réduite à sa plus simple expression. L'offre de la monnaie devait s'adapter impérativement aux besoins du plan. Les projets étaient choisis et décidés par l'organe de planification, le financement devait servir d'accompagnement, c'est ce qu'on appelait "l'habillage financier du projet".

Ceci impliquait la centralisation de la structure de financement. Le Ministère des finances fixait les taux d'intérêt et les rémunérations des banques pour les opérations de crédit. Les banques devaient engager les crédits à moyen terme et garantir les crédits extérieurs décidés par l'organe de planification et le Ministère des finances. Elles devaient aussi assurer la liquidité des entreprises publiques et financer leur besoin d'exploitation.

Cette période dite de "l'argent facile" et abondant va reposer en dehors de toute sanction, sur de la création monétaire pour :

- Le réescompte des crédits à moyen terme.
- Les avances au Trésor.
- Les découverts consentis par la Banque Centrale aux banques commerciales.

Les conditions de banque (c'est à dire les taux d'intérêt débiteurs et créditeurs) vont découler du taux de réescompte fixé jusqu'à un niveau très faible de 2,75% jusqu'en 1986.

La loi 86-12 du mois d'Août 1986 portant régime bancaire, va introduire la notion de "plan national de crédit" assurant l'adéquation des ressources financières et monétaires aux objectifs du plan.

La Banque Centrale va retrouver ses prérogatives en matière de politique monétaire. Il lui appartient dès lors de fixer le plafond de réescompte. L'accès au marché extérieur est ouvert aux banques primaires pour lever des emprunts à moyen terme. Un montant maximum est prévu pour les avances consenties par la Banque Centrale au Trésor. Les crédits à l'économie sont fixés à l'avance par le plan de crédit.

Dans le cadre de cette loi, le plan national de crédit va renforcer encore une fois l'économie administrée. Les plafonds de refinancement et les systèmes de réserves obligatoires pour les banques commerciales auprès de la Banque Centrale constituaient les deux instruments de la politique monétaire, mais ils ne pouvaient fonctionner dès lors que l'expansion monétaire était programmée¹.

¹ Tableau établi à partir de l'annexe n° 8 et 8 bis par M. Baba Ahmed. op. citée.

Ressources bancaires et crédits à l'économie (en millions de DA)

Année	Refinancement BCA	Réescompte	Rées/réf. %	Crédit à l'économie	Masse monétaire M2
1967	178	24	13.5	2763	7553
1968	172	0	0	4497	10147
1969	560	448	80	6905	12120
1970	168	105	62.5	6589	13076
1971	913	643	70.4	8087	13925
1972	3093	3003	97	13260	18139
1973	4750	4534	95.5	18131	22930
1974	6285	5989	95.3	21516	25771
1975	7647	7647	1	28674	33748
1976	8778	8778	1	36918	43604
1977	8516	8516	1	39774	51951
1978	7333	7333	1	51329	67489
1979	11539	11539	1	59655	79689
1980	11784	11784	1	68195	93539
1981	22749	11785	51.8	88205	109154
1982	27160	14702	54.1	112482	137890
1983	21949	15589	71	132633	165927
1984	27293	11053	40.5	155696	194717
1985	23323	14887	63.8	174531	223860
1986	22431	18187	81.1	176839	227018
1987	13501	13428	99.5	180525	257896
1988	10492	6159	58.7	191910	292963
1989	30737	14417	46.9	209304	308147
1990	66325	19176	28.9	246978	343005

D'après ce tableau, on remarque une expansion hors-normes des moyens de paiement. La masse monétaire augmente entre 1967-1977 de 630% alors que la production physique n'augmente que de 96%.

En contrepartie de cette masse monétaire, les crédits à l'économie croissent très rapidement. Par contre, à partir de 1981 les crédits connaissent un ralentissement, en ce moment les prêts à court terme accordés aux entreprises prendront le relais. Ils doivent principalement financer une masse salariale qui est devenue importante suite à l'application du statut du travailleur.

LA MASSE MONETAIRE ET SES CONTREPARTIES
- Masse monétaire (en milliards de DA)¹

	1980	1983	1986	1989	1991
Monnaie	84,4	152,7	204,7	250	324,4
dont :					
- Dépôts à vue	41,1	92,7	115,3	-	-
- Monnaie fiduciaire	42,3	60	90	-	-
Quasi monnaie	9,1	13,1	22	58,1	90,2
Engagements extérieurs à long terme	24,4	30,9	60,1	60,4	157,7
Autres				4,4	-64,65
Total	118	197	287,2	373,1	508,6

- Contreparties (en milliards de DA)

	1980	1983	1986	1989	1991
Avoirs extérieurs	16,5	11,3	9,3	6,5	24,3
Crédit domestique	101,5	185,6	277,9	366,5	484,2
dont :					
- Avances au Trésor	33	52,6	101	157,2	158,4
- Crédit à l'économie	68,5	132,9	176,9	209,3	325,8
Total	118	197	287,2	373,1	508,6

L'Institut d'émission sera réhabilité par la loi 90-10 sur la monnaie et le crédit.

La monnaie ne pouvait pas jouer son rôle économique dans le cadre d'une planification impérative.

Dorénavant par cette nouvelle réglementation bancaire, la banque est la seule institution responsable en matière de crédit. Cependant en terme d'approche, la demande de monnaie reste au même stade de traitement qu'auparavant; l'assainissement financier des entreprises publiques se poursuit toujours sans contrepartie.

Les contraintes sociales telles la création de la caisse nationale du logement (C.N.L) en 1990 chargée d'affecter les concours définitifs et les différentes

¹ Hocine Benissad : Algérie : restructuration et réformes économiques 79-93. OPU Alger (1994) p216-217.

formes d'aide de l'Etat à l'habitat continueront d'être gérées en marge de la rigueur monétaire.

Ainsi le laxisme de ces politiques monétaires fera du dinar une monnaie surévaluée. Le Fonds Monétaire International (F.M.I) conseillera à l'Algérie la dévaluation dès 1987, celle-ci fût refusée par les autorités algériennes qui cependant laisseront se déprécier le taux de change officiel de façon continue. Le marché parallèle du dinar avait déjà pris la mesure de la sanction

Taux de change parallèle (cours du dollar U.S)¹.

Années	Marché officiel	Marché parallèle	Rapport B/A
1982	4,75	12,10	2,54
1990	10	32,5	3,25
Fin 1992	22,5	50	2,22

L'écart entre le taux de change officiel et le taux de change parallèle passe de 254% à 325% entre 1982 et 1990, avant de décliner après les dévaluations.

Cours officiel du dollars U.S (en DA en moyenne annuelle)².

1970	1980	1985	1987	1989	1990	Juin 1991	Septembre 1991
4,937	3,853	5,028	4,84	7,45	10	18,5	22,5

Si nous admettons le principe que les taux de change, en tant que prix de la marchandise monnaie, sont les signes des productivités relatives comparées de deux économies, nous voyons combien l'Algérie a désaccumulé par rapport aux Etats-Unis d'Amérique. Ceci ne peut que traduire à notre sens la difficulté de transformer l'argent en richesse.

¹ Hocien Benissad : op. Cit. p106.

² Hocien Benissad : op. Cit. p214.

b) La dette extérieure :

L'Algérie est dominée par une économie d'endettement et d'insolvabilité quasi générale de son secteur public.

L'évaluation de la décennie 1967-1978 avait déjà fait ressortir l'utilisation exclusive des hydrocarbures comme moyen de financement extérieur et surtout la tendance croissante et disproportionnée du recours aux ressources financières provenant de l'étranger.

Le financement au fond public d'accumulation brute entre 1970 et 1977 était basé sur les ressources extérieure à hauteur de 23,4% pour la période 1970-1973 et de 29% du total des ressources de financement pour celle de 1974-1977¹.

Le service annuel moyen de la dette durant le quinquennat 1980-1984 ne devait pas dépasser 10% du Produit Intérieur Brut; le montant de l'emprunt extérieur était plafonné à 81 milliards de Dinar d'équivalent devise².

L'endettement en tant que tel représente en fait une opportunité quand les fonds sont placés utilement et gérés en vue d'aboutir à un niveau de rentabilité défini. "Lorsque les pays en voie de développement empruntent pour mettre en œuvre des investissements productifs qu'ils ne pourraient effectuer sur la base de leur épargne domestique, emprunteurs et prêteurs y gagnent. Les pays emprunteurs y trouvent l'avantage de pouvoir développer leur stock de capital en dépit d'une épargne nationale limitée....Ainsi l'endettement des P.V.D ne pose pas de problème particulier dans son principe, il est un processus normal de l'activité économique"³.

¹ Christian Palloix : "Industrialisation et financement lors des deux plans quadriennaux" Revue Tiers monde n° 83, année 1980.

N.B Les investissements planifiés ne représentent pas tous les investissements et seul le financement extérieur privé est pris en compte à l'exclusion des prêts gouvernementaux ou d'institutions multilatérales.

² Chiffres indiqués par Marc Ecrement : Op. Cit. p311.

³ Gérard Azoulay : Les théories du développement. éd. Didact économie. 2002. p211.

Il devient une menace quand la dynamique interne de développement est bloquée par des facteurs qui au lieu d'être amortis dans le temps, évoluent à la hausse et deviennent une charge pratiquement insurmontable. De même lorsque nous mettons en place une gouvernance à la visibilité ne dépassant pas le court terme.

Ainsi le service global de la dette extérieure va passer en 1974 d'environ 10% de la valeur totale des exportations à 25% en 1978 et 39% en 1979 pour atteindre 82% en 1993, comme le montre les tableaux suivants :

**Evolution indiciaire 1974-79 du volume de la dette mobilisée et du service de la dette.
Base 100 en 1974.**

	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Dette mobilisée	100	136	175	251	424	500
Service de la dette	100	98	131	175	240	525
Service de la dette en pourcentage des exportations	19,9%	13%	16%	18,5%	25%	39%

Source : A. Benachenhou : Planification et développement en Algérie 1962-1980.

Service de la dette/exportations de biens et services

1980	1983	1985	1986	1987	1988	1990	1993
27%	33,8%	25,8%	56,7%	53,8%	76,8%	59,4%	82%

Source : H. Benissad : Algérie, restructuration et réformes économiques (1979-1993). OPU, Alger 1994.

En termes de "stocks d'obligation aux échéances diverses nées à l'occasion d'opérations effectuées par l'Etat dans le passé" la situation est la suivante :

Mesure du stock selon la (BIRD) en 109 \$ U.S.

1980	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
19,365	22,651	24,410	26,043	27,097	27,858	28,199	26,813	25,757

Source : World debt tables, external finance for developing countries, in : Ammar Belhimer : la dette extérieure de l'Algérie une analyse critique des politiques d'emprunt et d'ajustement, Casbah éd. Alger 1998. p28.

Le taux d'endettement (encours de la dette/PNB) qui dans le classement établi par la Banque Mondiale des pays dits "lourdement endettés" affiche un niveau situé entre 30% et 50% du P.N.B, l'Algérie va dépasser ce seuil dès l'année 1989.

**Evolution du taux d'endettement :
Encours de la dette/PNB**

1975	1978	1980	1982	1984	1985	1956	1987	1988	1989	1990	1991
29%	45%	46,8%	40,1%	31,8%	33%	38%	43,5%	47,2%	55,1%	52%	72%

Source : A. Benachenhou : op. cit. p32.

Ratio : encours de la dette/exportations biens et services

1980	1982	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
126,6	118,2	116,1	130,7	248,1	263,7	281,1	238,3	214,5	204,4	220	234	307	285

Source : A. Belhimer : op. cit. p33.

La moyenne des pays "lourdement endettés" selon la Banque Mondiale se situe entre 165 et 275. en Algérie le stock de la dette représente 2 à 3 fois les recettes d'exportation selon les années.

Les taux respectifs de croissance de la dette et des exportations vont indiquer qu'à partir de 1975, le taux de croissance de la dette va dépasser celui des revenus d'exportation.

L'anticipation des décideurs après le choc pétrolier de 1973 était optimiste. Alors qu'ils avaient parié sur la stabilité des nouveaux cours du baril de pétrole, ils se sont autorisés à faire un appel plus important aux emprunts extérieurs. Combien fut la surprise lorsque la tendance se renverse en 1986 avec un passif déjà important.

Le ratio : encours de la dette/exportation de biens et services, mesure la transformation des ressources nationales en ressources extérieures à travers la

disponibilité d'épargne que l'on peut lire à partir du compte courant de la balance des paiements.

Les années 1980 voient ce compte courant afficher un déficit permanent dû aux caractéristiques fondamentales de notre économie :

- Trop forte dépendance des recettes des exportations des hydrocarbures.
- La faiblesse des remises des émigrés qui préfèrent le marché parallèle des devises face à la rigidité du contrôle des changes et l'incertitude qui pèse sur l'investissement privé.
- Le gonflement des intérêts versés au titre de la dette extérieure (1,5 milliard de dollars en 1980 à 2,1 milliards de dollars en 1991).

Le solde négatif est financé par des emprunts extérieurs et par des tirages sur les réserves de change. Après le choc de 1986, l'Algérie ne pourra mobiliser à titre principal, que des crédits à court terme.

STRUCTURE DE LA BALANCE DES COMPTES
(en milliards de dollars)

	1979		1990	
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
1. Opérations courantes nettes	-	1,6	1,4	-
Balance de biens	9,4	7,8	12,1	-
Transferts unilatéraux nets	0,4	-	0,33	-
2. Opérations en capital nettes (autres que réserves)	2,5	-	-	0,9
3. Solde général (1+2)	0,48		0,08	-

Source : H. Benissad : Algérie : restructuration et réformes économiques (1979-1993), OPU. Alger 1994.

Tableau de croissance de la dette et des exportations en %

Année	Taux de croissance de la dette	Taux de croissance des exportations
1974	12,6	113,6
1978	61,4	0
1980	1,3	43,4
1982	-9,5	-4,5
1985	14	1,37
1986	23,5	-35
1987	18,3	11,3
1988	-8,47	-14,1
1989	1,1	19,3
1990	2,9	14,2
1991	2,6	18

Source : A. Belhimer : op. cit. p43.

Ratio : Service de la dette/Exportations en %

1980	1981	1982	1983	1984	1985
27,4	33,3	36,8	34,8	35,7	34,8

La crise de 1986 analysée par les pouvoirs publics reposait sur l'espoir d'une reprise des cours du pétrole. La stratégie qui en découle fut de s'endetter encore plus, ainsi les entreprises publiques furent obligées de recourir à l'extérieur pour financer leurs importations, ce qui suppose un échéancier assez court (entre 12 et 18 mois). En même temps la liquidité de l'économie devient problématique, le service de la dette augmente, les réserves de change s'amenuisent et la durée moyenne de la dette raccourcit.

Indicateurs de liquidité.

Années	Service de la dette/exportation en %	Réserves de change en mois d'importation
1987	54,50	2,30
1988	87,16	1,40
1989	75,25	0,70

Source : Banque Centrale d'Algérie in A. Belhimer. op. cit.

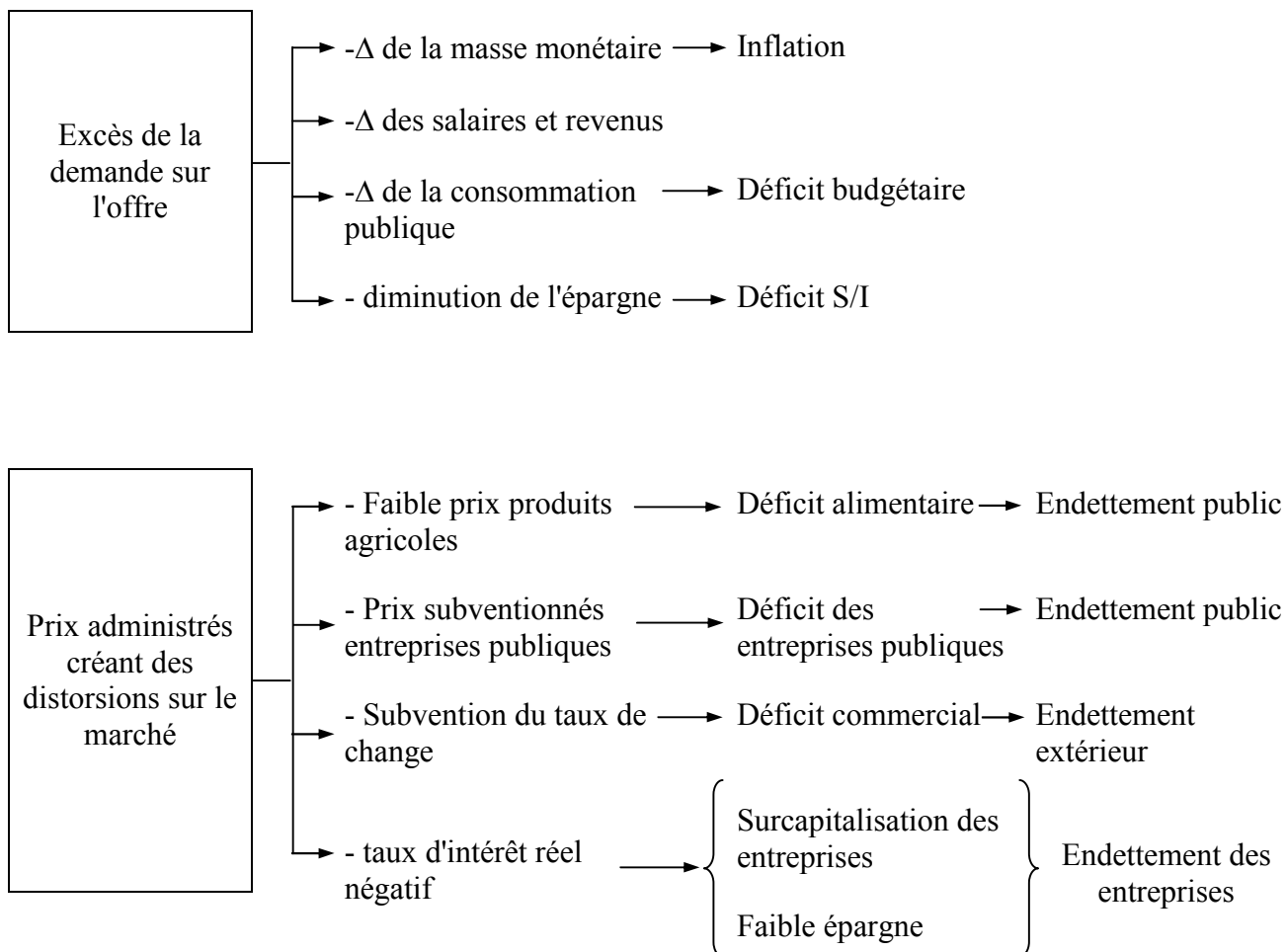
DIAGNOSTIC DE LA DETTE

Les causes

Les symptômes

Les effets

ECO d'endettement



Evolution de la durée moyenne de la dette :

Années	Dettes multilatérale et bilatérale	Crédits fournisseurs acheteurs et financiers
1985	7,2 ans	7,3 ans
1986	5,9 ans	5,7 ans
1987	4,3 ans	3,3 ans

Source : B.C.A in A. Belhimer. op. cit. p69.

La structure de la dette va complètement changer, les créanciers privés prenant plus de poids, le long terme s'amenuisera au profit du court terme et la part de la dette à taux variable dépassera les 50% du total de la dette.

La nouvelle structure de la dette :

	1974	1986
- Part des créanciers privés (en % de la dette totale à long terme)	70	78,8
-Part de la dette à taux variable (en % du total de la dette)	2,8	50,5
- Evolution de la dette à court terme en 10 ⁹ \$ U.S	1,96	3,5

Source : R. Sekkak "La dette extérieure de l'Algérie" in A. Belhimer. op. cit. p70.

En conclusion nous observons que le principe d'accorder la priorité au remboursement de la dette "rubis sur ongle" ne règle pas la question du poids de la dette, au contraire il l'aggravera puisque la structure de la dette devient plus pressante avec le pic qu'a connu le service de la dette en 1990 où les paiements ont atteint le niveau de 7,9 milliards de dollars U.S.

Mais le plus important à signaler réside dans le fait que l'on a bâti une *politique économique recessionniste axée sur le remboursement de la dette en priorité. Il s'agit en fait d'accepter de comprimer la production intérieure en diminuant les achats de produits importés, donc les biens nécessaires pour réhabiliter l'outil de production et condamner les pays et son industrie à la régression économique.* Le pourcentage du P.N.B consacré annuellement au paiement des obligations extérieures correspond à une diminution du montant de la richesse crée annuellement dans le pays.

La période où les priorités accordées à la planification, aux investissements et au plein emploi prend fin avec les sanctions monétaires et la cessation de paiement. La richesse n'étant pas au rendez-vous, une nouvelle politique va se mettre en place dès la signature de "l'accord STAND-BY" du 3 juin 1991 avec le Fonds Monétaire International (F.M.I). Accord qui proposait un programme de stabilisation avec le FMI et de restructuration avec la B.I.R.D.

Les objectifs généraux de la nouvelle politique vont consister en un recul net de l'intervention de l'Etat dans l'économie, la recherche du retour de la croissance, la libération des prix, l'élimination des distorsions dans la consommation et l'épargne, la libération du commerce extérieur et intérieur.

Les difficultés de paiement en cette année 1991 vont se répercuter sur les importations de produits de large consommation, des matières premières et des demi-produits. Les effets négatifs sur l'industrie et l'agriculture ne se sont pas faits attendre. Quant à l'inflation elle atteint le niveau de 30%/an.

Ainsi les sanctions allaient se poursuivre. Il fallait porter le cours du dollar à 22,5 dinars à la fin septembre 1991 (en 1984 la valeur moyenne du dollar américain était de 4,70 dinars algérien), comprimer les dépenses publiques, majorer les prix des produits de base, cesser la croissance monétaire et réviser vers la hausse le coût de refinancement des banques auprès de la Banque d'Algérie.

La part des prix libres dans l'indice des prix à la consommation passe de 10% en 1988 à 77% en 1993. Le rapport de la masse monétaire (M2) au produit intérieur brut qui était de 84% en 1988 se réduit à 53% en 1992. Par rapport à 100 en 1985, le taux de change réel n'est plus que de 30 en 1992, ce qui va lourdement peser sur les prix des intrants, pénalisant par là les entreprises publiques.

L'accumulation devient peu performante, le coefficient marginal du capital qui se situait à 6 dans les années 1970 (6 dinars pour obtenir 10 dinars de production supplémentaire) va descendre jusqu'à 20 en 1992.

La structure de l'accumulation brute des fonds fixes (A.B.F.F) est de moins en moins orientée vers les investissements productifs. Dans la loi de finances de 1993 sur 191,5 milliards de dinars, 102 milliards sont destinés à

l'investissement, seulement 23,4 milliards de dinars sont destinés à l'investissement productif soit 23% des investissements.

L'assainissement économique devient le programme essentiel, le développement est renvoyé à un horizon indéfini¹.

Au lieu d'investissements créateurs de valeur ajoutée, l'argent est dirigé vers le "filet social" à hauteur de 20 milliards de dinars pour les plus démunis et 15 milliards de dinars pour le soutien des prix².

42 milliards de dinars sont affectés en cette année 1992 à l'assainissement des entreprises publiques, enfin d'exercice ce sont 68 milliards de dinars qui furent versés au fonds d'assainissement³.

Le stock de la dette externe s'élève à 27 milliards de dollars U.S à la fin de la même année. Le service de la dette accapare à lui seul 78% des exportations.

La dette publique approche les 1000 milliards de dinars à fin 1993⁴.

Pour signer une convention de prêt appuyant la réforme fiscale et tarifaire, le B.I.R.D introduit comme conditionnalité la privatisation des entreprises publiques, à propos desquelles il est utile de préciser surtout dans le cadre de la recherche des éléments qui créent la richesse, que le taux moyen d'utilisation des capacités était de 57%⁵. Les sureffectifs obéraient la productivité du travail et qui, de toutes les façons, ne pouvaient accroître le niveau de production qu'en augmentant le niveau des importations. L'élasticité de la production par rapport aux importations est déjà de 1,1 en 1987.

La grande question demeure cependant, de rechercher comment peut-on endiguer les causes qui génèrent l'inflation et en même temps continuer à

¹ Les chiffres avancés sont donnés par A. Benbitour : "L'Algérie au 3^{ème} millénaire". op. cit. p74 et suivantes.

² Chiffres tirés de H. Benissad : op. cit. p155.

³ Projet de loi de finances pour 1993.

⁴ Chiffres avancés par BABA Ahmed. op. cit. p 221 et suivantes.

⁵ Chiffre cité par A. BOUZIDI in "Les années 90 de l'économie algérienne". ENAG Alger 1999. p27.

satisfaire les besoins des entreprises en crédit. Autrement dit comment financer le désaccumulation?

La dérive de l'expansion monétaire va se poursuivre principalement à cause :

- des crédits non performants des banques sur les entreprises.
- de l'impossibilité de pratiquer une politique de l'offre de monnaie en relation avec la demande de l'économie.
- de la dévaluation et de l'augmentation du loyer de l'argent qui ne vont produire en fait qu'une accélération des besoins en crédits des entreprises publiques et privées.
- le déficit budgétaire en 1993 est de 168 milliards de dinars (83 milliards pour assainissement financier des entreprises).
- les avances cumulées au Trésor public s'élèvent à 170 milliards de dinars.
- les crédits totaux à l'Etat sont de 522,2 milliards de dinars.

Cette expansion monétaire se situe au moment où le P.I.B diminue en volume de 2,7%. Le financement de l'économie est sans impact sur l'activité. A ce déséquilibre s'ajoute la dette publique qui représente 1000 milliards de dinars en fin 1993.

Les importations sont toujours plus faibles que celles de l'années 1990 (9,7 milliards de dollars U.S) et s'élèvent à 8,8 milliards de dollars U.S.

Le service de la dette reste situé autour de 9 milliards de dollars U.S

Service de la dette en 109 \$ U.S¹.

1990	1991	1992	1993	1994
8,9	9,5	9,3	9,4	9

¹ BABA Ahmed : op. Cit. pp230 et suivantes.

Malgré les mesures prises par le conseil de la monnaie et du crédit en septembre 1991 de dévaluer le dinar de 20,7% pour faire passer la parité de 18,6 DA/\$ U.S à 22,50 DA/\$ U.S, de relever le taux d'escompte de 10,5% à 11,5% et la cote des réescompte de 50% avec plafonnement du refinancement afin d'ajuster l'offre de monnaie, l'expansion monétaire n'en continue pas moins.

Financement des besoins des agents économiques en 10⁹ DA.

	1990	1991	1992	1993	1993/1990
I- Crédits à l'Etat	167	159,9	174,1	522,2	355,2
II- Crédits à l'économie	247	325,8	465,2	231,4	-15,6
Crédit intérieur I+II	414	485,7	639,3	753,6	339,6

Tableau reconstitué à partir des données de M. Baba Ahmed. op. cit. p234.

La dévaluation et le relèvement des taux d'escompte et de réescompte n'ont en fait abouti qu'à l'accélération des besoins en crédits des entreprises. Le coefficient marginal du capital qui mesure l'efficacité des investissements qui était de 6,3 entre 1973-1980 va passer à 12,5 entre 1986 et 1989 et va avoisiner 50 au début des années 1990.

La désaccumulation par le biais de l'assainissement financier va donc se poursuivre, alors que le ratio du service de la dette extérieure est de 86% en 1993. Les transferts réels annuels entre 1991 et 1993 sont de l'ordre de 3 milliards de dollars U.S.

Les réserves de change atteignent à peine 2,6 milliards de dollars U.S.

Chapitre II

Le programme de stabilisation macroéconomique

Paragraphe 1 : Les résultats macroéconomiques de la politique de stabilisation.

Paragraphe 2 : Le contexte macroéconomique de l'après P.A.S.

Paragraphe 3 : Le secteur privé et le blocage de l'accumulation.

Paragraphe 4 : Les investissements directs étrangers (I.D.E) et l'accumulation.

Paragraphe 5 : Le financement industriel.

Paragraphe 6 : L'investissement productif.

Paragraphe 7 : Le secteur agricole dans l'après crise de 1986.

LE PROGRAMME DE STABILISATION MACROECONOMIQUE :

Un programme de stabilisation macroéconomique¹ (assainissement des finances publiques et rigueur dans la politique monétaire) s'avère nécessaire, il est la condition de la relance de la croissance.

Evolution de la croissance de l'économie.

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Le PIB en 10 ⁹ DA	287	286	306	317	383	497	735		1166	1472	1966,5	2502,5
Taux de change DA/\$	5,03	4,71	4,84	5,93	7,61	8,93	18,3		23,35	35,06	47,65	54,75

En appui à cette stabilisation, les réformes structurelles devaient comporter :

- La libéralisation du commerce extérieur et intérieur.
- La libéralisation totale du système de détermination des prix.
- La mise en œuvre de taux d'intérêt réels positifs.
- Un marché interbancaire pour les devises.

¹ La stabilisation macroéconomique relève d'un cadre plus général appelé plan d'ajustement structurel proposé par le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale, aux économies en difficulté. Ce plan propose un certain nombre de mesures capables d'orienter efficacement l'allocation des ressources pour contrecarrer les chocs extérieurs (déséquilibres de la balance des paiements, évolution défavorable des termes de l'échange, crise d'endettement...) et faire face aux blocages intérieurs (lutte contre l'inflation, diminution ou dérive de la croissance...). Le plan d'ajustement structurel (P.A.S) vise le rétablissement des équilibres économiques, monétaires et financiers, aussi il recherche une meilleure exploitation du système productif.

Son programme se présente généralement sous deux volets :

Le premier volet comporte les mesures de stabilisation macroéconomique. Elles sont inspirées généralement du courant monétaire. Elles visent la restructuration des grands équilibres à court-terme.

- Offre et demande globale
- Equilibre de la balance des paiements
- Equilibre budgétaire
- Equilibre monétaire.

Ces différentes mesures vont s'inscrire dans les politiques économiques suivantes :

- Politique fiscale (avec réforme de la fiscalité)
- Politique monétaire (contrôle de la masse monétaire et du crédit)
- Politique du taux de change (dévaluation, subvention aux exportations, actions sur les importations).

Le deuxième volet intègre les mesures d'ajustement structurel dont l'objectif vise le renforcement de l'offre. Ces mesures sont de type institutionnel et réglementaire devant permettre aux mécanismes de marché de fonctionner librement. Elles cherchent à :

- Dynamiser le système productif et le rendre performant (privatisation et restructuration des entreprises)
- Réformer le secteur bancaire
- Inciter à la formation et investir dans le capital humain.

- La recapitalisation des banques commerciales.
- La privatisation et la mise en cause du filet social.

Le programme consistait en un accord de confirmation d'une année à partir d'avril 1994 à avril 1995, puis un accord de facilité de financement élargi de trois années avec le F.M.I, un programme d'appui aux réformes et un programme d'ajustement structurel avec la Banque Mondiale.

Le taux de change du dinar est ajusté à 41,1%, le dollar doit valoir 36 DA, avec la gestion du taux de change, la parité va se situer à 42,9 DA/\$ U.S à la fin de 1994 portant ainsi la dépréciation du dinar à 67%, la parité sera portée en 1995 à 60 DA/\$ U.S.

Le P.I.B devait croître de 3% en 1994, le déficit du Trésor devait être réduit à 33% du P.I.B. Un plafond de refinancement global était fixé ainsi qu'un plafond de réescompte par banque en fonction des ressources collectées et aux crédits à long terme et moyen terme distribués.

Par rapport aux possibilités d'accumulation, les politiques de réduction de la demande et d'augmentation de l'offre vont en fait entraîner un étouffement de la monnaie. "Dévaluer de 40% et renforcer la flexibilité du change au marché par une dérive additionnelle du dinar de 27%, sachant que la parité avait déjà été modifiée de près de 40% depuis septembre 1991 et que le dinar avait déjà perdu, au total 84,6% de sa valeur historique de 1 \$ U.S = 4 DA. Le dinar ne conserve même, fin 1995 que 6,7% de cette valeur historique.

Renchérir en même temps de 35% le taux d'escompte et de 20% le découvert des banques allait-il améliorer la compétitivité internationale des produits locaux, sans détruire la demande locale?"¹.

¹ M. Baba Ahmed : L'Algérie ; diagnostic d'un non développement. éd. L'Harmattan. op. cit. p240.

Selon une estimation du même auteur, la dévaluation-dépréciation se serait traduite par une réévaluation de la dette externe du secteur productif réel de l'ordre de 350 milliards de dinars à fin 1994 dont environ 100 milliards concernant la SONATRACH.

Les entreprises endettées allaient devoir consacrer 10% de leur valeur ajoutée créée à la perte de change, soit d'autres désaccumulations.

Sur le terrain le programme de stabilisation va se traduire par un déficit de trésorerie qui passe de 54,7 milliards de dinars en 1993 à 283,2 milliards en 1996. Le découvert des entreprises publiques rachetées, et le gel des découverts, les pertes de change et les subventions vont constituer un assainissement financier qui passe de 319,2 milliards de DA en 1996 à 505,9 milliards en 1996¹.

La dette publique entendue comme l'ensemble des engagements financiers du Trésor qui était de 350 milliards de DA en 1989, passera à 650 milliards en 1992, atteindra 1000 milliards en 1993 et représentera 2000 milliards à fin 1995 (la dette publique sur le PIB est voisine de 1).

Paragraphe I : Les résultats macroéconomiques de la politique de stabilisation :

Le ratio du service de la dette était au début de 1994 équivalent au montant des recettes d'exportation. Il va chuter à 48,6% à fin 1994, 42,5% en 1995 et 29,2% en 1996. Le montant du stock de la dette passait de 29,5 milliards de dollars U.S en 1994 à 33,5 milliards de dollars en 1996.

Le rééchelonnement a concerné 55% de la dette et a porté sur un montant de 16 milliards de dollars U.S levant ainsi la contrainte financière jusqu'en 1998.

La durée moyenne de maturité de la dette qui avait posé problème en se raccourcissant à trois années, a été allongée à sept années, les intérêts

¹ M. Baba Ahmed. op. cit. p244.

augmentent évidemment. Le taux de croissance est redevenu positif dès l'année 1995 avec une tendance haussière, mais cette croissance reste fragile car elle est tributaire encore des hydrocarbures.

Taux de croissance sectorielle en %¹ :

Année Secteur	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Industrie	-1,3	-4,4	-1,4	-7,9	-3,9	+4,6
Agriculture	-3,7	-9	+15	+19,5	-14	+11,4
BTP	-4	+0,9	+2,7	+4,5	+2	+2,4
Hydrocarbures	-0,8	-2,5	+1	+7	+5,2	+3,5

Les équilibres macroéconomiques retrouvés, constituent l'élément le plus positif. L'inflation est passée de 30% en 1995 à 5% en 1997.

	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Taux d'inflation	20,5%	29%	28,8%	18,5%	5,7%	5%

Les exportations vont augmenter en valeur dès 1996 grâce à la hausse des prix des hydrocarbures et une notable appréciation du dollar sur les marchés des changes, engendrant ainsi un solde positif de la balance commerciale qui va se confirmer en 1997.

Le solde déficitaire de la balance des paiements a été réduit grâce aux ressources rendues disponibles par le rééchelonnement. 4,5 milliards de dollars U.S en 1994 et 4,8 milliards en 1995.

Les réserves de change sont passées de 1,9 milliards de dollars en 1993 à 4,5 milliards de dollars en 1996 comme le montre le tableau suivant² :

¹ A. BOUZIDI : Les années 90 de l'économie algérienne.

² A. Bouzidi : Les années 90 de l'économie algérienne ENAG Alger 1990. p50

Année \ Dette	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Dette extérieure 109\$ US	25,724	29,65	31,32	32,09	31,2	
Mobilisation de nouveaux crédits	5,2	3,9	1,9			
Extérieurs (DS. \$) Service dette extérieure avant rééchelonnement	86%	95,5%	84%			
Après rééchelonnement		47%	42%	29%	32%	47,2%
Réserves brutes 109 \$ US	1,5	2,64	2,009	4,5	8	6,7
Réserves brutes en mois d'importations	1,9	2,98	2,19	4,5	9	7

Source : Bouzidi : Les années 90. p50.

Le rétablissement des équilibres extérieurs s'est accompagné d'une baisse du déficit du Trésor de -9,1% du P.I.B en 1993 il a été réduit à 3% en 1996 pour redevenir négatif en 1998 (-3,6%). Cette évolution est exprimée sur le tableau suivant¹ :

Année \ Agrégats	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Recettes budgétaires (% du PIB)	27	29,5	30,6	33,4	36,2	-
Dépenses budgétaires (% du PIB)	33,6	21,4	30	29,4	33,6	-
Solde global du Trésor (en % du PIB)	-9,1%	-4,4%	-15%	+2,9%	+2,4%	-3,6%
En 10 ⁹ DA	-110	-65	-28	+70	+66,1	-100

Source : Bouzidi : Les années 90. p52.

¹ A. Bouzidi. Op. Cit. p52.

Ces résultats positifs peuvent-ils représenter la possibilité d'une nouvelle tentative de décollage du processus d'accumulation?

Le secteur industriel hors hydrocarbures malgré les investissements entre 1967 et 1979 n'a représenté en fait que 11% à 13% de la P.I.B.

La production industrielle connaît une nette régression constante depuis 1986. La valeur ajoutée connaît le même sort :

-0,7% en 1991

-1,3% en 1993

-1,4% en 1995

La contribution du secteur industriel à la P.I.B a été de 10,4% en 1990, 12,1% en 1993 et 10,5% en 1995. On dénombrait 374 entreprises publiques en 1993, en 1994 on en compte 362, les fermetures commencent à toucher certaines branches industrielles.

On reconnaît au secteur privé une nette contribution à la production globale, en 1994 avec 26200 unités industrielles généralement de petite taille. Il arrive à produire :

30% de la production des cuirs et chaussures.

21% de la production de bois et papier.

17% de la production agroalimentaire.

14% de la production dans la chimie et le plastique.

L'effectif de tous les secteurs de l'industrie s'élève à 475.000 employés en 1994, le taux d'utilisation des capacités de production dans le secteur public a reculé de 57,2% en 1990 à 46,7% en 1995.

La dépendance de l'extérieur pour le fonctionnement des équipements reste très forte.

On compte quelques 2,3 millions de chômeurs en 1997 soit 28% de la population active. Le pouvoir d'achat des salariés régresse sensiblement. Le recul est de 4% en 1993, 10,7% en 1994 et 4,8% en 1996. La perte des prestations des services gratuits aggrave la situation sociale.

En terme de régression de la richesse, il y a lieu de noter la non utilisation des capacités humaines et matérielles qui s'accroît alors que la pauvreté a commencé à s'installer obligeant le recours à la mise en place d'une politique sociale coûteuse et souvent mal ciblée.

Ainsi le gouvernement va faire en sorte que l'année 1997 soit l'année où :

- Par excès de rigueur monétaire, le taux de croissance va chuter à 1,2% et à (-0,9% hors hydrocarbures). Le déficit du compte courant de la balance des paiements pouvait rester déficitaire en continuant à emprunter à l'extérieur pour financer une relance économique. L'excédent du compte courant ne peut s'expliquer que par la volonté de non investir. De même le solde global du Trésor est positif (2,4% du PIB) ce qui signifie que l'épargne n'a pas été transformée en investissements.
- Par excès de rigueur aussi, les importations nécessaires au redémarrage des secteurs économiques ont été réduites à 8,5 milliards de dollars U.S, alors que l'accord du EFF prévoyait 10,2 milliards de dollars et que nos exportations atteignaient 13,4 milliards de dollars.

La demande intérieure subissait la même rigueur aboutissant à un taux d'inflation de 5,7% alors que le programme prévoyait 9,5%.

Paragraphe II : Le contexte macroéconomique de l'après P.A.S

Depuis la chute des prix du pétrole en 1985-1986 et jusqu'en janvier 1998 terme du programme de facilité financière élargie, l'Algérie avait subi des contraintes économiques et des dysfonctions de gestion au point où elle desaccumulait. Le poids de la dette extérieure et intérieure, le refus d'investir, et l'incapacité de rentabiliser ce qui fut créé comme projets porteurs.

Aussi l'importance de la spécialisation internationale forcée dans l'exportation des hydrocarbures qui s'apparente au syndrome hollandais qui fait que les secteurs manufacturiers et agricole, secteurs de développement réel, sont handicapés, alors que sont favorisés l'exportation des ressources minières, les services et le bâtiment et travaux publics, font de l'économie un ensemble rentier. Le pays ne peut alors retrouver le chemin de la croissance sans avoir procédé à de profondes mutations institutionnelles.

Taux de croissance sectorielle (en %) ¹

Année \ Secteurs	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Industrie	-1,3	-4,4	-1,4	-7,9	-3,9	+4,6
Agriculture	-3,7	-9	+15	+19,5	-14	+11,4
BTP	-4	+0,9	+2,7	+4,5	+2	+2,4
Hydrocarbures	-0,8	-2,5	+1	+7	+5,2	+3,5

De 1990 à 2003, la croissance a été en moyenne de 2,4% avec des périodes de décroissance, alors que l'accroissement démographique enregistrait 1,88%.

Le PIB en dollar par habitant est passé de 1543 dollars en 1994 à 2136 dollars.

¹ A. Bouzidi : Les années 90 de l'économie algérienne. Op. cit. p55.

Evolution du P.I.B par période

Périodes	1990-1993	1994-1998	1999-2003
Croissance du PIB	-0,5%	3,62%	4,12%

Tableau reconstitué à partir des données du délégué à la planification (analyse de la conjoncture).

L'analyse de l'évolution des secteurs à travers leur taux de croissance révèle que les hydrocarbures connaissent une croissance vigoureuse, étant entendu qu'elles n'exercent pas d'effets d'entraînement sur le reste de l'économie. N'était ce l'effet indirect du financement. Le secteur des hydrocarbures est prépondérant dans l'activité économique avec 46% de la valeur ajoutée en 2004 et 53,2% en 2005.

L'agriculture et les B.T.P sont dopés par la dépense publique. La fiscalité pétrolière représente en 2004, 66,83% des recettes fiscales qui elles mêmes constituent 36,7% du P.I.B.

Cette évolution va se maintenir eu égard aux projets de logement inscrits dans le plan complémentaire de soutien à la croissance.

Les services connaissent une croissance soutenue (6%) sous l'effet de la tertiarisation de l'économie dûe aux dépenses de l'Etat.

L'agriculture quant à elle, demeure soumise aux conditions climatiques malgré l'existence d'un plan national de développement agricole, car ce dernier, même s'il n'a pas lésiné sur les moyens, il n'a pas été axé sur l'introduction de nouvelles technologies dans le secteur.

Aussi et surtout, le secteur agricole demeure tributaire de la non détermination du statut de la propriété des terres agricoles appartenant à l'Etat. Les attributions pour l'exercice de l'usufruit demeurent limitées dans leur portée quant à l'investissement à pourvoir dans le domaine.

Répartition sectorielle de la croissance du P.I.B réel¹

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Hydrocarbures	6,0	4,0	6,1	4,9	-1,6	3,7	8,4
Agriculture	-13,5	11,4	2,7	-5,0	13,2	-1,3	17
Mines	-13,4	5,5	-3,0	15,9	-2,8	6,1	0,6
Energie et eau	3,9	8,7	7,0	2,4	5,0	4,3	6,6
Industries manufacturières	-7,6	9,2	-0,8	-1,9	-1,3	-1,0	-3,3
Industries du secteur privé	5,0	5,0	8,0	5,3	3,0	6,6	2,9
Bâtiments et travaux publics	2,5	2,4	1,4	5,1	2,8	8,0	5,5
Services hors administrations publiques	2,4	5,4	3,5	2,1	6,0	5,3	4,3
Services des administrations publiques	3,0	2,5	3,0	2,1	2,5	3,0	4,5
Droits et taxes à l'importation	0,5	5,4	-0,5	0,9	4,8	6,9	4,4
Produit intérieur brut	1,1	5,1	3,2	2,2	2,7	4,1	6,8

La désindustrialisation du pays se poursuit au fur et à mesure, ainsi en 2001 la production industrielle est en baisse de 0,6%, c'est uniquement sous l'effet prix que le chiffre d'affaires connaît une hausse de 2%. La valeur ajoutée quant à elle accuse une baisse de 4%, l'emploi connaît une régression de 0,8% pour se situer à 193365 postes.

Le découvert bancaire est de 44 milliards de dinars à fin juin 2001 (la détérioration est de 10 milliards de dinars depuis décembre 2000).

¹ Tableau tiré des cahiers du CREAD n° 75 année 2006 p28.

Indice de la production industrielle des entreprises publiques¹
(1989=100)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Eau et énergie	143,7	156,3	167,3	171,3	179,8	187,7	199	211,6
Hydrocarbures	118,2	119,2	121,5	129,3	128,5	133,8	138,8	145,2
Industries extractives	67,2	70,8	68,7	79,6	77,3	82	76,8	82,7
ISMMEE	46,8	53,1	55,4	56,7	62,8	67,2	73	74,7
Matériaux de construction	89	93,4	91,2	97,1	98,6	106,9	94,4	106,7
Industries chimiques	79,9	93,2	91,6	97,2	94,3	88,8	79,2	77,7
Industries alimentaire	83,1	95,4	93,9	85,5	74,9	60,5	48,1	40,5
Textiles	48,6	48,1	39	33,4	28,6	29,6	30	24,7
Cuirs et peaux	23,7	22,4	16,5	15,5	16,1	13	11,6	13,9
Bois et papier	47,3	45,3	38,8	35,6	31	31,4	29,4	29,2
Indice général	78,2	83,8	83,8	85,2	85	86,2	85,4	87,7
Indice hors hydrocarbures	68,9	75,6	75,1	75	74,6	75,1	73,4	74,4
Indice industries manufact.	63,1	69	67,7	66,8	66,2	65,4	62,8	62,0

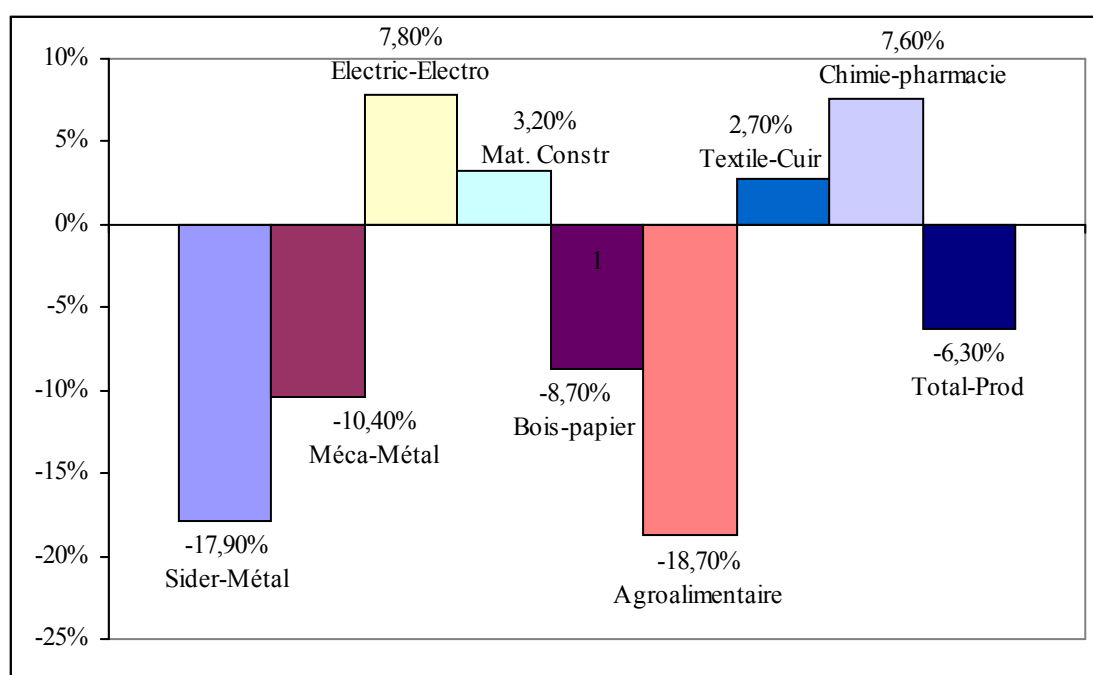
Le tableau ci-dessous indique par branche d'activité l'évolution entre le premier trimestre 2001 et la même période de 2002, de l'indice de production² :

Branches d'activités industrielles	Part dans la production valorisée du secteur	Evolution production S1-2002/S1-2001
Sidérurgie / Métallurgie	15%	-17,9%
Mécanique / Métallique	9%	-10,4%
Electrique / Electronique	8%	7,8%
Mat. Construction / Verres	10%	3,2%
Bois / Papier / Divers	3%	-8,7%
Agroalimentaire	43%	-18,7%
Textiles et cuirs	3%	2,7%
Chimie-pharmacie-engrais	9%	7,6%
Total production	100%	-6,3%

¹ Tableau tiré des cahiers du CREAD n° 75 2006 p29.

² "Analyse de la conjoncture su secteur public", Direction de l'analyse et de la synthèse. 2002. p6.

Evolution de l'indice de production



Toute l'industrie nationale ne contribue qu'à peine 7% au P.I.B. La production locale ne participe qu'à concurrence de 51% dans les approvisionnements du secteur. Pour un chiffre d'affaires de 206 milliards de dinars au premier semestre 2001 les importations représentent 41,80 milliards de dinars dont 92% destinés au fonctionnement (matières premières et fournitures). Le reste est dévolue à la pièce de rechange. Les exportations de produits industriels représentent seulement 15% du montant total des importations.

Hormis le secteur des hydrocarbures, l'économie réelle de l'Algérie repose sur le secteur agricole qui représente 19,4% de la valeur ajoutée en 2005, le secteur du bâtiment et des travaux publics qui devient dynamique grâce à la dépenses publique réalise une croissance de 7,1%, elle fut de 8% en 2004. Le secteur représente 18,8% de la valeur ajoutée hors hydrocarbures.

Le secteur des services représente 35,2% de la valeur ajoutée hors hydrocarbures. Il est composé principalement par les activités du

transport/communication qui accaparent 85% de l'activité du secteur et la branche commerce/distribution très liés aux activités d'importation.

Les importations de marchandises ont augmenté de 10,6% en valeur en 2005, en 2004 elles avaient haussé de 25,6%.

Alors que la production industrielle n'augmente que de 2,5% en moyenne (3,4% pour le secteur public et 1,7% pour le secteur industriel privé), des secteurs comme l'agroalimentaire, l'eau, l'énergie, les services aux entreprises et aux ménages connaissent des croissances moyennes.

Les secteurs sur lesquels a reposé la première politique de développement tels les I.S.M.M.E.E, la chimie, ainsi que les cuirs et la chaussure, connaissent une croissance faible. Ce sont des secteurs dominés par la propriété de l'Etat, même si le privé a commencé à connaître des développements dans des proportions qui sont appréciables.

Cette expansion économique peut-elle asseoir une croissance endogène auto-entretenu tant recherchée?

Le dynamisme s'expliquerait-il par la nature juridique des opérateurs qui participent à l'activité économique? nous allons voir que malgré la promotion du secteur privé, le décollage économique connaît encore des résistances.

Paragraphe III : Le secteur privé et le blocage de l'accumulation :

Le secteur privé connaissait déjà à la veille de la promulgation de la loi 81-11 du mois d'Août 1982, des proportions assez importantes. Il représentait 70% dans l'agriculture, 60% dans le B.T.P et 40% dans les transports.

L'initiative privée a été encouragée par des avantages sur le plan fiscal (exonération totale de l'impôt fiscal et de l'impôt foncier pour cinq à dix ans, l'exonération de la T.U.G.P). Aussi des facilités sont accordées pour l'obtention

de crédits bancaires à concurrence de 30% du montant global de l'investissement, des crédits d'exploitation peuvent accompagner les crédits d'investissements sur sollicitation du privé.

En réalité les lourdeurs administratives et les obstacles bureaucratique (122 formalités et pièces administratives sont exigées pour l'octroi de crédit) vont bloquer toute initiative provenant du privé.

De nouveaux espoirs voient le jour avec l'avènement de la loi du mois de juillet 1988 qui vient alléger les procédures administratives. L'O.C.I.P (office chargé du suivi de l'orientation et de la coordination du secteur privé) chargé de dynamiser l'investissement privé, verra ses prérogatives dévolues à la chambre nationale de commerce.

Cependant, malgré cette législation libérale, la logique de fonctionnement de l'économie algérienne continuera à orienter les activités vers l'import, secteur très rentable et sans risques.

Le programme d'ajustement structurel ne favorisera pas la promotion de l'entreprise privée, les dévaluations successives du dinar, ne permettent aucune visibilité, ni anticipation.

Les menaces et pressions de l'environnement demeurent plus importantes que les opportunités offertes. Un système bancaire inefficent, un traitement discriminatoire de l'accès au financement extérieur, l'impossibilité d'acquérir les terrains d'assiette pour les projets ainsi que les difficultés de prévoir et anticiper compte tenu de la non viabilité et de la faiblesse de l'information économique.

On estimait en 1998-1999 la période entre le début du projet et le passage au stade opérationnel à 50 mois malgré l'assistance de l'agence pour la promotion et le suivi de l'investissement (A.P.SI) créé en octobre 1993.

En juin 2001, est adopté un nouveau code des investissements, l'Algérie signe des conventions internationales liées à l'arbitrage et au règlement des litiges qui peuvent être occasionnés par les transactions.

En décembre 2001 est mise en place la loi d'orientation pour la promotion des petites et moyennes entreprises (P.M.E) qui sont alors au nombre de 188.893 en 2002, seules sept pour mille dépassent l'effectif de 50 employés, par contre 93% emploient moins de 10 salariés, 32% seulement des P.M.E se situent dans l'industrie manufacturière et principalement dans l'agroalimentaire, les textiles et cuirs. Le reste c'est à dire 68% se répartit entre le B.T.P et les services. Ceci démontre que la concurrence n'est pas dans l'ordre des priorités. Le privé se positionne dans les activités protégées où le délai de récupération est le plus court. Le management est réduit à sa plus simple expression et épouse souvent une gestion familiale des affaires. Animé par la culture de la discrétion, attiré par l'exploitation d'opportunités et tenté par l'usage des plages aux frontières de l'évasion du fisc, le privé semble préférer développer les activités du marché national. L'exploitation ne représente que 4% du commerce extérieur en 2002 soit 600 millions de dollars U.S.

La perspective d'amélioration de la position compétitive demeure bloquée, surtout que l'accord d'association avec l'Union Européenne entre en vigueur en septembre 2005. La possibilité d'accumulation est là aussi très faible. Le taux de croissance du secteur privé a été de 3,7% en 2003 et 3,4% en 2004 soit moins que la croissance du P.I.B réel qui a été de 6,9% en 2003 et 5,2% en 2004¹.

Le programme de mise à niveau des entreprises, tous secteurs confondus n'a concerné à la fin de l'année 2004 que 77 entreprises, 198 entreprises se trouvaient encore à l'étape du diagnostic. L'ensemble concerné par le projet totalisait 275 entreprises. Il est nécessaire de préciser que la mise à niveau

¹ Rapport Banque d'Algérie 2005.

implique une adaptation continue aux besoins de tous les partenaires en amont et en aval de l'entreprise.

L'ouverture vers l'extérieur et les I.D.E peuvent-ils représenter une source d'accumulation?

Paragraphe IV : Les investissements directs étrangers et l'accumulation

La démarche d'ouverture a été entamée en 1987 par le morcellement de 3500 fermes agricoles d'Etat et leur mise en gestion privée.

Le premier programme de privatisation voit le jour en 1996; il touche 200 P.M.E publiques locales.

Le programme est appuyé par la Banque Mondiale. En juin de la même année, "le Mémoire officiel sur le commerce extérieur de l'Algérie" est déposé à l'Organisation Mondiale du Commerce (O.M.C) avec la demande d'adhésion en 1997 l'article VIII du Fond Monétaire International (F.M.I), qui prévoit une revue semestrielle par cette instance des données de l'économie, est accepté.

Dans la même année, sur un peu plus de 400 entreprises publiques seules 200 d'entre elles sont programmées pour une éventuelle privatisation. Aussi dans la même année le dinar algérien connaîtra une convertibilité pour les transactions courantes.

A la fin de 1997 débutent les négociations avec l'Union Européenne (U.E) en vue d'un accord d'association. En Avril, 800 entreprises locales avaient été dissoutes ou privatisées.

Ainsi par différentes mesures, l'investissement en Algérie connaît une atmosphère mieux assainie. Le délai de lancement des projets est raccourci de 120 jours en 2001 à 27 jours en 2004. La conversion des dettes en

investissements a représenté aussi une opportunité pour les investisseurs. Le Club de Paris a autorisé en 2000 l'insertion d'une clause de conversion dès la signature des accords de rééchelonnement par l'Algérie en 1995. Dans ce cadre trois accords bilatéraux de conversion de dettes ont été signés en 2002 avec l'Espagne, l'Italie et la France. Les accords portent sur 110 millions de dollars U.S avec l'Espagne, 70 millions de dollars avec la France en 2002 et porté à 288 millions de dollars en 2004.

Cependant les infrastructures de base telles que les ports, les aéroports et le réseau routier, laissent à désirer, le problème du foncier industriel demeure en suspend, alors que l'assistance des banques demeure problématique.

Néanmoins en 2004 l'Algérie est la première destination des investissements étrangers dans le région MEDA comme le montre le tableau suivant¹ :

Les investissements étrangers dans la région MEDA en 2004

Pays	2004		2003	
	Montant I.D.E	Nombre de projets	Montant I.D.E	Nombre de projets
Algérie	5857	59	2519	31
Egypte	2468	39	484	21
Israel	146	24	2653	28
Jordanie	1944	21	124	13
Liban	1016	26	228	12
Malte	-	5	264	3
Maroc	4032	120	3765	89
Syrie	422	11	100	4
Tunisie	192	32	94	26
Turquie	2944	53	631	43
Total MEDA	19099	400	10862	274

¹ Abdellatif Benachenhou : Les nouveaux investisseurs. éd. Alpha Desig. Mai 2006. p8.

Sur les quelques 6 milliards d'Euros, les 2/3 vont vers les hydrocarbures (avec la pénétration de la STATOIL société norvégienne et de REPSOL société espagnole). Le 1/3 restant est capté par les autres secteurs :

- Les communications (avec le créneau de la téléphonie mobile)
- Les cimenteries
- La sidérurgie avec le groupe indien ISPAT
- Dessalement d'eau de mer
- L'agroalimentaire
- La banque et les services financiers
- Les médicaments
- Le tourisme
- Promotion immobilière (projets de réalisation de centres d'affaires).

Le grand nombre de secteurs d'activité concernés pour un investissement total de 3 milliards d'Euros dénote la modicité de la taille des affaires.

Ainsi 36 entreprises françaises se sont installées en Algérie employant 6000 salariés (166 emplois en moyenne par unité).

Le groupe MITTAL STEEL pesant 100 millions de tonnes d'acier à l'échelle mondiale et employant 27000 personnes a repris la filiale sidérurgique ALPHASID en engageant 120 millions de dollars U.S sur 10 ans pendant que l'Etat prenait à sa charge 600 millions de dollars d'endettement de l'unité en 2001.

ALPHASID était en fait l'unité que recherchait ISPAT dans le cadre de sa propre stratégie.

Une politique industrielle propre au pays aurait pu faire de la sidérurgie une filière intégrée aux stratégies mondiales dans le domaine.

Alors que l'option du repreneur est d'en faire une unité tournée vers le marché intérieur à 80% avec des exportations sur le Maroc et la Tunisie. C'est dans ce sens que la production d'acier a augmenté de 70% par rapport à l'année d'acquisition (2001).

Ce modèle peut-il constituer une voie vers la production de richesse?

Au niveau financier, une banque pouvait s'installer avec 500 millions de dinars et ce n'est que la révision de la loi sur la monnaie et le crédit qui a fait passer le capital initial à 2,5 milliards de dinars.

Malgré cela, les organismes de crédit à l'exportation de l'O.C.D.E maintiennent quant même le risque Algérie à 4 alors que les pays voisins sont classés 3 sur la même échelle.

La conjoncture pétrolière extrêmement favorable avec le cours du brut à 40 dollars en moyenne, ouvre des perspectives optimistes, avec des possibilités de soutien aux activités par des politiques budgétaires.

Les investissements directs étrangers vont se poursuivre de 2001 à 2005 à raison d'un apport moyen de 0,88 milliards de dollars, mais le déficit du compte de capital situe la sortie annuelle moyenne à 1,92 milliards de dollars U.S.

Il est vrai que la balance des paiements sous l'effet d'une augmentation des prix internationaux du pétrole qui passent de 49,8 dollars/baril en 2004 à 59,44 dollars/baril en 2005 enregistre un solde passif en augmentation remarquable.

Balance des paiements en 10⁹ \$ U.S*

	2001	2002	2003	2004	2005
Solde extérieur courant	7,06	4,37	8,84	11,12	21,72
Solde du compte de capital	-0,87	-0,71	-1,37	-1,87	-4,78
Investissements directs nets	1,18	0,97	0,62	0,62	1,02

*D'après le rapport 2005 "Evolution économique et monétaire en Algérie" Banque d'Algérie Avril 2006.

Après avoir connu une stabilité entre 2001 et 2004, la dette extérieure passera de 22,3 milliards de dollars à 16,48 milliards de dollars en 2005, grâce aux remboursements anticipés effectués en 2004 et 2005. Le ratio encours de la dette/P.I.B qui était de 25,2 en 2004 recule à 16,2%, il faut rappeler qu'il était de 76% en 1995.

Nous nous trouvons dans une situation caractérisée par :

- Une spécialisation internationale avérée.
- Un poids exorbitant des hydrocarbures dans l'économie nationale avec :
 - 25% du PIB
 - 41% des recettes budgétaires
 - 97% des recettes d'exportation.
- La contribution à l'activité économique des autres secteurs se fait de manière intimidée, dans le cas où elle ne régresse.

Dans ce cas, la stratégie économique de sortie de crise et de probable relance va se concentrer sur le secteur exportateur dans la perspective d'augmentation de la rente.

La loi 86-14 sur les hydrocarbures avait déjà autorisé l'introduction du capital étranger en partenariat. Cependant dans un souci de souplesse dans les relations avec les partenaires étrangers, elle fut amendée en 1991 permettant alors :

- L'intéressement des sociétés étrangères à l'exploitation des gisements non encore exploités ou à ceux en cours de production.
- Des incitations d'ordre fiscal par des abattements sur la redevance à la production et sur l'impôt sur le résultat.
- La possibilité du recours à l'arbitrage international en cas de litige avec les partenaires étrangers.
- L'extension du gaz naturel, en cas de découverte, au régime applicable aux hydrocarbures liquides.

En l'an 2000, ce sont vingt et un opérateurs étrangers qui interviendront dans le cadre dit de "l'association avec SONATRACH" pour 31 contrats conclus, ils seront trente opérateurs associés en 2003.

Ainsi sur un domaine minier de 1.536.442 km² dont seulement 41% font l'objet de recherche, les sociétés :

ARCO
 ANADARCO
 British Petroleum (BP)
 LASMO
 HARDY OIL
 REPSOL
 CESP
 AGIP

occupent 13% des champs exploités. Certes le partenariat a permis d'accroître la base des réserves de l'Algérie et les prévisions de SONATRACH à l'horizon 2003 faisaient que quelque 900 puits d'exploitation et de développement seraient forés partagés entre SONATRACH avec 524 puits, le reste c'est à dire 369 puits seront à la charge des compagnies étrangères soit 41% des puits. Le contrat de

partage de production tel qu'il est appelé, prévoit en fait que les exportations rémunèrent d'abord les dépenses engagées par les compagnies étrangères, relatives aux coûts d'entrée, et des frais d'exploration et d'exploitation des gisements.

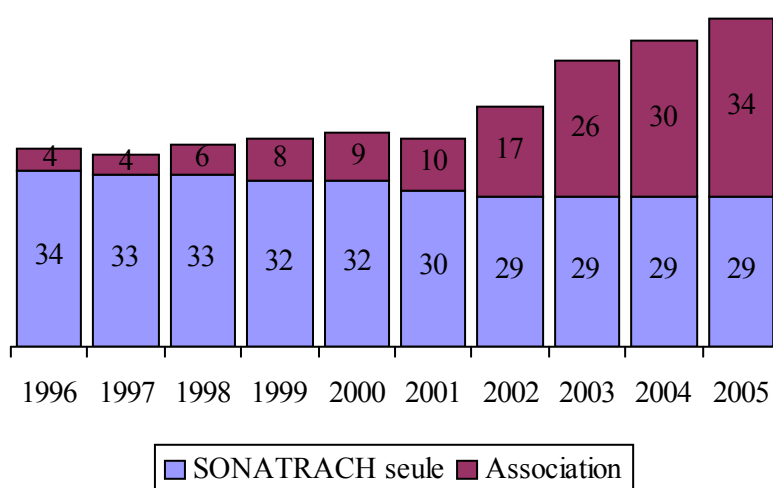
Le reste est partagé entre la SONATRACH et les partenaires dont la part est plafonnée à 40%.

En 2005 sur 161 puits forés en développement, 42% sont réalisés par SONATRACH et 58% sont le fait des associés dont la part ne cesse d'augmenter sur la production totale. Sur 232 millions de T.E.P d'hydrocarbures, les partenaires vont réaliser 28% soit 65 millions de T.E.P

Les tableaux suivants I et II montrent la part évolutive qui revient à SONATRACH et aux partenaires étrangers :

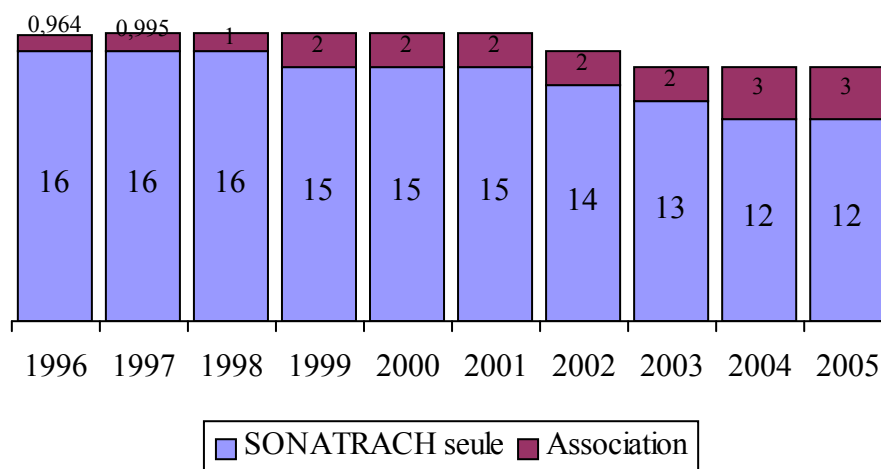
I- Evolution de la structure de production du pétrole brut et condensats¹

Evolution de la structure de production pétrole brut



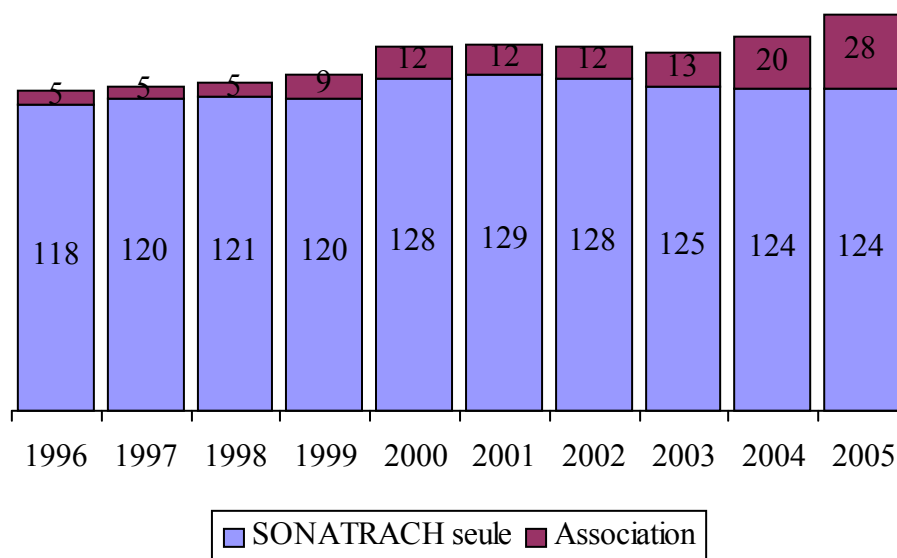
¹ Rapport annuel 2005 : SONATRACH. p23.

Evolution de la structure de production condensat



En ce qui concerne le gaz naturel et le G.P.L, la production totale fut de 99 milliards de m³ dont 18% pour les partenaires étrangers.

II- Evolution de la structure de la production gaz naturel¹



On assiste à un partage de l'unique ressource du pays et nous sommes en droit de rechercher quel est le but poursuivi à travers ce partage.

¹ Rapport annuel 2005 : SONATRACH. p24.

L'exposé des motifs de la loi relative aux hydrocarbures de 2001, fixe l'objectif de pénétration dans la logique de la mondialisation et de la globalisation des échanges.

L'Algérie avec ses bassins sédimentaires de 1,5 millions de km² seraient sous-explorés. Elle aurait huit puits par 10.000 km², alors que la moyenne mondiale est de 100 puits au 10.000 km² et qu'au Texas la moyenne est de 500 puits au 10.000 km².

Le nombre de compagnies qui opèrent en Algérie ne dépasse pas vingt compagnies alors que la Colombie, citée en exemple, compte quatre-vingt.

En second objectif la libéralisation de l'économie exige une nette séparation des prérogatives de puissance publique de l'Etat, des missions techniques, économiques et commerciales qui relèvent des entreprises. La théorie libérale est en effet fondée sur le dogme de la régulation par le marché : L'Etat doit se désengager de l'économie, la déréglementation devrait assurer la concurrence.

Ainsi donc est posée la problématique de la diversification des sources de revenus de l'Etat; les secteurs économiques hors hydrocarbures étant de moins en moins pourvoyeurs d'accumulation. Il revient à la rente pétrolière le soin de pourvoir aux manques et assurer la couverture des besoins dans le futur. Il est donc indiqué de céder le patrimoine minier aux investisseurs qui s'y intéressent, contre paiement d'une redevance pétrolière définie contractuellement et calculée sur la base de la production équivalent-pétrole selon la zone de production.

Paragraphe V : Le financement industriel :

En matière de finances publiques, les flux découlent d'un prix de référence du baril de pétrole de 19 \$ U.S ce qui diminue la fiscalité pétrolière. Le solde du Trésor en terme d'encaissement-décaissement reste négatif en 2004 (-268 milliards de dinars).

Hors fonds de régulation des recettes, il représente 4% du P.I.B.

Financement du solde (10⁹ Dinars)

- Alimentation du fonds de régulation des recettes.....	145	- Remboursement de la dettes contractées auprès des banques.....	234
- Financement non bancaire.....	140	- Remboursement de la dette extérieure.....	252

Les recettes se sont élevées à 1614 milliards de dinars dont :

— Fiscalité pétrolière	: 862,2 milliards de DA	
— Fiscalité ordinaire	: 574 milliards de DA	
— Recettes non fiscales	: 15 milliards de DA	(recettes exceptionnelles versées par le Banque d'Algérie et SONATRACH)

Le Trésor a réalisé cependant une épargne financière de 1029,3 milliards de dinars déposée auprès de la Banque d'Algérie.

L'assainissement des entreprises publiques économiques grève lourdement encore les finances de l'Etat. Cumulé, il représente depuis sa mise en œuvre en 1990 la somme de 27 milliards de dollars soit l'équivalent de 1470 milliards de dinars.

La loi de finance de 2005 prévoit la budgétisation des déficits à hauteur de 280 milliards de dinars. Il faut signaler que (20) vingt entreprises concentrent à elles seules 80% du montant global des déficits.

La dette publique, dopée par les opérations d'assainissement, l'octroi de fonds frais aux entreprises et la prise en charge des pertes de change de la période (1995-1997) représente à fin 2004, 2234 milliards de dinars (1000 milliards pour la dette publique interne et 1234 milliards de dinars pour la dette extérieure). Cette dernière connaît encore une baisse de 1,5 milliards de dollars grâce aux remboursements par anticipation.

Cependant les ratios d'endettement confirment une amélioration.

Ratio : Dette publique/P.I.B

2002.....	55%
2003.....	44%
2004.....	33%

La situation monétaire est marquée par la forte augmentation des dépôts des banques auprès de la Banque d'Algérie. Ils sont passés de 298,4 milliards de dinars en 2002 à 673 milliards de dinars en 2004. L'état du marché monétaire exprime une situation exceptionnelle eu égard aux surliquidités¹. L'accumulation des avoirs financiers externes représente 3019 milliards de dinars à fin 2004. Quand une économie est en surliquidité, les fonds prêtables ne s'échangent qu'à l'intérieur du marché bancaire.

La Banque d'Algérie pratique alors la technique de la reprise des liquidités par adjudication. Ces reprises ont atteint 400 milliards de dinars en fin 2004 et sont rémunérées sur la base d'un taux de 0,75%.

Ainsi des ressources financières importantes sont orientées en direction de l'Etat investisseur public dont la capacité d'absorption a considérablement augmenté en fonction des programmes de relance économique initiés depuis

¹ La surliquidité est l'expression monétaire des difficultés d'absorption productive de la rente pétrolière. Cahiers du CREAD n° 75. 2006 p34.

2001. Depuis cette date "les avoirs extérieurs nets dépassent les avoirs intérieurs nets et le montant de la masse monétaire au sens strict"¹.

	1998	1999	2001	2001
Avoirs extérieurs nets	278,7	172,6	1313,60	1742
Masse monétaire (M1)	286,4	905,2	1238,50	1415,30
Avoirs extérieurs nets/(M1)	33,7%	19,06%	106%	123%

La masse monétaire (M2) maîtrisée dans son accroissement 3756,2 milliards de dinars à fin 2004. Les crédits à l'économie ont augmenté de 11,6% par rapport à 2003 grâce surtout au budget de l'Etat².

En milliards de DA.

	Avoirs extérieurs nets	Avoirs intérieurs nets	Masse monétaire M1
1998	278,7	1312	826,4
1999	172,6	1619,80	905,2
2000	774,3	1246,60	1048,2
2001	1313,6	1162,80	1238,5
2002	1742	1145,80	1416,3
2003	2342,66	1012,2	1630,4
2004	3119,17		2160,58
2005	4151,5		2543,39

Source : Banque d'Algérie.

Le financement de l'économie voit enfin l'avènement de l'aspect non monétaire à travers le marché obligataire et en partie par les recours au marché hypothécaire.

Les dépenses budgétaires se situent à 33% du P.I.B, 11,5% sont consacrées à l'investissement.

Les concours bancaires jouent encore un rôle dominant dans le financement.

¹ Benabdallah : op. cit. Les cahiers du CREAD n° 75. 2006. p34.

² Les cahiers du CREAD n° 75. 2006. p34.

La stabilité des taux d'intérêt (les taux débiteurs entre 5,5% et 6% pour l'investissement et 8% pour les crédits d'exploitation) et la surliquidité bancaire ont participé à l'augmentation de l'offre de crédit de 12,5% en 2004 contre 9% en 2003 et 17% en 2002.

Le secteur privé va bénéficier de plus en plus de crédit. En ce qui le concerne les crédits augmentent de 24%. Au même moment le secteur public ne profite, par contre que d'une hausse de 1,5% seulement.

Cependant les demandeurs de crédits continuent à présenter des projets non matures et ne peuvent s'impliquer par un apport conséquent au niveau de la nature du projet. Ils s'orientent le plus souvent vers les secteurs saturés où le risque semble moindre.

Cet état de fait relève de la nature de l'entreprendre et de l'entreprise en Algérie.

Le marché obligataire quant à lui a permis de lever en 2004, 56 milliards de dinars (Air Algérie, SONELGAZ) par émission d'obligations à des taux inférieurs aux taux débiteurs des banques.

L'ouverture du marché hypothécaire en 1999 à toutes les banques qui viennent s'ajouter à la C.N.E.P accroît le développement du marché du logement. Les conditions d'accès au logement ont été assouplies et la gamme des produits a été élargie : logement neuf, logement d'occasion, logement en construction, extension du logement...).

Les conditions de garantie ont été mises en place. La société de garantie des crédits immobiliers assure la couverture des risques. Par exemple elle assure le logement afin qu'en cas de sinistre, la banque soit remboursée.

La société de refinancement hypothécaire participe au refinancement des portefeuilles hypothécaires et apporte une solution au problème de financement du logement par les banques.

Cependant le pouvoir d'achat du demandeur de logement ne permet pas à ce dernier de se porter acquéreur eu égard au prix trop élevé par rapport au revenu moyen. La caisse nationale du logement (C.N.L) a été créée à cet effet, mais le plafond fixé par les pouvoirs publics à deux millions de dinars ne lui permettent de couvrir le besoin d'accès au logement.

Paragraphe VI : L'investissement productif :

L'investissement productif n'est plus fixé centralement comme il le fut durant la période 1967-1987. Des institutions chargées de la promotion de l'investissement ont été mises en place.

- La C.N.I : Le Conseil National de l'Investissement.
- L'A.N.D.I : L'Agence Nationale du Développement de l'Investissement.
- L'A.N.S.E.J : L'Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes.

La C.N.I veille à l'orientation générale des investissements sous l'autorité du chef du gouvernement. L'A.N.D.I est chargée principalement d'assister et d'accompagner les investisseurs pour lesquels elle définit les avantages accordés. Pour l'année 2002 l'A.N.D.I a enregistré 3109 déclarations d'investissement pour un montant de 368882 millions de dinars créant 96545 emplois. Les projets se répartissent comme suit :

- 38% des projets se rapportent à l'industrie.
- 24% des projets pour le B.T.P.
- 15% des projets pour l'agriculture.
- 13% des projets pour les services.

Les quatre secteurs de l'économie algérienne post-plan d'ajustement structurel recueillent 58% des intentions d'investir.

70% des projets portent sur une enveloppe globale inférieure à 50 millions de dinars et 9% seulement se situent dans la tranche supérieure à 200 millions de dinars.

C'est en fait une économie de P.M.E (Petite et Moyenne Entreprise) qui prend le relais de la grande industrie. 33% des projets sont de taille inférieure à 9 postes de travail et 55% se situent dans la tranche entre 10 et 49 emplois. Ceci est représenté par les tableaux suivants I et II :

I- Bilan 2002 des déclarations d'investissements par tranche de montant¹

Montants en millions de DA

Tranches de montants	Nombre	%	Montant	%	Emploi	%
Moins de 50 millions	2.170	70%	35.051	9%	29.697	31%
50 à 200 millions	651	21%	61.358	17%	27.006	28%
Plus de 200 millions	288	9%	272.473	74%	39.842	41%
Totaux	3.109	100%	368.882	100%	96.545	100%

II- Bilan 2002 des déclarations d'investissements par tranche d'effectif¹

Montants en millions de DA.

Tranches d'effectifs	Nombre	%	Montant	%	Emploi	%
0 à 9	1.036	33%	39.479	11%	5.832	6%
10 à 49	1.715	55%	140.293	38%	34.598	36%
50 à 249	322	11%	134.300	36%	27.183	28%
Plus de 250	36	1%	54.810	15%	28.933	30%
Totaux	3.109	100%	368.882	100%	96.545	100%

¹ Conférence – Débat : Centre de presse El Moudjahid. Lundi 17-02-2003.

L'ensemble des investissements pour l'année ne représente que 193,761 milliards de dinars. En 2004, 386 milliards de dinars sont investis. L'autofinancement ne représente que 36% du total.

L'Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes (ANSEJ) spécialisée dans l'assistance à la création de micro-entreprises par les jeunes, suit 6677 projets pour l'année 2004 pour un montant de 14,4 milliards de dinars. Les fonds propres représentent uniquement 15% du montant total, 23% constituent des prêts non rémunérés et 62% sont des crédits bancaires.

L'investissement moyen comme indicateur de la dimension du projet est estimé à deux millions de dinars.

Au 30 septembre 2001, 130309 dossiers avaient reçu l'attestation d'éligibilité avec une création d'emploi équivalente à 364685 postes soit 03 emplois par projet.

34% des projets sont orientés vers le transport, l'agriculture suit avec 21% et les services 20%. Le reste se partage entre le BTP et l'industrie¹.

Structure des projets financés par secteur d'activité : en %

	1998	1999	2000	Au 30.09.2001
Transport voyageurs	56,12	38,55	16,63	3,34
Transport marchandises	7,10	18,04	24,24	22,95
Services	13,61	14,17	24,60	36,80
Agriculture	5,88	14,72	14,00	10,67
Artisanat	12,32	9,26	13,32	16,18
Industrie et BTPH	4,81	5,03	7,05	9,74
Ensemble	100	100	100	100

¹ Conseil National Economique et Social (CNES) : Commission relations de travail. Projet de rapport : Evaluation des dispositifs d'emploi. p80. Avril 2002.

Paragraphe VII : Le secteur agricole dans l'après crise de 1986

Encore une fois il est avancé avec détermination l'existence d'une corrélation parfaite "entre la mobilisation de la rente minière liée aux hydrocarbures et le recul ou la stagnation de la production agricole interne avec son corollaire la croissance des importations alimentaires"¹.

Aussi de l'avis du même auteur "la rente minière en Algérie...aura été le fossoyeur des possibilités de politique agraire dynamique"².

Il est vrai que le recul du marché des hydrocarbures va poser avec acuité la question de la dépendance alimentaire qui occasionnait des dépenses annuelles de 2,5 à 3 milliards de dollars pour importer les éléments nécessaires au niveau nutritionnel (2.646 calories/habitant et par jour en 1990).

En évoquant au moins cette question³, ne faut-il pas remettre en cause le mode d'organisation et de fonctionnement ainsi que les politiques que les sous-tendent à propos du secteur agricole?

La période 1988-2004 va être caractérisée par la recherche de possibilité de relance de ce secteur.

Des actions de réorganisations avaient déjà été lancées pour démanteler les 3.264 domaines agricoles socialistes (D.A.S) qui employaient 138.000 travailleurs permanents et 200.000 saisonniers et les reconvertir en exploitations agricoles collectives (E.A.C) et en exploitations agricoles individuelles (E.A.I) comme suit⁴ :

¹ Les politiques agraires en Algérie : vers l'autonomie ou la dépendance? C.R.E.A : in préface de A.Benachhou.

² Les politiques agraires en Algérie : op. cit. p10.

³ Le secteur agricole doit en réalité remplir des missions fondamentales telles : la production de biens de subsistance avec surplus, l'emploi, et assure l'exportation.

⁴ Données recueillies sur documents CNES : Projet d'étude : "Stratégie de développement de l'agriculture" CNES juillet 2001.

Natures des exploitations	Nombre	Superficie affectée totale
E.A.C	22.356	2,2 millions d'hectares
E.A.I	5.677	56.000 hectares

Le but poursuivi à travers ce nouveau découpage vise une meilleure articulation entre la terre, les moyens de production et le producteur dans une logique de marché à travers laquelle les participants aux E.A.C et E.A.I pouvaient en être les bénéficiaires si la cession des terres agricoles venait à se décider.

Le consensus social s'est toutefois limité uniquement à la concession.

Mais même avec ces changements et les espérances qui sont nées avec, les rendements demeurent constants et tels qu'ils étaient depuis l'indépendance.

Le pays n'avait donc d'autres alternatives que de s'adresser au marché mondial de l'alimentaire pour la satisfaction des besoins de la population.

En 1998, l'emploi agricole représentait 1,2 millions de postes de travail soit 21% de la population totale occupée. Le nombre d'habitants par actif agricole est passé de 12 en 1966 à 29 en 1998.

Les bas salaires et l'absence de gestion des ressources humaines (94% de la population agricole employée en 1980 n'avait aucune qualification) ont entraîné le désintéressement de la plus grande partie des ruraux.

La mécanisation qui s'est accrue de 4% par an n'a pas servi à l'amélioration significative des rendements même si le nombre de tracteurs par hectare est passé d'un tracteur pour 176 hectares en 1978 à un tracteur pour 86 hectares en 1999.

Le poids de l'agriculture dans l'économie nationale mesuré par sa contribution au P.I.B va baisser de 12,9% en 1967 à 9,8% en 1987 et 10,45% en 1999.

La recherche d'une éventuelle relance du secteur agricole sur d'autres bases va allonger la liste des mutations (autogestion, révolution agraire, DAS, EAC, EAI...) sans donner les résultats escomptés. Les causes sont au nombre de trois :

- Un environnement non favorable aux conditions d'existence et de fonctionnement de l'exploitation agricole.
- Le statut de la terre : la question de la propriété reste pendante.
- Et le climat de gestion des affaires économiques dans le pays.

L'agriculture va demeurer mutilée par l'absence d'une véritable stratégie de développement.

La question foncière ne peut être évacuée sous aucun prétexte quel qu'il soit. Elle conditionne en premier lieu la relance du processus de développement du secteur aux conditions suivantes :

1) La relation entre la terre et l'exploitant doit sécuriser ce dernier :

Concrètement, aujourd'hui le capital pénètre l'agriculture par la mauvaise voie: les bénéficiaires louent les terres à des gens qui parfois n'ont rien à voir avec l'agriculture. Louer les terres agricoles à des éleveurs bovins et surtout ovins qui sont dévastateurs : rien ne pousse après leur passage.

Aussi les bénéficiaires avancent les terres aux détenteurs de capitaux qui vont les détourner de leur vocation première; soit ils demeurent des ouvriers, ou bien ils se projettent dans l'informel.

L'introduction transparente du capital dans l'agriculture, qui est une nécessité indiscutable, suppose la vente des terres et donc une régulation du marché

foncier. Ainsi la logique du capital s'introduit dans la sphère agricole et irait alors jusqu'à la rentabilité des exploitations.

2) La relation entre la taille optimale des exploitations et la question des revenus :

L'agriculture demeurera vulnérable à cause du nombre trop élevé des petites exploitations (50% des exploitations ne partagent que 9% des surfaces selon le dernier recensement général de l'agriculture qui date de 1973!).

Les structures doivent donc être modernisées par l'émergence du marché foncier. Seule structure en mesure de réaliser le remembrement grâce à la régulation par les prix. C'est à cette condition que les revenus redeviendront rémunérateurs pour enclencher un retour vers l'agriculture.

3) La relation entre l'agriculture et l'ouverture des marchés :

L'adhésion à l'Organisation Mondiale du Commerce (O.M.C) va générer sans aucun doute un afflux de produits agricoles nettement plus compétitifs que ceux de notre agriculture.

De même les groupes agroalimentaires vont structurer les échanges suivants leur seul profit, face au vide de nos institutions.

La conformité aux normes relatives à l'environnement et à la santé va importer des contraintes pour lesquelles nos appareils ne sont pas préparés.

Et puis la ressource humaine aura-t-elle accumulé autant d'expérience pour manager aux conditions de l'économie mondiale.

Ces menaces nous indiquent le chemin qui reste à faire et les délais fixés pour que le secteur agricole devienne producteur de richesses.

Le partenariat peut présenter une solution idoine pour ce passage, encore faut-il constituer les formes organisationnelles capables d'assumer cette mission.

Au vu de ce qui reste à faire la problématique du plan national du développement agricole dont le principal aspect réside dans le fait que l'agriculture devienne l'acteur principal constitue dans les faits un handicap de plus, ce ne sont pas les formes organisationnelles modernes qui constituent l'objectif.

Il vient en fait allonger la liste des mesures bureaucratiques prises pour ne pas relancer l'agriculture à savoir :

- Le processus de refonte de l'environnement amont et aval du secteur agricole entamé depuis 1980 (dissolution des CAPCS et COFEL).
- La restructuration des D.A.S.
- L'expérience de la loi 87-19 concernant le mode d'exploitation des terres agricoles.
- L'opération de restitution des terres nationalisées (1990).

Chapitre III

Le nouveau paysage des investissements

Paragraphe 1 : L'impulsion de la croissance par la dépense publique.

Paragraphe 2 : Les moyens et instruments de lutte.

Paragraphe 3 : Les aides et l'action sociale.

Le nouveau paysage des investissements :

La nouvelle politique économique ne voit plus dans l'investissement dans le secteur public, un critère de performance et de développement. Elle mise sur l'attractivité de l'économie et sur la compétitivité de ses entreprises comme seuls moyens pouvant contrecarrer la pauvreté et permettre le retour de la croissance et la création d'emploi. Il n'est plus alors question de développement. L'ouverture économique devient un objectif en soi.

L'industrialisation comme condition d'émergence d'une économie puissante ne constitue plus la priorité. L'ouverture économique est appréciée en nombre de projets réalisés dans tous les secteurs confondus.

Ainsi les banques françaises se sont installées dès 1990 pour accompagner les entreprises alimentaires (eau minérale, et gazeuse, limonaderie...) les autres groupes ont suivi.

Les anciennes compagnies comme Michelin et Total ont installé leur représentations et activent dans les domaines qu'ils jugent rentables. Ainsi les marchés de travaux publics très lucratifs ont été attractifs pour ces investisseurs.

La présence du groupe indien MITTAL, intéressé stratégiquement par les unités en difficulté à l'échelle mondiale mais qui possèdent un bon potentiel de production favorable ou un redémarrage probable, intéressé aussi par la conquête du marché intérieur, est assez significative de la nature des nouveaux investisseurs.

Le secteur de la téléphonie encore vierge en 2000 va être accaparé en premier par la compagnie égyptienne ORASCOM.

C'est un secteur très porteur à cause de l'étendue du marché et de sa capacité de développement rapide. Il assure donc un succès rapide et sans risque.

La même compagnie louvoie le marché du ciment où la demande est immense et les stratégies très agressives en méditerranée, alors que les capacités de production nationales continuaient de tourner au ralenti. Un apport en management aurait suffi pour faire une grande entreprise cimentière.

Leader dans l'électronique le groupe allemand SIEMENS intervient en Algérie depuis toujours comme entreprise de réalisation à usage des opérateurs nationaux et autres, tels SONELGAZ, ORASCOM pour la téléphonie, pour le métro d'Alger et pour les chemins de fer.

En rachetant 60% de l'entreprise nationale des détergents (ENAD) l'allemand HENKEL, présent déjà au Maghreb, pénètre là aussi un marché porteur en forte expansion et pratiquement sans concurrent présent sur place. Il réalisera 35% de croissance annuelle entre 2000 et 2004.

Les entreprises espagnoles s'investissent à un créneau presque garanti. Elles s'intéressent à un investissement sans risque puisque le client est assuré. Il s'agit de SONATRACH qui achète toute l'eau dessalée.

Le secteur de l'énergie reste attractif. A fin 2003, vingt-sept (27) contrats de recherche ont été signés. En 2004, 87% des réserves nouvelles découvertes depuis 1971, sont le résultat exclusif de sociétés étrangères, américaines en grande partie, avec l'intervention d'autres partenaires espagnols notamment.

La SNC LAVALIN société canadienne d'ingénierie et de construction a réalisé 59 projets en études de faisabilité, mandats intégrés d'ingénierie, d'approvisionnement et de gestion des infrastructures. L'entreprise est en voie de s'étendre à d'autres secteurs tels le dessalement d'eau de mer à Fouka (Alger).

La pénétration chinoise est d'abord commerciale. La Chine est en 2005 le quatrième fournisseur de l'Algérie avec une part de marché de 6,2%. Ensuite les chinois sont intéressés par les marchés de la consommation notamment le grand

projet de l'autoroute Est-Ouest où ils ont pu conquérir, en 2005, un marché de réalisation de 550 Km sur les 1.216 Km prévus.

Enfin les chinois, tentent leur chance, envers les hydrocarbures. Même si les possibilités de pénétration dans ce secteur sont minimales, les entreprises chinoises ne cessent de s'y intéresser, vu l'enjeu stratégique qu'offre ce secteur.

Les investissements publics sont le fait de SONATRACH qui opère une diversification de SONEGAS. Cette dernière doit multiplier sa capacité de production d'électricité. Elle était de 6.760 MW en 2004 elle doit atteindre 14.000 MW en 2015.

Ces investissements publics concernent aussi Algérie-Télécom qui a raccordé au téléphone fixe 1,4 millions d'abonnés alors qu'ils n'étaient que de 0,9 millions en 2002. Sa filiale (MOBILIS) dans la téléphonie mobile voit sa part de marché, qui était de 24% en 2004, avoisiner 34% en 2005.

L'agroalimentaire reste très attractif, après la disparition des sociétés publiques, l'essor des groupes privés nationaux est remarquable :

- CEVITAL dans les huiles et le sucre.
- Trois gros producteurs de lait se partagent 50% du marché.
- Des limonaderies.
- Des biscuiteries.
- Des minoteries.

La présence des groupes français est aussi significative, ils saisissent toutes les opportunités qui leur sont offertes.

Dans les travaux publics (travaux routiers en particulier), l'hydraulique et le bâtiment, le groupe national (V.E.T.R.H.B) avec un effectif de 2.500 travailleurs est en concurrence avec les multinationales telles que : RAZEL, VINCI et LAVALIN.

MOBILART est une entreprise algérienne qui émerge dans la promotion immobilière.

Enfin, que valent ces nouvelles formes d'investissements?

Si l'investissement étranger constitue une entrée de capitaux et si tout investissement est créateur d'emploi et peut dans certaines conditions favoriser le transfert de technologie. Il est à remarquer qu'aucun des critères industriels retenus durant la période 1967-1979 n'est pris en considération. L'horizontalité est oubliée.

Les effets d'entraînement chers à la théorie des industries industrialisantes, n'ont plus droit de citer. Seule la verticalité compte. Les anciennes entreprises exportatrices vers l'Algérie viennent s'y installer. Elles profitent de la réduction des coûts de production et de vente, et s'installent dans un marché quasi-sûr. Leur production concerne des produits finis destinés directement à la consommation. La production de semi-produits ou de composants n'ont pas les faveurs des investisseurs.

Quelle accumulation pouvons-nous attendre de cette orientation économique?

Dans la région MEDA, l'Algérie a attiré en 2006 2,36 milliards d'Euros¹. Mais quel est le volume des sorties de capitaux? Les reflux dépassent de loin les flux comme indiqué précédemment suivant la lecture de la balance des paiements.

¹ Le journal "Liberté" du 27 mai 2007.

La loi sur les hydrocarbures de 2005 n'a-t-elle pas été remaniée parce que précisément les transferts de bénéfices étaient devenus faramineux surtout après la hausse des prix du pétrole? Que représentent les banques publiques dans le soutien de l'investissement privé et quel est le taux réel de remboursement?

Paragraphe 1 : L'impulsion de la croissance par la dépense publique :

Malgré les efforts déployés en vue de faire relancer l'économie par le secteur privé, l'absence sinon la faiblesse d'investissements significatifs va inciter l'Etat à intervenir de nouveau directement dans la relance de l'économie. La politique budgétaire sera l'instrument privilégié de l'Etat pour ses interventions sur le plan économique et social. Le plan national de développement agricole (P.N.D.A) à raison de 60 milliards de dinars/an (outre le financement par le biais du fonds national de régulation du développement agricole (F.N.D.R.A) qui intègre différents programmes qui le composent avec leur financement propres) et le Plan de Soutien à la Relance Economique (P.S.R.E) de 525 milliards de dinars, ont permis une certaine relance de la croissance économique.

1) Le plan national de développement agricole (P.N.D.A) :

L'évolution de la production agricole reste largement insuffisante en face d'une demande qui ne cesse de croître.

Les productions stratégiques du secteur au regard de l'alimentation de la population comme le lait et les céréales couvrent à peine 35% de la demande intérieure.

La production devenue faible et la paysage agricole ne connaît pas de changement qualitatif. L'encadrement des exploitations agricoles, malgré les efforts consentis, reste insuffisant.

Le plan national de développement agricole (P.N.D.A) lancé en 2000 pour une période quadriennale prévoit une dépense annuelle de 60 milliards de dinars pour promouvoir et développer les productions conformes aux zones naturelles et aux terroirs, pour adapter les systèmes d'exploitation des sols dans les régions arides et semi-arides et pour étendre la surface agricole utile par la mise en valeur des terres et par les concessions.

S'il a permis la relance de l'investissement dans l'agriculture, la régénération des plantations des agrumes, de l'arboriculture fruitière et le développement de l'irrigation, sa réalisation est marquée par plusieurs dérivés comme les gaspillages dûs à l'importance du financement d'actions pour les agriculteurs qui ne risquent le moindre capital sachant que l'investissement n'est pas opportun (l'affectation des terres n'est établie juridiquement que pour l'"usus"). Le risque étant total pour l'Etat.

La gestion du programme a révélé toutes limites de la gestion bureaucratique.

La population qui a bénéficié de ce plan ne représente que 25% de l'ensemble de la communauté rurale, laissant le reste dans l'attente des actions de proximité des différents programmes de développement rural.

En matière d'orientation, l'histoire du développement de l'agriculture dans le monde, a largement démontré que les transformations s'effectuaient à travers la mécanisation rapide et généralisée, l'amélioration des techniques de production, l'accroissement continu des rendements et de la quantité de production, une gestion scientifique des exploitations, une priorité de la terre suffisante pour que l'investissement soit rentable. Toutes ces actions sont indiquées pour faire passer dans les faits le secteur agricole à la compétitivité.

L'Algérie qui ne doit pas rater le rendez-vous prévu pour son passage au libre-échange entre 2010 et 2015, compte encore sur un plan de développement

agricole qui concerne des structures agricoles archaïques, des exploitations familiales dispersées, c'est à dire tout ce qui structurellement s'oriente contre la loi de la concentration.

Le lien avec l'industrie est oublié, il n'est pas pris en charge alors que l'action des pouvoirs publics est d'entraîner la pays vers la modernisation économique.

La question essentielle de la propriété et de la dimension des exploitations est escamotée. On ne la pose que pour enfin de compte la reculer à une date ultérieure.

Cependant, il ne faut pas passer sous silence l'extension des surfaces agricoles utiles par les différentes mises en valeur des terres, la réalisation d'au moins 52.000 hectares de nouvelles plantations arboricoles, la réalisation de 31.809 hectares de plantations pastorales et de 1.447.000 de mises en xxx de parcours dans 06 wilayates et la création de 135.000 emplois².

Mais baser le secteur agricole sur des organisations productives modernes n'était pas à l'ordre du jour du (P.N.D.A).

2) Le plan de soutien à la relance économique (P.S.R.E) :

Malgré les bons indicateurs macroéconomiques, le taux de croissance moyen depuis 1996 à 2001 n'excédait pas 3%. Ceci était nettement insuffisant pour répondre aux conditions sociales difficiles et satisfaire tous les besoins de la population. Les demandes d'emplois, de logement et d'équipements socio-collectifs demeuraient insatisfaites. Le cadre de vie ne cessait de régresser.

La faible productivité de l'appareil de production et la stagnation des investissements ne pouvaient faire face aux besoins sans cesse croissants.

² La conjoncture économique et sociale : Le C.N.E.S XVII^o session plénière années 2001.

C'est dans ce contexte que fut décidé un plan de soutien à la croissance pour une période de 2001 à 2004. Il fut réparti en programmes sectoriels :

40,1%	Sont consacrés aux grands travaux
21,7%	au développement local
17,2%	au développement des ressources humaines
12,4%	à l'appui direct à la production dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche
8,6%	à l'appui aux réforme

Le budget réservé à chaque secteur se répartit comme suit :

L'agriculture	65 milliards de dinars
La pêche	9,5 milliards de dinars
Le développement local	113 milliards de dinars
Les grands travaux d'aménagement et d'équipement du territoire	210,5 milliards de dinars
L'emploi et la protection sociale	16 milliards de dinars

Ces affectations sectorielles sont adossées à des politiques d'accompagnement urgentes telles :

- La protection des filières à travers la suppression de la T.S.A et des valeurs administrées des biens qui ne concurrencent aucune production nationale.
- La réduction des prélèvements obligatoires.
- Le renforcement des capacités d'exploitation des entreprises.
- Le renforcement des capacité managériales par la formation en gestion.

Des politiques d'accompagnement à moyen terme sont adoptées telles :

- La poursuite et l'approfondissement des réformes sectorielles à travers un fonds de partenariat doté de 22,5 milliards de dinars.
- L'amélioration du cadre d'investissement.
- L'amélioration de la gestion des infrastructures.
- L'amélioration de la gestion des transferts sociaux.
- L'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques.
- Mesures de soutien à la mise à niveau des entreprises.

Alors que les axes de développement envisagés par ce plan de soutien visaient:

- La redynamisation de l'appareil national de production qui est en fait le seul élément de création de richesses.
- L'assainissement de l'environnement de l'entreprise à travers une politique de dépenses publiques qui puisse améliorer le pouvoir d'achat.

Dans sa mise en œuvre, il s'est avéré que la dispersion des objectifs ne pouvait permettre la détermination d'un programme d'investissement réel et donc la définition de projets spécifiques conformes aux objectifs. La correspondance entre les projets et les objectifs était irréalisable. De même, il a été observé un conflit de délais entre les objectifs du plan de relance et les objectifs d'infrastructure.

La confection d'indicateurs de mesure devenait impossible.

Eu égard au non respect des délais, on ne peut s'empêcher de voir apparaître des surcoûts qui viennent se greffer sur la gestion des coûts. Ceci d'autant plus que les coûts récurrents imputables aux futurs budgets, leur impact sur la

balance des paiements et sur le taux de change, leur impact sur l'emploi et les salaires. Toutes ces conséquences ont été négligées.

Dès le démarrage au lieu de réduire les importations, il fallait les augmenter de 2,8 milliards de dollars.

Le résultat en terme de richesse fut minime. Le relèvement du taux de croissance n'a pas dépassé 1% par an en moyenne sur la période 2001-2005 alors que l'inflation accusait une hausse de 0,5% par an sur la même période.

Face à une conjoncture où les équilibres macroéconomiques se consolident et où l'aisance financière a pour base une quantité de ressources en argent qui s'accumule d'une part, et d'autre part face à la problématique de la non transformation de l'épargne en investissement, l'Etat va poursuivre une politique sociale sur la base des transferts sociaux pour maintenir un niveau de confiance de la population où l'injection des dépenses donne l'impression d'une aisance mais sans création de valeur. Ce qui va alimenter entre autre une économie informelle en passe de devenir dominante si toute chose restant égale par ailleurs.

3) La politique sociale de l'habitat :

La crise du logement au début de l'année 2000 constituait une préoccupation réelle des ménages et ce, malgré le soutien de l'Etat. Si l'on considère le taux d'occupation par logement (T.O.P) est de 5 le déficit se chiffre à 1.300.000 logements.

Les crédits budgétaires effectués pour le soutien au logement ont mobilisés 430,5 millions de dinars en moyenne sur les années 1970, 1.289,4 millions de

dinars en 1980, 22.831,06 millions de dinars pour la période 1990 et 73.085 millions de dinars pour les années 2000-2002³.

Evolution des transferts sociaux de l'Etat : aides au logement de 1964 à 2002

(moy. Par décennie)

Rubrique	Moyenne Années 60	Moyenne Années 70	Moyenne Années 80	Moyenne Années 90	Moyenne 2000-2002
Habitat rural	0,03	0,00	0,00	9331,25	17633,33
Habitat urbain	13,25	430,50	1289,40	13500,00	55451,67

Source : Ministère des finances mars 2001.

Entre 1992 et 2000 le montant alloué au fonds national du logement (F.O.N.A.L) est passé de 500 millions de dinars pour atteindre en 2001 19.400 millions de dinars. Cette évolution est exprimé par le tableau suivant⁴ :

Evolution des transferts sociaux et de l'intervention économique de l'Etat : aide au logement de 1992 à 2001 (en millions de DA)

Rubrique	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Loi fin 2000	Loi fin 2001
Habitat urbain	500	700	1500	5450	14500	1600	20000	16000	18500	19400
Habitat rural	398	3721	5060	3242	6643	7217	37800	43919	52068	50412

Source : Ministère des Finances mars 2001.

La diversification de l'offre de logement propose diverses formules d'accès selon les catégories sociales :

- Logement social locatif destiné aux couches à faibles revenus (inférieurs à 12.000 DA) est entièrement financé sur concours définitif sur le budget de l'Etat.

³ C.N.E.S : 21^{ème} session plénière : années 2002. p29.

⁴ C.N.E.S : 21^{ème} session plénière : années 2002. p29.

- Le logement social participatif en milieu urbain en faveur des catégories pouvant contribuer. L'aide directe frontale de l'Etat varie de 400.000 DA à 500.000 DA. Un abattement par rapport à la valeur est prévu pour l'accès aux terrains relevant du domaine de l'Etat.

- L'habitat rural pour lequel l'Etat fournit une aide pour l'aménagement et l'extension de 250.000 DA. Pour les nouvelles réalisations cette aide peut atteindre 500.000 DA.

- Le logement en location-vente depuis 2001 : Il est destiné à la classe moyenne.

- Le logement promotionnel réalisé dans sa grande partie par les promoteurs immobiliers. Il concerne les titulaires de hauts revenus.

La stagnation de l'accumulation et d'un P.I.B de 120 milliards de dollars en 2007 vont accélérer les dépenses publiques sociales en vue de distribuer des revenus à une force de travail que l'on ne peut plus utiliser productivement.

Le poids des transferts sociaux représente en 2003, 8% du P.I.B et 22% du budget de l'Etat⁵.

Le désengagement de l'Etat à la suite du plan d'ajustement structurel, la libération des prix et les suppressions du soutien de l'Etat aux produits de première nécessité avaient entraîné une régression du niveau de vie des populations.

Selon une enquête du C.E.N.E.A.P de 1998 et portant sur un échantillon de 2000 ménages, il ressort que 56% des ménages auraient depuis 1993 restreint ou abandonné la consommation de viandes, d'huile ou de fruit. La baisse en termes

⁵ 5^{ème} rapport national sur le développement humain : C.N.E.S : 25^{ème} session plénière 2003. p25.

réels du pouvoir d'achat des revenus salariaux entre 1986 et 1994 aurait été de plus de 45% d'après une étude menée par la Banque Mondiale lors d'une enquête sur les niveaux de vie en 1995⁶.

Les restructurations économiques se sont traduites par 500.000 licenciements entre 1994 et 1999 soit plus de 8% de la population occupée. Le chômage plafonne à 30% de la population active⁷.

En 2000 l'hypothèse d'un ménage algérien composé en moyenne de 6 personnes et dont le seul revenu proviendrait de la rémunération du chef de famille est supposé disposer du SNMG (soit 6.000 DA par mois) placerait le ménage en extrême pauvreté. Il en est de même pour le salarié de la catégorie 10 de la fonction publique (revenu moyen de 87.880 DA/An). Le minimum vital était alors estimé à 15.413 DA par personne et par an.

Le seuil inférieur de pauvreté était évalué à 20.884 DA par personne et par an. En termes absolus, le nombre de pauvres s'élève à 2.547.800 en 2003 contre 3.986.200 en 1995.

Paragraphe 2 : Les moyens et instruments de lutte :

1) La problématique de l'emploi et de la lutte contre le chômage :

En l'absence de possibilités offertes par le secteur productif et les entreprises en particulier, les pouvoirs publics vont recourir aux politiques alternatives d'emploi dès l'année 1996.

L'objectif sera d'embaucher en priorité les demandeurs.

Dans ce cadre, la subvention de l'Etat du Fonds National pour la Promotion de l'Emploi (F.N.P.E) et emplois d'attente par le biais des transferts sociaux est

⁶ C.N.E.S : Projet de rapport sur le développement humain. Novembre 2001. p35.

⁷ C.N.E.S : idem. p35.

passée de 5.250 millions de dinars pour un P.I.B de xxx en 1999 à 7.200 millions de dinars en 2003 pour un P.I.B de 5.263,30 milliards de dinars.

L'emploi alternatif rapporté à la durée d'une année est considéré comme la création d'un emploi permanent. Ainsi par exemple pour les travaux d'utilité publiques (TUPHIMO) à 2003, 121.865 emplois temporaires (de 03 mois à 12 mois) ont été créés soit 10.155 emplois par an c'est à dire comptabilisés comme permanents. Alors qu'après 12 mois l'employé retourne au chômage.

Cette pratique explique en partie le calcul de la baisse tendancielle du chômage qui passe de 29% en 1999 à 12% en 2006.

2) Les emplois salariés d'initiative locale :

Le programme consiste en l'occupation temporaire des jeunes par leur recrutement dans des emplois auprès des entreprises locales ou les administrations pour une période de 3 à 12 mois.

En 1990, année de lancement du dispositif, le niveau de recrutement était égal au SNMG c'est à dire 2500 DA brut par mois avec cotisation à la sécurité sociale. Les emplois temporaires ont évolué comme suit :

en 2002	151.495 emplois
2003	149.376 emplois
2004	72.500 emplois dont 63% de sexe féminin.

3) Les contrats de pré-emploi (C.P.E) :

Ce dispositif a été initié en 1998. Le programme s'adresse aux jeunes diplômés universitaires ou techniciens supérieurs âgés de 19 à 35 ans.

Le niveau de rémunération a été fixé du SNMG de 1998 c'est à dire 6000 DA/mois pour les universitaires et 4500 DA par mois pour les techniciens supérieurs. En 2003 ces salaires ont été rehaussés pour atteindre respectivement 8000 DA:mois et 6500 DA/mois.

4) Les Travaux d'Utilité Publiques à Haute Intensité de Main d'œuvre (TUPHIMO)

Introduits en 1997, ils ont pour objectif la création massive d'emplois temporaires dans les zones les plus touchées par le chômage. En 2004 le nombre d'emplois créés s'élève à 175.131 postes soit 14.587 emplois en équivalent permanents.

5) L'indemnité d'activité d'intérêt général :

Cette indemnité a été décidée en 1994. Elle constitue un volet de filet social et 183.000 personnes en ont bénéficié en 2004.

6) Le micro-crédit :

Ce dispositif vise à créer une activité grâce à un financement par de petits prêts bancaires bonifiés et garantis par l'Etat. En 2002, 4.679 projets ont été approuvés générant 7.000 emplois et mobilisant 1.343.500.000 dinars.

7) Les micro-entreprises :

Le dispositif est géré par l'Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes (ANSEJ) créée en 1996. Il s'adresse aux jeunes promoteurs âgés de 19 à 35 ans. L'aide apportée aux jeunes a vu son montant passer de 4 millions de dinars à 10 millions de dinars. En 2003, 5.664 projets ont été financés générant 14.771 emplois.

Paragraphe 3 : Les aides et l'action sociale :

Les transferts sociaux n'ont cessé d'augmenter ils ont presque doublé de 1999 à 2003 comme le montre le tableau suivant :

En millions de dinars

	1999	2001	2003
Transferts sociaux	92.308	114.432	170.222
Base 100 en 1999	100	124	184

Ainsi sur une base 100 en 1999 on passe de 124 en 2001 pour atteindre 184 en 2003.

Le budget alloué à l'éducation a été multiplié par trois en cinq ans passant de 10.823 millions de dinars en 1999 à 30.764 millions en 2003.

1) Les actions de proximité :

a) Le développement communautaire :

Ce programme vise l'attribution aux zones démunies d'équipements de première nécessité et d'infrastructure de base. En 2002, 91 projets ont été initiés, ils sont de 87 en 2003. Cinq projets pilotes sont inscrits à ce programme et se voient affectés des enveloppes variant entre 2.860.100.000 DA et 560.000.000 DA. Dans le même cadre et avec l'appui de l'Union Européenne à travers le MEDA, un projet d'appui au développement socio-économique a été mis en œuvre dans le Nord-Est du pays.

b) L'action solidaire de proximité :

Quarante-quatre cellules de proximité composées de médecins, de psychologues, éducateurs, assistants sociaux ont été installés en vue d'aider la population en difficulté.

2)- Les dispositifs en matière d'action sociale :

Au lieu et place du soutien des prix, il a été institué un filet social dès 1992 comportant quatre indemnités qui sont :

- L'indemnité pour le salaire unique (I.P.S.U).
- L'indemnité complémentaire de pension et de rente (I.C.P.R).
- L'indemnité complémentaire d'allocation familiale (I.C.A.F).
- L'indemnité pour les catégories sociales sans revenus (I.C.S.R).

Depuis 1994 toutes ces indemnités sont à la charge des employeurs et organismes payeurs. Par la suite l'I.C.S.R va être remplacée par l'allocation forfaitaire de solidarité (A.F.S) et l'indemnité d'activité d'intérêt général (I.A.I.G).

En 2003, ces indemnités sont de 500 DA/mois et attribuées à ceux dont le salaire mensuel n'atteigne pas 7.000 DA et de 60 DA pour l'indemnité complémentaire d'allocation familiale.

- La prise en charge des handicapés en milieu résidentiel :

En 2003 sont créés 232 établissements qui accueillent les populations vulnérables, les handicapés ou les patients en danger moral.

- Les aides en nature en faveur des populations :

Les enfants privés de famille sont pris en charge à titre définitif ou temporaire par les institutions de l'Etat.

Les personnes âgées et/ou handicapées sans revenu bénéficient d'une allocation mensuelle de 1000 DA par mois et ce depuis 2001.

3) Les actions qui relèvent de la solidarité nationale :

Les directions de l'action sociale existent dans les 48 wilayas du pays. Elles assurent des actions de solidarité scolaire, des vacances scolaires, de restauration à l'occasion du jeûne du mois du Ramadan. Elles consistent aussi à porter une aide aux sans domicile fixe.

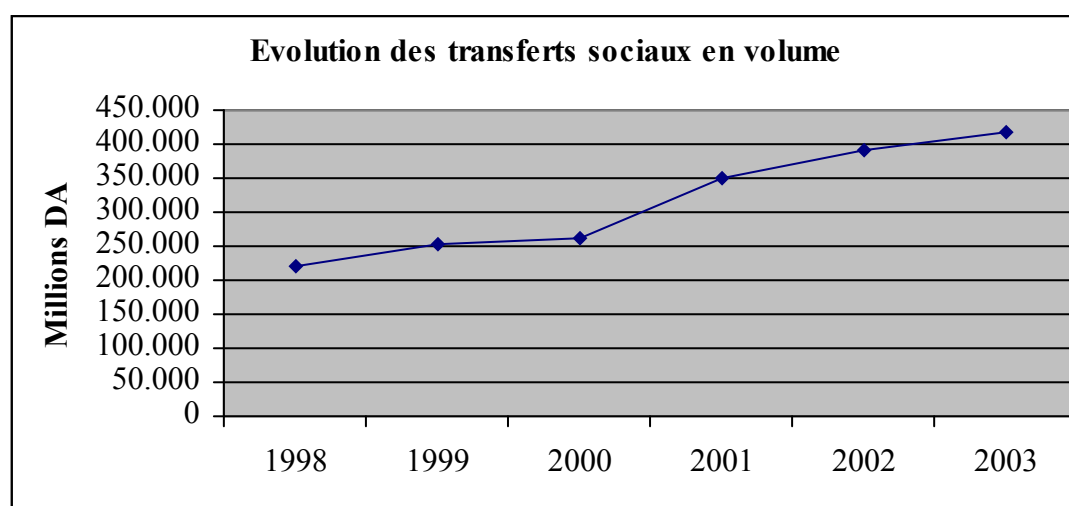
La synthèse de cette tendance à la régulation sociale va représenter 1.907.386 millions de dinars entre les différents soutiens comme le montre le tableau suivant :

Répartition des transferts sociaux en millions de DA

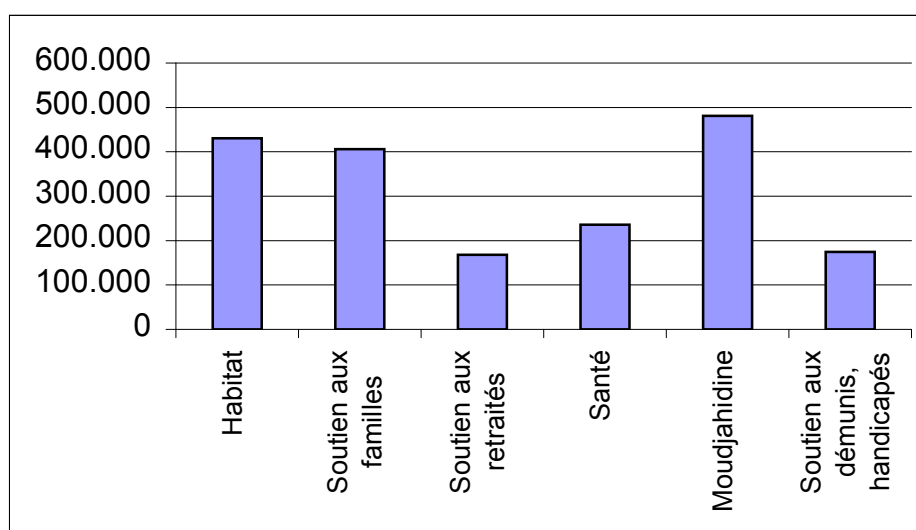
Nature intervention	1998	1999	2000	2001	2002	2003	Total
Habitat	58.950	61.069	71.866	71.112	82.291	85.046	430.334
Soutien aux familles	57.148	53.749	49.374	70.884	86.197	88.888	406.240
Soutien aux retraités	0	14.450	19.450	38.360	41.781	53.723	167.764
Santé	28.781	31.445	33.238	41.350	47.482	53.486	235.782
Moudjahidine	52.548	65.794	58.893	100.753	100.870	102.023	480.791
Soutien aux démunis, handicapés	23.343	26.490	28.699	28.820	32.324	34.796	174.472
Total	220.770	252.997	261.520	351.279	390.855	417.962	1.895.383

Source : Ministère des Finances 2003.

L'évolution de ces transferts sociaux en volume se représente par le graphe suivant :



Répartition des transferts sociaux par catégories de population



A partir de ce tableau on constate que les familles les plus démunies, les handicapés ainsi que les retraités sont les derniers à bénéficier du soutien social.

A ces transferts il convient d'ajouter les allocations budgétaires affectées aux secteurs sociaux en augmentation remarquable tel que c'est détaillé dans le tableau suivant :

Evolution des dépenses des secteurs sociaux en milliards de DA (10⁹)

	1998	1999	2000	2001	2002	2002	Total
Education nationale	124,315	127,32	133,583	151,765	165,338	186,106	888,427
Formation professionnelle			8,162	10,570	12,514	14,177	45,423
Enseignement supérieur	25,747	35,028	37,665	47,113	58,716	68,283	272,552
Santé et population	30,460	33,121	35,066	47,616	51,608	60,732	258,603
Travail, protection sociale et formation professionnelle	11,255	42,775	40,571	48,152	23,895	22,582	189,230
Solidarité nationale et famille	0,035	0,042	0,057	0,048	32,425	43,619	76,262
Moudjahidine	53,508	66,779	71,355	78,858	107,695	103,629	481,824
Total	245,320	305,065	326,459	384,158	452,191	499,128	2.212,321

Source : Ministère des Finances 2003.

L'évolution des dépenses de prestation du système de protection sociale marque la même tendance sur la même période.

Le système de sécurité sociale a fourni des prestations à plus de 5,7 millions d'assurés, dont 2,4 millions d'inactifs. La couverture sociale bénéficie à près de 23 millions de personnes, soit un taux de couverture sociale de 77% pour l'année 2002. Le système de sécurité sociale a connu de fortes perturbations, l'apparition de déséquilibres financiers de la plupart des branches et la dégradation de la qualité des prestations avaient fait naître de grandes incertitudes sur sa viabilité.

Durant la période 1998-2003, l'Etat a affecté près de 860 milliards de dinars au système de sécurité sociale comme dépenses de prestations. En 1999 son volume représentait 160 milliards de dinars, il atteindra 215 milliards de dinars en 2002.

Au regard de l'évolution du contexte économique, les résultats obtenus sont aujourd'hui encourageants. Entre 1998 et 2002 les dépenses de prestations du système de sécurité sociale (assurances sociales, retraites, régime des non-salariés) sont dans leur ensemble en augmentation constante. Entre 2001 et 2002, les dépenses ont évolué de 11,8% pour la C.N.A.S (caisse nationale d'assurance sociale) et de 26,7% pour la C.N.R (caisse nationale des retraites).

Ainsi dès 2001 et à la faveur des mesures engagées, la C.N.A.C a dégagé un excédent financier de l'ordre de 60 milliards de dinars. La C.N.R a consolidé sa trésorerie à près de 8,5 milliards de dinars après avoir été déficitaire, alors que la CASNOS a réduit son déficit de 1,7 milliards de dinars au cours de la même année.

Voici représentée l'évolution des dépenses de prestations du système de sécurité sociale dans le tableau suivant :

**Evolution des dépenses de prestation du système de sécurité sociale
de 1998 à 2002**

Organisme	1998	1999	2000	2001	2002	Total
CNAS	51,400	54,400	61,400	65,800	74,600	307,600
CNR	71,900	87,200	92,800	92,500	126,300	470,700
CASNOS	7,900	9,000	10,800	11,400	10,600	49,700
CNAC	6,700	8,200	4,000	2,200	1,100	22,200
CN Congés payés BTP-Hydraulique	0,050	1,300	3,100	2,600	3,100	10,15
Total	137,950	160,100	172,100	174,500	215,700	860,350

Source : Ministère des finances.

4) L'amélioration du cadre de vie et l'accès aux besoins de base :

Le raccordement aux utilités collectives de base a constitué aussi une priorité de 1998 à 2003.

Le taux de raccordement au réseau d'alimentation en eau potable (A.E.P) est passé de 71,36% à 76,60%.

Le taux de raccordement au réseau d'assainissement est passé de 66,6% à 72,43%.

Le taux de raccordement au réseau d'électricité et de gaz naturel ont respectivement évolué de 85,20% à 90,10% et de 31,70% à 36,70%.

Raccordement aux utilités collectives de base en %

Taux de raccordement aux utilités collectives	1998	1999	2000	2001	2002
Réseau A.E.P	71,36	74,02	75,35	75,97	76,60
Réseau d'assainissement	66,66	69,51	70,93	71,68	72,43
Réseau électricité	85,20	87,70	88,90	89,50	90,10
Réseau gaz naturel	31,70	33,70	34,70	35,70	36,70

Source : Ministère de l'habitat. Année 2003.

Chapitre IV

Un instantané de l'économie après quarante années de politique de développement

Paragraphe 1 : L'enrichissement sans création de richesse.

Paragraphe 2 : Qu'en est-il de l'intervention du commerce extérieur.

Paragraphe 1 : L'enrichissement sans création de richesses :

Après quarante années de mise en œuvre des différentes politiques économiques qui devaient mener le pays à un stade de développement dépassant largement le take off, nous avons pu voire après l'examen des différentes étapes du parcours de notre économie que l'Algérie reste et devient de plus en plus un pays mono-exportateur. Malgré toutes les incitations, les exportations hors hydrocarbures représentent moins de 2% entre 2006 et 2007¹.

Les importations s'élèvent en 2007 à 21,4 milliards de dollars dont 4,5 milliards de dollars pour la seule facture alimentaire soit 21% du total des importations, le reste se répartit entre les biens de consommation non alimentaires, les biens d'équipement et les biens destinés à l'outil de production.

Il s'agit donc bien d'une spécialisation internationale. Les investissements directs étrangers s'orientent à concurrence de 33% en 2006 vers le secteur de l'énergie. L'attractivité du pays reste modeste selon le dernier rapport du réseau Euro-méditerranéen des agences de promotion de l'investissement (ANIMA). En 2006, l'Algérie est en recul net (-33%) à 2,36 milliards d'Euros. La Tunisie a connu une forte croissance passant de 1 milliard d'Euros à plus de 3,8 milliards d'Euros. Le Maroc progresse de 2,382 milliards d'Euros à 5,397 milliards. L'Egypte est en tête du classement.

Le classement par pays du climat des affaires place l'Algérie à la 114^{ème} position. Aussi il ressort d'une publication d'un sondage mené par le World Economic Forum de Davos 2007-2008 sur 11000 chefs d'entreprises pris dans 131 pays différents, la Tunisie occupe la 32^{ème} place, le Maroc se situe à la 64^{ème} place, l'Egypte occupe le 77^{ème} place. Quant à l'Algérie, elle se situe à la 81^{ème} place.

¹ Les chiffres sont repris de l'article de A. MEBTOUL : La loi de finance 2008 et la problématique du pouvoir d'achat des algériens : Le "Quotidien d'Oran" Janvier 2008.

L'analyse des secteurs hors hydrocarbures qui intéressent les investissements directs étrangers (I.D.E) démontre que ces derniers s'orientent vers les marchés très profitables qui constituent une demande croissante ne trouvant pas d'offre à sa mesure.

Le business devient alors une affaire commerciale sans investissement, s'intégrant à l'ensemble économique.

C'est ainsi que 500 millions d'Euros sont portés sur le marché très juteux des télécommunications où les transferts des bénéfices ont dépassé l'investissement dès la deuxième année.

20% des investissements étrangers se sont orientés vers le secteur des bâtiments et travaux publics visant les infrastructures et l'habitat vers lesquels la dépense publique s'oriente en priorité créant des opportunités inégalées.

Le transport vient en 3^{ème} position. Les banques et les assurances suivent avec 10% du montant total des investissements. Leur objectif est d'accompagner la rentabilisation des capitaux de même nationalité!

Ainsi donc, le pays donne t-il l'usage d'un grand marché alimenté par les revenus des hydrocarbures.

En fait l'aisance financière du pays s'affiche à travers des indicateurs qui montrent l'opulence.

- Un P.I.B de 120 milliards de dollars U.S en 2007.
- Des exportations à hauteurs de 54,6 milliards de dollars U.S.
- Une dette extérieur de 4,6 milliards de dollars soit 4% du P.I.B alors qu'elle fut de 28 milliards de dollars en 1999 soit 58% du P.I.B.

- Les réserves de change avoisinent les 100 milliards de dollars à fin 2007 et 110 milliards dès janvier 2008.
- La dette publique interne est de 1800 milliards de dinars en décembre 2007. Elle devait être ramenée à 500 milliards de dinars en 2009.
- La surliquidité bancaire est stérilisée.
- 56% du PIB est épargné, l'épargne ne pouvant se traduire en investissement.

Le plan de consolidation de la relance économique prévu pour la période 2004-2009 et qui prévoyait 55 milliards de dollars en 2004 voit son enveloppe portée à 180 milliards de dollars¹.

Son principal ressort est constituée par la dépense publique. Il repose sur de grands projets tels : Un million trois cent cinquante mille (1.350.000) logements pour la période, une autoroute Tlemcen-Annaba longue de 1.216 km sur 2 fois 3 voies.

Les coûts des projets "voient des réévaluations incessantes parfois de 300%"². Ainsi sur la même période, le kilomètre d'autoroute de même dimension qui coûte 3,7 millions de dollars coûte en Algérie 5,7 millions de dollars!

- La modernisation et le doublement de la voie ferrée
- La réalisation de quinze (15) barrage
- La modernisation des réseaux A.E.P
- Le triplement de la capacité de production d'électricité
- L'achèvement du Métro d'Alger
- Et la généralisation de l'utilisation de l'outil informatique.

¹ Article de A. MEBTOUL. op. cit.

² Article de A. MEBTOUL. op. cit.

L'essentiel du programme consiste en le renforcement des infrastructures de base. Il permet de créer deux millions (2.000.000) d'emplois dont la moitié par le secteur public.

L'investissement industriel demeure absent, la Petite et Moyenne Entreprise (P.M.E) après analyse de l'état des lieux ne peut s'inscrire que dans le vaste champ de l'échange (même si elle était prévue pour la sphère productive) où dominant le court terme et l'"affairesme" au sens local. Sur les 200.000 P.M.E, 90% d'entre elles n'occupent que 10 salariés, possédant un capital fermé et se situent pour 30% d'entre elles dans le B.T.P, 17% dans le commerce, 9% dans le transport, 7% dans les services fournis aux ménages, 6,5% dans la restauration et l'hôtellerie et seulement 6,5% dans l'industrie agroalimentaire.

La plupart de ces structures participe d'un vaste réseau de l'informel. Près de 1600 marchés informels ont été recensés par le Ministère du commerce. La contrefaçon prend de l'ampleur (sur 4 compact disques (C.D) vendus, trois d'entre eux sont piratés)¹. 41% des produits importés viennent de la contrefaçon, 41% viennent de la contrebande et 18% de la production locale.

Une approche du poids de l'informel dans l'économie nationale par l'emploi en 2001 donne 26,01% pour l'industrie, 35,10% pour le B.T.P, 31,92% pour les transports, 81,26% pour le commerce et 54,36% pour les services hors administration. L'ensemble constituerait 31,78% de l'activité économique nationale comme le montre le tableau suivant :

¹ et ² C.N.E.S : La conjoncture économique et sociale du 2^{ème} semestre 2004. Juillet 2005. p114.

Poids et structure de l'emploi informel (les deux sexes) non agricole par secteur d'activité

Secteur	Emploi total non agricole redressé	Emploi informel	Poids de l'informel par secteur	Structure de l'emploi informel
Industrie	809.763	210.640	26,01%	17,96%
BTP	656.758	230.551	25,10%	19,65
Transport	215.359	68.746	31,92%	05,85%
Commerce	428.209	347.943	81,26%	29,66%
Services hors adm.	579.639	315.126	54,36%	26,86%
Administration ⁽¹⁾	886.882	-	-	-
Total non agriculture	3.690.751 ⁽²⁾	1.173.046	31,78%	100%

(1) source : Direction Générale de la fonction publique, bilan de l'emploi 1987.

(2) y compris 19.156 "non déclarés".

Paragraphe 2 : Qu'en est-il de l'intervention du commerce extérieur?

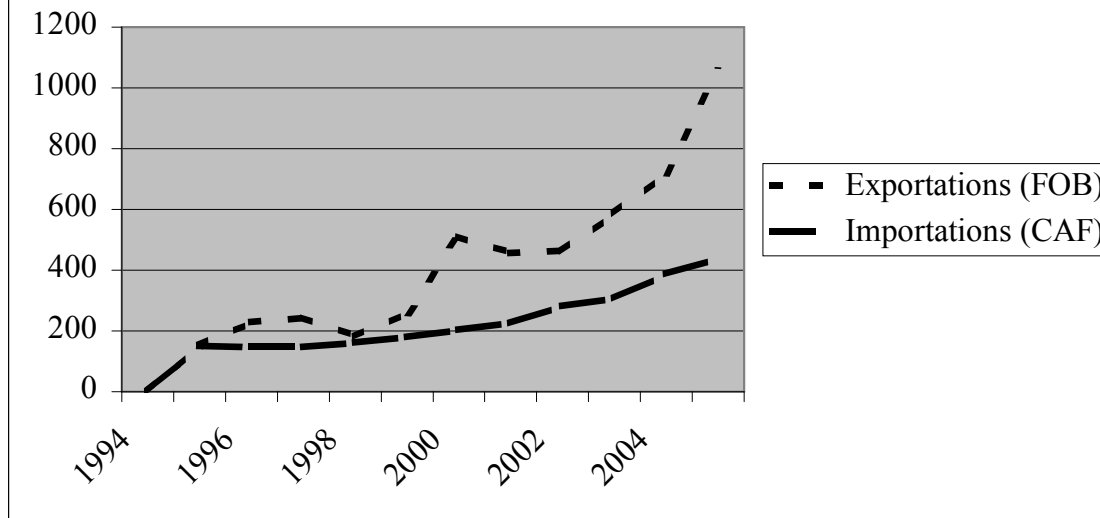
Devant une production nationale qui régresse, les importations progressent de plus en plus, vu l'emballement du prix du pétrole.

Evolution des exportations et importations de marchandises par groupe d'utilisation de 1994-2005.
En millions de DA

Libellé	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Exportation (FOB)	324338,7	498450,8	740810,9	791767,5	588875,6	480516,5	1657215,6	1480335,8	1501191,9	1902053,5	2337447,8	3421548,3
Base 100 en 1994	-	153,6	228,4	244,1	181,5	259,1	510,9	456,4	462,8	586,4	720,6	1054,9
Importations (CAF)	340142,4	513192,5	498328,5	501579,9	552358,6	610673	690425,7	764862,4	957039,8	1047441,4	1314399,8	1493644,8
Base 100 en 1994	-	150,8	146,5	147,4	162,3	179,5	202,9	224,8	281,3	307,9	386,4	439,1

Source : Statistiques Algérie : Commerce extérieur.

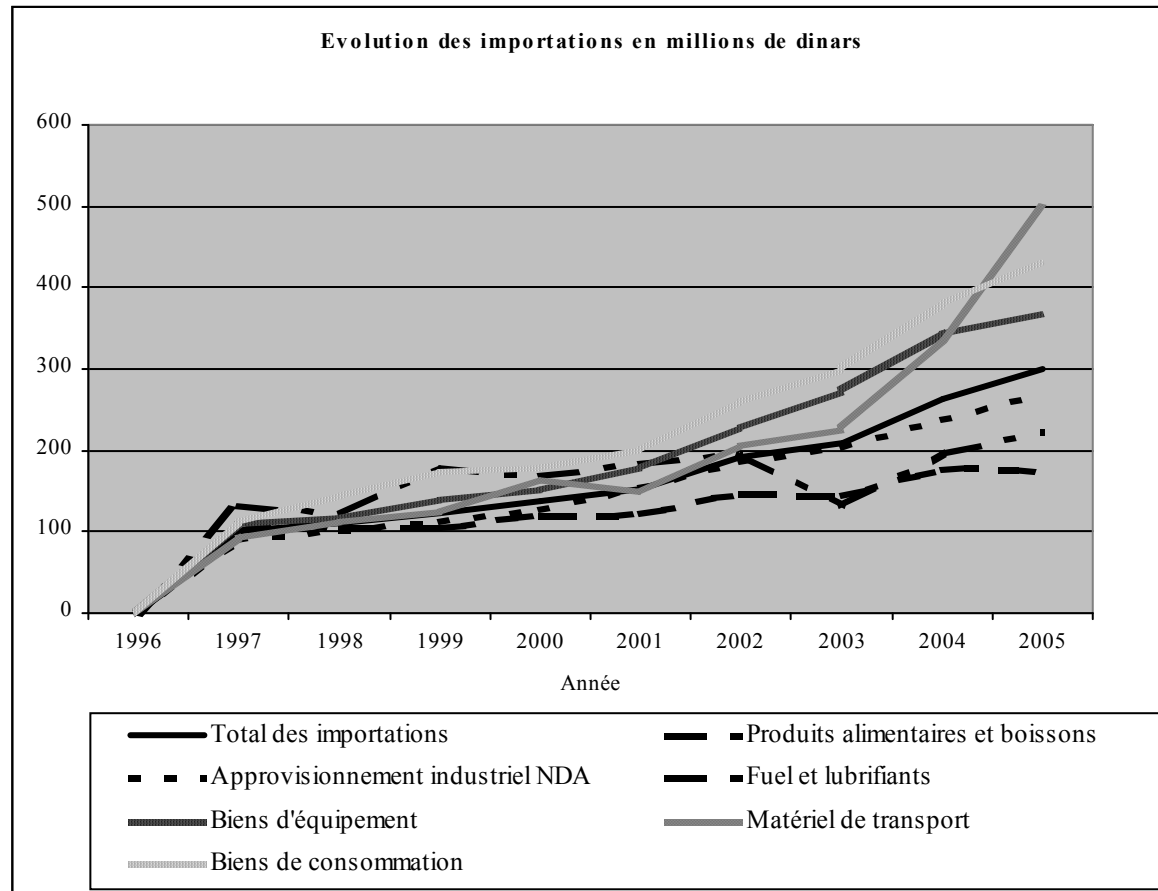
Evolution des exportations et importations



**Evolution des importations
en millions de DA**

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Total de importations	498325,5	501579,9	552358,6	610673	690425,7	764862,4	957039,8	1047441,4	1314399,8	1493644,8
Base 100 en 1996	-	100,6	110,8	122,5	138,5	153,4	192	210,1	263,7	299,7
1) Produits alimentaires et boissons	138927,7	141358,6	145413,2	145486,6	167013,1	169992,2	204480,6	203072,3	245329,7	243101
Base 100 en 1996	-	101,7	104,6	104,7	120,2	122,3	147,1	146,1	176,5	174,9
2) Approvisionnement industriel NDA	157639,5	145210,4	163414,8	178186,6	201889,6	244098,4	296614,3	321280,7	376591,3	424523,9
Base 100 en 1996	-	92,1	103,6	113	128	154,8	188,1	203,8	238,8	269,3
3) Fuel et lubrifiants	5532,9	7378,6	6869,4	9870,2	9427,5	10271,4	10889,9	7408,1	10891,9	12336,4
Base 100 en 1996	-	133,3	124,1	178,3	170,3	185,6	196,8	133,8	196,8	222,9
4) Biens d'équipement	108154,1	119061,2	127980,9	152676,4	163997	193536	247390	294531,5	373431,1	400059,3
Base 100 en 1996	-	110	118,3	141,1	151,6	178,9	228,7	272,3	345,2	369,8
5) Matériel de transport	55011,8	51207,1	61766,4	68344,1	90502,5	82050,5	113528,5	124622,2	185491,6	273901
Base 100 en 1996	-	93	112,2	124,2	164,5	149,1	206,3	226,6	337,1	497,8
6) Biens de consommation NDA	32226,9	36750,4	46908,9	56041,3	57500,5	64855,6	83848,9	96486,6	122664,2	139723,3
Base 100 en 1996	-	114	145,5	173,8	178,4	201,2	260,1	299,3	380,6	433,5
7) Biens non désignés ailleurs	832,7	613,7	4,9	67,9	95,5	58,3	287,65	0	0	0

Source : Statistiques Algérie : Commerce extérieur.



Les importations ont été multipliées par trois (03) entre 1996 et 2005. Les biens de consommation alimentaires et autres ont crû de 500%.

Les approvisionnements en biens industriels ont augmenté de 250%. Les biens d'équipement ont vu leur part multipliée par quatre (04). Le matériel de transport a vu son quota passer de 1 à 5.

Les exportations globales ont été multipliées par dix (10) de 1994 à 2005, ce qui a permis une multiplication des importations par cinq (05) pour la même période.

Selon les prévisions du F.M.I¹ du 14 janvier 2008, les importations algériennes devraient atteindre 47 milliards de dollars US en 2012, en 2008 l'Algérie importera 32 milliards de dollars soit une progression de 32% par rapport à 2007.

En 2001 les importations algériennes étaient de 10 milliards de dollars.

Quant aux exportations, elles devraient être couvertes à raison de 98,5% par les hydrocarbures durant les quatre prochaines années.

C'est ainsi qu'en 2007 l'Algérie compte 1.180.000 commerçants actifs dont 1.075.787 (soit 91,1%) sont des commerçants individuels dont 14,4% seulement versent dans l'industrie. 50,1% versent dans le commerce de détail, 31,4% dans les services et 4,1% dans le commerce de gros. Les personnes morales (c.à.d les sociétés dans les différents régimes) ne représentent que 105.210 soit 8,9% uniquement.

La progression des inscriptions au registre de commerce est de 6,7% par an. Pour un registre radié, on comptabilise trois nouvelles créations².

¹ www.TousurAlgérie.com

² El Watan : Quotidien national. Février 2008. p7.

Cette économie d'échange refoule l'économie de production dont nous avons explicité plus haut le recul "Si vous regardez au cours des dernières années l'évolution des revenus en Algérie, vous constatez que la masse salariale dans la formation des revenus des ménages a perdu de l'importance au profit des entrepreneurs individuels. *Le salariat n'est plus la norme en Algérie*. Et parce que le salariat n'est plus la norme et que les autres revenus autres que salariaux se développent très vite, les salariés vivent une situation de pauvreté salariale"¹.

Le salariat est en fait le propre de l'économie de marché, une économie qui le minore ne peut être une économie capitaliste, elle ne peut être qu'antérieure à ce système.

Le salariat a-t-il jamais été la norme en Algérie? Le salaire dans son statut théorique doit avoir pour fondement d'être la rémunération du travail. Le lien entre salaire et travail est un lien objectif "Dans le secteur public en Algérie prévaut une gestion des salaires dictée par un rapport de force entre un Etat et une organisation des travailleurs..."² l'Auteur parle ainsi d'une gestion circonstancielle des salaires dans la mesure où le ration salaire/valeur ajoutée au niveau global occulte de fortes dispersions entre secteurs comme le montre le tableau suivant, dispersion dues à des circonstance propres à chaque secteur. Il est cependant remarquable que les salaires absorbent 30% des salaires en 1988 et 23% en 1994, plus le relèvement des salaires est important, moins est productif le travail.

Salaire/valeur ajoutée

Secteurs	1988	1993	1994
Agriculture	20,5	12,2	12,8
Industrie	4,8	3,9	3,4
Hydrocarbures	48,7	42,3	41

¹ Conférence du professeur A. Benachenhou <http://www>.

² Baba Ahmed Mustapha. "L'Algérie : Diagnostic d'un non développement" éd. L'Harmattan 1999 p156.

Comme nous le verrons dans la partie "l'entreprise institution", il est des formes d'entreprises d'Etat où la logique de fonctionnement fait que le salaire n'est en fait qu'une rétribution d'une contrepartie politique.

C'est ce qui explique que *le rapport à l'argent ne relève pas d'une approche qui recherche à le faire fructifier par la création de richesse mais par l'échange en vue de l'enrichissement sans recherche de valeur*. L'argent ou le manque d'argent est la principale source de conflits. La reproduction sociale ne sera pas donc régulée par le marché et les institutions qui se rapportent à ce type d'économie. Elle va alors relever des pratiques parallèles.

Selon l'organisation "Transparency International", parmi les 179 pays classés selon l'indice de perfection de la corruption (I.P.C), l'Algérie occupe la 99^{ème} place avec une note médiocre de 3/10. L'IPC définit la corruption comme l'abus d'une charge publique à des fins d'enrichissement personnel. Les enjeux des rounds actuels de négociation de l'adhésion de l'Algérie à l'O.M.C portent en effet sur le marché informel. L'organisation mondiale du commerce exige des garanties sur son éradication¹.

Une récente enquête du Business Software Alliance place l'Algérie à la 7^{ème} place mondiale pour le piratage des logiciels avec un taux de contrefaçon estimé à 84%.

En conclusion, il y a nécessité de revenir à l'accumulation par la création de richesse et donc recentrer l'activité autour de la création de la valeur.

L'Algérie a en effet une opportunité unique à sa disposition. A l'horizon 2010, les réserves de change vont avoisiner les 150 milliards de dollars U.S. Ceci va correspondre à un changement de la structure démographique. Ainsi pour la première fois la tranche des effectifs de population de 0 et 15 ans va stagner passant, sur trente années (de 2000 à 2030) de 10,3 millions de 10,4 millions. La

¹ L'Algérie, l'OMC et l'informel : www.Algérie-dz.com/article33080.html.

population de 16 à 59 ans va arriver en plus grand nombre sur le marché du travail, cette tranche va passer de 18,2 millions à 28,5 millions.

Donc pour 100 personnes en âge de travailler; le fardeau des personnes à charge (c'est à dire la classe de moins de 15 ans et de plus de 60 ans) va passer de 76 personnes en 2000 à 63 en 2030.

La classe active sera donc prépondérante. Une autre politique économique axée sur l'entreprendre et l'entreprise pourrait alors conduire au stade du take off recherché depuis l'indépendance.

Chapitre V

Le marché : Un institué non instituant : Quelle économie de marché?

Paragraphe 1 : La nature de l'économie de marché.

Paragraphe 2 : Aux sources du marché.

Paragraphe 3 : Economie de marché et société de marché.

Paragraphe 4 : Quel marché pour les économies des pays socialistes.

Paragraphe 5 : Le non-marché en Algérie.

"Le concept de marché...n'est plus simplement un lieu particulier et localisé; c'est la société toute entière qui constitue le marché. Il n'est pas seulement un mode d'allocation de ressources à travers une libre détermination du système des prix; c'est un mécanisme d'organisation sociale plus encore qu'un mécanisme de régulation économique".

Pierre Rosanvallon : Le capitalisme utopique. éd. du seuil 1979 p70.

Encore plus de marché et corrélativement moins d'Etat, l'économie et sa rationalité contre l'interventionnisme de l'Etat quelque soit l'alibi d'ordre ethnique et/ou social qui le justifie.

De nos jours l'économie de marché est redevenue la norme, l'Etat étant appelé à se contourner au rôle de gendarme.

En fait ce n'est là qu'un retour à l'économique qui se fonde sur le comportement d'agents économiques libres qui décident de façon centralisée dans un univers où l'information circule, la variation des prix indiquant les opportunités d'accroître la satisfaction.

La théorie libérale repose ainsi sur la régulation par le marché où participent des agents dont le comportement est microéconomique.

Les effets agrégés des différentes décisions et leurs conséquences macroéconomiques donnent lieu au modèle idéal qui est le marché¹ en tant que constitution théorique définie comme le lieu de la confrontation de l'offre et de la demande. Cette construction théorique sert en fait à mettre à jour les mécanismes régulateurs de retour à l'équilibre du système et de celui de la répartition entre participants à partir de la variable centrale qui est le prix.

Paragraphe 1 : La nature de l'économie de marché :

La thèse de la grande transformation de Polanyi résulte d'une analyse historique dans laquelle il avance que la révolution industrielle a été le résultat d'un unique changement fondamental qui est : la création d'une économie de marché.

¹ L'introduction du concept de marché permet surtout de répondre aux questions fondamentales posées à l'époque de Smith à savoir l'institution et la régulation du social. Ainsi il arrive d'une part à dissoudre le concept politique de nation dans le concept économique de marché, aussi il arrive à résoudre la difficile question du fondement de l'obligation dans le pacte social.

"Une fois que des machines et des installations complexes avaient été utilisées en vue de la production dans une société commerciale l'idée d'un marché autorégulateur ne pouvait que prendre forme"¹.

Selon cet auteur le développement économique suppose un système d'échange élaboré, autonome, ce qui lui confère sa fonction d'autorégulateur qui lui permet d'organiser l'ensemble de l'économie.

Le passage des marchés isolés à une économie de marché et celui des marchés régulés au marché autorégulateur suppose que la société doit prendre une forme telle qu'elle permette à ce système de fonctionner suivant ses propres lois; "c'est pourquoi une économie de marché ne peut fonctionner que dans une société de marché"².

Traitée en terme marxien, la transformation signifie que les traits significatifs du mode de production capitaliste se déduisent d'un procès d'inversion de l'économie marchande en économie capitaliste, autrement dit le passage de M-A-M à A-M-A. ainsi les rapports dominés autrefois, deviennent dominants. L'économie n'est plus subordonné au politique et/ou social. L'économie devient dominante en dernière instance et détermine à son tour le rapport social.

L'idéologie économique³ va stipuler l'hégémonie de la raison économique sur la société. le marché est alors "l'instance instituée qui code et règle les flux économiques...le marché est machine sociale de codage de la fluence économique, c'est celle-ci qui est première; c'est elle l'énergie, c'est elle qui crée, pas le marché!"

¹ Karl Polanyi : "La grande transformation". éd. Gallimard. 1983. p68.

² Karl Polanyi : op. cit. p88.

³ L'idéologie économique ne s'introduit pas par effraction dans la pensée moderne, elle s'affirme dans son mouvement le plus intérieur et le plus nécessaire... elle n'est pas fondée nécessairement sur la justification morale de l'enrichissement... elle traduit d'abord le fait que les rapports entre les hommes sont compris comme des rapports entre des valeurs marchandes. In : Le capitalisme utopique pp41-42 et Pierre Rosanvallon précise qu'il parle du concept de marché dans la mesure où il résume pour lui l'idéologie économique moderne. Aussi fait il remarquer qu'il n'y a pas de lien mécanique entre le développement de "l'esprit capitaliste" et la formation de l'idéologie économique.

Paragraphe 2 : Aux sources du marché :

L'échange matériel se présente à l'analyse dialectique comme unité (totalité) de trois moments ou dimensions :

- a) Glissement hors de la conscience du rapport social entre les "sujets", les "échangistes".
- b) Accord entre les "échangistes" qui prend une forme, celle de l'argent en même temps que la forme d'un contrat ou quasi-courant.
- c) Contrainte inhérente à l'échange, impliquée dans l'acceptation, en raison de l'inégalité des termes...Autour du marché se constitue et se perpétue bientôt une hiérarchie de garants et gardiens de l'ordre. De quel ordre : *De l'équivalence des non-équivalents*.

Cette équivalence à la fois *fictive et réelle* se confirme du fait qu'une activité non productrice s'empare du rapport entre activités productrices : du commerce. *Les commerçants vont avec l'organisation du marché*. Ils effectuent la chaîne des équivalences¹.

Ce qui signifie que leur fonction est bien de définir la chaîne d'équivalences en vue de l'égalisation de l'inégal.

"L'égalisation de l'inégal et l'équivalence du non-équivalent, telle est la loi de la forme et sa force fondamentale, elle même fondement du pouvoir en général et en particulier du pouvoir politique"².

Ainsi donc sont démontrées deux bases institutantes du marché :

- L'égalisation forcée de l'inégal dans l'identification forcée dans le non-identique. L'échange étant équivalent par définition.

¹ Henri Lefebvre : De l'Etat : Tome 3. Le mode de production étatique. éd 10/18. Paris. p20 et suivantes.

² Henri Lefebvre citant Marx dans le même tome.

- Et la nécessité de la contrainte : l'autorité, la logique et la morale.
La constitution de l'Etat accompagne l'extension des échanges et des communications.

C'est ainsi que les "êtres de nature" vont entrer dans l'identité forcée par les symboles, les signes, le jugement et le déploiement de l'autorité dite légitime ou publique c'est à dire politique en tant que force commune des associés au sens du contrat social de Jean Jacques Rousseau.

Par l'échange d'équivalences, chacun passe de sa liberté naturelle à laquelle il renonce sans réserves à l'obéissance à la loi qu'on se donne qui définit la liberté. Les individus se changent en citoyens par le seul jeu de l'échange. C'est là le sens profond de l'échange marchand. "L'équivalence est donc déterminée, c'est à dire à la fois conçue et réalisée, dans l'acte d'échange maternel; cet acte conçoit donc comme fondement des sociétés ouvertes; destinées à un développement. il constitue le lien social dans les sociétés qui ne se ferment pas sur elles mêmes en se réduisant au biologique"¹.

C'est là en fait tout le développement de la théorie de la marchandise comme fondement du marché de production capitaliste.

"La théorie de la marchandise a un caractère abstrait; elle existe comme telle lorsque son caractère matériel (produit destiné à un usage) est mis en suspens, dans les circuits de l'échange. Mais elle ne peut exister de façon purement mentale et formelle, sans attache au sol, sans poids, sans évaluation en argent, sans fin dans un usage (consommation); elle le contient. De même l'Etat forme politique"².

En paraphrasant H. Lefebvre, on peut définir le marché dans son sens conceptuel comme le processus de médiation et de la réciprocité des *médiations* entre l'acte initial (l'échange) d'une part et d'autre part, le global et l'historique.

¹ Henri Lefebvre : op. cit. p55.

² Henri Lefebvre : op. cit. p64.

L'économie de marché dans son stade développé suppose la société de marché¹. Il existe une liaison synthétique entre technologie et idéologie. Ces deux réalités très proches construisent des agencements que les habitudes et les pratiques réelles intègrent graduellement. "L'économie c'est certainement des actes et des pratiques, mais c'est surtout *un état d'esprit, c'est une culture*"².

Le marché va concentrer l'inondation économique relative aux XV^e et XVI^e siècles qui elle, va travailler le corps occidental en profondeur. Il est en fait le lieu institué de la rencontre économique de l'offre et de la demande dans la reconnaissance de la dimension d'autrui (sans lequel il n'y aurait pas échange) rapport qui n'est pas propre au marché; mais constitutif de l'économie elle-même. L'élan de l'économie se dépose sur le marché qui lui régleme, contrôle, calme le jeu, mais l'élan est extérieur au marché et ne cesse de le déborder.

Ces flux traversent "l'open Market" selon les termes de F. Braudel et se poursuivent dans le "Private Market" ou marché noir ou marché gris selon les appellations plus modernes. Le mouvement n'est pas imprimé par le marché, mais par la fluence économique. en vérité le "capitalisme est une stratégie de l'offre"³ bien que les études de marché scrutent avant tout la demande à laquelle on accorde le primat de l'analyse du marché.

Paragraphe 3 : Economie de marché et société de marché :

Le marché permet de comprendre comment s'effectue la répartition des revenus selon le comportement et les contraintes des agents. Les études effectuées depuis la fin de la deuxième guerre mondiale sont entre autres consacrées à la relation entre revenu et consommation.

¹ "Le marché apparaît bien comme l'accord de la liberté et de la justice...Le marché ne structure pas seulement la société, il est le moyen et le but de son développement". Pierre Rosanvallon : Le capitalisme utopique. p73-74.

² Michel Henoschsberg : "La place du marché". éd. Denoël. Paris 2001. p48.

³ Michel Henoschsberg : op. cit. p68.

Un niveau de revenu désigne une propension à consommer au sens de Keynes. Modigliani et Duesenberry proposent en plus du revenu de prendre en considération les effets de voisinage. Pour M. Fuedman la consommation dépendrait de l'ensemble des revenus observés dans les années antérieures et des revenus espérés pour les années à venir. On peut aussi ajouter l'âge comme facteur déterminant. Mais le plus important est de comprendre que les besoins appartiennent en fait au domaine subjectif. Ils se traduisent par des cellules de préférences qu'elles même varient selon la culture et le niveau de développement économique.

Dans une société de marché l'évolution de la consommation est évaluée par fonction; le poids de chaque famille de produits varie en fonction du niveau de vie.

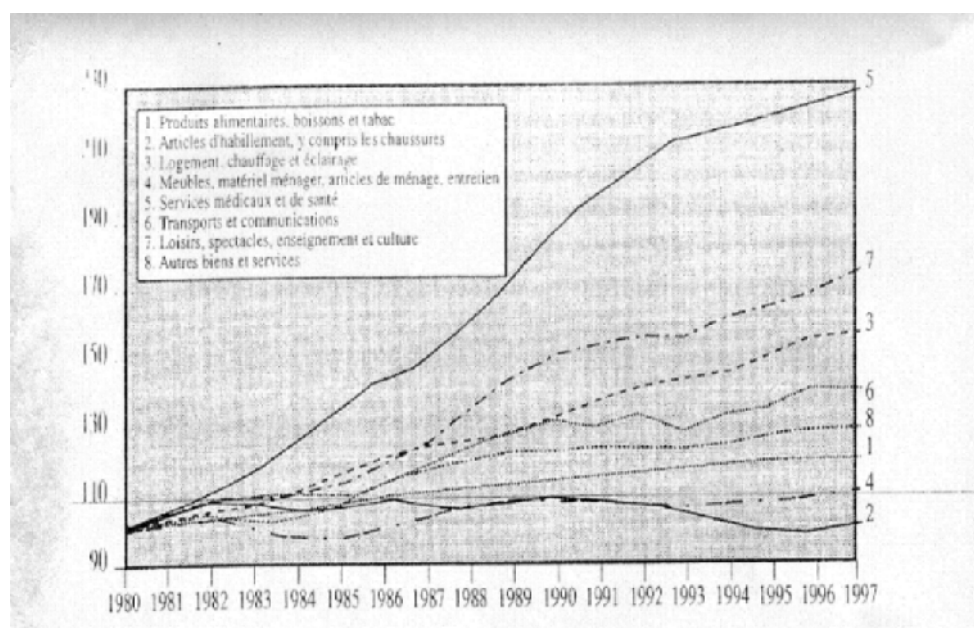
L'évolution de la consommation en France par exemple est révélatrice du niveau de vie de la société des marchés. A un certain stade c'est les produits de première nécessité qui s'affichent en premier, mais lorsque le niveau de vie évolue on constate que les parts qui reviennent au logement, l'ameublement, la santé, la culture et les loisirs constituent les priorités. Les produits alimentaires et l'habillement par exemple sont en position inférieure comme le montrent les coefficients budgétaires par fonction dans le tableau suivant ainsi que l'évolution de la consommation par fonction dans le graphe suivant :

Coefficients budgétaires par fonctions

	1960	1980	1997
Produits alimentaires, boissons et tabac	33	21,5	18
Articles d'habillement y compris les chaussures	11	7,5	5
Logement, chauffage, éclairage	10,5	17,5	22,5
Meubles, matériel ménager, articles de ménage, entretien	11,5	9,5	7,5
Services médicaux et santé	5	8	10,5
Transports et communications	12	16,5	16
Loisirs, spectacles, enseignement, culture	6	7	7,5
Autres biens et services	12	12,5	13
Total	100	100	100

Sources : La consommation des ménages en 1997, Insee, 1998.

Evolution de la consommation par fonction (indice de volume base 100 en 1980).



Sources : La consommation des ménages en 1997, Insee, 1998.

¹"J. Baudrillard explique que tous les objets y compris l'argent, sont pris dans la nécessité d'avoir à signifier" c'est à dire désigner la statut social de leur possesseur. Les objets ne servent pas en priorité à une prétendue satisfaction des besoins, mais ils constituent d'abord un symbole de prestige, de puissance.

Et l'auteur ajoute que "tous les objets sont révocables devant l'instance de la mode".

C'est ce que Marx appelait "Le fétichisme de la marchandise c'est à dire une propriété abstraite détachée de la matérialité de la marchandise et conférant à son acquéreur une sorte d'aura mystique le désignant à tous les autres comme le maître de l'objet convoité.

C'est dans l'échange social que la marchandise acquiert son fétiche. Les vicissitudes de la mode peuvent le lui ôter. Elle est alors sans valeur et donc sans signification".

Le besoin est un produits social. Il restera dans la dépendance du système qui l'a produit et qui continuera à perpétuer. Il obéit à un rituel social comme par exemple : se mettre à table, avoir une salle à manger... l'excessive rationalité prêtée aux agents économiques par la théorie classique ne rend pas compte du rôle des facteurs personnels et des facteurs discriminants de caractère psychosociologique, dans une société de marché.

Le caractère ostentatoire de la consommation plus l'effet d'imitation. L'ostentation est présente dans les comportements.

Les facteurs psychologiques de la consommation, de l'imprévoyance de la prodigalité de l'excentricité.

Sur le plan strict de la théorie économique, l'inexistence du marché peut être aisément démontrée par :

¹ Frédéric Poclon : Economie générale. éd. Dunod. 1998. p322-323.

- L'inexistence ou le manque d'information pour fixer les prix au niveau d'équilibre du marché (Quelle courbe d'offre et de demande? Quels désirs de consommateurs? Quelles capacités pour les entreprises?) et même si ces informations existent comment peut se fixer le prix au niveau d'équilibre du marché?
- L'absence d'incitation qui ne peut relever que de la concurrence.
- La souplesse de contrainte budgétaire qui lève toute pénalité aux agents économiques.

Paragraphe 4 : Quel marché pour les ex-pays socialistes?

La transition vers l'économie de marché des anciens pays socialistes et les problèmes qu'elle pose est révélatrice du fait que, le marché dans le sens que lui donne l'économie classique, est une institution incluse dans le système capitaliste et que la régulation par cette institution est problématique. Pour dérouler le fil d'Ariane qui peut nous permettre de produire une explication, il serait utile de préciser que la théorie du marché dans son sens originel a phagocyté dans ses constructions les marchands (entrepreneurs, banquiers, commerçants) et la monnaie. or ces intermédiaires qui ont un statut social bien défini par la culture du système ambiant à qui ils appartiennent au sens de leur existence, de leur être et donc de leur comportement, jouent dans le fonctionnement de l'économie concrète un rôle fondamental.

Ce sont eux qui véhiculent et reçoivent les informations, prennent les décisions¹ qui chaque jour, guident le système productif dans son mouvement. "On oublie trop en effet que ce sont des marchands et non le marché qui

¹ "Ces décisions se traduisent en résultats matériels de consommations ou de production, lorsqu'elles se confrontent entre elles en un lieu unique où se fixent les prix et les quantités : *Le marché*. Cette confrontation est nommée régulation, elle s'impose par le biais de la monnaie". Jacques Attali : Les trois mondes. éd. Fayard. 1983. p29.

commandent immédiatement ce mouvement : c'est par eux que passe la réalisation des "lois" du marché"¹.

Les réformateurs des systèmes anciennement planifiés vont en fait passer à coté de leur objet, en pensant que dans leurs économies, il suffit que les rapports marchands et les catégories qui sont leur corollaires, à savoir le marché, les prix, les coûts de production, les bénéfices, le crédit, etc...qui sont des instruments, reprennent place dans les économies anciennement socialistes, pour que le mode de production qui fut leur géniteur s'instaure de lui-même².

En réalité un système économique est certes fondé sur un ensemble d'institutions clés, mais comme le précisent Richard M. Cyert et James C. March "Seuls les individus ont des objectifs; les collectivités n'en ont pas"³, ce sont les agents économiques dans et par les formes organisationnelles à travers lesquelles ils agissent, qui fondent l'activité réelle, les catégories ne sont que de l'instrumentation.

Cette réalité étant "oubliée" par les réformateurs, un nouveau dogmatisme de la transition va s'imposer. Dans sa dimension économique la transition à l'économie de marché est quasi-certaine dès lors que les économies sont stabilisées et subissent la transformation radicale du système. Cette transformation va générer d'importants dysfonctionnements tels l'impact négatif sur la demande globale, la baisse de la production avec disparition totale de certains secteurs, alors que l'objectif premier se définit par la croissance. A toutes ces perturbations viennent s'ajouter l'inflation, la détérioration de la balance des paiements et la multiplication des coûts sociaux.

¹ Anton Brendner : Socialisme et cybernétique. éd. Calman-Levy. 1977. p10.

² Cette conception de la transition relève d'une approche normative qui "consiste à fixer le but à atteindre, à savoir une allocation rationnelle des ressources. Il faut ensuite définir la liste des mesures et des réformes nécessaires pour atteindre cet état". In : Dix grands problèmes économiques contemporains. Michel Chatelus et Jacques Fontanel. O.P.U. 1993. p51.

³ M. G. Fillan et C. Marques Ripoull : "Les théories de l'organisation et de l'entreprise". éd. Ellipses. 1999. p173.

Les filets de sécurité sociale, les pratiques pas toujours transparentes dans les affaires, les privatisations qui n'aboutissent pas, vont conduire en définitive vers la constitution d'une "économie seconde" pour rééquilibrer un prétendu marché que les catégories économiques n'arrivent pas à mettre en situation d'équilibre¹, et où les agents cherchent à se procurer les revenus manquants pour maintenir leur niveau de vie.

Est-ce là les enseignements classiques de la théorie du marché?

La réorganisation simultanée de toutes les dimensions sociales dans ce type d'économie pose en fait la question d'un soubassement conceptuel nouveau pour les sciences sociales.

L'ancien était fondé presque exclusivement sur les réalités sociales du monde occidental². Le marché dans ce corpus relève d'une rationalité qui ne peut prétendre à l'universalité.

L'échange dans les ex-pays socialistes même s'il est monétaire obéit aux réalités de la transition et de la nature de la propriété qui a caractérisé pendant longtemps les rapports sociaux, laquelle nature de propriété résiste aux changements. Il faut faire remarquer à ce niveau que les résistances aux changements ainsi que les perturbations qui les accompagnent ont dans leur quasi-majorité pour origine, l'émergence des agents économiques, et des institutions qui fondent le capitalisme.

Le constat réside dans le fait que les marges de liberté érigées dès la fin du système socialiste vont fouetter l'esprit d'entreprendre. Mais comme la nouvelle société est en constitution et que les nouvelles règles sont balbutiantes, chaque agent va se ménager, à côté de son statut officiel, des plages de survie

¹ "équilibre, pour l'économie des sociétés, cela signifie égalité de l'offre et de la demande : c'est la loi de Jean Baptiste Say; cela signifie identité de l'offre et de la demande : c'est la loi de Leon Walras". Jacques Attali : Les trois mondes. éd. Fayard. 1983. p27.

² Cette représentation est encore aujourd'hui la cadre principal, idéologiquement et politiquement, de l'observation et de la théorisation de l'économie du monde. Jacques Attali : Les trois mondes. éd. Fayard. 1983. p27.

individuelle. Ce comportement est d'autant plus facile par l'adaptation de l'espèce humaine aux conditions de vie qui furent imposées par l'ancien système.

Au lieu de l'apparition de l'homo-économique, être conscient de ses préférences et opérant des choix à partir des données purement économiques, c'est l'homo-systemicus¹ qui voit le jour, être entreprenant mais jamais entrepreneur, qui par ruse parasite et pervertit les règles de toute organisation. "à chaque fois qu'il le pouvait, sans prendre des risques majeurs il trahissait les intérêts du système pour mieux satisfaire les siens propres... Il a appris à déjouer avec une efficacité croissante les agissements du système et ses appétits en matière de réquisition. Ainsi, une part considérable des fruits de l'activité productive a fait l'objet d'appropriation privée sans même que le système connaisse son existence"². Son comportement résulte donc de l'alternance de deux rôles contradictoires : D'un côté il appartient au système, d'un autre côté il menait sa vie privée, et répondait à ses aspirations et des projets.

Tant que l'homo-systemicus se limitait par ses comportements à la satisfaction immédiate de ses besoins personnels, on ne mesurait pas l'effet qu'il pouvait en résulter sur le plan macro-économique. seulement et c'est là un phénomène important, le choc commençait à envahir les esprits, que l'homo-systemicus recherchait le maximum de détournement de biens. L'effet macro-économique dans ce cas devient significatif.

Donc "c'est par sa double appartenance à la société civile en tant que personne privée et à l'organisation créée par le système en tant que fonctionnaire, l'homosystemicus était en même temps l'acteur et l'arbitre de cette confrontation"³.

¹ "avec le temps, les individus ont appris à déjouer les précautions systémiques pour exploiter à leur avantage les droits secondaires des propriétés délégués par le système. L'homo-économique est né. L'éventail de ses manifestations est quasiment infini, il va de l'absentéisme et du vol à l'utilisation directe des installations mises à disposition pour ses propres intérêts et à la constitution du réseau". Paul H. DEMBINSKI : La privatisation en Europe de l'Est. P.U.F (Que sais-je) p41.

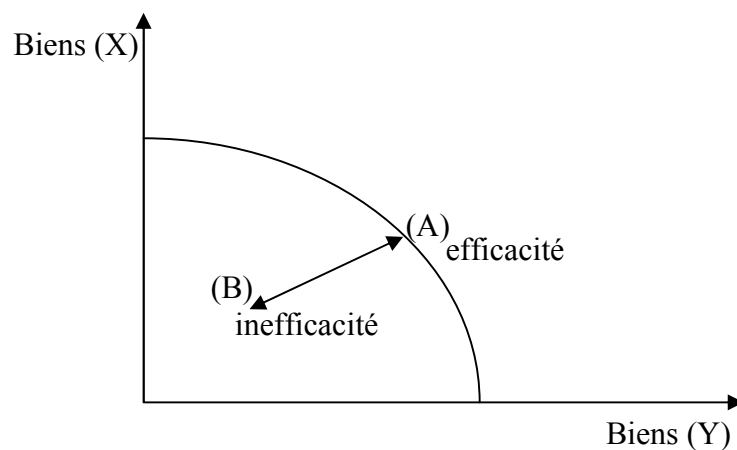
² Paul H. Dembinski : op. cit. pp27-28.

³ Paul H. Dembinski : op. cit. pp42-43.

Ainsi l'homosystemicus privilégie toujours le court terme par rapport au moyen terme et l'intérêt personnel par rapport à la collectivité.

Le modèle du marché basé l'homoeconomicus demeure loin de cette nature d'échange que nous livre l'homo-systemicus. Le marché dans son sens classique n'est donc pas l'institution du système quand on quitte en effet le champ historique occidental pour retourner vers un ensemble fondamentalement reconstruit par l'Etat et dans lequel la société n'a même pas la représentation sociale historique d'être une "société civile" qui a précédé l'Etat et qui lui est totalement extérieur. Manifestement les rapports sociaux ne sont pas ceux qui ont fondé les catégories marchandes au sens occidental. L'échange ne fonde pas le marché mais reflète les relations hiérarchiques par rapport à la propriété.

La période de rupture entre l'ancien système et l'économie de marché se traduit par une baisse du niveau de vie. En effet pour passer d'un point d'inefficacité en matière d'allocation de ressources à un point de re-allocation situé sur la courbe des possibilités de production comme le montre le graphe suivant :



Il est nécessaire que certaines activités disparaissent entraînant le chômage qui a atteint 25% à 35% en Pologne ou en Roumanie par exemple.

En outre, puisque les marchés des capitaux ne fonctionnent encore pas ou seulement de façon insatisfaisante, la création d'entreprise ne se fait pas, le chômage tend alors à se perpétuer.

La libéralisation des prix, les énormes déficits publics ne peuvent que favoriser l'inflation qui se répercute sur le niveau des salaires.

La propriété privée et la concurrence sont au centre de l'économie de marché. S'il est facile de susciter la concurrence, son maintien ne peut être assuré que par un niveau conséquent de création d'entreprises, ce qui pose le problème de la privatisation et de la vente des entreprises publiques et notamment celui des acquéreurs.

Paragraphe 5 : Le non marché en Algérie

Dans les pays comme l'Algérie, l'Etat a eu à réaliser la fonction d'instituteur de l'économie entendu comme ensemble social où le développement économique s'érige comme objectif non seulement économique mais aussi social et politique voire comme mythe mobilisateur et où l'entreprise comme agent de transformation des rapports sociaux s'est voulue l'élément de passage d'une culture de sous-développement vers des comportements de rationalité au sens que fournit la science économique à cette notion.

Objectivement il y a lieu de s'interroger sur le sens réel que véhiculent les concepts.

Le passage de l'ancienne communauté vers la société moderne sous le sceau de l'économie va définir la charge que revient à l'Etat national comme la gestion de deux passages : celui de la communauté vers la nation et de cette nation vers la société de marché¹. Mais une confusion de taille allait s'imposer,

¹ "L'Etat accompagne l'affirmation de l'individu comme sujet suffisant, encaissant les dividendes d'une mutation culturelle qu'il a contribué à accélérer voire à susciter, dans la mesure où son effort pour autonomiser la politique vis à vis de la religion implique également l'autonomisation de l'individu par rapport aux formes de sociabilités

le passage de la communauté à la nation supposait l'harmonie sociale et donc la négation des conflits d'intérêts propres à la société de marché et de ses institutions politiques en dehors du seul Etat. La souveraineté nationale ne relève pour cette nature d'Etat que de la souveraineté économique.

Justement cette dernière ne peut dans cette logique se réaliser que par un appareil d'Etat structuré qui s'appuie sur un appareil politique puissant en mesure d'assumer le contrôle des activités économiques et relations sociales. Ce contrôle suppose entre autres la mise en place d'institutions économiques sous-tutelle.

Mais peut-on dire qu'à partir du moment où ces institutions existent; elles constituent le champ relationnel de l'économie? les institutions nées par et pour le développement de la rationalité économique en Europe sont en fait le résultat d'une longue mutation du corps social dans son historicité. Elles n'avaient pas pour rôle d'être les vecteurs d'un nouvel ordre socio-économique.

En changeant la trajectoire historique, l'espace, et en générant l'homme et la société nouveaux vont donc diverger par rapport à leurs fonctions originelles face à l'ampleur des objectifs qui leurs sont assignés.

L'homo-économicus ne va pas pouvoir pénétrer les comportements quotidiens, étant étranger à l'environnement ainsi décrété. L'économie n'est pas régulée par les catégories marchandes, son homogénéité est introuvable, les compartiments qui la composent sont fonctions des interventions de l'Etat et n'entretiennent pas de relations d'intégration. Les discontinuités vont favoriser l'opacité et les pratiques informelles. La régulation se fera par-à-coups, l'Etat utilisant des moyens différents en fonction des nécessités de sa reproduction en tant que centre dominant en non en fonction de la reproduction de l'ensemble de l'économie.

intermédiaires. Il prépare en ce sens la société de marché à laquelle son existence est liée". Pierre Rosanvallon : Le capitalisme utopique. éd. du Seuil 1979. p116.

Les politiques économiques se feront par tâtonnements successifs en faisant appel à la dépense publique et en générant des surcoûts.

Ce montage biaisé de l'économie va être à l'origine de nombreuses inefficacités :

- Chômage, mauvaises conditions de travail et indiscipline, faible niveau de vie.
- Impossibilité pour les prix de former des indicateurs de raretés relatives, vu les discontinuités du champ économique.
- Manque d'incitation pour les entreprises, pour les ménages et pour tout agent économique créateur de valeur ajoutée.
- Déphasages monétaires et financiers tant au plan des structures que des comportements (marchés des capitaux inexistant ou embryonnaires) contrainte budgétaire souple, sur-liquidité ou sous-liquidité monétaire, taux d'intérêts non incitateurs, pas de politique de crédit, sous management bancaire...
- Les barrières commerciales visant à protéger les entreprises publiques ne profitent qu'aux producteurs inefficaces faisant du climat des affaires un repoussoir pour les investisseurs.
- Les incitations à l'innovation et à l'efficacité sont nettement insuffisantes sous l'intervention d'entreprises étrangères chargées de relancer la concurrence et d'être l'étalon de la re-émergence de l'efficacité.
- Les surprofits réalisés grâce aux différentes barrières deviennent une source de corruption de l'administration publique.
- La valeur ajoutée de l'industrie protégée est souvent négative.

Il ressort clairement de ce constat que l'environnement ainsi synthétisé est bien différent de celui présenté plus haut qui fut le géniteur de l'économie de marché; du marché et de la société de marché.

Pour fournir une illustration de la différence de société on a fait appel au comportement du consommateur dans la société française et en Algérie.

Les dépenses de consommation des ménages français évoluent dans deux sens opposés. Les séries longues en volume font apparaître que l'alimentation, l'habillement et l'équipement domestique progressent lentement ces derniers années. Alors que les biens de loisirs, l'éducation, les spectacles et surtout la santé et les services médicaux connaissent des développements plus rapides. Le logement demeure la préoccupation première. Les français lui consacrent le 1/3 de leur budget comme le montre le tableau suivant¹ :

Structure de la consommation par grands postes (1995)

Alimentation à domicile et cantine	19,2
Habillement et soins cosmétiques	9,3
Maison : gestion et équipement domestique	32,4
Transport et communication	16,1
Loisirs : équipement et sorties	12,0
Santé	11,0
Total	100

En Algérie, les dépenses de consommation des ménages, toutes catégories sociales confondues restent contraintes par le poids des dépenses alimentaires et celles liées au logement respectivement 45,1% et entre 13% et 14% en milieu urbain².

¹ Nicolas Herpin et Daniel Verger : La consommation des français T1. éd. Repères. 1999. p30.

² Etude Banque Mondiale : <http://www.laporte-export-solution.com/fr/marché/fichiers-pays/Algérie/consommation1/03/2008>.

Le niveau des dépenses alimentaires représente le 1/3 des dépenses des 20% des ménages les plus favorisés et plus de 60% des 30% de la seconde tranche favorisée.

Les plus fortes progressions de la consommation entre 1995 et 2000 concernent les secteurs de l'agroalimentaire, l'automobile et la téléphonie mobile. La santé, l'hygiène corporelle, l'éducation, la culture et les loisirs représentent moins de 15% des dépenses totales des ménages¹.

Evolution de la structure des dépenses des ménages : années 2000

Alimentation	44,6%
Logement et charges	13,6%
Produits divers et autres dépenses	10,4%
Transport et communications	9,40%
Habillement et chaussures	8,60%
Santé-hygiène corporelle	6,30%
Education, culture, loisirs	3,90%
Meubles et arts ménagers	3,40

Il est évident que si la société repérée par la nature des dépenses consommation démontre une différence de niveau et de mode de vie par rapport à d'autres sociétés, il faut aller beaucoup plus loin pour analyser le non-marché dans notre pays.

Ce sont en fait les désorganisations² et les dysfonctionnements³ qui vont favoriser un entrepreneur de nature particulière qui sera appelé l'"INFORMEL"

¹ Tableau effectué à partir du rapport de conjoncture du CNES 2^o semestre année 2000.

² Ou plutôt l'absence d'organisation car cette dernière est méconnue par l'entreprise. Les activités suivaient un canevas beaucoup plus qu'une organisation réfléchi. Cette absence est pour une grande partie à l'origine des dysfonctionnements.

³ Dans la pratique rien ne marche ou plutôt le réseau administratif et politique ne fonctionne que par le réseau des rapports personnels. La faiblesse du système? Sa dialectique, c'est à dire les contradictions irréductibles tendent aux antagonismes qui renaissent et se reproduisent dans tous les coins de la société : entre les producteurs et les planificateurs, entre les contraintes de la bureaucratie et les exigences de la vie quotidienne, entre les ordres tombant d'en haut et les revendications qui montent d'en bas. De plus la bureaucratie entre en conflit avec elle même; elle se sature elle même, sa logique défaille. Pas de bureaucratie sans corruption, sans

initié par l'allocation inefficace des ressources sous contrôle direct de l'Etat, et par le comportement contre-productif des fonctionnaires, par une dépense publique en l'absence d'évaluation des choix et des résultats de politiques publiques. "L'inconscience manifestée par les pouvoirs publics durant les décennies 80 et 90 et la dispersion des actions et des mesures de contrôle et de suivi initiés ces dernières années, face à ce fléau dévastateur, de plus en plus large et de plus en plus puissant (entre 1992 et 2002, sur 565 plaintes déposées par les services fiscaux, seules 50% ont été jugées et la durée d'une plainte est estimée à plus de deux ans) dégage perplexité et incompréhension à moins qu'il n'ait été considéré, dans une attitude fataliste, comme une solution alternative à la production des richesses et à la création d'emplois, et, donc une solution à la réduction de cet autre fléau qui est le chômage"¹.

Ainsi donc sont posées les interprétations entre ETAT-Administration et INFORMEL.

Si ce secteur² connaît une expansion dans tous les pays du monde, et que le poids de l'informel dans les pays développés représentait en 1995 :

18% du PNB en France

16% dans pays Scandinaves

13% en Allemagne

9,5% aux Etats-Unis

et que dans les pays en voie de développement le PIB de l'informel hors agriculture était en 1997 de l'ordre de 26,7% dans les pays du Maghreb et de 37,2% en Afrique Subsaharienne¹.

arrivisme, sans passe-droits. Henri Lefebvre : De l'Etat T2. Théorie marxiste de l'Etat de Hegel à Mas. Coll. 10/18 1976. pp396-397.

¹ Projet de rapport : Le secteur informel : illusions et réalités : synthèse CNES 24^{ème} session plénière juin 2004. p5.

² Nous sommes conscient des débats qui ont lieu à propos de cette appellation, mais si on y recourt c'est pour montrer que c'est un phénomène qui entrase toutes les activités sociales dont il englobe plusieurs segments.

Les chiffres cachent la réalité des pratiques informelles. Le secteur informel est défini comme l'ensemble des productions et des échanges de biens et de services qui échappent totalement ou partiellement aux lois et règles commerciales, fiscales et sociales et qui n'émargent pas ou peu à l'enregistrement statistique et comptable.

Plus précisément en Algérie, le secteur informel vit d'abord sur une masse monétaire hors système bancaire "le niveau de la masse monétaire alimente l'inflation en même temps que l'économie informelle"² et phagocyte le système productif pour constituer un vaste réseau d'échange vivant à partir des importations faisant de l'ensemble économique un bazar généralisé. Ainsi à notre instant la délivrance de la facture dans les transactions demeure l'exception, le développement et l'usage du chèque bancaire et des moyens électroniques de paiement demeurent bloqués; l'instauration des marchés de gros pour la commercialisation des produits agricoles shunté par la "vente sur pied" dans les champs et les ventes à l'extérieur des enceintes officielles est compromise. Le numéro d'identification statistique peine à faire surface malgré les tentatives de l'ériger en système normal.

La baisse de la valeur ajoutée par secteur juridique dans le système productif est un signe qui ne trompe pas.

Evolution de la structure (%) de la valeur ajoutée par secteur juridique dans le système productif hors hydrocarbures

	1985	1989	1992	1995	1997	2000	2001
Entreprises publiques	52,7	39,4	37,0	31,9	27,0	22,0	22,8
Entreprises privées de 10 salariés	3,3	3,0	2,0	2,2	2,0	2,7	1,8
Entreprises privées -10 salariés	44,0	57,0	61,0	65,9	71,0	75,3	75,4
Total national	100	100	100	100	100	100	100

¹ C.N.E.S : Le secteur informel : illusions et réalités : juin 2007. p7.

² Ouvrage collectif : "L'entreprise et la banque dans les mutations économiques en Algérie". O.P.U 1994. p16 : Intervention de Mr. Mourad Benachenhou.

Source : "Evaluation et analyse de l'économie informelle en Algérie" M. Zidouni. ONS. In : Avant projet : le secteur informel : illusions et réalités. CNES juin 2004.p30

En dehors de l'analyse, ce sont les comportements des agents du secteur informel qui ne sont pas porteurs de principe d'accumulation et qui demeurent au niveau de la perception de la richesse dans sa forme valeur d'usage. L'argent demeure l'objectif, le capital est ignoré.

Les éléments fondateurs du marché sont donc contournés "quand sur un marché un opérateur gagne une somme de X euros, c'est qu'il en existe un autre, moins chanceux ou moins avisé, qui les a perdus"¹.

La somme algébrique des gains est nulle c'est ce que l'on appelle "le jeu à somme nulle"². C'est ce que la théorie économique courante désigne par échange équivalent.

Mais "les jeux ne sont pas tous à somme nulle, dans beaucoup de transactions, il est raisonnable d'admettre que la valeur attribuée par l'acheteur aux biens qu'il acquiert est supérieure au prix payé, tandis que ce prix représente au moins la valeur attribuée à ces biens par le vendeur"³. Il s'agit d'un jeu à somme nulle à deux joueurs. Il peut être considéré un jeu à somme nulle en faisant intervenir un troisième joueur. Ce dernier n'exerce aucune influence sur le déroulement du jeu. Son action se limite à offrir une certaine somme d'argent afin d'équilibrer les règlements effectués par les deux joueurs actifs.

La marché informel est bien un jeu à somme nulle avec trois joueurs dont le troisième n'est que l'Etat qui perd à chaque échange par la fraude fiscale, la contrefaçon, les importations illicites et par les différents transferts dont profitent les commerçants et les autres agents de l'informel.

¹ Michel Henoschsberg : La place du marché. éd. Denoël. 2001. p33.

² Le caractère fondamental du jeu est que le gain ou la perte de chaque joueur dépend non seulement de ses propres initiatives, mais aussi de son adversaire.

³ Théorie des jeux. p6.

En fait l'informel n'est-il pas aussi un ancien aspect culturel auquel avait fait allusion Ibn-Khaldoun en traitant du commerçant¹. "on a vu que le négociant ne pense qu'à acheter et vendre, à faire des bénéfices et à gagner de l'argent. Il lui faut donc de l'astuce, de l'esprit chicanier, quelque feinte habilité, beaucoup d'expériences des disputes et de l'opiniâtreté. C'est cela être commerçant. Or ces dispositions sont incompatibles avec l'intégrité de l'esprit chevaleresque. Car les actes de l'homme, bons ou mauvais, le tournent vers le bien ou le mal. Si de mauvaises actions viennent en premier et se renouvellent, elles s'enracinent au détriment des vertus, à cause de leur empreinte sur l'âme : c'est ainsi que nos habitudes naissent de nos actions".

C'est donc bel et bien l'échange informel qui s'enracine au détriment de la régulation marchande.

¹ Ibn-Khadoun : Discours sur l'histoire universelle T2. éd. Sindbad. 1978. pp814-815

Chapitre VI

La banque : Une institution non transformatrice.

La non banque en Algérie

Paragraphe 1 : La banque historiquement institution de l'économie de marché.

Paragraphe 2 : L'institution bancaire et son métier.

Paragraphe 3 : Quand l'institution bancaire devient un rouage.

Paragraphe 4 : La non banque en Algérie.

"Depuis leur naissance, les grandes banques à fronton rehaussé de titres nationaux n'ont été que des sociétés de spéculateurs privés qui se rangeaient aux côtés des gouvernements et se mettaient ainsi en mesure, grâce aux privilèges obtenus, de leur avancer de l'argent".

Karl Marx : Le capital

"Les banques ont pour fonction première, fondamentale, de servir d'intermédiaires dans les paiements. Ce faisant, elles transforment le capital argent inactif en capital actif".

Lénine : L'impérialisme, stade suprême du capitalisme.

Paragraphe 1: La banque historiquement institution de l'économie de marché :

Le système bancaire représente une donnée majeure de la constitution du marché et donc du capitalisme.

La progression des échanges va étendre l'activité des marchands non seulement à l'échelle européenne mais aussi mondiale. Les entreprises de grande dimension vont s'organiser en division pour les produits d'une part et les services financiers d'autre part.

Les techniques de gestion des crédits deviennent complexes. La pratique de la comptabilité moderne à partie double apparaît à cette époque "on ne peut imaginer le capitalisme sans la comptabilité en partie double disait Sombart cité par F. Braudel"¹.

La pratique du crédit qui se généralise impose au monde du commerce l'usage de la monnaie scripturale et de la monnaie fiduciaire. La lettre de change utilisée dès le XIII^{ème} siècle va représenter un instrument de crédit et un moyen de paiement c'est-à-dire une monnaie fiduciaire qui sert pour régler un achat. Elle peut aussi être escomptée auprès des banques.

"Quand une banque escompte à un négociant une lettre de change réelle [...], et qui est réellement payée à son échéance par ce débiteur [...] la caisse de banque, en tant qu'elle se borne à faire des affaires avec des personnes de ce genre, ressemble à un bassin dont il sort continuellement un courant d'eau, mais dans lequel il en entre aussi continuellement un autre parfaitement égal en volume à celui qui sort, de manière que, sans exiger d'autre soin ni d'attention, le bassin demeure toujours également plein ou à peu près"². De même la lettre de change peut être cotée en bourse et donner lieu à spéculation.

¹ F. Braudel : Civilisation matérielle, économie et capitalisme XV^e, XVIII^e siècles 3 volumes. Coll. Armand Colin 1979.

² Adam Smith cité in : Théories et pratiques monétaires. Sylvie Diatkine. éd. Armand Collin. 1995. p18.

Pour s'étendre le machinisme va supposer les moyens de financement, c'est à dire les moyens de drainer les ressources disponibles, de les affecter de la façon la plus efficace et donc de les évaluer. "Avec le développement de la grande industrie, le capital-argent, dès qu'il apparaît sur le marché, est de moins en moins représenté par le capitaliste individuel, processeur de telle ou telle fraction du capital se trouvant sur le marché, mais s'y trouve toujours et davantage comme une masse organisée et concentrée, placée, à la différence de la production réelle, sous le contrôle des banquiers représentant le capital social. De cette manière, dans la demande, c'est une classe qui, de tout son poids, affronte le capital de prêt, de même que dans l'offre, il se présente lui-même en masse comme capital de prêt"¹.

Les techniques bancaires vont donc s'affiner et se diffuser surtout aux Pays-Bas.

Le financement de l'industrialisation va fusionner entre les intérêts de l'Etat et ceux des banques. • la fin du XVII^e siècle la bank of England fondée dans le but de financer l'Etat et les guerres, s'érige en monopole. Elle a le privilège de l'émission de monnaie fiduciaire. Un réseau de banques régionales se développe dès 1750. La circulation du capital s'effectue dans le sens des régions à forte capacité de financement vers celles à faible capacité. "On compte 400 banques régionales dans le pays à la fin du siècle, 70 banques londoniennes, toutes ont comme activité principale de financer le commerce, l'agriculture nouvelle et l'industrie surtout par le moyen de l'escompte des effets de commerce. Elles émettent leur propre monnaie papier au delà de la couverture métallique lors des opérations de crédit aux entreprises"².

¹ K. Marx : Le capital, livre troisième Tome II, p101.

² Jacques Brasseul : Histoire des faits économiques. Tome I, éd. Armand Collin. 1997. p229.

Les crédits de l'époque sont surtout des crédits à court terme, selon A. Smith la règle de bonne gestion concerne le type de prêt que peuvent opérer les banques "ce qu'une banque peut avancer, sans inconvénient, à un négociant ou à un entrepreneur quelconque, ce n'est ni tout le capital avec lequel il commerce, ni même une partie considérable de ce capital, mais c'est seulement cette part de son capital qu'il serait autrement obligé de garder par-devers lui, sans emploi et, en argent comptant, pour faire face aux demandes accidentelles"¹. Le financement des investissements à long terme est beaucoup plus rare, le capital requis reste limité à cette étape de l'industrialisation. L'usage de l'autofinancement reste important, le financement de l'accumulation du capital s'opère grâce à l'épargne. L'investissement n'est plus le fait des banques, mais celui des manufacturiers

En France on retrouve au sommet "la haute banque"² qui comprend d'anciens négociants ou armateurs, et qui exerce trois fonctions importantes. La première est commerciale, la seconde est bancaire et consiste dans le négoce des créances qui dépend de la confiance que le marché accorde à la signature du négociant, la troisième est financière. Elle consiste à la vente de titres. Elle met aussi en place des caisses d'escompte

Au niveau inférieur on retrouve les banques provinciales en grand nombre. Parfois elles sont spécialisées dans une profession parmi tant d'autres. Mais le plus important est de remarquer la rapidité de l'organisation du système monétaire et financier dans tous les grands pays occidentaux. Dès 1694 la Banque d'Angleterre fut créée, ses pouvoirs d'émission renforcés, elle joue même le rôle de Trésor public. Le taux d'escompte est utilisé comme outil de gestion des mouvements de capitaux. Les banques de dépôt sont créées.

¹ Sylvie Diatkine : Théories et pratiques monétaires : éd. Armand Colin 1995. p17.

² "La haute banque est une appellation qui désigne des financiers constituant un petit groupe très fermé; ils détiennent la majorité des actions des banques privées les plus importantes... leurs activités furent d'abord tournées vers les emprunts d'Etat, puis s'étendirent aux assurances et ensuite, après 1830, vers la promotion et le financement de l'industrie". Philippe Bouhours : L'économie de la France. éd. Ellipses. 1991. p206.

En France, la Banque de France est créée en 1800. L'Etat intervient directement pour réorganiser cette banque. Des banques de dépôt et des banques d'affaires sont mises en places. La circulation d'une seule monnaie s'impose peu à peu selon le rythme de l'activité.

Ainsi aux États-Unis c'est en 1790 que les autorités mènent une réforme pour éponger l'excédent des liquidités suite à la guerre d'indépendance. Ce n'est qu'en 1913 que le "Federal Reserve Act" créa le système fédéral de réserve. Les États-Unis sont découpés en 12 districts dotés chacun d'une banque de réserve qui assure l'escompte et la mise en circulation des billets. A Washington siège le "Federal Reserve Board" qui fixe les orientations nationales et la politique monétaire.

C'est donc bel et bien un système d'économie de marché qui se met en place et dans lequel la banque est une donnée majeure. La monnaie de banque prend progressivement le meilleur sur la monnaie fiduciaire puis sur la monnaie métallique.

La nécessité de l'équilibre va faire dépendre la masse de monnaie en circulation sur deux variables :

- Le comportement des banques dans l'octroi des crédits dans le respect du ratio : Dépôts/réserves des banques.
- La confiance du public dans les banques mesurées par le ratio : Dépôts/encaisse détenues par les particuliers.

Ainsi la monnaie et les institutions monétaires et financières ne sont le fait d'aucun décret, mais de la sanction du marché.

Paragraphe 2 : L'institution bancaire et son métier :

La banque en tant qu'institution est définie par un métier qui se fonde sur deux critères :

- Le mode de collecte des ressources. Ce qui conduit à faire la différence entre les banques à réseau de guichets et les banques sans réseau qui collectent les ressources sur les marchés des capitaux (interbancaire, monétaire, obligataire). C'est à ce niveau que sont définis la clientèle de la banque et ses produits, donc sa structure financière et son organisation.

- Le type d'activité en distinguant l'activité domestique tant en matière de dépôts que de crédits. Normalement il est aussi conçu une activité internationale, la banque dispose alors d'agences et de filiales à l'étranger et/ou une banque dont les opérations vis à vis des non résidents dépassent le 1/3 du total de bilan.

En tant qu'établissement de crédit, (ce critère est important pour la compréhension des banques en Algérie. Le financement de l'économie est actuellement assuré par le recours au crédit bancaire ce qui situe le débat dans une économie d'endettement) la banque exerce différentes formes d'activité.

- **Les opérations de banque** : La réception des dépôts des tiers, la distribution des crédits et la mise à disposition des crédits et la mise à disposition des moyens de paiement à la clientèle.

- **Les activités connexes** : Telles les opérations de change, les opérations sur or, sur les valeurs mobilières et le conseil à la clientèle en matière de gestion du patrimoine, en matière de gestion financière et autres.

- **Les prises de participation** à condition de maintenir un équilibre entre les participations et les fonds propres.

Pour une banque au sens de firme bancaire les questions de produits et de clientèle ainsi que celles de concurrence sont d'une importance capitale même si l'imbrication des phénomènes commerciaux et financiers rend imprécise la limite du champ des ventes et celui de l'intermédiation financière. Les évolutions technologiques rapprochent les processus bancaires de l'économie industrielle.

La relation produit-client par exemple utilise la démarche et les outils du marketing. On parle de besoin, de motivation, de clientèle hétérogène, de sa segmentation. Les besoins sont recensés selon le motif qui les crée; transactions, précaution, patrimoine, trésorerie, financement, chaque besoin doit être défini par rapport à une motivation et doit être satisfait par un produit adapté : chèque, carte bancaire, virement, compte sur livret, gestion de portefeuille, prêts personnels, crédits à la consommation et crédits immobiliers.

Toute banque aussi petite soit elle, doit offrir plusieurs centaines de produits différents directement proposés à la clientèle sans intermédiaire. Ces produits sont le plus souvent conditionnés par la réglementation bancaire ou fiscale. Ils ont un cycle de vie en trois phases : lancement, maturité et déclin. Cette dernière phase est la plus longue car le vieillissement est beaucoup plus lent. Le chèque, l'escompte ou les livrets d'épargne ont une espérance de vie particulièrement étendue.

L'innovation financière donne naissance à de nouveaux produits. Elle peut porter sur le produit lui-même en changeant un ou plusieurs paramètres du produit tels : le rendement, l'échéance, la sécurité, la fiscalité...Elle peut concerner prioritairement le processus. Les nouvelles technologies donnent naissance à de nouveaux produits comme les cartes magnétiques à puce, la banque à domicile, les automates bancaires.

L'exercice du métier de banque porte aussi sur la stratégie Marketing et le couple produit-client. Sont ainsi définis les clients-cibles et la définition d'une gamme de produits bancaires.

La banque a aussi recours au marketing-mix avec ses composantes habituelles à travers les politiques de produit, de prix, de communication et de commercialisation.

La relation banque-client porte sur l'analyse des comportements des clients qu'ils soient déposants ou emprunteurs.

Il faut aussi considérer le marché non seulement comme lieu où s'échangent les biens et services mais encore les risques.

Tout échange suppose en effet une part de risque. La monétarisation des créances par la banque atténue le risque lié au crédit.

La physionomie du secteur bancaire dans les sociétés de marché présente une grande diversité. Elle concerne la taille des établissements, elle porte aussi sur le métier, chaque structure choisit un métier pour lequel elle décline une stratégie. Les statuts juridiques, eux aussi sont différents on distingue des sociétés commerciales, des sociétés à caractère coopératif et des établissements publics.

Le contrôle dépend de la nature du capital (actionnaires en nombre réduit, capital dispersé, entreprises publiques et établissements sous contrôle étranger).

Ainsi à la dynamique du capitalisme correspond des formes organisationnelles dynamiques. Qu'en est-il lorsque les règles du jeu changent?

Paragraphe 3 : Quand l'institution bancaire devient un rouage :

Le système bancaire du modèle du socialisme réel peut être représenté par une organisation étatique unique et homogène où les fonctions de la banque centrale et des banques de second rang ne sont pas dissociées¹.

Dans ce système la banque devient un rouage d'une mécanique figurant l'ensemble économique socialiste. Cet ensemble est constitué de trois niveaux hiérarchiques :

- le centre composé de plusieurs organisations politiques et économiques,
- les ministères de branche qui dirigent en fait l'économie et qui ont la responsabilité des entreprises,
- et enfin le niveau des entreprises socialistes.

La banque nationale est donc un organe des instances économiques. Elle occupe une place prépondérante dans la mise en œuvre de la planification financière. Dans ce cadre elle assure plusieurs fonctions qui sont normalement remplies, dans une économie de marché; par plusieurs institutions "elle est à la fois banque d'émission, trésor public, banque de dépôt et banque d'investissement. Elle assure des opérations financières pour le compte de l'Etat et sert de banque aux entreprises, elle collecte les dépôts provenant des ménages, elle émet la monnaie, elle détient les réserves d'or et de devises étrangères, elle collecte les impôts pour le compte du ministère des finances, détient les fonds de l'Etat et assure la distribution des subventions aux entreprises. Parallèlement, elle assure les autres fonctions spécialisées : prêts sectoriels (construction,

¹ Dans l'esprit de Lénine, la politique bancaire ne devait pas se limiter à la nationalisation des banques; elle devait tendre à réunir tous les établissements financiers du pays en un appareil unique, chargé de l'ensemble de la comptabilité de l'Etat et de la régulation monétaire de la vie économique du pays, organisé suivant les principes du socialisme" in : Economie en URSS : analyse et études. Cahiers de l'ISMEA. Série G n° 37. 1979. p1495.

commerce extérieur) collecte de l'épargne des ménages"¹.

De même elle joue un rôle essentiel dans la centralisation des ressources financières des entreprises. Les prêts et les subventions à destination des entreprises relèvent de son ressort, elle en analyse l'opportunité. Elle gère les revenus et les liquidités de chaque entreprise, la mobilisation de ses propres ressources lui est interdite ainsi que les prêts à d'autres entités.

C'est comme cela qu'elle peut contrôler tous les revenus et les transactions réalisées entre les entreprises et en vérifier leur conformité avec le plan de chacune.

Le plan de crédit à l'économie relève de ses prérogatives, elle établit le plan de crédit à l'économie en répartissant les crédits planifiés entre les entreprises et les coopératives. Elle doit aussi prévoir la quantité de monnaie nécessaire pour assurer les transactions entre les agents économiques.

Cet état descriptif nous indique que la fonction essentielle du système bancaire consiste à régler les flux monétaires sous leur deux formes : financière et scripturale selon ce que prédétermine le plan.

Le statut de la monnaie en économie se matérialise par les fonctions de cette dernière, intermédiaire des échanges, unité de compte et réserve de valeur.

Dans la société socialiste où on prône l'objectif de disparition de la marchandise et de la monnaie, celle-ci n'est plus qu'une équivalence générale, un instrument de planification de l'économie nationale en même temps qu'un moyen de recenser et de contrôler la production et la répartition du produit social, la mesure du travail et de la consommation.

¹ Xavier Richet : Les économies socialistes Européennes. Coll. Armand Collin. 1992. p63.

La monnaie n'est plus donc qu'un instrument comptable, aussi la banque dans son sens classique n'a pas de fonction propre en dehors de la nécessité de suivi et de contrôle des entrées et sorties d'argent dans les institutions qu'elle prend en charge. La régulation est l'affaire du Plan.

Paragraphe 4 : La non banque en Algérie

Comme indiqué plus haut, la banque n'est que le produit de l'environnement dans lequel elle fonctionne et pour lequel elle agit : La possibilité de son existence en Algérie était conditionnée au départ par l'éclosion d'une économie d'échanges substantielle entre la colonie et la métropole qui autorisait l'établissement d'un ordre militaire et politique et une colonisation rurale de plus en plus structurée¹. "Les banques sont partie prenante de l'Algérie coloniale moderne, du système économique colonial, et elle en sont même le lubrifiant essentiel".

La colonisation française ayant été fondée sur l'agriculture et l'administration selon les termes de P. Pascallon², plusieurs banques ou représentants de banques vont peu à peu émerger exprimant une logique de capitalisme périphérique dominé "le système en place en Algérie était entièrement dépendant de la hiérarchie métropolitaine existante : Conseil National du Crédit et Banque de France, ceci malgré la création de structures calquées sur celles de la métropole comme le Conseil Algérien du Crédit et la Banque d'Algérie et de la Tunisie"³.

Ces banques pratiquent les principales fonctions qui relèvent de leur compétences comme la collecte de dépôts, la gestion de l'épargne, les prêts, l'escompte, découverts, crédits hypothécaires, crédits de campagne, crédits saisonniers...etc. Cependant, la vocation agricole étant ancrée, l'économie

¹ BONIN Hubert : "Les banques et l'Algérie : mise en valeur impériale ou exploitation impérialiste?". In colloque : Pour une histoire critique et citoyenne : le cas de l'histoire Franco-Algérienne. ENSLSH 20-20-22 juin 2006. Bordeaux.

² P. Pascallon : "Le système monétaire et bancaire Algérien" cité par M. GOUORIRI dans l'offre de monnaie en Algérie. éd. ENAG. 1993. p67.

³ M. GOUORIRI : "L'offre de monnaie en Algérie" ENAG éditions. 1993. p65.

algérienne va se doter de structures bancaires adaptées à sa nature. Le crédit agricole va se matérialiser par la création de caisses agricoles mutuelles et de sociétés agricoles de prévoyance (S.A.P).

Le secteur privé traditionnel est financé par les (S.A.P) au moyen de crédits en espèces pour les équipements légers et en nature (céréales et engrais) pour le fonctionnement. Le remboursement s'effectuait dans les mêmes conditions.

Le secteur moderne était alimenté par les caisses agricoles mutuelles (CACAM). Le financement à court terme ne posait pas de problème. A moyen et long terme, le manque de moyens financiers causait des blocages, ce qui pénalisait l'équipement et la modernisation des exploitations. Selon René Gendarme, les crédits distribués l'étaient à hauteur de 43,7% destinés à l'agriculture. 86% de ces crédits étaient octroyés pour des besoins à court terme¹.

Le système financier d'alors était dépendant à travers l'unité monétaire le change et le contrôle de la masse monétaire. La logique dominante était celle représentée par les intérêts du colonisateur, "l'histoire de l'économie Algérienne était telle que finalement, jamais une expérience de banque moderne capitaliste et privée n'a été déployée à l'échelle de l'ensemble de l'économe et de la société"².

Les premières années de l'indépendance verront la logique des structures bancaires en place s'imposer en limitant leurs activités profitables surtout avec l'étranger, alors que l'impératif de développement était délaissé pour non rentabilité. Les garanties exigées ne pouvaient être fournies par les domaines agricoles.

En 1967 la Banque Nationale d'Algérie reprend le financement du secteur

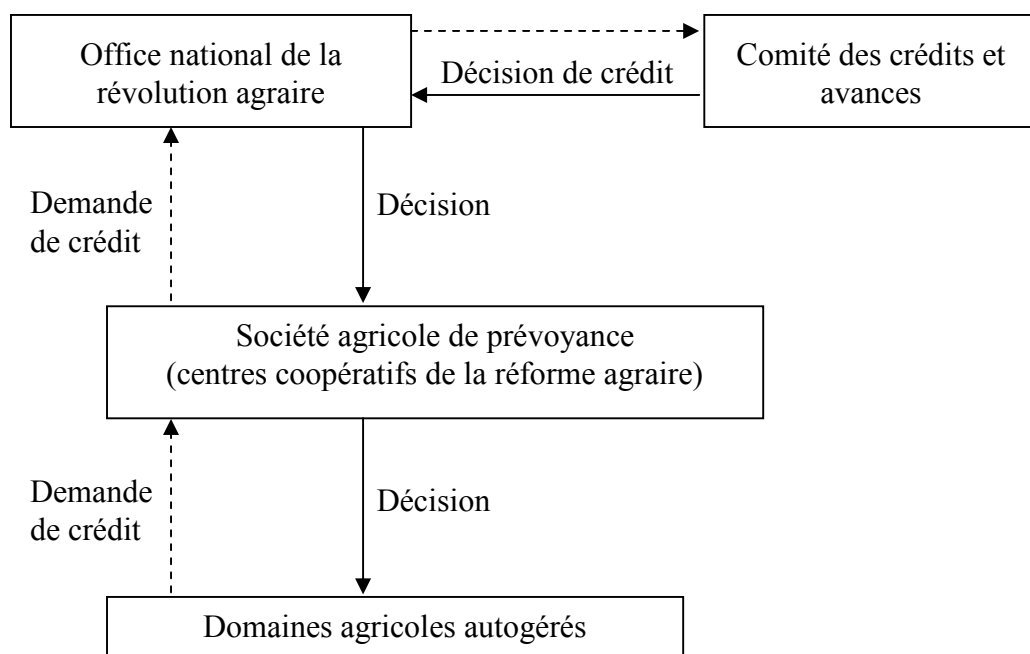
¹ René Gendarme cité par GOUORIRI. Op. cit. p66.

² BONIN Hubert : "Les banques et l'Algérie : mise en valeur impériale ou exploitation impérialiste?". op. cit. p01.

agricole en utilisant les fonds du Trésor et de l'institut d'émission, les sources de crédit étant limitées.

Des pratiques peu orthodoxes vont dès lors avoir cours. L'Office Nationale de la Réforme Agraire (ONRA), chargé de promouvoir le programme de la réforme agraire va centraliser les crédits, avances et subventions aux exploitations agricoles en provenance de la BNA ou de la BCA, pour les avances. L'intervention de l'O.N.R.A s'avérera bureaucratique, les caisses de crédits agricoles mutuelles sont réactivées¹.

Schéma de financement²



Le schéma traduit parfaitement la signification réelle de la demande de crédit et celle de la décision. La procédure comprend des étapes où il n'est nullement question d'analyse de projet ou de risque. Le crédit devient une question administrative.

La BNA a pour fonction de financer directement à court terme et moyen terme le secteur agricole³.

¹ Hocine Benissad.

² Economie du développement de l'Algérie : 1962 – 1978. Med. EL Hocine Benissad. O.P.U. 1979. p202.

³ D'autres opérations bancaires sont effectuées par la B.N.A touchant entre autre le secteur industriel et les entreprises publiques : "Les entreprises et exploitations du secteur socialiste et les groupements professionnels,

La situation de monopole va se répercuter sur le management bancaire, les normes techniques de crédit deviennent indicatives. Un plan de financement peut prévoir un déficit et nécessiter un crédit qui sera examiné alors par une instance administrative, la Daira qui prendra la décision de financement après délibération, faisant prendre en charge les pertes par le Trésor. Le contrôle à priori de l'utilisation des crédits se transforme en contrôle à posteriori. Un grand nombre de domaines vont présenter des situations financières négatives entre 1962 et 1978. L'institut d'émission intervient par des crédits directs et/ou des avances au Trésor et par le refinancement de la B.N.A.

Dans l'industrie, les entreprises dites d'intérêt national rattachées au ministère de l'économie nationale, la Banque Centrale d'Algérie devra attribuer des crédits d'exploitation à court terme et contrôler la gestion des entreprises du secteur industriel socialiste. La caisse algérienne a pour mission de financer l'accumulation des entreprises autogérées et des entreprises publiques.

Les entreprises insolubles ont la survie assurée dans la mesure où l'Institut d'émission leur accorde les avances dont elles ont besoin.

Le rattachement du secteur non agricole autogéré aux banques publiques établies en 1966-1976 "laisse déjà transparaître le choix implicite selon lequel la mise en place de structures de production, d'approvisionnement, de commercialisation et la détermination de leur modalité de fonctionnement priment sur le financement et les problèmes monétaires qu'ils peuvent sécréter"¹.

Une banque d'Etat comme la BNA par exemple est statutairement un agent d'exécution de la politique de l'Etat vis-à-vis des entreprises publiques ou autogérées agricoles ou non agricoles.

les sociétés nationales, les offices et établissements publics dont l'objet n'est pas de nature financière" (article 09 des statuts de la BNA).

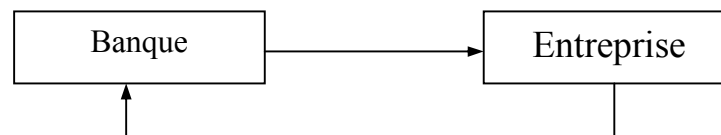
¹ H. Benissad : Economie du développement de l'Algérie. éd. O.P.U. 1979. p207.

L'intervention du système bancaire (BNA, BEA, CPA) se limite au crédit à court terme pour les secteurs public et autogéré, le secteur privé bénéficie quant à lui de crédits à court et moyen termes.

Le financement de l'investissement des structures publiques et autogérées relève du domaine du Trésor.

Il est clair que la spécialisation ne relève pas du marché mais de la volonté d'un centre planificateur qui décide administrativement.

A partir de la loi de finances pour l'année 1971, la banque est érigée en guichet comptable des entrées et sorties des fonds publics de et vers les entreprises. Chaque société nationale devra avoir une domiciliation bancaire unique¹. Les documents comptables et financiers accompagneront chaque mouvement de fonds. Les fonds ne circuleront que dans le sens Banque-Entreprise et inversement.



La circulation inter-entreprises est formellement interdite. Les crédits extérieurs sont soumis à l'autorisation préalable de la Banque Centrale ou une banque primaire depuis 1972. Les sources d'autofinancement sont asséchées, ces moyens financiers sont prélevés automatiquement par le Trésor.

Dans une logique d'accumulation par l'Etat et son contrôle, la maîtrise des flux réels implique le strict contrôle des flux monétaires. La sous-estimation des dotations pour la création d'entreprise va augmenter le poids des crédits à court terme pour compléter le financement face aux besoins pressants.

Le financement insuffisant des projets par les crédits à moyen terme va

¹ L'article 8 de la loi de finance de 1970 pour l'exercice 1971 oblige les entreprises publiques de "concentrer leurs comptes bancaires ainsi que leurs opérations bancaires d'exploitation au niveau d'une seule banque".

aggraver l'appel au même crédit à court terme. Ces crédits à moyen terme sont refinancés automatiquement par l'Institut d'émission augmentant ainsi l'offre de monnaie.

La Banque Algérienne de Développement (B.A.D), supposée être une institution de refinancement des banques commerciales, au moyen de fonds propres, de ressources d'emprunts et de dotations budgétaires est transformée en relais administratif entre les banques commerciales et la Banque Centrale contrôlant la conformité des financements à moyen terme pour lesquels il est demandé un réescompte.

Il se confirme donc que toute institution bancaire devient un rouage dans un circuit dont la finalité est d'ajuster les flux monétaires aux flux physiques sous les deux tutelles qui sont l'organe central de planification d'un côté et le Ministère des finances de l'autre.

Le rôle de la Banque Centrale est lui aussi dévoyé dans la mesure où la politique monétaire se résume à l'offre de monnaie qui ne peut découler que des décisions de politique économique. Dans cet espace l'Institut d'émission devient une pompe qui refoule un flux de moyens de paiements et qui l'aspire à la fin d'un cycle formé d'une somme de projets d'investissement individualisés.

Jusqu'en 1966 le système bancaire et le système financier de façon générale étaient de type libéral et extraverti. L'Algérianisation des banques entreprise surtout à partir de 1966-1967 s'inscrivait dans le cadre des objectifs de la planification centrale. La banque constitue un instrument qui aura pour mission la réalisation du plan de développement. encore une fois le constat est que le rouage l'emporte sur la forme, la vision mécaniste l'emporte sur l'esprit dynamique "Il faut relever que, durant cette période, est apparue puis s'est développée une deprofessionnalisation du système bancaire et financier dans son ensemble, de manière suffisamment durable pour que les accumulations de

contre-performances induites par un système de sujétion permanent, créent une saturation généralisée de créances compromises sur le secteur public, aggravée par une faiblesse de liquidités du système bancaire"¹.

La réalité du fonctionnement du système bancaire ne peut être saisie sans la compréhension de l'évolution du système de financement de l'économie nationale. A chaque étape de l'investissement public dite "étape de développement" le système bancaire et financier devait contribuer au financement du système public en priorité.

Le financement du développement industriel et des entreprises d'Etat en général relevait du Trésor pour les concours définitifs (ces recours seront éliminés par la réforme de 1970-1971 inscrite dans les lois de finances de ces deux années, le crédit devient la source unique de financement, le système bancaire exerçant le rôle de contrôleur de la consommation des crédits, il n'aura aucune autre mission essentielle durant toutes ces années) et de la Caisse Algérienne de Développement (C.A.D) devenue Banque Algérienne de Développement (B.A.D) plus tard (1972) pour les crédits à long terme.

Les banques primaires devaient quant à elles pourvoir aux crédits à moyen et court terme.

Ainsi durant toute la période de la planification centralisée de l'économie nationale, le rôle du système bancaire va consister à répondre à la demande de monnaie des entreprises et du Trésor.

Il est fait abstraction des possibilités de financement offerts par le marché financier pour la mobilisation de l'épargne. Le rôle prépondérant dans le financement est accordé au Trésor au détriment du secteur bancaire. Dès lors *il est décidé de faire jouer un rôle passif aux banques* dans leur fonction essentielle qui devait être la collecte des ressources et leur transformation en

¹ Problématique de la réforme du système bancaire : Document de synthèse C.N.E.S 16^{ème} session plénière p18.

offre de financement pour des besoins à court, moyen et long termes.

Les crédits accordés par les banques à l'économie seront la source de la création monétaire. Ces crédits sont accordés à partir des ressources que constituent les dépôts essentiellement à vue, les dépôts à terme ne représentant que 14% du total des dépôts entre 1970 et 1987¹. Ce qui démontre le peu d'entreprise des banques sur la fonction de collecte de l'épargne. D'ailleurs, mis à part la Banque Extérieure d'Algérie (B.E.A), les établissements de crédit connaissent un besoin structurel de liquidités.

Il faut indiquer dans ce sens que les banques ne couvrent les crédits qu'à hauteur des 2/3 des dépôts, l'autre 1/3 provient du refinancement de la Banque Centrale.

Dans ce contexte la banque n'a pas de prise sur la gestion du système de financement - comme l'est une banque par essence - elle n'est qu'un pourvoyeur de fonds aux ordres du plan qui fixe la cadence. Ainsi, même l'analyse de l'opportunité de financement n'est pas laissée à la banque. La détermination des proportions des différents crédits à CT, MT et LT internes et externes est définie par le ministère des finances en accord avec l'organe central de planification. La B.A.D quant à elle doit donner son approbation pour le plan de financement de tout projet particulier.

Le système global repose donc sur un contrôle factuel des banques et sur une expansion monétaire excessive.

Ce qui fut appelé Banque est réduit à la mission de répondre obligatoirement à la demande de monnaie émanant des entreprises d'Etat en puisant

- sur les ressources d'épargne collectées (en majorité à vue comme indiqué plus haut)

¹ Moyenne calculée à partir des données fournies par NAAS. Tableau p93.

- à partir du refinancement auprès de la Banque Centrale par la technique du réescompte
- et dans l'excédent de trésorerie placé sur le marché monétaire par la B.E.A banque de la SONATRACH.

Une autre source va voire le jour. Il s'agit des avances sans limites et en l'absence de tout contrôle de la Banque Centrale à destination des banques commerciales à partir de 1981.

Cette nouvelle source trouve sa justification dans l'exiguïté du marché monétaire très différent de celui des pays où la politique monétaire garde tout son sens.

Ici les taux d'intérêts ne sont pas le résultat de la confrontation de l'offre et de la demande de monnaie, mais d'une décision administrative qui l'a fixé de 1970 à 1989 à 2,75%. Les prêts et les emprunts s'effectuent au jour le jour entraînant la rigidité du marché.

Dans cette logique, la politique monétaire va se résumer à couvrir tout simplement les besoins des banques et du Trésor. Si pareille option pouvait s'expliquer dans les années 70 quand il fallait assumer les objectifs du développement face à la faiblesse de l'épargne, l'engagement de la Banque Centrale dans la même voie nettement inflationniste dans les années 80 ne peut s'expliquer que par le refus de réformer les entreprises d'Etat dans leur fondement et reconsidérer la position du système bancaire pour en faire le collecteur de l'épargne thésaurisée.

Nous allons assister à une ineptie sur le plan de l'économie monétaire, un système bancaire qui ne collecte pas les ressources.

Certes l'environnement a sa part de responsabilité, mais les banques vont se contenter de leur mission administrative qui consiste à comptabiliser les entrées

et sorties de monnaie, au lieu de développer le métier bancaire et les produits en mesure de drainer l'épargne.

Une grande quantité de monnaie fiduciaire va alors circuler en dehors de tout circuit bancaire pour des motifs de thésaurisation et de spéculation.

Evolution de l'épargne : en 10⁶ DA

Agrégats	1970	1973	1979	1984	1986	1987
Epargne dont :	1,9	2,5	14,1	36,2	52,9	72
Quasi-monnaie	1,5	1,4	7,5	14,3	22,2	34
Epargne liquide	0,4	1,1	6,6	21,9	30,7	38
Crédit intérieur	12,5	21	86,6	223,7	278	303,8
$\frac{\text{Epargne}}{\text{Crédit intérieur}}$ %	15%	12%	16%	16%	19%	24%

Source : A. NAAS : Le système bancaire Algérien. p105.

On voit ainsi que les ressources d'épargne passer de 2 milliards de dinars en 1970 à 72 milliards de dinars en 1987. Alors que si l'on examine les crédits accordés par les banques au Trésor et aux entreprises, l'épargne ne représente que 15% du crédit intérieur en 1970 et 24% en 1987.

Le financement de l'économie demeure biaisé au vu de ce modèle inflationniste. Les banques s'assoupissent dans leur pesanteur pendant que l'on crée de la monnaie.

Les taux d'intérêt créditeurs et débiteurs sont maintenus bas et stables dans une économie qui demande et absorbe de la monnaie. le plan décide, le marché n'a aucune prise, les formes organisationnelles du marché sont phagocytés par le plan qui en fait ses rouages, à tel point que le taux d'intérêt dont la fonction économique est essentiel, se voit retirer toute signification, hormis celle d'être une mesure comptable. La discipline financière était reléguée en second plan pour ne pas dire refoulée et les entreprises d'Etat se donnaient la possibilité de gaspiller la ressource.

La réforme paraît alors nécessaire pour faire de la banque un outil efficient d'intermédiation entre l'épargne et l'investissement la loi sur la monnaie et le crédit promulguée en 1990 rendait son autonomie à la Banque Centrale, et mettait en principe un terme à l'ingérence administrative dans le secteur bancaire.

Elle se proposait entre autre d'accroître la bancarisation de l'économie.

Mais normer est une chose, asseoir un autre comportement des banques en est une autre. Une forme organisationnelle est sculptée par les échanges organisation-environnement.

En effet quel est le statut de la banque quand, en tant qu'entreprise publique, elle est soumise à la loi des capitaux marchands, en tant que banque commerciale, elle tombe sous le coup de la loi sur la monnaie et le crédit et en tant que société de capitaux elle est régie par les codes civil, de commerce et pénal?

Indépendamment de cette question de définition, le management bancaire demeure problématique. Le crédit est quasi-rationné sauf exception, les délais de traitement des demandes de financement sont longs et ne concordent pas avec les délais de gestion du projet du demandeur.

L'analyse du risque demeure approximative et les décisions se fondent sur les garanties qui sont souvent aléatoires et la nature des relations avec le demandeur du crédit.

La gestion du crédit est univoque et sans différenciation économique et/ou spatiale. Les lignes de crédits extérieurs sont gérées de façon opaque.

La gestion des agences souffre de la déficience des services de guichet, de caisse, de compte, de trésorerie, de paiement par chèque ou par virement. Les paiements de chèque souffrent de délais plus ou moins longs de leur traitement.

Sur le long terme la méfiance des banques est pénalisante pour l'investissement. Le fait de favoriser le négoce et toutes les opérations de gain facile ne peut avoir qu'un impact négatif en matière de production de valeur et fournit donc une contribution objective au développement de l'informel.

Dans sa conception même, le positionnement de la banque sur la séquence centrale de la filière bancaire, celle de la transformation de la monnaie en crédit à l'économie pénalise sur son amont en lui laissant que le réescompte pour accéder au crédit de la Banque d'Algérie, et sur son aval par la relation banque-entreprise. Le secteur bancaire est donc sans infrastructure institutionnelle de collecte amont des ressources et sans structures aval de distribution de services bancaires.

Sur le segment central le métier de la banque se résume à celui de caisse des sociétés nationales et de relais au Trésor public. Cela suffirait-il à faire une banque?

Il est alors compréhensible que la fonction commerciale soit réduite. Ni la qualité de service, ni le marketing bancaire, ni le service clientèle, ni les produits offerts ne constituent la préoccupation de la banque.

La gestion des crédits s'effectue hors délais, le rôle excessif accordé aux crédits sous forme de découverts le démontre. L'analyse du risque n'a encore pas droit de cité dans la banque, la délégation de pouvoir est très hiérarchisée, les procédures sont nombreuses et le vrai contrôle très faible.

La Banque publique n'est en fait que la forme issue des contradictions de l'Etat qui est à la fois, l'actionnaire unique, le débiteur, le créancier et l'acteur économique. Or les normes d'organisation et de fonctionnement bancaires ne peuvent et ne doivent concourir qu'au désengagement de l'Etat. Est-ce possible? Ceci peut expliquer pourquoi depuis 1990 la réforme bancaire demeure bloquée.

Chapitre VII

**L'entreprise : Une institution non créatrice de
richesse.**

Paragraphe 1 : L'entreprise de l'orthodoxie.

**Paragraphe 2 : La recherche d'une forme entreprise dans les pays
socialistes.**

Paragraphe 3 : Au fond de la non-entreprise en Algérie.

"La plupart des gens sont employés par des firmes, que la majeure partie de la production a lieu au sein des firmes et que l'efficacité du système économique dans son entier dépend largement de ce qui se passe dans ces microsomes économiques".

R. Coase : "La firme, le marché et le droit".

Paragraphe 1 : L'entreprise de l'orthodoxie :

L'entreprise est au cœur de l'activité économique moderne. Elle est la source essentielle de la richesse matérielle. Elle est le principal lieu de travail, de création d'emploi et même de vie sociale et citoyenne.

Pourtant les économistes ont mis longtemps pour accueillir l'entreprise dans le champ de leur recherche "L'entreprise allait entrer dans le champ de l'économique, avec Marx, pour en disparaître à nouveau...s'il reconnaît dans l'entreprise le lieu de production, s'il traite en économiste des problèmes relatifs à l'efficacité des facteurs employés et à la rentabilité du capital investi, il raisonne aussi en père fondateur de la sociologie, tout attentif au fait que, selon lui, les relations sociales internes à l'entreprise sont la traduction et le centre des conflits de classes au sein de la société"¹.

La complexité de l'entreprise est analysée dans ce contexte de Bienaymé en terme de dualité de la collaboration et du conflit, et de la rationalité économique individuelle et de l'esprit de classe.

"L'entreprise est comme la monnaie : elle recouvre la réalité des choses d'un voile en lui même insignifiant"².

C'est dans ce sens que, faisant ressortir la place institutionnelle de l'entreprise, François Perroux la considéra comme "L'institution cardinale du capitalisme"³.

¹ Alain Bienaymé : Entreprise et organisation : ouvrage collectif. éd. Economica. 1983. p9.

² Op. cit. p10.

³ François Perroux : Le capitalisme. Coll. Que sais-je? P.U.F. 1948. p15.

Plus intensément encore Pierre Jarniou¹ analyse l'entreprise sous son double aspect et simultanément comme système socio-technique et système socio-politique dépendants l'un de l'autre pour la situer dans une rationalité qui déborde les prix et les coûts.

Mais, malgré ces aspects, l'économie s'accrochera à une conception purifiée de toutes les influences sociales considérées comme étrangères à son objet.

L'objet privilégié de l'analyse reste le marché comme institution fondamentale sur laquelle repose l'organisation de la société. Les agents qui s'y rencontrent sont entrepreneurs, industriels ou négociants tous calculateurs rationnels. Le concept de firme va servir de support à l'axiomatique de la rationalité, le prix mesure toute chose et apporte toute information.

L'entreprise n'est concrètement dans cette analyse qu'un partenaire périphérique du marché. C'est pourquoi l'économiste vouera sa recherche à l'explication de la formation des prix, à la recherche de structures de marché les plus favorables à la minimisation des coûts dans l'échange. J. Schumpeter et Knight feront de l'entreprise le Deus Ex Machina de l'économie; incertitude, risque, innovation deviennent des attributs de cette fonction spécifique. Cependant porter l'analyse au niveau du marché ou autour de l'entrepreneur n'explique encore pas l'entreprise.

Il reviendra à R. Coase d'expliquer pourquoi en économie de marché des individus associent leurs efforts pour tourner la loi du marché en se référant toujours à un prix "grâce à la firme, il devient beaucoup moins nécessaire de spécifier des prix pour chacune des transactions réalisées, car il suffit d'un contrat à long terme pour remplacer une série de contrats à court terme"². En fait à l'intérieur de la firme ces transactions de marché sont éliminées et

¹ Pierre Jarniou : L'entreprise comme système politique. éd. PUF. Paris. 1981. p21.

² R. H. Coas : La nature de la firme : p136. in revue *Economica*. 1937.

l'entrepreneur coordinateur qui dirige la production se voit substitué à la structure compliquée du marché et de ses transactions d'échange¹.

Il faudra attendre l'approche en terme de concurrence concrète pour placer la réalité de l'entreprise au centre de l'investigation. L'activité économique ne peut se réduire à l'allocation des ressources dans l'espace du marché. L'entreprise porteuse de production, de projets, de préoccupation de survie n'allait plus être ignorée.

Dès cette substitution, la problématique de l'information va permettre à l'entreprise d'émerger dans le corps de la science économique. En effet dès lors que l'entrepreneur-coordinateur supplée au mécanisme des prix du marché, l'économiste rompt avec l'axiomatique de la prévision parfaite, le chemin est tracé pour l'avènement de l'entreprise comme espace d'engagement des coûts d'exploitation et l'économie des coûts d'échange.

Le réseau d'information va à son tour impliquer une taille de l'entreprise telle qu'elle ne puisse dépasser ce point où la coordination des activités engendre des coûts croissants.

Après cette émergence, l'objet de l'analyse, c'est à dire, l'entreprise est considérée comme une organisation qui fait appel à plusieurs discours pour l'interpréter, celui de l'économiste certes, mais aussi celui du sociologue et celui du psychologue.

Parce que "l'économiste est le défenseur de la rationalité, le juge de la rationalité des autres, le prescripteur de la rationalité de l'univers collectif"². Selon Kenneth Arrow, l'entreprise instrument de l'action collective qui suppose puissance et pouvoir ne peut être enserrée uniquement dans le discours économiste et il est vital de le dépasser. L'incertain, l'inégalité devant

¹ R. H Coase : op. cit. p136.

² John Kenneth Arrow : Les limites de l'organisation : PUF. 1976. p16.

l'information, l'existence du décideur et de la décision, les motivations, les valeurs culturelles conduisent forcément à relativiser les préceptes que l'économiste tire de la micro-économie qui s'intéresse au seul comportement de gestion des ressources.

Ces nouvelles projections vont inciter le corpus économique lui-même à évoluer dans deux directions :

Celle de l'analyse du marché comme réseau d'interférences de porteurs de rapports de force inégaux, et l'analyse de firmes motrices et de firmes mues et de l'économie institutionnelles.

Et celle de l'analyse de l'organisation qui capitalise l'expérience et écarte l'incertain.

Il ne s'en trouvera cependant pas moins que des économistes tels Leibenstein et Fritz Machlup qui voudront défendre la supériorité de l'analyse économique de la firme comme corps théorique explicatif et productif.

Leibenstein va montrer que l'analyse des organisations ne fait que prolonger la micro-économie par l'apport central de la spécialisation de la firme sur les marchés des produits comme résultat d'une spécialisation interne des activités, l'entreprise n'étant qu'un assemblage d'activités reliées par un réseau de communications et de relations d'autorité.

F. Machlup quant à lui, va prétendre à la supériorité de la théorie marginaliste qui ne serait pas une prédiction de comportement individuel mais une vérité d'ordre statistique.

Tout élément peut s'écarter de la moyenne sans pour autant oublier le comportement qu'impose la recherche du profit maximum.

La concurrence se chargera d'éliminer les entreprises qui négligeraient le profit quelque soit le réalisme des tenants de la rationalité limitée ou celle de l'approche territoriale (ou modèle directorial).

Le comportement de l'oligopole est ainsi négligé : l'analyse se maintient au niveau du grand nombre, le petit nombre est négligé, "l'entreprise est à la fois une organisation et une institution, c'est à dire un ou plusieurs systèmes socio-techniques et un système politique et que ces systèmes ne peuvent fonctionner dans n'importe quel espace et avec n'importe quel acteur"¹.

En sa qualité d'organisation, l'entreprise est un agent de production de biens et de services destinés à la vente. Elle doit du fait de cette qualité assurer sa survie en assumant les contraintes spécifiques à son environnement et fonctionner à l'intérieur d'elle même. Ce faisant elle exerce un pouvoir de décision. Elle participe donc au fonctionnement de la société ainsi qu'au projet de développement de celle-ci.

En tant que structure sociale concrète, elle intègre des personnes et des groupes de personnes possédant leurs propres caractéristiques sociales, qu'elle regroupe en catégories socioprofessionnelles et en niveaux hiérarchiques. Elle est alors productrice d'un système social et participe à la réalité sociale. C'est à dire qu'elle va se définir par des règles et des normes de fonctionnement et aussi par sa capacité à modifier elle même ces conditions. L'entreprise comme structure sociale concrète se doit de gérer en même temps les aspirations de ses participants et les contraintes que lui impose sa fonction d'agent de production.

Comme institution, il s'agit pour l'entreprise de gérer les dimensions, les catégories de faits sociaux pour lesquelles elle exerce un pouvoir. Le principe de la négociation est alors une exigence quelque soit les enjeux.

¹ P. Jarniou : L'entreprise comme système politique. PUF. Paris. 1981. p23.

Paragraphe 2 : La recherche d'une forme entreprise dans les pays socialistes :

Dans les pays capitalistes avancés, la forme entreprise occupe une place centrale dans la vie économique. "La plupart des gens sont employés par des firmes, que la majeure partie de la production a lieu au sein des firmes, et que l'efficacité du système économique dans son entier dépend largement de ce qui se passe dans ces microcosmes économiques"¹. Le socialisme quant à lui relève d'une doctrine qui s'est principalement construite par rapport au système capitaliste dans le but de le contester aussi. Le plan doit se substituer au marché, la propriété collective remplace la propriété et devient dominante, le développement des forces productives doit effacer la logique du profit alors que la concurrence est rejetée. Le calcul économique² direct prime sur les catégories prix et monnaie dites du capitalisme, la nouvelle logique de fonctionnement va impliquer des formes organisationnelles nouvelles dans lesquelles vont se matérialiser les référents du nouveau du système et principalement l'extrême centralisation.

Ainsi quand l'entreprise devient socialiste, on est loin de tout ce qui pût se dire sur l'entreprise de l'orthodoxie et qui a été succinctement relaté au paragraphe précédent. Dans ce nouveau système, "elle est située sous le contrôle des ministères de branche. Au regard de son autonomie de décision, la firme socialiste a, toutes choses égales par ailleurs, le statut de l'atelier dans une entreprise capitaliste. Elle reçoit des instructions et des inputs et, en retour, elle doit produire des quantités d'outputs fixés par le plan qui sont ensuite livrés à leur destinataires sans que cette opération donne lieu à des transformations financières"³.

¹ R. Coase : La firme, le marché et le droit : Diderot. 1997. p11.

² "celui-ci renvoyant même de différentes productions ou activités. C. Bettelheim : Calcul économique et formes de propriétés. éd. François Maspero. 1976. p17.

³ Xavier Richet : Les économies socialistes européennes. éd. Collin. Paris. 1992. p32

L'objectif recherché par le planificateur est la croissance à tout prix sans la prise en considération des coûts de réalisation de cet objectif et par les moyens qui doivent absolument obtempérer aux injonctions du centre. Les instructions reçues par l'entreprise sont très détaillées et ne laissent à celle-ci aucune initiative.

Dans une économie basée sur la liberté d'entreprendre, les mouvements des prix dirigent la production, laquelle se voit coordonnée à travers une série de transactions intervenant sur le marché. Dans la firme ces transactions sont éliminées et l'entrepreneur qui coordonne et dirige la production se voit substitué à la structure compliquée du marché et de ses transactions d'échange. c'est cet environnement essentiel, qui fait que les prix expriment les raretés relatives, qui est contesté par la doctrine tant est si bien que les prix en économie socialiste n'ont pas pour première fonction d'équilibrer l'offre et la demande. L'Etat offreur, demandeur et entrepreneur n'a pas besoin de l'information véhiculée par les prix. Ceux-ci ont maintenant une fonction comptable. Ils permettent d'ajuster administrativement l'offre et la demande en fonction des préférences des planificateurs.

Il est effectif dès lors que les prix, principal indicateur économique, perd son rôle essentiel, alors vont apparaître des dysfonctionnements et les phénomènes de pénuries.

La pénurie dans le socialisme n'est pas un simple phénomène conjoncturel. C'est une donnée structurelle. L'allocation centralisée des ressources et les instructions détaillées dictées aux entreprises et autres instances donnent comme résultat une structure de marché de vendeurs, déconnectés de la demande.

Dès lors, l'entreprise comme forme organisationnelle apparentée à un système bien défini et fonctionnant de ce fait par et à travers les catégories marchandes qui sont pour elle autant de signaux, va se retrouver dans un champ dont elle ne

maîtrise aucun paramètre. Réduire au rang d'atelier, mais devant assurer en même temps les objectifs de l'entreprise, elle va dysfonctionner.

Dans l'ancienne U.R.S.S dès le 4 mars 1919 deux décrets vont instituer le financement budgétaire pour toutes les entreprises d'Etat.

Leurs dépenses et leurs recettes sont désormais portées au compte du Trésor. Les systèmes de réquisitions des biens et services et les répartitions autoritaires des ressources vont faire qu'en 1920 la production industrielle atteint son plus bas niveau, équivalent à -20% celle de 1913¹.

L'économie nationale est mise sous l'autorité d'un conseil supérieur le (V.N.N.K.H) qui hérite du pouvoir de régulation. L'entreprise devient la cellule de base, son statut changeant fréquemment.

En 1921 les entreprises sont regroupées en trusts. L'autonomie comptable (le KNOZRACHOT) leur est accordée. Elles deviennent personnes juridiques indépendantes du Trésor. Les trusts sont administrés par l'Etat et monopolisent des branches entières de l'industrie.

Entre 1929 et 1932 la propriété socialiste est renforcée. L'entreprise devient le maillon principal de la production industrielle. Le Trésor perd de son importance. L'autonomie de l'entreprise est reconnue en décembre 1929 sans toute fois lui reconnaître la personnalité morale. Ne lui sont accordées que l'autonomie comptable et la responsabilité financière.

En 1936 la propriété nationale devient par le texte de la constitution la base économique de l'U.R.S.S. L'Etat crée un régime unifié de la propriété dans l'industrie basé sur le "centralisme démocratique" et le "KHOZNACHOT" (autonomie opérationnelle et matérielle de l'entreprise, la responsabilité pour la réalisation du plan de production et la stimulation matérielle des travailleurs).

¹ C.E. Lagasse : L'entreprise soviétique et la marché. éd. Economica. Paris. 1979. pp6,7,8 et suivantes

La centralisation à l'excès annonce la fin de la gestion par les ministères. Pour le plan septennal 1957-1965 l'expérience des régions économiques au nombre de cent cinq dirigées par des conseils de l'économie nationale.

Le principe d'une direction territoriale est affirmé. Du point de vue économique, le SOVNARKHOZE remplit les fonctions de planification et d'administration. Il hérite des compétences des ministères démantelés le 10 mai 1957. Il devient le centre du contrôle des entreprises se situant sur son territoire. Il débite aux entreprises les directives générales, et harmonise les projets de plan des entreprises.

En fait, de réforme, il n'y a point de décentralisation, au visage sectoriel (ministériel) d'avant, se succède un centre régional. Les SOVNARKHOZES contrôlent 90% de la masse totale des investissements.

Le retour à la gestion par les ministères s'effectue en 1965. Le GOSPLAN redevient la pierre angulaire de la planification. Les entreprises qu'elles soient fédérales, républicaines ou locales subissent la série de tutelles qui sont le comité d'Etat économique, le conseil des Ministres de l'U.R.S.S, les ministères fédéraux, les conseils des Ministres républicains et les Ministères républicains.

Les artisans de la réforme de 1965 sont favorables à une autonomie accrue de l'entreprise. Une série d'expériences de concentration d'entreprises sont menées dans le but de perfectionner la "compétitivité" des structures.

Il faut donc concilier l'autonomie avec les avantages de la concentration.

En mars 1973, le comité central du parti communiste de l'U.R.S.S engage les ministères et les administrations soviétiques à renforcer la puissance des entreprises et à créer en leur sein des combinats et le leur consacre une forme juridique de concentration : les unions industrielles.

Les entreprises ne perdent pas la gestion opérationnelle de leurs fonds productifs, l'administration de l'union dispose de fonds et de réserves pour les fonctions centralisées.

Dans cette succession de réorganisation, il est utile d'en cerner la cause. Certes le développement accéléré nécessite la transformation des structures et notamment les changements de nature de propriété. Mais le conflit essentiel demeure, ce qui se fixe la doctrine comme référents et la réalité des choses et surtout l'entreprise en tant que réalité économique et sociale. "Une forme, ce n'est pas un substrat, ce n'est pas seulement de l'étendue possédant grandeur, masse, volume et configuration. Une forme sociale est plus que cela et autre chose. C'est un aspect de la réalité sociale. Et c'est en cela qu'elle *a un sens*. Une réalité sociale possède un corps et une figure, et c'est en partie pour cela qu'elle a une forme, qu'elle est une forme"¹.

Il ressort donc une forme apparentée systématiquement à un mode de production ne peut être greffée² dans un ailleurs dont elle ne s'inspire pas qu'elle n'inspire pas, les réformes doivent en fait revoir la forme.

Paragraphe 3 : Au fond de la non entreprise en Algérie

Quand on quitte le monde occidental développé et son "modèle économique" pour aller sur un champ où l'échange marchand subit les relations de pouvoir et des échanges non-marchands, que reste-t-il de la représentation "entreprise" institution cardinale du capitalisme? Surtout que nous venons d'examiner plus haut un monde socialiste où cette forme organisationnelle se trouve marquée par des dysfonctionnements sans limite et que les multitudes de réformes n'ont pu endiguer, pour faire "l'entreprise" dans son sens générique, si tel a été l'objectif des décideurs.

¹ Raymond Le Drut : "La forme et le sens dans la société". Paris. 1984. p24.

² et combien même ce greffe peut se réaliser, les résultats obtenus ne peuvent être que dysfonctionnements.

Dans un univers sous-développé où pour les besoins de développement la société a été formée et conçue par l'Etat - même quand il s'appuie sur une bourgeoisie locale comme au Maroc ou en Tunisie pour ne pas aller plus loin - une société qui n'a aucune autorité par rapport à l'Etat instituteur de l'ordre de développement, l'entreprise étatique constitue un terrain d'observation idoine.

C'est là en fait que se dévoilent les stratégies de pouvoir (autrement comment expliquer les difficultés de la privatisation par exemple en Algérie) dans le cadre d'un discours d'industrialisation¹ en vue du développement, sachant que l'industrie est l'axe de déchirement du tissu social traditionnel basé initialement sur les rapports au sol et que toutes les expériences du développement ont besoin d'un terreau social.

Cet appel à la modernité sur fond de déchirements sociaux ne peut s'expliquer que par la nature de l'Etat investi d'une "mission historique" au nom de laquelle la question de la citoyenneté est remise à plus tard, l'idéal de développement étant prioritaire.

C'est alors une bureaucratie qui va assurer la gouvernance, non pas dans son sens managérial ou organisationnel, mais assumer un rôle plutôt socio-politique nécessaire aux mutations envisagées. L'orientation générale et, surtout économique, va dériver de la mise en place d'institution sensées refléter les aspirations du moment. L'action de développement va se réduire à ces apparences, donc dépendre de leur efficacité à remplir leur rôle.

Il y a lieu de s'interroger sur la spécificité de l'entreprise comme lieu de réalisation du développement, c'est à dire comme instrument de passage de l'ancienne société communautaire rurale à la société industrielle urbaine hiérarchisée.

¹ Il faut bien spécifier qu'en Algérie c'est l'industrialisation qui a promu l'entreprise alors qu'en réalité l'entreprise doit devancer l'industrie. Cette dernière "n'a d'existence que par les formes qui la composent et celles-ci sont des vivants qui naissent, croissent et meurent". In Rolland Borelly. Les disparités sectorielles des taux de profits. PUG. 1975. p73.

Elle est l'instrument de contrôle des activités économiques et relations sociales.

Mais encore faut-il restituer l'environnement économique, social et politique dans lequel elle va évoluer. La rationalité capitaliste dont l'entreprise est issue ne réside ni dans l'Etat, ni dans la société. Suffit-il pour former l'économie d'ériger un ensemble d'institutions qui, à partir du moment où elles existent vont générer un ensemble relationnel nouveau. Ce serait considérer qu'elles ont été montées sur un espace vierge, sans historicité, et sans culture pour accoucher de la logique de fonctionnement capitaliste et de ses formes organisationnelles.

L'entreprise d'Etat dans un pays en développement dans un environnement où, ne dominant pas les rapports marchands et où l'homo oeconomicus ne peut germer, ne peut que se former sur son milieu pour se centrer sur la production de valeur. Mais d'un autre côté l'environnement est directement soumis à la logique du marché international et sollicite donc l'intervention de l'Etat. L'Autonomie de l'entreprise et son émergence en tant qu'"entreprise" résident donc dans sa possibilité de réguler ses relations avec l'environnement, or le régulateur est l'Etat propriétaire.

La théorie de l'entreprise se doit prendre en charge cette modalité d'existence où comment du "paraître" à "l'être"?

A l'indépendance, huit cent cinquante unités industrielles souvent à caractère artisanal et d'âge avancé pour la plupart allaient constituer la base de l'autogestion industrielle.

L'entreprise autogérée acquiert de plein droit la personnalité morale de droit privé avec la qualité de commerçant.

La comptabilité est de type commercial (journal, inventaire...). Le financement relève de l'intervention de la Banque Centrale (BCA) et de la

Caisse Algérienne de Développement (C.A.D). le régime du personnel est régi par le droit du travail, mais suppose d'un autre coté de nouveaux rapports sociaux basés sur l'abolition du salariat et la transformation du salarié en producteur-gestionnaire.

Dès cette époque le taux d'activité des entreprises autogérées était estimé à 20% de leur capacité productive¹.

Parallèlement à cette gestion ouvrière, les méthodes de gestion étatique se mettaient en place sous la forme d'entreprises publiques, forme moderne de l'action administrative.

Le plan triennal (1967-1969) et les perspectives septennales (1967-1973) étaient articulés exclusivement autour de l'entreprise publique.

Celle-ci devait réaliser l'industrialisation du pays, de réaliser l'accumulation primitive socialiste, d'être en même temps propagateur du progrès sous toutes ses formes et un levier de transformation incomparable de la société dans ses structures fondamentales, aussi que des mentalités.

En même temps elle devait développer la branche économique qu'elle avait sous son monopole.

Malgré la variété de leurs statuts, ces sociétés nationales ne reposaient sur aucune définition claire et transparente de ce que devait être leur rapport à l'Etat.

Mais si l'on jette un regard sur le domaine beaucoup plus vaste qui constitue l'ensemble de l'économie, on remarque une centralisation croissante sous le contrôle de l'Etat, par le biais des nationalisations des entreprises étrangères, par le renforcement du système productif, par la constitution d'un réseau bancaire national, par la centralisation des ressources financières et par une réglementation impérative et centralisée de la planification. C'est alors que l'on

¹ Enquête APS sur le secteur industriel socialiste du 07 janvier 1965 in : M. Boussoumah. "L'entreprise socialiste en Algérie". Economica. 1982. p260.

peut définir la société nationale comme un rouage d'une grande mécanique. Rien n'est dit sur son marché, sur son positionnement, sur le projet. Au contraire toutes les ressources de l'art juridique sont utilisées pour encadrer chaque aspect de la vie de l'entreprise.

Si elle s'érige en élément fondamental de l'économie nationale, elle n'est cependant pas une fin en soi, mais seulement une condition préalable à la construction du socialisme.

Le secteur public se doit donc d'être unifié dans son statut juridique par "l'instauration d'un nouveau mode de gestion dit gestion socialiste de l'entreprise (G.S.E). Ce nouveau mode d'organisation est selon H. Gourdan "*l'organisation de l'Etat dans l'entreprise*". Cette assertion se justifie aux plans :

- De l'organisation de l'entreprise, où l'Etat en assume totalement "la maîtrise". *L'entreprise ne remplit qu'une façon instrumentale* qui altère totalement son autonomie formelle.

- Et de son institutionnalisation, la création de l'entreprise socialiste définie par code de gestion socialiste des entreprises procède de la même logique que celle de l'organisation des pouvoirs de l'Etat"¹.

Le bilan économique de cette institutionnalisation forcée se soldera par des surcoûts dans les investissements et dans le fonctionnement.

- La sous-utilisation des capacités de production.
- Le surendettement à long, moyen et court terme.
- Des déséquilibres financiers inexplicables par la gestion financière classique de l'entreprise.
- Une faible accumulation technologique et une dépendance extrême vis à vis des fournisseurs d'équipements.

¹ Noureddine SADI : La privatisation des entreprises publiques en Algérie. O.P.U. Avril 2005. p31.

- Une corruption qui va en s'étendant.

Le découvert bancaire du secteur public passera de quatre milliards de dinars en 1973 à 12 milliards de dinars en 1978. C'est dire qu'il représente 57% de la production vendue (chiffre d'affaires en 1973 à 49% en 1978).

A fin 1978 l'endettement total des entreprises socialistes de l'industrie se chiffre à 80 milliards de dinars. Soit 94% de la P.I.B dont 80% est généré par l'investissement. Le déficit (hors hydrocarbures) est passé entre 1973 et 1978 de 408 millions de dinars à 1,88 milliards de dinars. Le taux de satisfaction de la demande par la production nationale est passé de 48% en 1967 à 24% seulement¹.

Quand on dit que l'entreprise est le lieu de création de richesses, que représente une institution qui consomme la richesse créée. Est-ce une entreprise?

Au lieu d'un traitement de la question de l'entreprise, la restructuration organique sur le secteur public dans son ensemble faisant passer le nombre d'entreprises de 70 au total en 1980 à 375 en 1983, soit autant de multiplication pour les problèmes de management qui demeurent posés.

La double chute du prix du pétrole et du dollar en 1986 sera analysée comme le résultat de la "pétrolisation de l'économie et de l'endettement industrialisant, deux facettes du modèle petro-exportateur"², au lieu d'être interprétée comme mode biaisé d'implantation des rapport marchands à travers l'entreprise étatique dans un environnement que rien ne prédispose au développement capitaliste en dehors d'une logique économique et sociale conduite par l'évolution normale des rapports sociaux, au lieu d'une société décrétée.

La réforme de 1988 après celle de l'autogestion, de la société nationale et de l'entreprise socialiste, viendra instituer l'autonomie de gestion de l'entreprise

¹ Chiffres fournis par N. SADI. op. cit. p32.

² Belhimer : La dette extérieure de l'Algérie : op. cit. p 54.

publique dans le contexte d'un capital social de l'entreprise détenu à 100% par l'Etat. Et par la création de fonds de participation; agents fiduciaires de l'Etat chargés de gérer le portefeuille des actions en capital, en guise d'un soit-disant retrait de l'Etat.

Les administrateurs sélectionnés par les institutions gouvernementales dépendent intégralement du chef du gouvernement.

Encore une fois, les systèmes de gestion ne sont pas interpellés, les formes changent, la logique de fonctionnement demeurera constante.

En 1995 les capitaux de l'Etat sont décrétés "capitaux marchands de l'Etat", l'ordonnance 95.22 du 26 Août 1995 pose le problème de la privatisation, il fera l'objet de deux amendements successifs le premier en 1997 et le second en 2001, sans que le processus de privatisation n'avance de façon perceptible.

L'ordonnance 95-25 du 25 septembre 1995, révisée elle aussi en 2001 organise la gestion de ces capitaux dits marchands. Les ventes d'actifs physiques et financiers qui étaient initialement interdits, alors que l'Etat s'était désengagé depuis la crise de 1986, deviennent alors possibles.

Des sociétés Holdings deviennent propriétaires, l'injonction de l'administration centrale interdite en principe demeure de mise.

Les membres du Conseil d'Administration sont nommés par l'Etat, alors que le président est élu par ses pairs dont il est souvent le conseiller.

Le besoin de restructuration exprimé par les différentes réformes depuis 1980 à travers la restructuration organique jusqu'aux lois sur les capitaux marchands de 2001 se soldera par la création de 1.117 filiales, la fermeture de 80 unités économiques, la dissolution/scission d'une dizaine d'entreprises individuelles, la compression de 60.000 travailleurs, la dissolution de 700 entreprises locales, la

cession de leurs actifs, le licenciement de 300.000 agents et un assainissement financier à hauteur de 840 milliards de dinars à fin 1999¹.

Toutes ces actions n'ont pas d'impact positif sur l'efficacité de l'entreprise publique. Elles ont été en effet "sans réelle contrepartie en terme d'efficacité, de compétitivité, de productivité, de créations d'emplois, de rénovation technologique, d'exportation etc..."².

Il y a donc problème, celui-ci réside à notre sens dans la nature de la forme entreprise et l'environnement qui lui sied. O. Ouedrago traitant des entreprises publiques africaines, cerne quatre facteurs explicatifs de ces incohérences en soulignant que "le mode de désignation des dirigeants et des organes de contrôle, le style de gestion, les critères de performances utilisés par la tutelle, l'organisation même de cette tutelle sont des facteurs générateurs d'inefficacités"³.

L'entreprise ne serait être un dénombrement de l'administration centrale. La gestion ne peut émerger ni se développer dans ce cadre. "Dans une économie statique il n'y a pas d'entreprises ni même d'hommes d'affaires. Dans une telle société, l'intermédiaire est un courtier qui prend sa commission sous forme d'honoraires ou encore un *spéculateur* qui n'est pas une source de nouvelle valeurs.

Une entreprise ne peut exister qu'au sein d'une économie en expansion ou à tout le moins d'une économie qui considère le changement comme étant une chose à la fois naturelle et désirable. Les affaires sont un vecteur spécifique de la croissance, de l'expansion et du changement"⁴.

¹ Données fournies par N. SADI. op. cit. p62.

² S. Mouhoubi "L'Algérie à l'épreuve des réformes économiques". O.P.U. Alger. 1998. p21.

³ N. SADI. op. cit. p81.

⁴ Peter Durcker : La nouvelle pratique de la direction des entreprises. éd. Organisation. Paris. 1974. p86.

Faute donc d'entreprise c'est le spéculateur (l'informel) qui s'implante. L'économie n'est pas rentière parce qu'elle recèle des hydrocarbures, elle est rentière parce qu'elle destine sa richesse à la consommation et non à l'accumulation du capital.

D'ailleurs l'entreprise dans sa forme de non-entreprise ne transforme ni l'argent en capital, ni la ressource humaine en capital humain, ni les savoirs et savoir-faire en capital technologique.

L'empêchement de la forme entreprise dans le substrat économique ne peut relever que de ce désir. La privatisation pourrait-elle alors fournir une issue? Le bilan de la privatisation depuis la promulgation de l'ordonnance 95-22 ne semble pas satisfaisant. En dehors de 1.774 sociétés de salariés créées (dont 25% seulement sont des S.P.A) les entreprises publiques ont à peine été touchées mis à part les cinq sociétés introduites en bourse (hôtel Aurassi 20%, SAIDAL 20%, ERRIAD Setif 20%, SIDER El Hadjar 70% et l'ENAD 60%) le reste n'a pas changé. Les causes idéologiques et politiques jouent un très grands rôle.

DEME rapporté par SADI note "les Etats ont besoin de l'administration et des entreprises publiques pour asseoir une base sociale de leur pouvoir, pour assurer une autorité sur un corps social parfois peu réceptif à leur pouvoir, par la distribution de prébendes pratiques clientélistes) (...) Ces raisons font que les Etats restent attachés à la survie de leurs entreprises publiques et ne sont pas enclins à les transférer au secteur privé"¹.

De toute les façons le secteur privé n'a pas lui aussi constitué d'entreprise par faute de capital managérial et entrepreneuriale.

Les entreprises qui font figure de modèles d'entreprises vivent sur des emprunts bancaires non remboursés et donc sur l'endettement dépassant leurs fonds propres. Le reste du secteur privé s'oriente sur le commerce et la petite

¹ N. SADI. op. cit. p199.

transformation dans le cadre des formes d'organisations traditionnelles et familiales. La sanction du marché est atténuée par l'Etat et les différentes fraudes fiscales, non déclaration, contre façon et autres détours de la concurrence.

L'entreprise dite publique reste donc l'instrument le plus indiqué; en dehors de l'administration, pour l'intervention de l'Etat dans le champ économique, une intervention qui se compte en milliards de dollars comme le précise N. SADI¹. Malgré tout, cela ne peut fabriquer l'entreprise.

¹ N. SADI : La privatisation des entreprises publiques. O.P.U. Avril 2005. p62.

Conclusion de la deuxième partie

Rechercher la création de richesse en Algérie a consisté pour nous à interroger son modèle d'accumulation tel que nous l'avions annoncé en conclusion de la première partie après toutes les définitions de la richesse.

Dans une première tentative le pays avait visé son indépendance économique en rupture avec la division internationale du travail, il en avait fait une base doctrinale à laquelle allait s'ajouter la centralisation des décisions par un Etat détenteur de tous les leviers économiques.

Il parût alors que l'industrialisation serait la voie d'entrée dans la modernité à la manière de ce que fit l'occident durant la grande transformation.

L'industrie de base et principalement la sidérurgie était décrétée entraînante et avait les plus forts "effets de retombées". L'industrie légère devait faire face à la création d'emplois dans une société traditionnelle mise en ordre pour générer la société économique hiérarchisée par les nouveaux rapports. Le plan devait ainsi agencer le tout.

Le processus d'accumulation fut mis en place en même temps qu'un mode adapté de financement. Plus des deux tiers des investissements publics entre 1967 et 1973 ont été réalisés dans les secteurs de l'industrie et de l'agriculture, le tiers restant était destiné au développement des infrastructures, de transport, télécommunications, éducation...

L'analyse du bilan du système industriel révélait qu'il fut en fait une juxtaposition d'un secteur de valorisation des hydrocarbures et d'un secteur de biens intermédiaires sans cohérence nécessaire à la production des moyens de production et de moyens de consommation.

Comment assurer alors la production de richesses par un secteur non intégré? Près de 50% des investissements industriels étaient alloués aux hydrocarbures essentiellement consacrés à la valorisation, à l'exportation pour rembourser l'achat d'unités de raffinage. Est-ce là un processus d'accumulation?

L'appareil industriel mis en place et son fonctionnement réel au plan des effets d'entraînement quasi-nuls, de l'allongement considérable des délais de réalisation, du faible taux d'utilisation des capacités de production, de la faiblesse de l'engineering et des surcoûts pouvait-il générer un surplus, condition de l'accumulation de la richesse?

Quand le financement sur les ressources externes représente 79% en 1967 et 1969, 60% de 1970 à 1973 et 77% depuis 1974 à 1979. Il y a lieu de se poser la question si le système productif est construit pour l'enrichissement ou pour l'endettement?

Peut-on constituer une base d'enrichissement quand le sous-investissement dans l'agriculture aggrave la dépendance alimentaire et quand l'industrie souffre de retards enregistrés par les réalisations et que le recours massif aux importations font jouer le multiplicateur d'investissement dans les pays fournisseurs et que les inégalités sociales s'accroissent?

En fait les dysfonctionnements à tous les niveaux absorbent les richesses à un niveau tel que l'assainissement du secteur public, hors prise en compte des divers assainissements des banques, est estimé à 412 milliards de dinars pour les entreprises, 240 milliards de dinars au titre du dispositif banques-entreprises et de 27 milliards de dinars pour le dispositif social en 1998.

A toute cette hémorragie s'ajoute le service de la dette extérieure qui avoisinait 10 milliards de dollars en 1991, alors que la dette publique approche les 1000 milliards de dinars à fin 1993.

Ces désaccumulations successives vont aboutir à la nécessité d'un programme de stabilisation macroéconomique sous l'effet de l'étranglement financier et qui signifie que le pays a consommé improductivement ses richesses. 16 milliards de dollars sont rapportés par le rééchelonnement de 55% de la dette extérieure.

Cependant la gouvernance axant la politique économique sur l'excès de rigueur monétaire va aboutir à faire chuter le taux de croissance à 1,2% et à -0,9% hors hydrocarbures.

De 1990 à 2003 la croissance sera de 2,4% en moyenne avec des périodes de décroissance (1993-1994) alors que l'accroissement démographique enregistre un taux de 1,88%, pendant que la désindustrialisation du pays se poursuit, la production industrielle baissant de 0,6% par an la perspective d'amélioration de la position compétitive demeure bloquée aussi bien pour le secteur public que le secteur privé.

Il n'est plus question de création de richesse mais de stagnation du développement économique.

Les investissements directs étrangers pourraient-ils enclencher la relance économique?

La frilosité des entreprises étrangères ne peut constituer un gage pour l'avenir, surtout que les opérations d'investissements sont clairsemées à travers l'économie (le secteur des hydrocarbures en accapare une grande part et pour cause) et ne constituent donc pas d'effet de retombées.

L'impulsion de la croissance par la dépense à travers le programme national de développement de l'agriculture, du plan de soutien à la relance économique (2000-2003) et le plan de consolidation de la relance en cours peut-elle constituer une nouvelle base d'accumulation de richesse? Les premiers résultats sont mitigés et une étude plus approfondie pourra le déterminer.

Ces questionnements permettent d'aboutir à une première réponse quasi-certaine : l'accumulation a gravement manqué d'institutions en mesure de promouvoir croissance, développement et richesse.

Ni l'entreprise, considérée dans les modèles comme lieu de création de richesse, n'a révélé sur le plan national cette caractéristique, ni la banque n'a été l'outil d'intermédiation entre l'épargne et l'investissement, une grande part de la masse monétaire demeure encore hors circuit bancaire, ni le marché n'a été le régulateur attendu pour permettre une allocation marchande des flots d'investissements et qui ne sont pas multipliés.

Conclusion générale

Le questionnement par rapport à la problématique de la création de richesse en Algérie nous a conduit à constater un certain nombre de problèmes qui ont conduit à l'échec des politiques publiques dont il faut tirer les conclusions sur le plan des causes internes et des problèmes plus fondamentaux qui relèvent de l'environnement international.

Une grande partie des pays d'Afrique et d'Asie qui étaient sous le joug colonial jusqu'après la seconde guerre mondiale ont vu leur indépendance comme l'occasion de pénétrer la modernité économique en agissant en faveur du développement.

Presque toutes ces nations voyaient en l'intervention énergique de l'Etat, le sentier qui permettait l'atteinte de l'objectif dans des délais très courts et l'on parla même de développement accéléré. Elles considéraient aussi qu'il fallait le faire en réaction à l'exploitation capitaliste coloniale et que par voie de conséquence, il fallait s'inscrire en faux par rapport à la division internationale du travail.

Beaucoup adoptent alors le socialisme et l'industrialisation rapide à l'image de l'ex URSS qui leur fournissait pensaient-elles un modèle de succès.

L'ensemble de l'économie fut alors administré au moyen de la planification centralisée et des plans quadriennaux ou quinquennaux furent adoptés. Chaque secteur devait réaliser un taux de croissance impérativement, son niveau d'investissement, le montant des facteurs qui lui étaient alloués et les taux d'utilisation des capacités de production, furent décidés centralement.

Les échanges extérieurs relevaient strictement des pouvoirs publics. Les systèmes de financement furent adaptés à cette organisation ses secteurs réels.

Mais il s'avéra, généralement au bout de la mise en œuvre des deux plans quadriennaux, que la planification n'aboutissait pas à la réalisation des succès escomptés. En fait de capacité de prévision et de coordination que l'on prêtait au plan, on s'apercevait que l'instrument n'était pas aussi parfait que l'on prévoyait. L'agrégation des informations venues des niveaux de base ne pouvaient être significatives et prêtaient à des décisions approximatives. Les entreprises qui réalisaient les projets de développement pouvaient plus facilement régler les questions qui se posaient au fur et à mesure que ne pouvait le faire l'administration centrale, mais elles n'avaient pas le pouvoir de décision qui demeurait au niveau des tutelles, qu'elles relèvent du secteur réel ou du secteur monétaire.

Ces menus détails ont leur importance dans la mesure où agrégés ils devenaient des "restes à réaliser" importants et il fallait alors allonger les délais et payer des coûts supplémentaires, ce qui manifestement grevaient les budgets.

Quant aux modèles de développement choisis, tout cet ensemble de pays va pratiquer la politique de substitution aux importations, c'est à dire opter pour la production sur le plan local ce qui fut importé dans le temps. Ainsi l'industrialisation devenait le maître-mot des Etats aux prises avec les problèmes du sous-développement et des populations jeunes et en croissance rapide qui étaient à l'origine de demandes multiformes et toutes aussi urgentes les unes que les autres. L'industrie était alors la réponse idoine qui démontrait que l'Etat s'était bien engagé dans la voie du progrès. Mais la stratégie de substitution aux importations présentait des inconvénients majeurs. Il fallait ériger des barrières commerciales visant à protéger les entreprises nationales.

Ce protectionnisme allait s'avérer néfaste dans la mesure où sous une myriades de justificatifs, les entreprises ne pouvaient posséder le savoir et le savoir-faire pour remplacer le produit anciennement importé. Les entreprises

s'avéreraient aussi inefficaces les unes que les autres et devenaient, au lieu de centres de création de richesses, un gouffre budgétaire, la valeur ajoutée de l'industrie protégée étant négative, soutenue par l'Etat, elles le demeurent encore et absorbent les richesses venues d'autres secteurs (les hydrocarbures en Algérie). La situation se complique quand il s'agit de réaliser l'intégration intersectorielle et qu'un produit de base n'arrive aux entreprises qui l'attendent après de longs délais et avec des surcoûts . Les déficits deviennent alors cumulatifs.

Certains pays comme le Brésil par exemple, ont cependant réussi leur décollage économique grâce à un encadrement, une maîtrise, et des ouvriers qualifiés et compétents. La crise de la dette des années quatre-vingt a remis beaucoup de choses en question, le problème du développement reste posé.

La fermeture des frontières, quand l'économie est tournée sur elle même et n'est pas axée sur l'exportation. L'absence d'entreprises étrangères et donc de normes de production et de commercialisation universelles se traduit par l'effacement de l'innovation et la non incitation aboutit à l'inefficacité surtout pour les biens industriels. L'intervention de l'Etat pour soutenir ces activités contribue à une désaccumulation au lieu d'une accumulation tant recherchée.

Ainsi les activités motrices de l'industrialisation dans notre pays a travers les branches complémentaires hydrocarbures, chimie d'une part et sidérurgie-mécanique d'autre part programmées en 1970 ne sont entrées en production effective qu'en 1973 à concurrence de 20% de la capacité installée et seulement 40% au delà de 1977 occasionnant donc ripage de délais, surcoûts et manque d'intégration.

Ces dysfonctionnements posent en fait la question de la validité d'un développement économique qu'entreprend l'Etat de façon unilatérale. Beaucoup d'expériences révèlent que l'Etat n'est pas le régulateur indiqué pour des

processus de développement qui s'étendent sur un territoire nationale donné et qui tous doivent utiliser la même capacité de ressources humaine et matérielle.

L'allocation faite par l'Etat s'avère généralement inefficace par erreur, d'autant plus que les choix publics ne concordent pas avec les intérêts privés. La résolution de ce conflit se réalise alors par des réseaux informels ou entraîne la corruption. Ce qui représente autant de fruits du circuit d'accumulation officiel.

Dans le cas de l'investissement et les avantages spéciaux qu'accorde le gouvernement pour soutenir les entreprises à lancer des projets, il est à remarquer que souvent ces aides se sont transformées en rente renforçant l'informel.

Sur le plan beaucoup plus large du développement en lui-même et dans le contexte de la mondialisation les questions ne sont pas de moindre importance.

Notre recherche nous a amené à interroger l'histoire des faits économiques et de la pensée économique sur les phénomènes qui une fois réunis pouvaient entraîner le mouvement de génération de la richesse de façon auto entretenue et cumulative.

Ces conditions se sont en fait présentées dans l'histoire universelle comme des transformations profondes sur les plans culturel, social et psychologique pour fonder un système économique à nul autre pareil, le capitalisme, qui fut et qui demeure le creuset de la création continue de la richesse et de l'exclusion de couches sociales et de pays devenus "périphériques" quand il eut à émerger au plan international.

Le capitalisme est cet ordre social dont la nature a donné naissance à une logique historique particulière et unique.

Aucun système n'a offert autant de possibilités technologiques à la communauté de laquelle il émergeait et qui résident dans les flots successifs, de moyens de production sans cesse renouvelés dans leur fond et dans leur forme grâce aux vagues ininterrompues de connaissances qui s'y sont déversées.

Ce système n'a pu le faire que parce que fondamentalement il était une rupture globale avec le passé et une rupture de la société en deux classes antagoniques mais nécessaires l'une à l'autre, la bourgeoisie et le prolétariat qui allait investir les institutions dans lesquelles elles allaient collaborer malgré les conflits d'intérêt. Les institutions qui ont fait la particularité du capitalisme.

En premier lieu la forme entreprise créée pour fusionner et canaliser les énergies des deux classes dans la direction voulue par le système; faire un lieu de création de richesse. La fondation des Bourses et des diverses formes de crédit complétait l'édifice institutionnel nécessaire au développement du capital.

L'économie Européenne prendra son avance sur le reste du monde grâce à ces institutions fondatrice d'un mode de vie nouveau.

Dans le Tiers-Monde un nombre important de pays vont alors tenter l'expérience du développement supposée reproduire le processus historique de l'industrialisation britannique dit du Take off de 1750.

Développement autonome, autocentré, endogène, intégré seront autant d'objectifs alignés pour décrire les expériences dont presque aucune n'aboutira à l'accumulation du capital, car nous dit Fernand BRAUDEL, la révolution industrielle ne s'improvise pas elle s'annonce longtemps avant le XVIII^e siècle, elle se prépare avec la complicité active de la société et la preuve est que les pays sous-développés, alors que le modèle de la réussite est sous leurs yeux, ratent leur révolution industrielle.

En effet nous révèle le même auteur, le capitalisme est dans la longue perspective de l'histoire, le visiteur du soir. Il arrive quand tout est déjà en place.

L'accumulation du capital est plus un résultat historique que celui d'un modèle .tel qu'il soit.

Il paraît évident que l'on peut poser la question de l'essor des pays dits émergents seraient-ils une exception où alors le développement ne serait-il pas un leurre mais une possibilité réelle.

Il est aujourd'hui admis que aussi bien les stratégies fondées sur le protectionnisme et sur un niveau élevé d'intervention publique que celles fondées sur le libéralisme à travers ses programmes, de libre échange, de protection des investissements directs étrangers et de libération du compte capital de la balance des paiements, n'ont pas réussi et ont conduit à des échecs.

La question de la "réussite" des pays dits émergents demeure cependant posée.

Des politiques économiques telles de désengagement de l'Etat de l'économie par la privatisation, la convertibilité de la monnaie, la réduction des barrières douanières, l'ouverture du capital des entreprises aux investisseurs étrangers, l'activation du marché boursier, ont généré des taux de croissance du produit intérieur brut supérieurs à 6% par an.

Ainsi les petits dragons Singapour, Taiwan et la Corée du Sud après avoir privilégié les industries lourdes (pétrolières et pétrochimiques pour Singapour, les industries d'équipements pour Taiwan et la Corée du Sud) ont opté pour les activités "High-Tech" au début des années 80 et la recherche scientifique particulièrement pour Taiwan et la Corée du Sud en choisissant l'ouverture sur le monde, la libéralisation de l'économie, l'accueil pour les entreprises étrangères américaines, japonaises et européennes.

Les "bébés tigres" que sont la Malaisie, la Thaïlande, les Philippines et l'Indonésie ont choisi l'ouverture et l'industrialisation par des industries de bas niveau technologique en 1975-1980 puis depuis le milieu des années 90 l'option fut celle des techniques plus sophistiquées et à fin du XX^e siècle des technologies moyennes comme l'automobiles furent employées.

Ces voies de développement ont effectivement induit une augmentation de la richesse nationale. Mais la crise asiatique de 1997 a révélé la vulnérabilité des investissements spéculatifs. Quand aux inégalités sociales elles se sont réellement creusées et la pauvreté frappe la grande masse des populations rurales dans des pays où l'agriculture occupe plus de 40% des actifs.

En Inde dix ans après ce qui fut appelé le tournant réformateur de 1991 provoqué par le Ministre des finances Manmohan Singh, la croissance a été de 6,4% par an en moyenne. Sur les dix années de réformes, l'industrie s'est modernisée et son poids dans l'économie s'est accru aussi bien dans les secteurs traditionnels que dans les technologies de pointe (les biotechnologies : surtout les médicaments génériques, et l'industrie informatique : la cyber révolution).

Mais cette percée économique n'est perceptible que pour une petite minorité de la population urbaine anglophone et éduquée. La classe moyenne compte 100 millions de personnes (les yuppies jeunes cadres modernisés) et à côté vivent 130 millions de chômeurs pour 400 millions d'actifs occupés et plus du tiers de la population vit au dessous du seuil de pauvreté.

Est-ce un bon développement quand les bons informaticiens de l'Inde sont très recherchés aux USA, mais la pays ne compte que 5 millions d'ordinateurs personnels, 1,8 millions d'internautes seulement, et 26 millions de téléphones pour un milliard d'habitants en 2000?

Après un quart de siècle d'économie socialiste de marché et une croissance moyenne de 9,4% par an depuis 1979, le décollage économique de la Chine semble spectaculaire. Mais en dépit de ses 1,3 milliards d'habitants le PIB était en 2005 tout juste en train de rattraper celui de la France. L'accumulation se fait au dépens du monde rural qui compte 800 millions d'habitants soit près des deux tiers de la population.

L'inégalité ville-campagne crée des désordres sociaux majeurs en multipliant l'exode rural. Malgré la croissance, le chômage (sous-estimé) aurait doublé depuis dix ans pour atteindre 5% dans les villes.

L'indice de GINI qui caractérise le niveau d'inégalité de revenus au sein d'une société est passé de 0,3 en 1980, un des plus bas niveau en Asie à 0,45 en 2005.

Pendant qu'un chinois des villes gagne en moyenne 2.200 Yuans (2.200 Euros) à Shanghai, l'habitant rural des régions intérieures touche en moyenne 1.500 Yuans dans l'année (150 Euros). A cela viennent s'ajouter les inégalités non monétaires en matière d'infrastructures de transport, de santé, de culture, d'éducation et même d'environnement.

Entre 1990 et 1999 le revenu des 1% les plus riches a progressé en moyenne de 11% par an contre 4,9% par an pour les 50% les plus pauvres et à peine 3% par an pour les 1% les plus pauvres. Au Brésil les 20% plus riches détiennent 65% des richesses.

La mondialisation économique a permis dans les pays en développement l'émergence d'une classe de gens riches qui n'ont rien à envier à leurs homologues des pays du nord.

Ce "stockage" des revenus au sommet de la pyramides sociale réduirait selon les experts les chances de décollage du pays.

Il semble que le Take off britannique se soit déroulé dans d'autres conditions, à long terme la révolution industrielle a permis une élévation extraordinaire des niveaux de vie. La rareté a fait place à une abondance relative.

Il est utile de préciser qu'on ne saurait juger les conditions de l'époque avec notre regard présent. Le travail des femmes et des enfants aujourd'hui si décrié fut considéré à l'époque comme un progrès par rapport à la pauvreté ambiante.

L'indice des salaires réels est passé de 34 en 1790 à 102 en 1920. Quand on constate que de nos jours les I.D.E et les délocalisations ne s'effectuent que si les salaires sont réellement bas nous interroge sur le sens de l'accumulation et du développement.

Des indicateurs sociaux montrent que l'éducation s'est améliorée, la mortalité infantile a baissé et l'espérance de vie est passée de 33 ans en 1688 à 40 ans en 1820 et 53 ans en 1911. En outre le nombre de démunis baisse de 20% de la population vers 1800 à 15% en 1812 et 6% en 1867.

Les inégalités de revenu et de richesse relevés par le coefficient de GINI pour les revenus est passé de 0,47 en 1688 à 0,49 en 1760, 0,55 en 1867 ce qui est comparé au même indice indiqué plus haut sur la Chine.

Dans le domaine scientifique et technique diverses sociétés s'étaient créées pour développer les connaissances la Royal Society (1662) la National Society of Arts (1754) et bien d'autres du même type créant ainsi un terreau de science et de technologie endogène et donc reproductible et perfectible, en est-il de même des pays dits "émergents"?

Le système de brevet fut mis en place en Grande Bretagne au XVIIIe siècle.

Ce sont là nos questionnements qui nous ont conduit à nous intéresser à la problématique de la "création de richesse" non pas en tant qu'effet qualitatif mais comme sens comportant signifiant et signifié.

Quels sont les ressorts de la production de richesse? Quelles sont les soubassements d'un mode .d'accumulation peut on modéliser ces ressorts et ces soubassements qui relèvent de notre point de vue de l'analyse du sens et non d'une quelconque modélisation appauvrissante et supposée transmissible oubliant que notre science est avant tout humaine.